

COMMUNE DE SAINTE-HELENE-SUR-ISERE

Département de la Savoie

PLAN LOCAL D'URBANISME 1. Rapport de présentation



DOSSIER D'APPROBATION

Vu pour être arrêté à la délibération du conseil
municipal en date du 20 juin 2019

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – DIAGNOSTIC TERRITORIAL, ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET MUTATION ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	7
PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	8
1 UNE EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DYNAMIQUE.....	8
1.1 Une évolution démographique positive grâce aux soldes naturels et migratoires	8
1.2 Une population vieillissante dominée par les familles	10
2 UN PARC DE LOGEMENT EN AUGMENTATION DEPUIS 1990	12
2.1 Des résidences principales majoritaires	12
2.2 Un parc de logements dominé par la maison individuelle et des résidences principales occupées majoritairement par le propriétaire	13
2.3 Une évolution du nombre de personnes par ménage impactant le besoin en logements.....	14
2.4 Parc social, Programme Local de l'Habitat	15
2.5 Permis de construire de nouveaux logements entre 2008 et 2018	17
3 QUELLES PERSPECTIVES DE POPULATION ET DE LOGEMENTS POUR LES 10 PROCHAINES ANNEES ?	24
3.1 En termes quantitatifs	24
3.2 En termes qualitatifs.....	25
3.3 Prévisions SCOT.....	25
4 AGRICULTURE.....	27
4.1 Caractéristiques des exploitations agricoles.....	27
4.2 Espaces agricoles	30
4.3 Prise en compte du Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier	34
5 POPULATION ACTIVE ET ACTIVITES ECONOMIQUES	36
5.1 Les actifs.....	36
5.2 Entreprises présentes sur la commune	38
5.3 Quelles perspectives de développement économique ?.....	40
6 EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUX.....	42
6.1 Equipements communaux et services à la population	42
6.2 Transports, déplacements et stationnements	43
6.3 Infrastructures du territoire	48
7 COOPERATION INTERCOMMUNALE.....	66
8 ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	67
8.1 Les éléments du Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère	67
8.2 Le SDAGE Rhône – Méditerranée	67
8.3 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	68
8.4 Prise en compte du Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier	72

PARTIE 2 : ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS	74
1 CAPACITES DE MUTATION DES ENSEMBLES BATIS : PARC DES LOGEMENTS VACANTS OU CONSTRUCTIONS A REHABILITER	74
2 CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ENSEMBLES BATIS	74
PARTIE 3 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	81
1 CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DE LA COMMUNE	81
1.1 Relief	81
1.2 Hydrologie	81
1.3 Géologie	81
1.4 Climat	83
2 GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	84
2.1 Préservation de la ressource en eau	84
2.2 Qualité des sols	84
2.3 Politique énergétique du territoire	85
2.4 Caractéristiques énergétiques de la commune	85
2.5 Gestion des paysages	87
3 QUALITE DES MILIEUX, POLLUTIONS ET NUISANCES	89
3.1 Qualité de l'air	89
3.2 Sols pollués	91
3.3 Gestion des déchets	93
3.4 Prise en compte du bruit	94
4 BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS	97
4.1 Les ZNIEFF de type 2	97
4.2 Les ZNIEFF de type 1	99
4.3 Les zones humides	101
4.4 Inventaire régional des tourbières : Lac et tourbières de Fontaine Claire	105
4.5 Les corridors biologiques locaux	106
4.6 La trame bleue : application du SDAGE et du SAGE	107
4.7 Faune sauvage	107
4.8 Réglementation des boisements – Espace Boisé Classé	109
4.9 Forêt communale	109
4.10 La forêt domaniale	111
5 ANALYSE PAYSAGERE ET URBAINE	113
5.1 Le grand paysage	113
5.2 Les unités paysagères	114
5.3 Les perceptions sensibles	123
5.4 Analyse urbaine	126
6 PATRIMOINE CULTUREL	135
6.1 Les caractéristiques architecturales	135
6.2 Le patrimoine bâti	140
6.3 Patrimoine archéologique	145
7 PREVENTION DES RISQUES	147
7.1 Risque sismique	147
7.2 Risques miniers	147

7.3	Risques naturels	147
7.4	Risques technologiques	148
CHAPITRE 2 – JUSTIFICATIONS		150
1	CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD	151
1.1	Proposer du logement diversifié pour maintenir la croissance démographique et accueillir les actifs attendus dans la vallée.....	151
1.2	Améliorer les équipements publics et les services à la population.....	153
1.3	Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales	153
1.4	Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain	155
1.5	Maintenir et permettre le développement des activités agricoles.....	161
1.6	Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel.....	162
1.7	Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité.....	163
1.8	Permettre le développement des activités de loisirs et de tourisme.....	164
2	CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES OAP	164
2.1	Les OAP sur les secteurs destinés à l'habitat.....	164
2.2	Les OAP sur les secteurs destinés aux activités économiques	167
2.3	Justification des choix au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement	168
3	CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE ZONAGE ET LE REGLEMENT	169
3.1	La définition du zonage, au service du PADD et en réponse aux objectifs de protection de l'environnement.....	169
3.2	Nécessité du règlement pour la mise en œuvre du PADD, justifications des différences et complémentarité avec les OAP ; justification des choix au regard de l'environnement	183
3.3	Justification des zones urbaines soumises au RNU (dans les PLUI), des zones U ou AU sans règlement (uniquement avec des OAP) et des servitudes de projet (5° du L.151-41 c. Urb.).....	192
CHAPITRE 3 – PRESERVATION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT, INCIDENCES DU PLU		193
1	INCIDENCES DU PROJET DE PLU SUR LES ZONES NATURA 2000	194
2	INCIDENCES DU PLU SUR LES AUTRES MILIEUX NATURELS SENSIBLES	195
2.1	Incidences sur la trame verte	195
2.2	Incidences sur la trame bleue.....	197
3	INCIDENCE DU PLU SUR LA GESTION DE L'ESPACE, LES PAYSAGES NATURELS ET BATIS, LA QUALITE DU CADRE DE VIE ET LA SANTE.....	197
3.1	Sur la consommation foncière.....	197
3.2	Sur la qualité paysagère du territoire, la qualité de vie et la santé	198
4	INCIDENCES DU PLU SUR LES ESPACES ET L'ACTIVITE AGRICOLES	199
5	MAITRISE DES BESOINS EN DEPLACEMENTS ET DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE	199
6	GESTION DE L'EAU	200
6.1	L'eau potable	200
6.2	Les eaux usées.....	200

6.3	Les eaux pluviales.....	200
7	GESTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	201
8	INCIDENCES DU PLU EN TERMES DE POLLUTION ET NUISANCES	201
9	PERFORMANCE ENERGETIQUE	202
10	RESSOURCES NATURELLES	202
11	ECONOMIE LOCALE	202
 CHAPITRE 4 – INDICATEURS NECESSAIRES A L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN		204

PREAMBULE

1. Situation géographique

Administrativement rattachée au canton d'Albertville 2, la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère se situe à environ 11 km du chef-lieu de canton. Les autres communes du canton sont : Albertville (partie sud), Bonvillard, Cléry, Frontenex, Gilly-sur-Isère, Grésy-sur-Isère, Grignon, Montailleur, Monthion, Plancherine, Saint-Vital, Sainte-Hélène-sur-Isère, Tournon et Verrens-Arvey.

Sainte-Hélène-sur-Isère appartenait jusqu'au 1^{er} janvier 2017 à la Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie (CCHCS), avec les communes suivantes : Bonvillard, Cléry, Frontenex, Grésy-sur-Isère, Montailleur, Notre-Dame-des-Millières, Plancherine, Saint-Vital, Tournon et Verrens-Arvey. L'analyse socio-économique de Sainte-Hélène-sur-Isère est comparée à celle de la communauté de communes, échelle plus pertinente que celle de la Communauté d'Agglomération Arlysère, à laquelle appartient désormais Sainte-Hélène. Les données de la CCHCS datent de 2014 étant donné qu'elles n'existent plus depuis la fusion.

Les communes limitrophes sont : Notre-Dame-des-Millières, Saint-Paul-sur-Isère, Bonvillard, Aiton, Montailleur, Saint-Vital et Frontenex.

Carte 1 : Situation de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère



Source : Carte IGN de la Savoie.

La commune s'étend sur 1447 ha, entre 300 m (Isère) et 2 294 m (pointe entre la Dent du Corbeau et le Grand Arc) d'altitude.

2. Présentation de la procédure du PLU

Dans sa délibération du 11 septembre 2015, le conseil municipal de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère engage la révision de son Plan Local d'Urbanisme, avec les objectifs suivants :

- prendre en compte les capacités et l'existence des équipements (réseaux d'eau potable et d'assainissement, électricité, voirie),
- tenir compte des besoins en développement démographique et économique (zone du Vernay, niveau 2),
- prendre en compte les enjeux agricoles (23 exploitants agricoles déclarés), naturels (4 ZNIEFF, 7 zones humides), paysagers et les risques naturels,
- analyser les déplacements (prévoir liaisons entre principaux secteurs urbanisés, commerces et services),
- mise en conformité avec la loi grenelle et le SCOT : densité de logements, surface urbanisable.

C'est une réflexion globale, portant sur l'ensemble du territoire communal, qui permettra de prendre en compte les préoccupations du développement durable dans le cadre de la révision du PLU.

Le dossier de PLU, conformément aux articles R.123-1 et suivants du Code de l'urbanisme comprend :

- Le rapport de présentation
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables
- Les orientations d'aménagement et de programmation
- Le règlement, accompagné de documents graphiques
- Les annexes

CHAPITRE 1 – DIAGNOSTIC TERRITORIAL, ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET MUTATION ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

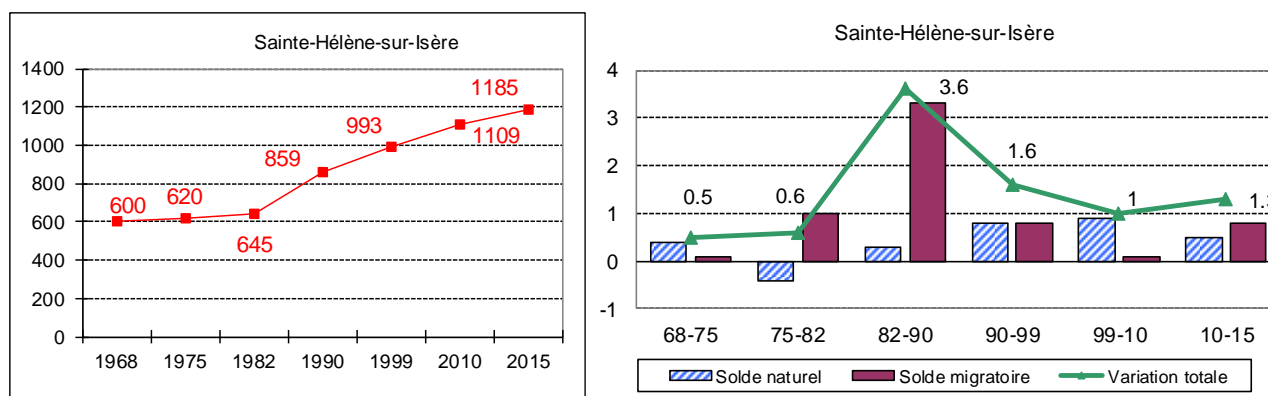
1 UNE EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DYNAMIQUE

1.1 Une évolution démographique positive grâce aux soldes naturels et migratoires

Sainte-Hélène-sur-Isère compte 1 185 habitants en 2015.

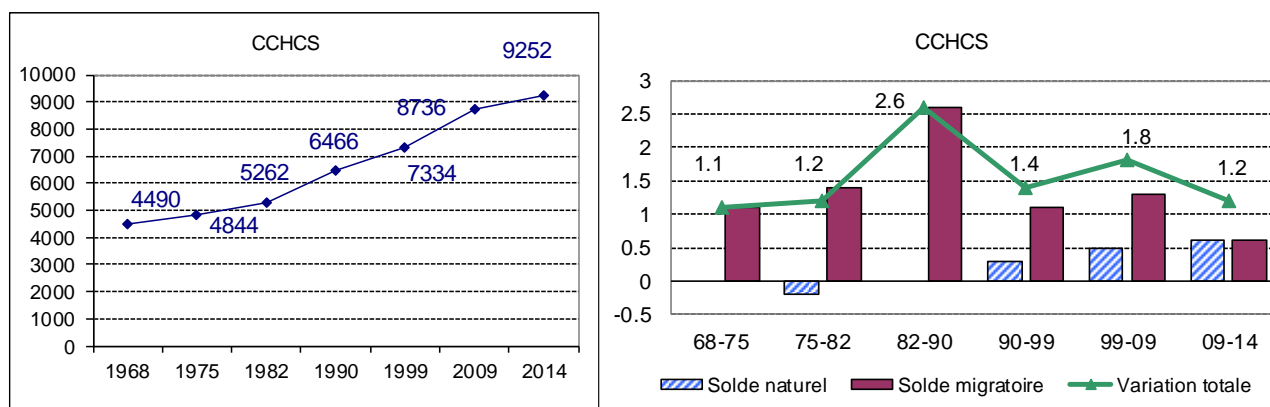
La population croît depuis 1968, avec une accélération forte sur la période 1982 – 1990, grâce à un solde migratoire élevé. Cette évolution est due au programme de rénovation du centre du village en 1982, à la création de trente logements sociaux au Charvan (en 1995) et au lotissement de 7 logements réalisé par l'OPAC à La Perrière. Il s'en suit un ralentissement dû essentiellement à la baisse du solde migratoire sur la période 1999-2010. Depuis 2015, la croissance est de nouveau repartie à la hausse, avec un taux de 1,3%/an, dû aussi bien aux migrations qu'au solde naturel. L'opération du Villard, avec huit maisons en 2018, puis les permis sous forme disséminée ont concouru à la reprise démographique. La position de Sainte-Hélène-sur-Isère et son dynamisme économique peuvent expliquer cette croissance.

Graphique 1 : Evolution démographique et taux démographiques de Sainte-Hélène-sur-Isère



Source : chiffres de l'INSEE.

A l'échelle de la CCHCS, la population ne cesse de croître également, en grande partie grâce au solde migratoire jusqu'à 2009 et grâce au solde naturel et au solde migratoire depuis. Le territoire, à proximité de l'agglomération d'Albertville, facile également d'accès pour les actifs travaillant sur Montmélian, Chambéry voire Grenoble, attire de nombreux actifs. Cet apport de population nouvelle permet un solde naturel positif également.

Graphique 2 : Evolution et taux démographiques de la CCHCS

Source : chiffres de l'INSEE.

En y regardant de plus près, on constate que toutes les communes connaissent une évolution démographique positive entre 1999 et 2008. Entre 2008 et 2013, les communes qui restent les plus dynamiques sont Verrens-Arvey (+2.3%/an) et Cléry (2%/an) grâce notamment à leur exposition sud et à la qualité du cadre de vie. Deux communes : Grésy-sur-Isère et Saint-Vital, perdent des habitants entre 2008 et 2013, essentiellement à cause d'un solde migratoire négatif.

Tableau 1 : Evolution comparée de la population de l'ensemble de la CCHCS

	Population 1999	Population 2008	Population 2013	Taux annuel moyen 99/08	Taux annuel moyen 08/13
Bonvillard	247	336	350	3.50%	0.80%
Cléry	226	401	442	6.60%	2.00%
Frontenex	1582	1671	1760	0.60%	1.00%
Grésy-sur-Isère	1043	1259	1244	2.10%	-0.20%
Montailleur	588	598	661	0.20%	2.00%
Notre-Dame-des-Millières	812	896	975	1.10%	1.70%
Plancherine	297	395	424	3.20%	1.40%
Saint-Vital	581	670	660	1.60%	-0.30%
Sainte-Hélène-sur-Isère	993	1106	1147	1.20%	0.70%
Tournon	391	554	587	3.90%	1.20%
Verrens-Arvey	574	761	852	3.20%	2.30%
Communauté de Communes Haute Combe de Savoie	7334	8647	9102	1.90%	1.00%

Source : chiffres de l'INSEE

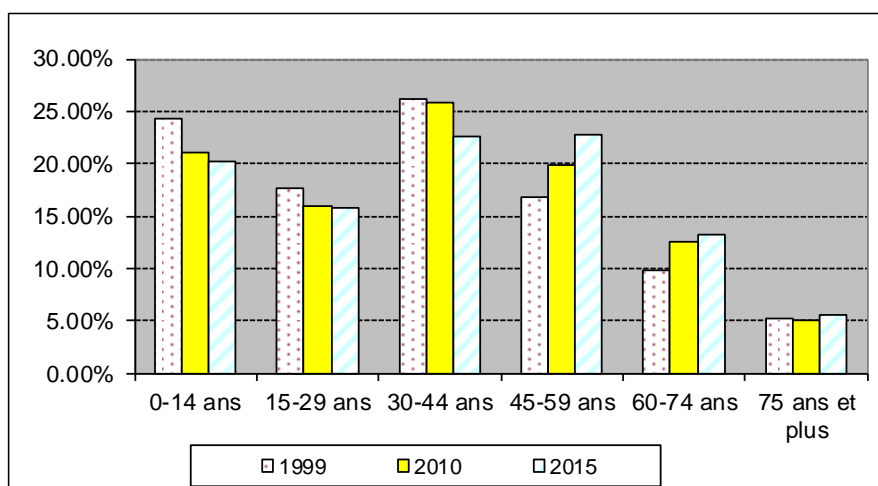
1.2 Une population vieillissante dominée par les familles

En 2015, les classes d'âges les plus nombreuses sont les 45-59 ans (22,8%) et les 30-44 ans (22,6%), sachant que la première est en augmentation par rapport à 1999 et que la seconde diminue. Elles sont suivies par les jeunes de 0 à 14 ans. La population est donc très familiale.

Le taux deux classes de moins de 30 ans sont en diminution, tandis que la population de plus de 60 ans augmente.

Ainsi, globalement, la population vieillit.

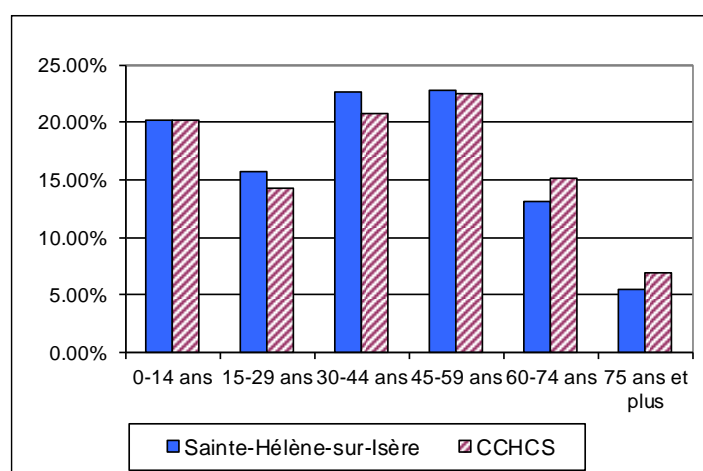
Graphique 3 : Evolution de la structure par âge de la population entre 1999 et 2015



Source : chiffres de l'INSEE.

Sur l'ensemble de la CCHCS, les taux sont sensiblement identiques que ceux de la commune.

Graphique 4 : Comparaison de la structure par âges de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et de la CCHCS



Source : chiffres de l'INSEE.

L'analyse de l'indice de vieillesse¹ démontre le vieillissement de la population de Sainte-Hélène-sur-Isère, puisqu'il est en augmentation depuis 1999. A noter qu'en 1999, la population était quasiment équilibrée, car l'indice idéal se situe à 0,5.

Inversement, l'indice de jeunesse² qui diminue démontre la même chose.

A titre indicatif, l'indice de vieillesse de la CCHCS s'élève à 0,83, il est donc supérieur à celui de la commune.

Tableau 2 : Evolution des indices de vieillesse et de jeunesse

	1999	2008	2015
moins de 20 ans	296	301	309
plus de 60 ans	149	193	221
indice de vieillesse	0.50	0.64	0.72
indice de jeunesse	1.99	1.56	1.40

Source : chiffres de l'INSEE.

¹ Indice de vieillesse : rapport entre les plus de 60 ans et les moins de 20 ans.

² Indice de jeunesse : rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans. Plus il est élevé, plus la population est jeune.

2 UN PARC DE LOGEMENT EN AUGMENTATION DEPUIS 1990

2.1 Des résidences principales majoritaires

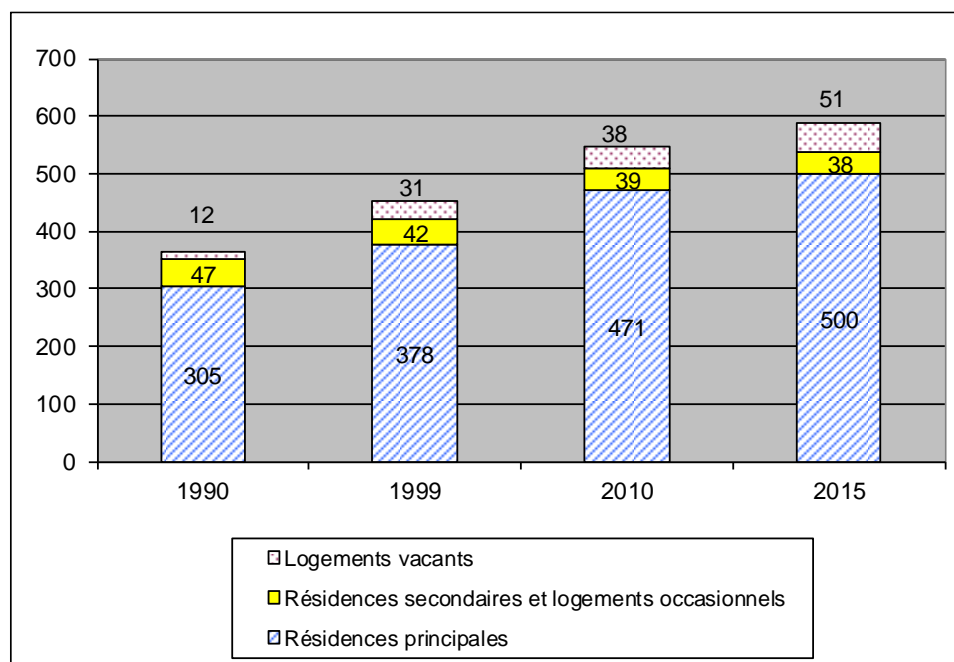
L'évolution du parc total de logements est de 61% sur la période 1999 - 2015. Ainsi, en 2015, Sainte-Hélène-sur-Isère compte 589 logements.

L'augmentation du nombre de résidences principales est bien supérieure à celle de la population : elle s'élève à 64% entre 1990 et 2015, en comparaison de + 38% de la population.

Les résidences principales représentent, avec 500 unités, l'essentiel du parc (85%). Ces chiffres démontrent le caractère résidentiel de la commune. Les résidences secondaires, au nombre de 38 selon l'INSEE, correspondent le plus souvent à des héritages de personnes originaires de la commune et non à de véritables logements touristiques. Le parc de logements vacants représente 9% du parc, soit 51 unités. Il s'agit principalement de logements sociaux qui trouvent difficilement des locataires en raison de leur mauvaise performance énergétique et des coûts importants de chauffage.

Selon les élus, en 2016, environ 10 logements locatifs sociaux sont vacants et deux dans le parc privé. Les chiffres de l'INSEE semblent donc avoir bien évolué depuis 2015.

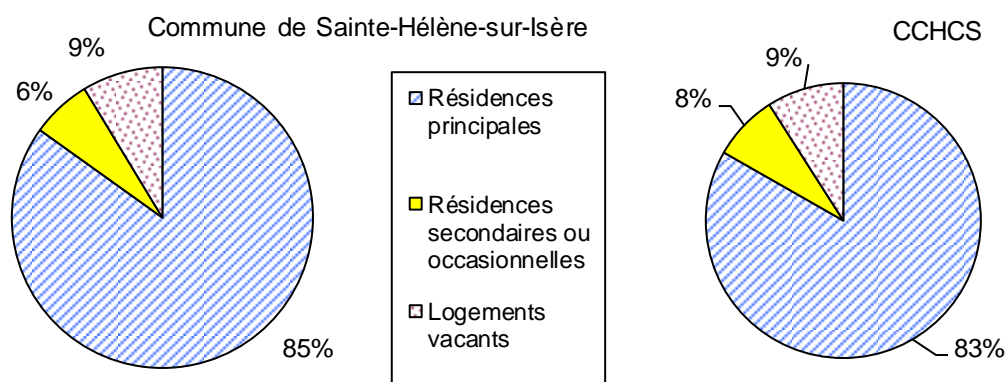
Tableau 3 : Evolution du nombre de logements par catégorie entre 1990 et 2015



Source : INSEE.

A l'échelle de la CCHCS, la composition du parc de logement est sensiblement identique, la Haute Combe de Savoie étant principalement un territoire résidentiel pour des actifs des bassins d'emplois locaux ou régionaux.

Graphique 5 : Logements par catégorie – comparaison commune / CCHCS



Source : chiffres de l'INSEE.

2.2 Un parc de logements dominé par la maison individuelle et des résidences principales occupées majoritairement par le propriétaire

En 2015, le parc de logements se compose à 75,0% de maisons individuelles, ce qui est caractéristique des communes rurales. Il s'agit en général, pour ce qui concerne les résidences principales, de grands logements :

- 43% comptent 5 pièces ou plus
- 27% comptent 4 pièces.

Cette situation contraste avec le nombre de personnes par foyer.

Les 24% d'appartements correspondent aux logements sociaux réalisés sous forme de collectifs, mais aussi à quelques grosses maisons de village dans lesquelles se trouvent plusieurs logements. Il est possible que les studios de l'hôtel soient comptabilisés comme appartements.

Les résidences principales sont occupées majoritairement (à 67,7%) par le propriétaire, ainsi que le montre le tableau ci-dessous. Les locataires représentent 30,3% des foyers. Entre 2010 et 2015, le taux de locataires diminue au profit de celui des propriétaires.

Le fort taux de locataires s'explique par les 83 logements locatifs sociaux implantés sur la commune. Le nombre de locataires de logements HLM est inférieur à celui des logements sociaux, car certains sont vacants.

Tableau 4 : Résidences principales selon le statut de l'occupation

	2015			2010	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Nombre	%
Ensemble	500	100.00%	1146	471	100.10%
Propriétaire	339	67.60%	812	304	64.50%
Locataire	151	30.30%	321	155	33.00%
dont d'un logement HLM loué vide	71	14.20%	150	73	16.80%
Logé gratuitement	10	2.10%	13	12	2.60%

Source : chiffres de l'INSEE.

Sur l'ensemble de la CCHCS, les appartements représentent 21.6% du parc, en raison de la présence de nombreuses communes au caractère plus « rural ».

A l'échelle de la CCHCS, les locataires représentent 26.7% des occupants des résidences principales, dont 12% en logement HLM loué vide. Ce faible taux s'explique en partie par la moindre proportion de logements sociaux, mais aussi par moins de disponibilités en location privée dans les communes « rurales ».

2.3 Une évolution du nombre de personnes par ménage impactant le besoin en logements

Entre 1990 et 2015, le nombre de personnes par ménage passe de 2,82 à 2,37, avec une très légère augmentation sur la dernière période intercensitaire (+0.02). La tendance globale de la CCHCS est à la diminution du nombre de personnes par foyer, avec un passage de 2,76 en 1990 à 2,45 en 2014. Au regard de ces chiffres, la population semble plus « familiale » sur la CCHCS que sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère.

La diminution du nombre de personnes par logement impacte le besoin de logement : de nouveaux sont nécessaires pour simplement maintenir la population à un chiffre stable. Il s'agit du point mort démographique.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de logements produits entre chaque période intercensitaire nécessaire au simple maintien de la population. On constate ainsi qu'entre 1990 et 1999, les nouveaux logements ont très largement contribué à la croissance démographique, alors qu'entre 1999 et 2010, un peu plus de 50% d'entre eux ont été dédié au maintien de la population (phénomène de décohabitation). Dernièrement, vu l'augmentation du nombre de personnes par foyer, les nouveaux logements ont été entièrement dédiés à l'accueil d'une population nouvelle.

Tableau 5 : Evolution comparée de la population, du nombre de ménage et des logements principaux

	1990	1999	2010	2015
Population	859	993	1109	1185
Soit une croissance de	134	116	76	
	1.6% par an	1.0% par an	1.3%/an	
Nombre de résidences principales	305	378	471	500
Soit une évolution de	73	93	29	
	8.1 par an	8.45 par an	5.8 par an	
Nombre de personnes par foyer	2.82	2.63	2.35	2.37
Nombre de logements nouveaux nécessaires au maintien de la population	22	45		
Nombre de logements nouveaux ayant permis une croissance démographique	51	48	29	

Source : chiffres de l'INSEE.

2.4 Parc social, Programme Local de l'Habitat

Source : Géodes, PLH de 2^{ème} génération – 2015 – 2021, pour la CC Haute Combe de Savoie, janvier 2015.

La compétence du Programme Local de l'Habitat appartient à la Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie. Le nouveau PLH a été approuvé en janvier 2015 et couvre la période 2015 – 2021.

2.4.1 Caractéristiques du parc social

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère compte 83 logements sociaux conventionnés. Une dizaine de logements est vacante et trouve difficilement preneurs en raison des charges élevées. Ils représentent 17,29% du parc des résidences principales en 2012. A l'échelle de la CCHCS, on recense 476 logements sociaux conventionnés, soit 13,16% du parc de résidences principales. Les communes qui en comptent le plus sont Frontenex et Grésy-sur-Isère, avec respectivement 187 et 87 unités. Toutes les autres communes de la CCHCS en compte entre 7 et 16, à l'exception de Notre-Dame-des-Millières où leur nombre s'élève à 42.

2.4.2 Orientations stratégiques du PLH

Les objectifs de production de logements locatifs sociaux sur la Combe de Savoie ont été définis en tenant compte du contexte actuel de faible tension sur le marché locatif aidé. Ainsi, les principes retenus sont les suivants :

- prioriser les interventions sur le parc locatif social existant, en soutenant les actions d'amélioration des logements et immeubles pour renforcer leur attractivité et limiter leur vacance dans un contexte de détente du marché local du logement ;
- définir des objectifs de développement du parc de logements locatifs aidés « réalistes » au regard du contexte actuel des marchés, en tenant compte
 - des besoins identifiés par les communes et les bailleurs sociaux, du niveau d'équipements, de services, de commerces et de transports à disposition dans ou à proximité des communes,
 - du niveau de parc de logements locatifs aidés en service dans les communes et, le cas échéant, de la situation de vacance.

Ainsi, Sainte-Hélène-sur-Isère n'a pas de nouveaux logements locatifs sociaux à prévoir sur la période 2015 – 2021.

Tableau 6 : Objectifs de production de logements sur la durée du PLH sur le périmètre de la CCHCS

	Parc locatif aidé en service		Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2015-2021
	Nombre de logements locatifs sociaux en service (1/1/2013)*	% logements locatifs publics dans parc de résidences principales (2013) **	
Bonvillard	10	6,7%	0
Cléry	16	9,4%	0
Frontenex	187	25,5%	14
Grésy-sur-Isère	87	16,9%	5
Montailleur	7	2,7%	5/10
Notre-Dame-des-Millières	42	11,0%	10
Plancherine	6	3,6%	0
Sainte-Hélène-sur-Isère	83	16,5%	0
Saint-Vital	16	6,0%	0
Tournon	11	4,8%	5/10
Verrens-Arvey	11	3,2%	4
CC HAUTE COMBE DE SAVOIE	476	12,8%	43/53

* Source Fichier RPLS 2013 - DREAL

** Source Fichier Filocom 2013 DREAL

Le PLH prévoit également des aides financières à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

2.5 Permis de construire de nouveaux logements entre 2008 et 2018

Cette analyse se base sur les permis de construire attribués entre 2008 et août 2018 par la commune.

2.5.1 Caractéristiques des permis

Entre 2008, date d'approbation du PLU, et août 2018, 127 de permis de construire ont été accordés, dont 60 pour des habitations neuves. Les logements réalisés depuis 2008 correspondent tous à des villas individuelles, dont certaines sont mitoyennes. Les années 2010 et 2012 ont vu la réalisation d'un lotissement chacune, respectivement à La Pallaz et au Villard, d'où le nombre important de constructions neuves. Deux nouveaux PA ont été accordés en 2017 et 2018 pour respectivement 3 et 6 lots à bâtir. Les changements de destination sont au nombre de 14 et ont donné lieu à la création de 17 logements, puisque certains grands volumes accueillent 2 à 3 logements. Ainsi, entre 2008 et août 2018, 77 logements ont été réalisés, soit une moyenne d'environ 7,33 par an (en comptant 2018 pour 0,5 an).

Les modifications ou extensions substantielles des constructions existantes sont au nombre de 20, mais elles n'ont pas conduit à des évolutions de la population.

Sept bâtiments agricoles ont été construits, ce qui démontre la vitalité de l'activité. Deux extensions de bâtiments agricoles ont été autorisées début 2018.

Treize constructions neuves à destination économique (un bureau et douze autres) ont été édifiées ; dix d'entre elles se situent dans la zone économique du Vernay et l'une accueille trois artisans. A cela s'ajoutent 8 PC pour des extensions de bâtiments économiques, principalement dans la zone du Vernay.

Les deux équipements publics correspondent à l'extension du groupe scolaire et à la plateforme de stockage de bois.

Tableau 7 : Permis de construire attribués entre 2008 et août 2018

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Habitations neuves	2	4	12	3	11	1	5	12	5	5	0	60
Changement de destination	3	1	0	1	1	1	0	2	1	1	3	14
Modification - extension d'habitation	4	1	2	4	0	2	4	1	2	0	0	20
Bâtiment agricole	0	0	1	3	1	0	1	0	0	1		7
Extension bâtiment agricole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Commerces, bureaux	0	0	0	0	0		0	0	1	0	0	1
Construction industrielle ou artisanale	0	0	0	2	0	0	3	0	4	2	2	13
Extension bâtiment économique	0	1	0	0	0	0	0	1	2	2	2	8
Équipements publics	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	2
TOTAL	9	7	15	13	13	4	13	16	16	11	10	127

Source : à partir de données communales – 2018 : jusqu'au 31 août

2.5.2 Caractéristiques des espaces consommés entre 2008 et août 2018

Entre 2008 et août 2018, 9,14 ha ont été consommés sur l'ensemble de la commune, pour la production de

- 69 villas, dont neuf mitoyennes, sur près de 5 ha (y compris les deux PA accordés), soit une moyenne de 13,84 logements à l'hectare,
- 13 bâtiments à destination économique (10 dans la zone industrielle du Vernay et 3 sur la partie haute de la commune), représentant environ 3,3 ha
- 7 bâtiments agricoles, sur environ 0,85 ha

Tableau 8 : Surfaces consommées entre 2008 et 2018 par secteur

Logements	Surface en densification (en m²)	Nb lgts produits	Surface en extension (en m²)	Nb lgts produits	Surface TOTALE (en m²)	Nb lgts TOTAL	Densité (lgts/ha)
PC avant 2012	13 280	15	4 185	6	17 465	21	12.02
PC depuis janv. 2012	23 675	36	3 550	3	27 225	39	14.33
PA en cours	1 950	3	3 200	6	5 150	9	17.48
TOTAL pour le logement	38 905	54	10 935	15	49 840	69	13.84
Autres	Dans la ZAE du Vernay	Nb de bâtiments produits	Sur le reste du territoire	Nb de bâtiments produits		Nb bâtiments TOTAL	
Bâtiments agricoles			8 565	7	8 565	7	
Bâtiments	26 000	10	7 000	3	33 000	13	
TOTAL					91 405		

Les surfaces dédiées au logement se situent pour la grande majorité (environ 3,9 ha) dans l'enveloppe bâtie. Environ 1,1 ha est en extension de l'enveloppe, dont 0,675 ha depuis 2012. Le SCOT accordant 3,26 ha à la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère en extension destinée à l'habitat depuis 2012, il reste encore de la marge de manœuvre : 2,585 ha.

2.5.2.1 Zone industrielle du Vernay

Au Vernay, 2,6 ha ont été consommés pour la réalisation de 10 bâtiments économiques, dont l'un accueille trois entreprises. Il s'agit de terrains déjà anthropisés, c'est-à-dire marqué par la présence de l'homme : ancien parcours de loisirs motorisés, friches entre la route et des bâtiments, notamment.

Carte 2 : Consommation foncière dans la zone industrielle



En bleu : surface consommée pour un bâtiment économique

2.5.2.2 Secteur du chef-lieu

Au chef-lieu, environ 2,83 ha ont été consommés pour la réalisation de villas individuelles ou mitoyennes (sur 2,74 ha) et un entrepôt agricole (sur 905 m², en vert). Seuls 5 465 m² sont en extension sur les espaces agricoles, dont environ 900 m² pour l'entrepôt agricole. Les 2,3 ha se situent dans l'enveloppe déjà bâtie. Les terrains en extension pour le PA sont d'anciennes cultures pâturées et en voie d'enfrichement ; ils sont plats. Les terrains en extension au sud-est correspondent à des pâtures et sont légèrement pentus.

Toutes les parcelles dans l'enveloppe bâtie sont d'anciens jardins d'agrément ou potagers. Certaines pouvaient être fauchées à des fins agricoles, pour l'entretien. Cependant, vu leur taille respectives et leur localisation, elles présentaient peu d'intérêt pour l'agriculture.

Carte 3 : Consommation foncière au chef-lieu

En jaunie : surfaces consommées avant 2012, dont hachurées en extension

En rose : surfaces consommées après 2012

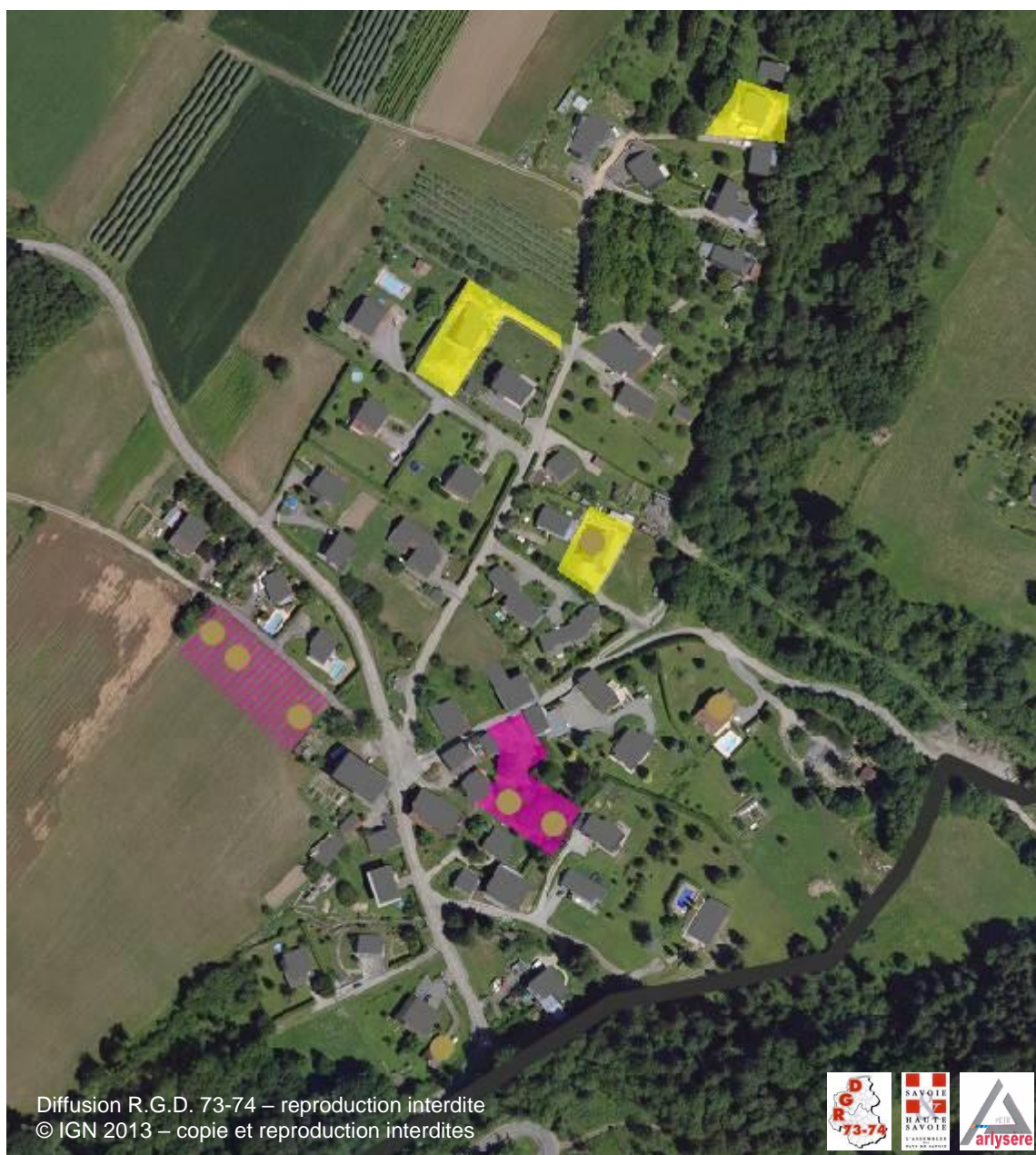
En orange : PA récent, dont hachuré en extension

En vert : surface consommée pour un bâtiment agricole

2.5.2.3 Secteur sur le versant

A La Perrière, 6 500 m² ont été consommés pour la production de 8 logements individuels. Un peu plus de 2 100 m² a été pris sur des terres agricoles, mécanisables, en extension de l'enveloppe urbaine, après 2012. Le reste se situe dans l'enveloppe bâtie. Il s'agissait de jardins d'agrément ou de parcelles simplement fauchées pour l'entretien, mais sans grand intérêt pour l'agriculture.

Carte 4 : Consommation foncière sur La Perrière



En jaune : surfaces consommées avant 2012, dont hachurées en extension

En rose : surfaces consommées après 2012, dont hachurées en extension

Sur le versant, dans les secteurs autres que La Perrière, 2,3 ha ont été consommés, pour la production de

- 10 maisons individuelles, en densification de l'enveloppe urbaine, à l'exception de deux ; ces deux en extension se situent sur des prés de fauche ou des pâtures agricoles un peu pentues.
- 4 bâtiments économiques, situés en bordure de zone boisée ou en cours d'enfrichement ; ils sont en général isolé du reste de l'habitat ;
- 5 bâtiments agricoles, dispersé sur les pâtures et isolés.

Carte 5 : Consommation foncière sur le versant



En jaune : surfaces consommées avant 2012, dont hachurées en extension

En rose : surfaces consommées après 2012, dont hachurées en extension

En vert : surface consommée pour un bâtiment agricole

En bleu : surface consommée pour un bâtiment économique

2.5.2.4 Secteur du Villard

Au Villard, 6 475 m² ont été consommés pour la réalisation de 10 maisons individuelles, soit une moyenne de 15,44 logements à l'hectare. Huit villas ont été réalisées sur des terrains enclavés entre le village ancien et la route départementale. L'une a été réalisée en extension sur des terrains labourables et la dernière sur des prés de fauche, mais dans l'enveloppe. Le bâtiment agricole situé à l'ouest a consommé environ 1 180 m².

Carte 6 : Consommation foncière au Villard



En jaune : surfaces consommées avant 2012

En rose : surfaces consommées après 2012

En vert : surface consommée pour un bâtiment agricole

3 QUELLES PERSPECTIVES DE POPULATION ET DE LOGEMENTS POUR LES 10 PROCHAINES ANNEES ?

3.1 En termes quantitatifs

Nous avons vu précédemment que l'évolution démographique moyenne pour la période 2010-2015 s'élève à 1,3% par an pour la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et à 1,2% pour l'ensemble de la CCHCS.

Le SCOT, quant à lui, table sur une évolution de 13% minimum sur la période 2010 – 2020, pour assurer le renouvellement de la population sur l'ensemble du territoire.

Avec une évolution démographique future dans la continuité de celle observée entre 2010 et 2015 (soit 1,3%/an), Sainte-Hélène-sur-Isère gagnerait environ 170 habitants sur la période 2018-2028. Pour loger ces habitants, il faudrait entre 70 et 110 logements, selon si le nombre de personnes par foyer se maintient à 2,37 ou s'il baisse à 2,3.

Tableau 9 : Hypothèses de croissance démographique et de production de logements correspondante

	Croissance de 0.7%	Croissance de 1.0%	Croissance de 1.3%
Population	1.007	1.010	1.013
2015	1185	1185	1185
2016	1193	1197	1200
2017	1202	1209	1216
2018 (estimation)	1210	1221	1232
2019	1219	1233	1248
2020	1227	1245	1264
2021	1236	1258	1280
2022	1244	1270	1297
2023	1253	1283	1314
2024	1262	1296	1331
2025	1271	1309	1348
2026	1280	1322	1366
2027	1288	1335	1384
2028	1297	1349	1402
2029	1307	1362	1420
2030	1316	1376	1438
2031	1325	1390	1457
2032	1334	1403	1476
2033	1344	1417	1495
2034	1353	1432	1515
2035	1362	1446	1534

Échéance 10 ans soit 2028: nb habitants supplémentaires	87	128	170
---	----	-----	-----

Nb d'habitants par logement en 2015	2.37	2.37	2.37
Nb résidences principales - 2015	500	500	500
Nb logements nécessaires pour loger les habitants supplémentaires	37	54	72
Nb de logements par an	3.69	5.39	7.17

Nb d'habitants par logement si décohabitation à 2.3 personnes /foyer	2.30	2.30	2.30
Nb résidences principales en 2015	500	500	500
Nb logements nécessaires pour loger les habitants actuels et supplémentaires	564	586	609
Soit en logements supplémentaires	64	86	109
Nb de logements par an	6.41	8.64	10.94

3.2 En termes qualitatifs

La maison individuelle avec 4 pièces ou plus représente une très grande part du parc des résidences principales. Ce type de logement semble toujours adapté au caractère familial actuel de la commune. On enregistre cependant un léger vieillissement de la population depuis 1999.

Les questions suivantes se posent :

- les personnes âgées peuvent-elles facilement vivre seules ?
- peuvent-elles encore entretenir leur propriété (jardin...) ?
- accepteraient-elles de quitter leur maison pour un logement adapté ?
- ou faut-il développer / renforcer les aides pour le maintien à domicile ?

3.3 Prévisions SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère prévoit un maximum de 39% de l'habitat à réaliser en extension de l'enveloppe urbaine identifiée lors de son approbation et la production de 25 logements par hectare en moyenne (Sainte-Hélène-sur-Isère est identifiée comme pôles relais et villages de la plaine – fond de vallée).

L'extension maximale de l'urbanisation prévue au SCOT s'élève à 3,23 ha.

POPULATION ET LOGEMENT : SYNTHÈSE ET ENJEUX**Synthèse**Démographie

1 185 habitants en 2015, en augmentation de 1,3%/an en moyenne par rapport à 2010, aussi bien grâce au solde naturel que migratoire.

Une population encore familiale, mais qui vieillit.

Un maintien du nombre de personnes par foyer (2,37 en 2015, contre 2,35 en 2010).

Logement

589 logements, dont 85% de résidences principales (500 unités).

Une majorité de grands logements occupés par les propriétaires.

83 logements locatifs sociaux (17,29% des résidences principales).

Pas de nouveaux prévus au PLH, mais des travaux d'amélioration du parc.

9,14 ha consommés entre 2008 et 31 août 2018, pour la production de 13 bâtiments économiques, 7 bâtiments agricoles et 69 villas.

Enjeux généraux

👉 **Créer les conditions pour rendre la commune attractive et accueillir une nouvelle population en adéquation avec les capacités des réseaux et tenant compte des enjeux agricoles, environnementaux et paysagers.**

👉 **Pas de nouveaux logements locatifs sociaux prévus par le PLH, mais des logements sociaux en accession.**

👉 **Mettre en œuvre des projets organisés, moins consommateurs de foncier et répondant aux problématiques du logement pour tous.**

4 AGRICULTURE

D'après le Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier (devenu l'Observatoire de l'Espace Agricole, Naturel et Forestier), la Surface Agricole Utilisée (SAU) communale s'élève à 358 ha (PACAGE 2014). L'enquête pastorale de 1996 indique que les surfaces d'alpages s'élèvent à 212 ha.

La commune appartient au périmètre des IGP (Indication Géographique Protégée) suivantes :

- emmental de Savoie
- emmental français Est-Central
- gruyère
- pommes et poires de Savoie
- tomme de Savoie
- vin de Pays des Comtés Rhodaniens
- vin des Allobroges

4.1 Caractéristiques des exploitations agricoles

Selon les données PACAGE disponibles sur l'Observatoire des Territoires de la Savoie, en 2014, 23 agriculteurs exploitent des terres sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, dont 9 avec siège sur la commune.

Tableau 10 : Nombre de déclarants sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et sur la CCHCS

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Avec parcelles sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère	27	25	23	23	21	21	21	23
Avec siège sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère	11	10	9	10	10	9	9	9
Avec siège sur la CCHCS	49	48	51	49	47	50	47	47

Source : données PACAGE 2007-2014.

Le diagnostic agricole a été réalisé après enquête auprès des 9 agricultures de la commune et des 3 principaux exploitants venant de l'extérieur.

4.1.1 Les exploitations communales

Neuf exploitations agricoles avec siège sur la commune sont recensées :

- Une exploitation de type EARL (entreprise agricole à responsabilité limitée).
- Huit exploitations individuelles.

4.1.1.1 Des activités très diversifiées

Polyculture et élevage :

Quatre exploitations sont en polyculture et élevage. Cette activité représente 850 ovins, dont 450 brebis mères, 25 caprins (10 chèvres), environ 155 bovins, dont 75 vaches laitières. Ces exploitations ont également des surfaces de pâture et fourrage, nécessaires à l'activité d'élevage, mais aussi des surfaces en cultures (maïs, triticales, soja...).

Les bâtiments d'élevage figurent sur la carte 10. Trois d'entre eux sont soumis au règlement sanitaire départemental (RSD) et une installation est classée pour l'environnement (ICPE). Ces bâtiments d'élevage impliquent, en application du code rural, des distances d'éloignement réciproque de 50m dans le cas du RSD et 100 m dans le cas d'une ICPE.

Fruits et légumes :

Deux exploitations font du maraîchage dont une est en reconversion vers l'agriculture biologique. L'une produit également des fruits (pommes et poires de Savoie). Elles exploitent environ 5ha en maraîchage (pommes de terre, oignons et échalotes) et environ 17ha en vergers.

Céréales, maïs, oléagineux:

Trois exploitations sont orientées vers la polyculture. Elles représentent la majorité des surfaces agricoles de la commune de Saint-Hélène-sur-Isère. Les cultures sont diversifiées : maïs, soja, blé, tournesol oléique, ...

4.1.1.2 Statut, pérennité, type d'exploitation, emplois

Seulement trois des exploitants sont à temps complet, les six autres sont doubles actifs dont un qui souhaite passer à temps plein. La pérennité est assurée pour la plupart des exploitations :

- 6 ont une pérennité estimée à plus de 10 ans.
- 3 ont une pérennité de 5 à 10 ans dont deux ont leur succession prévue.

L'activité agricole, outre les chefs d'exploitation, permet la création de 13 emplois équivalents à 4 temps plein et une quarantaine d'emplois saisonniers dans l'arboriculture.

Les exploitations maîtrisent très rarement le foncier qu'ils utilisent. En général, ce taux est inférieur à 10%.

4.1.1.3 Valorisation de la production

Deux exploitations valorisent leurs productions à travers des labels : IGP tomme de Savoie et pommes et poires de Savoie, vergers éco responsables, agriculture biologique.

Deux agriculteurs transforment sur place et ont un point de vente sur l'exploitation, un pour de la viande et la charcuterie (vente sur commande), un autre pour ses légumes. Un dernier vend ses produits au marché de détail.

4.1.1.4 Evolution des structures

On recense 7 projets de bâtiments agricoles sur Ste Hélène, ce qui est assez important. Ils sont assez diversifiés : 3 bâtiments d'élevage, 2 pour du stockage de récolte (foin ou culture) et de matériel, un local frigorifique et de conditionnement et tunnels pour maraîchage.

Deux agriculteurs projettent de développer leur activité : un pour une augmentation de cheptel et le second pour l'augmentation de sa production de légumes.

Trois exploitations auraient particulièrement besoin de surfaces supplémentaires pour pouvoir développer leur activité d'élevage ou de maraîchage.

4.1.2 Les exploitations extérieures

Trois exploitants agricoles principaux viennent de l'extérieur sur Sainte-Hélène-sur-Isère. L'un a le statut d'EARL (Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée), un est en SCEA (Société Civile d'Exploitation Agricole) et le dernier est individuel.

La pérennité de ces 3 structures est estimée à plus de 10 ans.

L'activité de ces exploitations est orientée de la façon suivante :

- Un vers la culture (maïs, tournesol, soja avec label non OGM)
- Un vers l'arboriculture (pommes et coings avec label de Savoie)
- Un vers l'élevage d'ovins et caprins pour la production de fromage et de viande sur les alpages de la commune (soit environ 176 ha). Le lait est transformé sur place.

A cela s'ajoutent 11 personnes qui exploitent, d'après les données PACAGE, très peu de surfaces sur Saint-Hélène-sur-Isère.

Un exploitant a un projet sur la commune pour le développement de son activité arboricole.

Ces trois principales structures extérieures exploitent 246 ha dont 176 en alpage. La quasi-totalité est en location sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère.

4.1.3 Récapitulatif

Les tableaux ci-dessous récapitulent les informations :

	Exploitant	Individuel	EARL	SCEA	Statut	Pérénité	Orientation économique
Commune	9	8	1	0	6 doubles actifs 3 temps complets	> 10 ans: 6 5-10 ans: 3 dont deux à pérénité assurée <5 ans: 0	- 4 polyculture élevage - 2 fruits et légumes - 4 cultures
Hors commune (Principaux)	3	1	1	1	1 doubles actif 1 temps complet +SCEA	> 10 ans: 3 5-10 ans: 0 <5 ans: 0	- 1 élevage - 1 arboriculture - 1 culture

Total commune supérieur à 9, car certains ont plusieurs activités

Cheptel	Bovins		Ovins		Caprins	
	Vaches laitières	Autres bovins	Brebis	Naissances (estimation)	Chèvres	Naissances (estimation)
Commune	75	80	450	520	10	15
Hors commune (estimation)	0	0	100	120	50	75

	Valorisation de la production		
	Transformation sur place	Point de vente à la ferme	Evolution projetée sur Ste Hélène
Commune	2	3	7 projets de bâtiment 2 développements de l'activité
Hors commune	1 (alpage)	Production de fromage en alpage	Un projet de bâtiment

4.2 Espaces agricoles

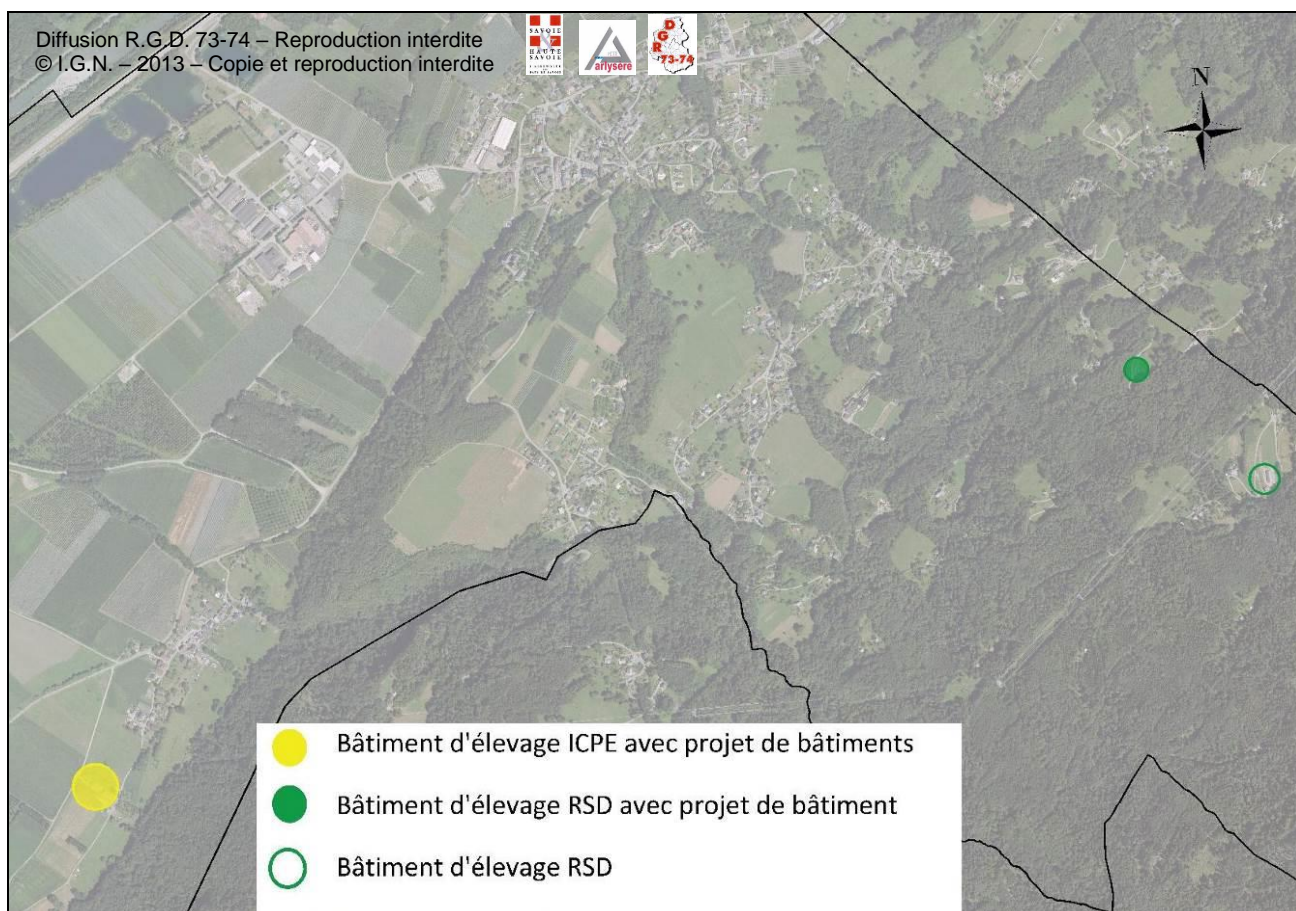
L'usage des sols se répartit de la façon suivante sur le territoire :

- en plaine : culture (281 ha), arboriculture (68.4 ha) et maraîchage (4 ha) (en raison des facilités d'exploitation)
- en début de versant : un peu d'arboriculture (2.58) et début du pâturage (18.13 ha)
- versant : pâturage (33.87 ha), fauche (15 ha) et double usages (alternance de fauche et de pâturage sur une même parcelle, 24 ha)
- montagne : alpage (176 ha)

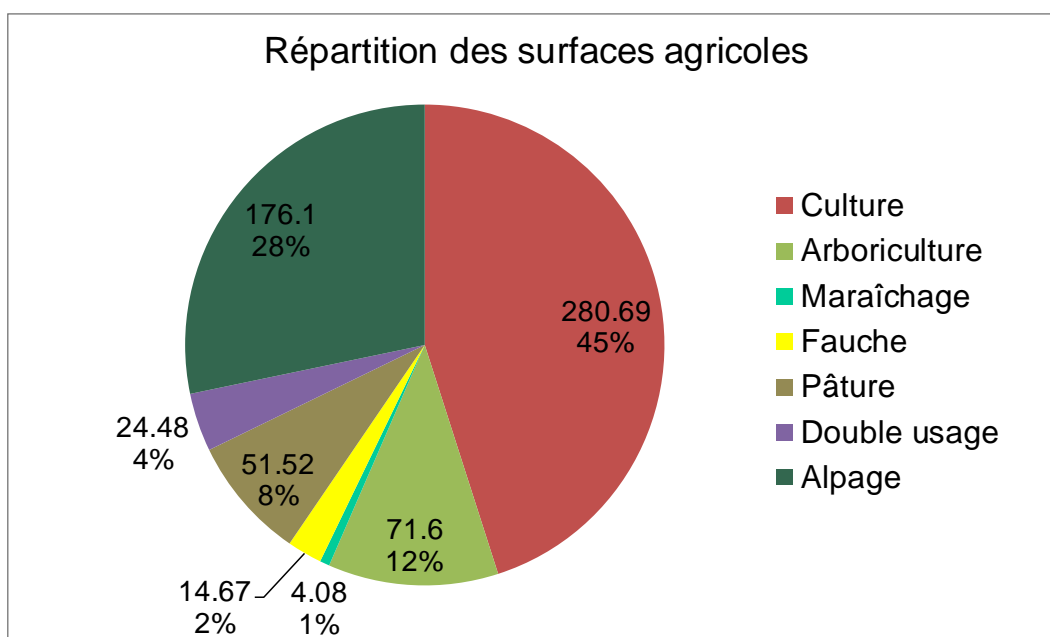
La totalité de ces surfaces représentent donc 623 ha.

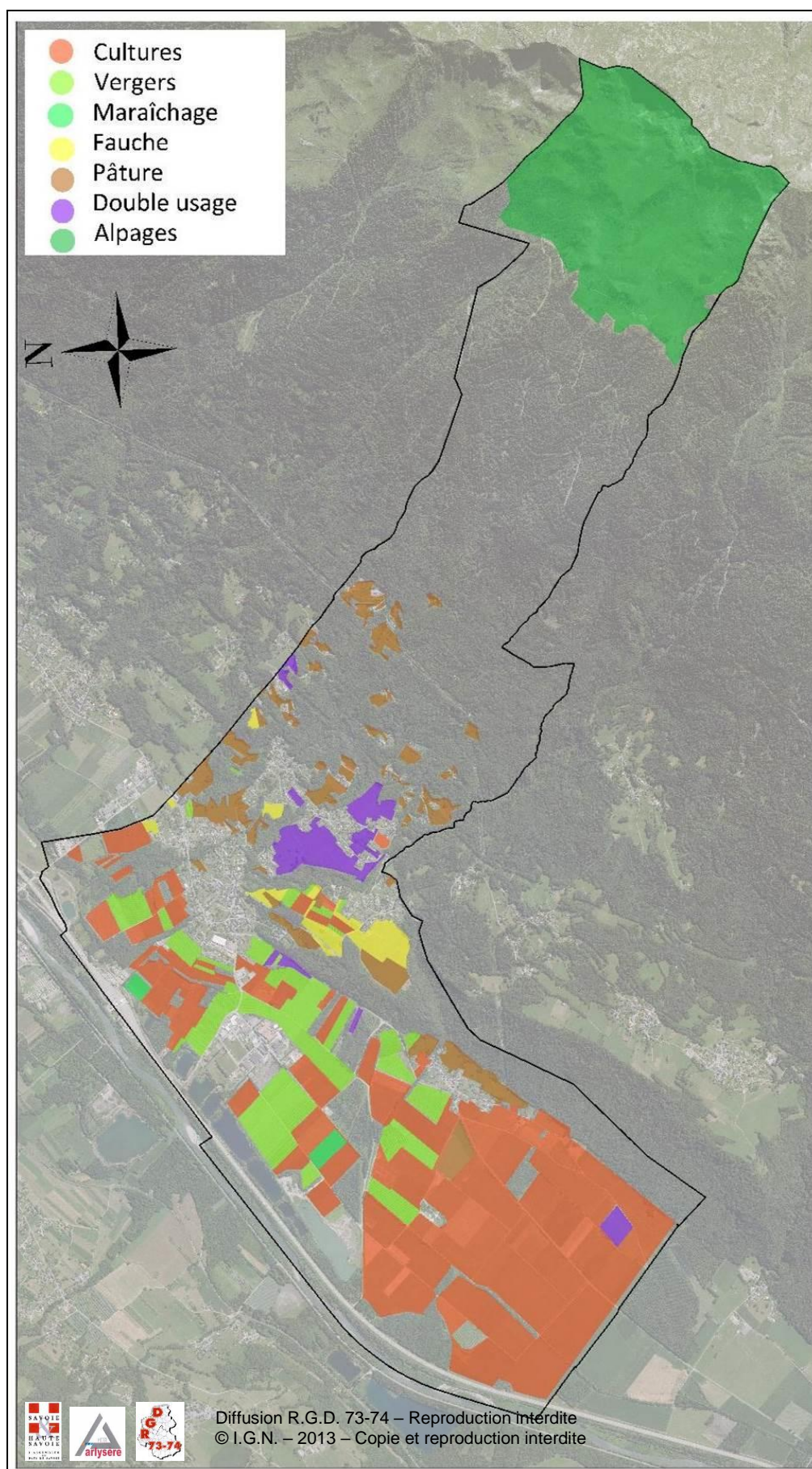
La localisation des bâtiments d'élevage ou projets de bâtiments et des différents types d'usages agricoles figure sur les cartes ci-après.

Carte 7 : Bâtiments d'élevage et projets de bâtiment d'élevage



Graphique 6 : Répartition des surfaces agricoles utilisées

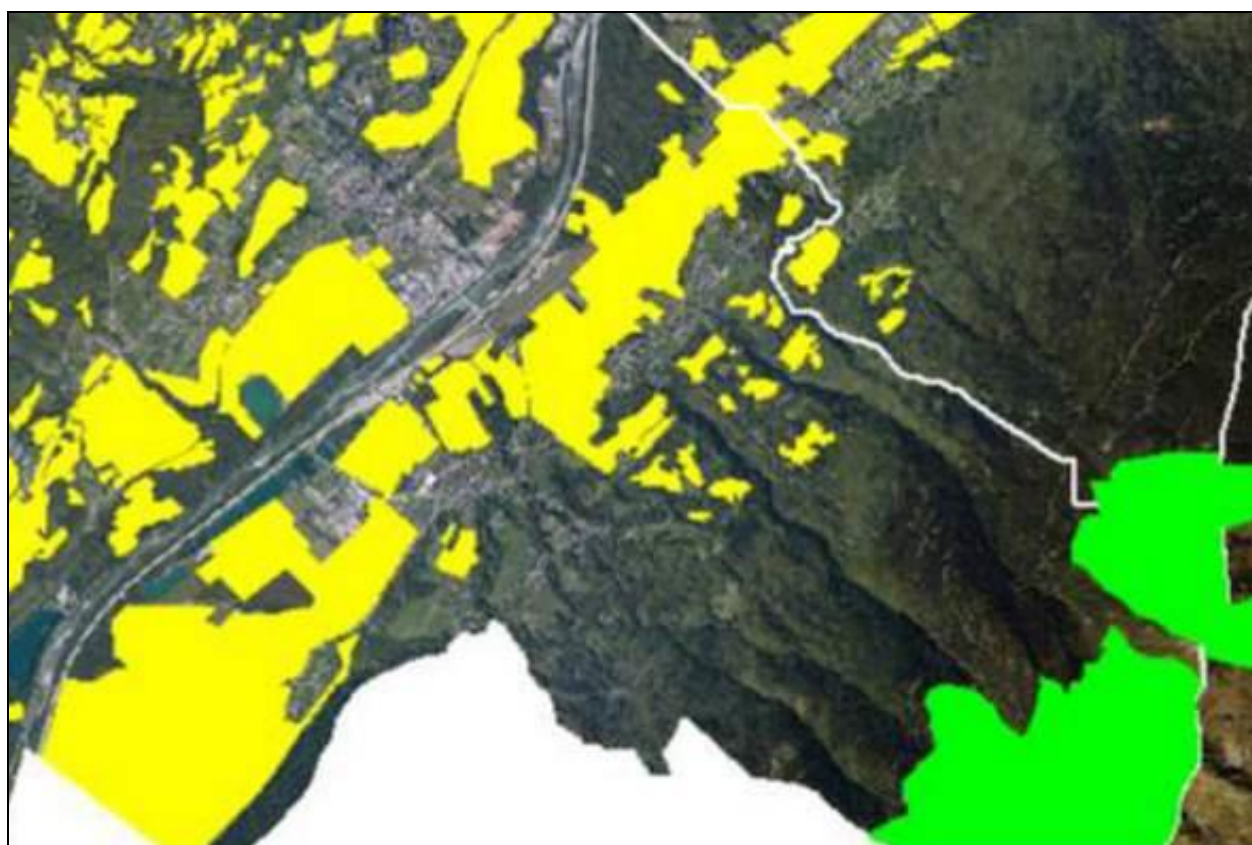





Carte 8 : Localisation des différents types de cultures

Le maraîchage présente un enjeu sur la commune malgré ses faibles surfaces, car la valeur ajoutée peut être élevée, notamment pour le label biologique. Les exploitants locaux ont besoin de terres pour développer leur activité d'élevage ou leurs cultures (maraîchage notamment).

Des surfaces de vergers au Rotex et à La Glapière présentent des difficultés d'exploitation en raison de la proximité des habitations (notamment lors du traitement des fruits).

Carte 9 : Espaces agricoles à préserver selon le SCOT sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère



-  *Espaces d'Alpages à préserver*
-  *Autres espaces agricoles à préserver*
-  *Limites des Comités Locaux de Gestion des Espaces Agricoles*

4.3 Prise en compte du Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier

Les principales recommandations du Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier sont :

- de préserver les surfaces présentant un enjeu important pour l'agriculture ;
- d'éviter d'enclaver dans l'urbanisation les sièges d'exploitation et les bâtiments d'élevage, notamment des bâtiments « viables », et de préserver les pâturages de proximité ;
- de préserver les accès aux terres agricoles, aussi bien pour le passage des troupeaux que pour les engins dans les terrains mécanisables.

Les bâtiments d'élevage doivent respecter des distances d'éloignement vis-à-vis des constructions de tiers.

AGRICULTURE : SYNTHÈSE ET ENJEUX**Synthèse**

23 exploitants agricoles déclarant des terres à Sainte-Hélène-sur-Isère, dont 9 avec siège sur la commune.

Des besoins en surfaces pour les exploitations souhaitant développer leur activité (élevage et maraîchage).

Des projets de bâtiments agricoles (élevage, stockage de matériel ou fourrage) à prendre en compte.

Enjeux

➤ **Préserver les espaces importants pour l'activité agricole et l'ouverture paysagère.**

➤ **Donner la possibilité d'évoluer aux structures en place, et notamment de développer leurs activités.**

➤ **Installation de nouveaux exploitants semblant difficile au regard de la forte pression agricole sur les sols.**

5 POPULATION ACTIVE ET ACTIVITES ECONOMIQUES

5.1 Les actifs

Entre 2010 et 2015, la population de 15 à 64 ans augmente, comme la population, de même que le taux et le nombre d'actifs ; la commune enregistre donc la venue ou le maintien d'actifs sur son territoire. Le taux et le nombre de retraités diminue ce qui semble en légère contradiction avec l'augmentation du nombre de personnes de plus de 60 ans observée précédemment – à moins que de plus en plus de plus de 60 ans ne continue de travailler.

Tableau 11 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2015		2010	
Ensemble	782	Nombre	742	Nombre
Actifs en %	82.2	643	78.6	583
dont:				
actifs ayant un emploi en %	74.5	583	75.4	559
chômeurs en %	7.7	60	3.2	24
Inactifs en %, dont	17.8	139	21.4	159
Elèves, étudiants, stagiaires non rémunérés (en%)	7	55	6.6	49
Retraités ou pré-retraités (en%)	6.7	52	7.6	56
Autres inactifs (en %)	4.1	32	7.2	53

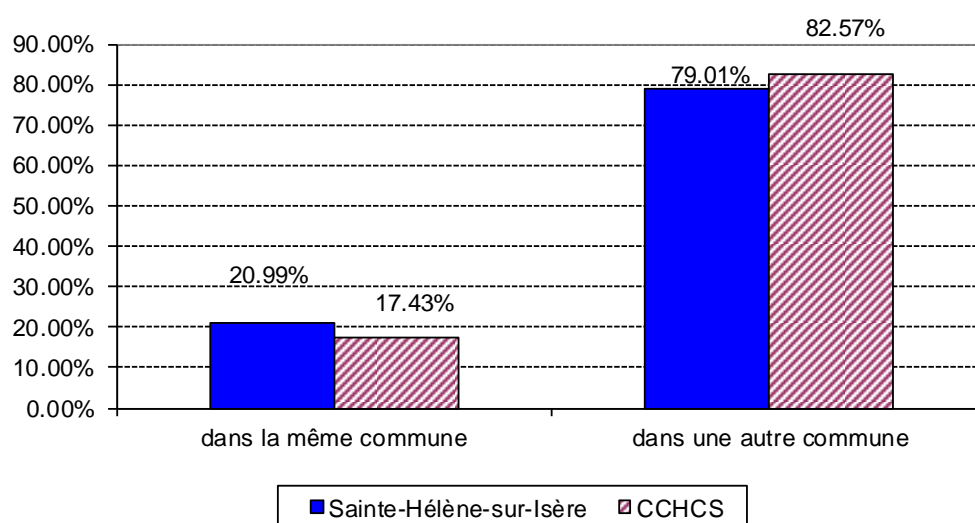
Source : chiffres de l'INSEE

D'après le graphique ci-dessous, près de 21% des actifs ayant un emploi restent sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère pour travailler. La présence de la zone économique permet à un certain nombre d'actifs de rester sur sa commune de résidence.

A l'échelle de la CCHCS, un taux plus faible d'actifs reste dans la même commune ; cela s'explique en grande partie par le peu d'emplois sur la majorité des communes.

Les actifs de la commune et de la CCHCS travaillent dans le bassin albertvillois, mais aussi de Montmélian, Chambéry, basse Tarentaise, voire Grenoble.

Graphique 7 : Lieu de travail des actifs



Source : chiffres de l'INSEE.

Le nombre d'emplois sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère augmente de 41 unités entre 2010 et 2015, traduisant une bonne dynamique des entreprises présentes sur le territoire. La présence de la zone d'activités économiques du Vernay contribue grandement à la création d'emplois sur la commune. Cependant, le nombre d'emplois présents sur Sainte-Hélène-sur-Isère n'est pas suffisant pour l'ensemble des actifs de la commune ; d'autant que des personnes extérieures à la commune viennent travailler. D'après la commune, 150 emplois ont été créés entre 2016 et 2017 sur le territoire.

Tableau 12 : Emploi et activité

	2015	2010
Nombre d'emplois dans la zone	493	452
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	586	561
Indicateur de concentration d'emploi ³	84.1	80.6
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	68.3	66.7

Source : chiffres de l'INSEE.

La grande majorité des personnes de plus de 15 ans ayant un emploi (84%) est salariée. Les quelques 15% restant sont employeurs ou indépendants. Les aides familiaux sont très peu nombreux : 3 unités.

Tableau 13 : Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2015

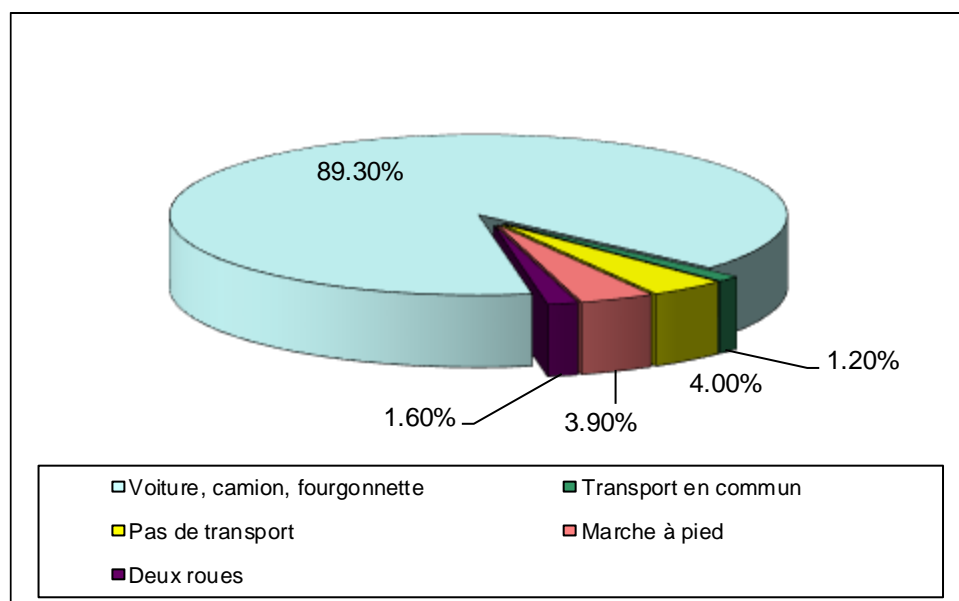
	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	317	100.0%	267	100.0%
Salariés	255	80.4%	238	89.1%
Titulaire de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	226	71.3%	192	71.9%
Contrats à durée déterminée	10	3.2%	38	14.2%
Intérim	9	2.8%	2	0.7%
Emplois aidés	0	0.0%	2	0.7%
Apprentissage - stage	10	3.2%	4	1.5%
Non salariés	62	19.6%	29	10.9%
Indépendants	28	8.8%	17	6.4%
Employeurs	33	10.4%	10	3.7%
Aides familiaux	1	0.3%	2	0.7%

Source : INSEE.

L'essentiel des déplacements domicile – travail des actifs se fait en voiture ou autre moyen individuel motorisé, ainsi que le montre le graphique ci-après.

³ L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Graphique 8 : Modalités de déplacements domicile – travail des actifs



Source : INSEE.

5.2 Entreprises présentes sur la commune

La commune compte quelques commerces – services en centre village, tels que :

- une infirmière – les médecins les plus proches se situent à Frontenex,
- trois établissements de coiffure ou esthétique,
- trois entreprises de services à la personne (couture ou reprographie)
- un commerce alimentaire (boulangerie) ; l'épicerie a fermé en 2017
- un bar.

Un hôtel restaurant est implanté à proximité de la zone de loisirs et une pizzeria (à emporter) en limite avec Notre-Dame-des-Millières.

A cela s'ajoutent un grand nombre d'entreprises, dont la majorité est implantée dans la zone d'activités économiques du Vernay :

- sept entreprises liées à l'automobile (garage) ou aux transports,
- deux établissements agricoles (fruits et légumes en gros),
- quatre entreprises industrielles,
- la société d'autoroutes,
- vingt-neuf entreprises liées au bâtiment et travaux publics (tout corps de métiers),
- douze entreprises aux activités variées : paysagiste, mécanique générale, plateforme de distribution,...

Cinq entreprises sont recensées comme « Installation Classée pour l'Environnement » :

- SGS : mécanique industrielle
- Thomas Leprince : commerce de gros en fruits et légumes

- Société Albertvilloise de récupération : gestion de déchets industriels, démontage et démolition industrielle
- Sablières de Sainte-Hélène – SNC : industries extractives
- GRA (Granulats Rhône-Alpes) SAS : extraction de pierre d'ornement et de construction idem.

Les deux derniers établissements correspondent à une seule et même entreprise, mais font l'objet de deux ICPE distinctes.

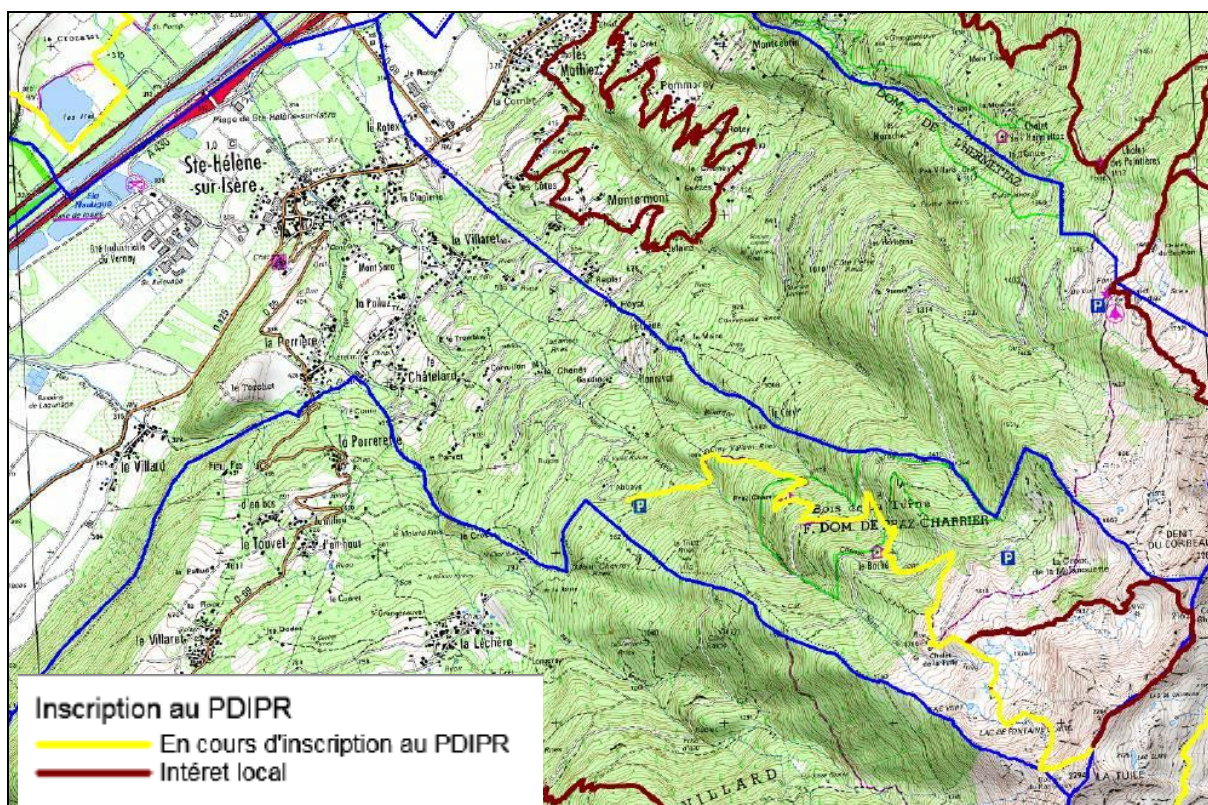
5.2.1 Un tourisme entre lac et montagne

La commune compte un hôtel restaurant, un prestataire de chambres d'hôtes et trois gîtes. Le chalet refuge de La Thuile accueille les randonneurs sur le secteur du Grand Arc, avec possibilité de nuitées et restauration.

La base de loisirs, avec les plans d'eau, accueille de nombreuses activités nautiques (ski nautique, jet ski, canoë kayak), mais aussi la pêche. Elle est complétée par un parcours de santé, des terrains de tennis et de football.

Le Plan Départementale des Itinéraires de Promenades et de Randonnées est en cours de révision. Un chemin de randonnée est déjà inscrit du chalet de La Thuile au Col de Charvan, puis longe la ligne de crête du Massif du Grand Arc. Un second est en cours d'inscription depuis l'Abbaye jusqu'au sommet de La Thuile, en passant par le chalet du même nom.

Carte 10 : Chemins de randonnée sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère concernés par le PDIPR



Source : extrait du PDIPR

5.3 Quelles perspectives de développement économique ?

Le Schéma de Cohérence Territoriale a pour objectifs la production de 4 000 emplois sur l'ensemble d'Arlyère entre 2012 et 2020 pour répondre aux besoins des nouveaux habitants et l'optimisation de la localisation des activités économiques.

La stratégie de développement économique s'articule autour de quatre niveaux :

- un grand site stratégique d'intérêt régional, situé dans la continuité du site industriel de Terre Neuve, sur la commune de Gilly-sur-Isère ;
- le renforcement de 5 sites industriels déjà existants : le site industriel et la zone de Bavelin à Ugine, la zone n°3 à Frontenex, Tétrapôle à Tournon et la zone du **Verney à Sainte-Hélène-sur-Isère** ;
- le renforcement ou la création de 4 zones de proximité d'échelle intercommunale, réparties sur Grésy-sur-Isère / Montailleur, la Communauté de Communes du Beaufortain, la Pachaudière à Albertville et la Communauté de Communes du Val d'Arly
- la possibilité d'autoriser, dans le tissu urbain, les activités artisanales ou commerciales compatibles avec l'habitat, sans création d'une nouvelle zone économique spécifiquement dédiée.

Ainsi, Sainte-Hélène-sur-Isère est identifiée comme commune sur laquelle le SCOT prévoit le renforcement des activités déjà existantes. Une extension de 5 ha est prévue au DOG (page 36). Pour ces sites, le SCOT prévoit un certain nombre de prescriptions particulières qu'il conviendra de prendre en compte.

Prescriptions particulières pour les sites de niveau 2 et 3

- Les PLU assureront le respect des vocations préférentielles des sites de même que les orientations générales du Scot.
- Les sites référencés par le SCOT disposeront obligatoirement d'un accès haut débit (HD). Ils permettront et favoriseront la mise en œuvre de principes de qualité : traitement des questions énergétiques ; gestion des déchets ; limitation du ruissellement ; aménagement paysager ; qualité des constructions et des abords, qualité de la signalétique et des éventuelles clôtures.
- Les PLU des communes de Confluences et du Val d'Arly positionneront leurs potentiels fonciers en 1, voire 2 ou 3 petites zones distinctes maximum pour chaque communauté de communes.
- Les structures gestionnaires des Sites d'activités Intercommunaux (niveau 2 et 3) mettent en place en relation avec ARLYSÈRE une démarche ambitieuse de management économique et environnemental. Ce management doit permettre une définition optimale de l'organisation fonctionnelle et du traitement architectural et paysager des sites, ceci tant au moment de l'élaboration des P.L.U. que lors de la concrétisation des projets. Ce management veillera à l'évolution positive des sites dans le temps et entreprendra des initiatives de reconquête qualitatives pour les sites existants.

POPULATION ACTIVE ET ACTIVITES ECONOMIQUES : SYNTHESE ET ENJEUX**Synthèse**

Des actifs travaillant pour 21% sur leur commune de résidence.

Quelques commerces et services de proximité, implantés majoritairement dans le centre-bourg de Sainte-Hélène-sur-Isère.

54 entreprises, dont une grande partie implantée dans la zone d'activités économiques du Vernay.

Une extension possible de 5 ha de la ZAE du Vernay prévue au SCOT

Une activité touristique liée à la base de loisirs avec ses plans d'eau et à la randonnée (chalet refuge de La Thuile)

Enjeux généraux

✚ **Faciliter les déplacements des actifs vers leur lieu de travail.**

✚ **Assurer la pérennité des commerces et services de proximité et étudier l'opportunité d'en installer d'autres.**

✚ **Assurer la pérennité des activités économiques et développer les capacités d'accueil de la commune.**

✚ **Organiser, le cas échéant, le développement et l'aménagement de la zone, dans un objectif d'usage optimal du foncier et d'intégration environnementale et paysagère.**

✚ **Permettre, dans les zones dédiées principalement à l'habitat, les activités compatibles avec celui-ci.**

✚ **Valoriser et renforcer les activités touristiques douces.**

6 EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUX

6.1 Equipements communaux et services à la population

6.1.1 Bâtiments communaux

Le patrimoine communal se compose de :

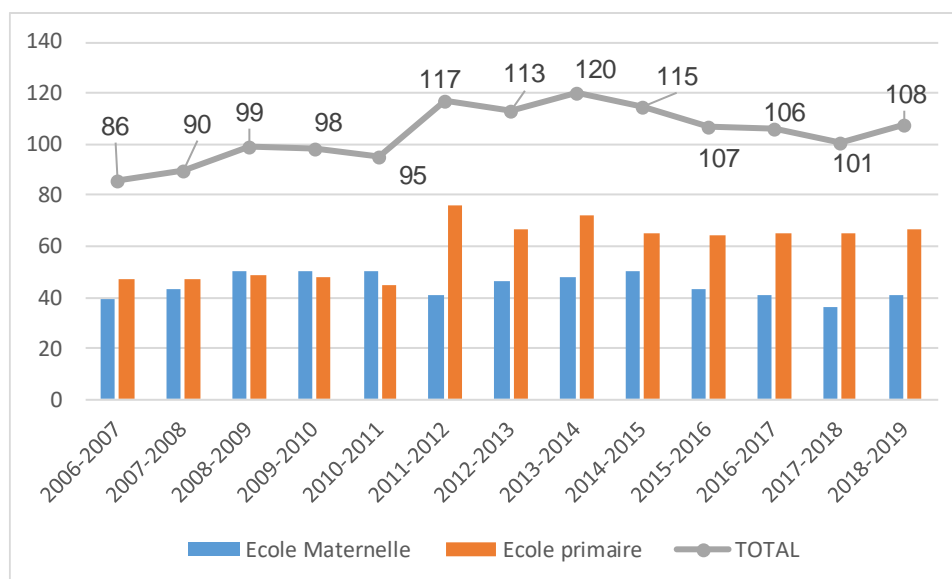
- la Mairie
- l'église
- le presbytère dans lequel se trouvent un local MAM (Maison Assistance Maternelle), une bibliothèque, le local pour les infirmières
- un local technique à côté du presbytère
- le groupe scolaire au chef-lieu
- l'ancienne école de la Pallaz
- le bâtiment de La Poste
- local du SIEAGA (rue du Nant Bruyant)
- le chalet d'alpage de la Thuile (halle et fromagerie aux normes européennes) et ses dépendances, avec activité de refuge (restauration et nuitée possible)
- salle polyvalente
- bâtiment des services techniques
- un bâtiment au Villard
- la chaufferie bois qui dessert la Mairie, les logements sociaux, les bâtiments communaux, le groupement scolaire, la bibliothèque, la Poste.

6.1.2 Enseignement

6.1.2.1 Enseignement primaire et services annexes

Depuis la rentrée 2017, la commune accueille l'ensemble des élèves au groupe scolaire situé au Chef-lieu.

Jusqu'à la rentrée de septembre 2011, les effectifs scolaires restent inférieurs à 100 élèves, même s'ils connaissent une évolution positive depuis 2006 (seul bémol : septembre 2011 avec une baisse de 3 élèves). Depuis la rentrée 2011, les effectifs restent supérieurs à 100. La croissance postérieure à 2012 semble pouvoir être mise en relation avec les nombreuses constructions de villas enregistrées en 2012 (secteur du Villard) puis 2014. Le dernier ralentissement de l'urbanisation semble avoir un effet sur les effectifs scolaires. Les effectifs de maternelles repartent à la hausse à la rentrée 2018, ce qui laisse présager une augmentation globale des effectifs dans les années futures.

Graphique 9 : Evolution des effectifs de l'école primaire depuis 2006/07

Source : données commune.

Un accueil périscolaire existe matin et soir ; il est mis en place par Arlysère. Il existe une cantine le midi compétence communale. Un ramassage scolaire dessert toute la commune deux fois par jour ; il est géré par Arlysère.

6.1.2.2 Enseignement secondaire

Les collégiens se rendent essentiellement à Frontenex. Les lycéens vont à Albertville, Ugine, La Motte-Servolex, en fonction des options choisies.

6.2 Transports, déplacements et stationnements

6.2.1 Transports

6.2.1.1 Une offre ferroviaire à proximité

Les gares les plus proches sont implantées sur la commune de Frontenex (moins de 5 km) et à Albertville (12 km). Elles sont desservies, selon les horaires et les périodes, par des TER (Trains Express Régionaux) et des cars Rhône-Alpes, de compétence départementale, et par le TGV et autres trains grande ligne relevant de la SNCF.

Ce moyen de déplacement n'est pas utilisé par les actifs de la commune pour se rendre sur leur lieu de travail. Par contre, de nombreux lycéens ou étudiants voyagent en train.

6.2.1.2 Lignes de bus

La ligne de bus H relie la garde d'Albertville au Chef-lieu de Sainte-Hélène-sur-Isère par la rive gauche de l'Isère, en desservant au passage Grignon et Notre-Dame-des-Millières. Le bus circule cinq fois par jour en période scolaire (deux fois le matin et le soir et une fois à midi) et trois fois hors période scolaire (une fois matin, midi et soir).

Les arrêts sont localisés à La Glapière et au Chef-lieu.

Selon les données de la CORAL, environ 570 personnes ont été transportées entre octobre 2013 et octobre 2014, dont une grande partie avec un abonnement annuel. Il semble s'agir en grande partie de scolaires, car la fréquentation est très basse pendant les mois de juillet et août.

6.2.1.3 Lignes de transport scolaire

Le transport scolaire des collégiens et lycéens est assuré par le Département.

6.2.2 Equipements routiers

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est traversée par la RD925 qui dessert le chef-lieu et passe au nord-ouest du Villard. La RD 69 traverse le centre-bourg pour rejoindre la commune de Bonvillard.

Le territoire communal est ensuite irrigué par des voies communales et des pistes forestières ou d'alpage sur la partie haute.

Rappel de l'article L.122-11 du Code de l'urbanisme

Lorsque les chalets d'alpage ou bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorisation, qui ne peut être qu'expresse, est subordonnée à l'institution, par l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire ou prendre la décision sur la déclaration préalable, d'une servitude administrative, publiée au fichier immobilier, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Cette servitude précise que la commune est libérée de l'obligation d'assurer la desserte du bâtiment par les réseaux et équipements publics. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

Le territoire communal de Sainte-Hélène-sur-Isère est traversé par l'autoroute A430, qui passe en rive gauche de l'Isère, et dont le péage se situe sur la commune. L'autoroute devient ensuite la RN 90 classée voie express.

Une aire de covoiturage a été réalisée à la fin de l'année 2015 à la sortie de l'autoroute, à proximité du rond-point à l'entrée de la commune (au Rotex). La Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie a porté le projet.

La route nationale 90 et l'autoroute A430 situées sur le territoire communal sont concernées par la réglementation sur les transports de matières dangereuses.

6.2.3 Circulations douces

La Commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée par la réalisation d'une « voie verte » reliant Genève à la Côte d'Azur. Cette voie est utilisée par les cyclistes, les piétons, les mamans avec poussette, les pratiquants de rollers... Cette voie traverse la commune depuis le rond-point de Frontenex, passe vers le champ d'expansion des crues, les lacs, longe l'autoroute et continue jusqu'à la limite d'Aiton.

6.2.4 Contraintes de circulation

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère a travaillé sur la requalification et la sécurisation de la RD925. Ce projet est en cours de réalisation.

En parallèle, la municipalité mène une réflexion sur le plan de circulation.

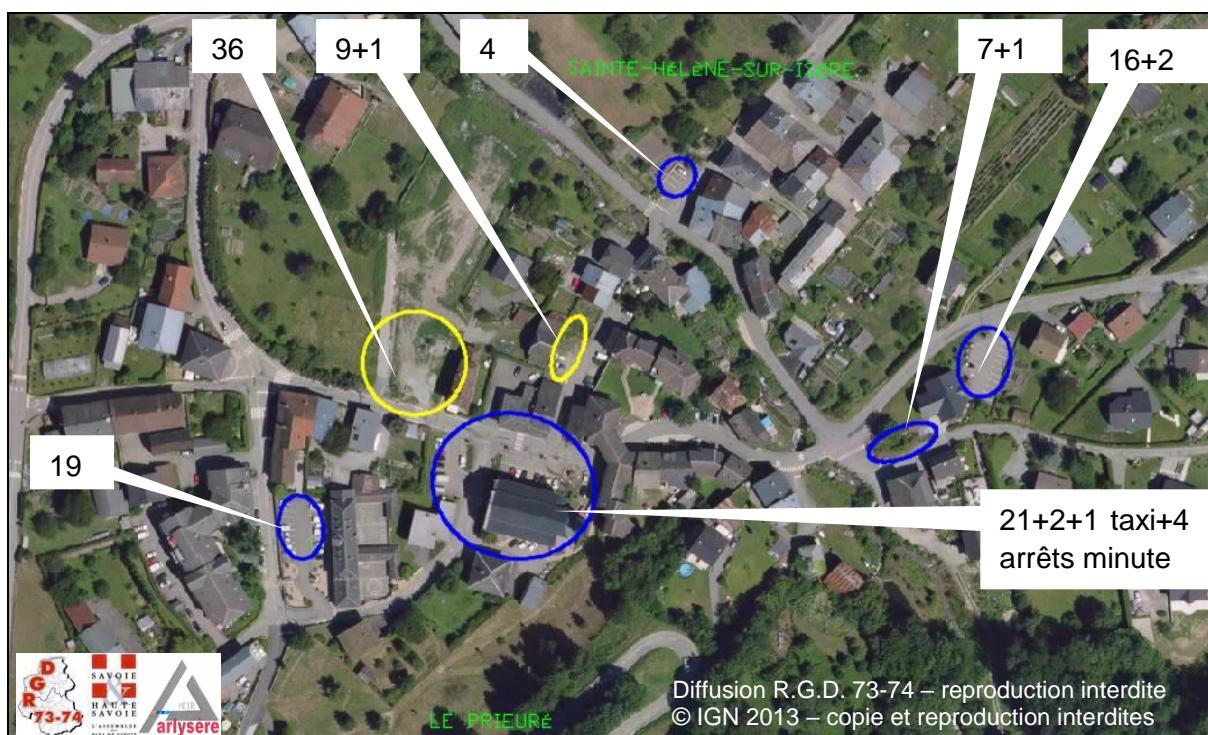
6.2.5 Inventaire des capacités de stationnement et analyse des possibilités de mutualisation

Les parkings communaux à destination de véhicules motorisés se répartissent selon la cartographie suivante.

Lorsqu'il est indiqué +1 au nombre de places, cela signifie que s'ajoutent une place pour personne à mobilité réduite.

Au chef-lieu, les stationnements se répartissent essentiellement en périphérie de l'église et de l'école. 46 places supplémentaires à celles existantes sont prévues (secteurs jaunes). Les parkings du centre sont principalement utilisés par les usagers des services (ex. La Poste) ou des commerces, mais aussi par les habitants du secteur. 4 places sont recensées à proximité du bureau du syndicat des eaux. A cela s'ajoutent 26 places aux abords de la mairie, dont 3 pour handicapés. Celles-ci sont utilisées par les visiteurs de la mairie.

Carte 11 : Localisation des parkings du chef-lieu



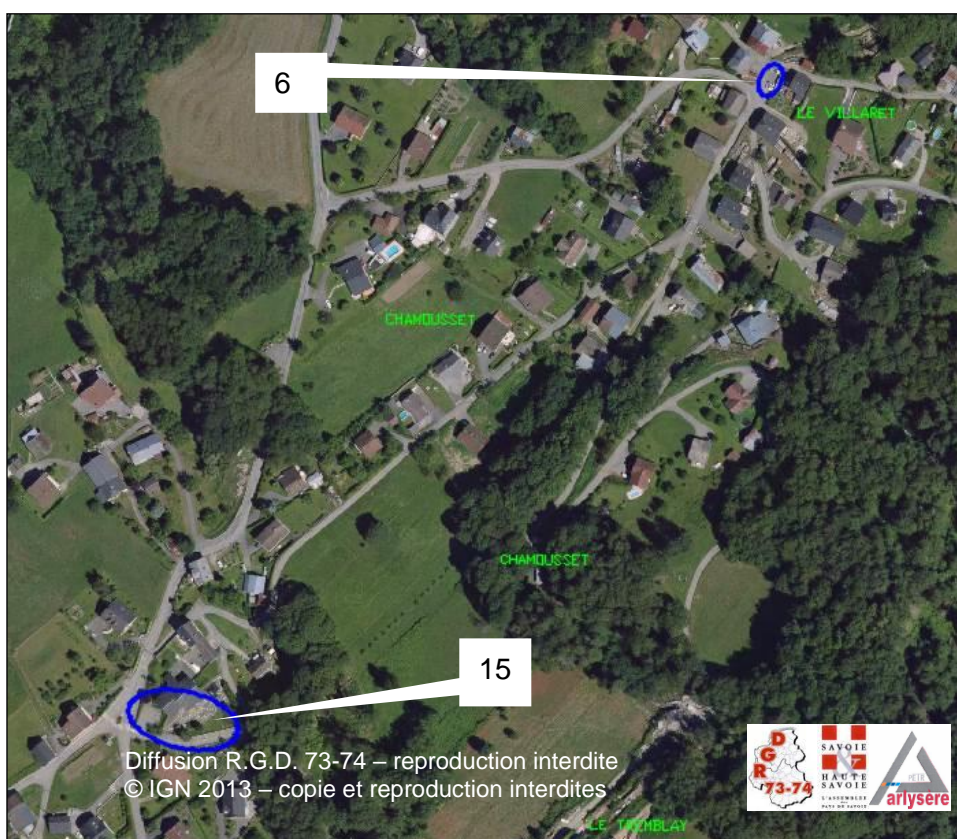
A cela s'ajoutent 6 places pour véhicules légers et 5 pour les poids lourds vers le cimetière. Le parking de La Glapière, à l'entrée est du chef-lieu, compte 15 places de stationnement, dont une pour handicapé. Elles sont fréquentées par les usagers du bus faisant la liaison vers Albertville et pour le covoiturage.

Carte 12 : Localisation des parkings de La Glapière



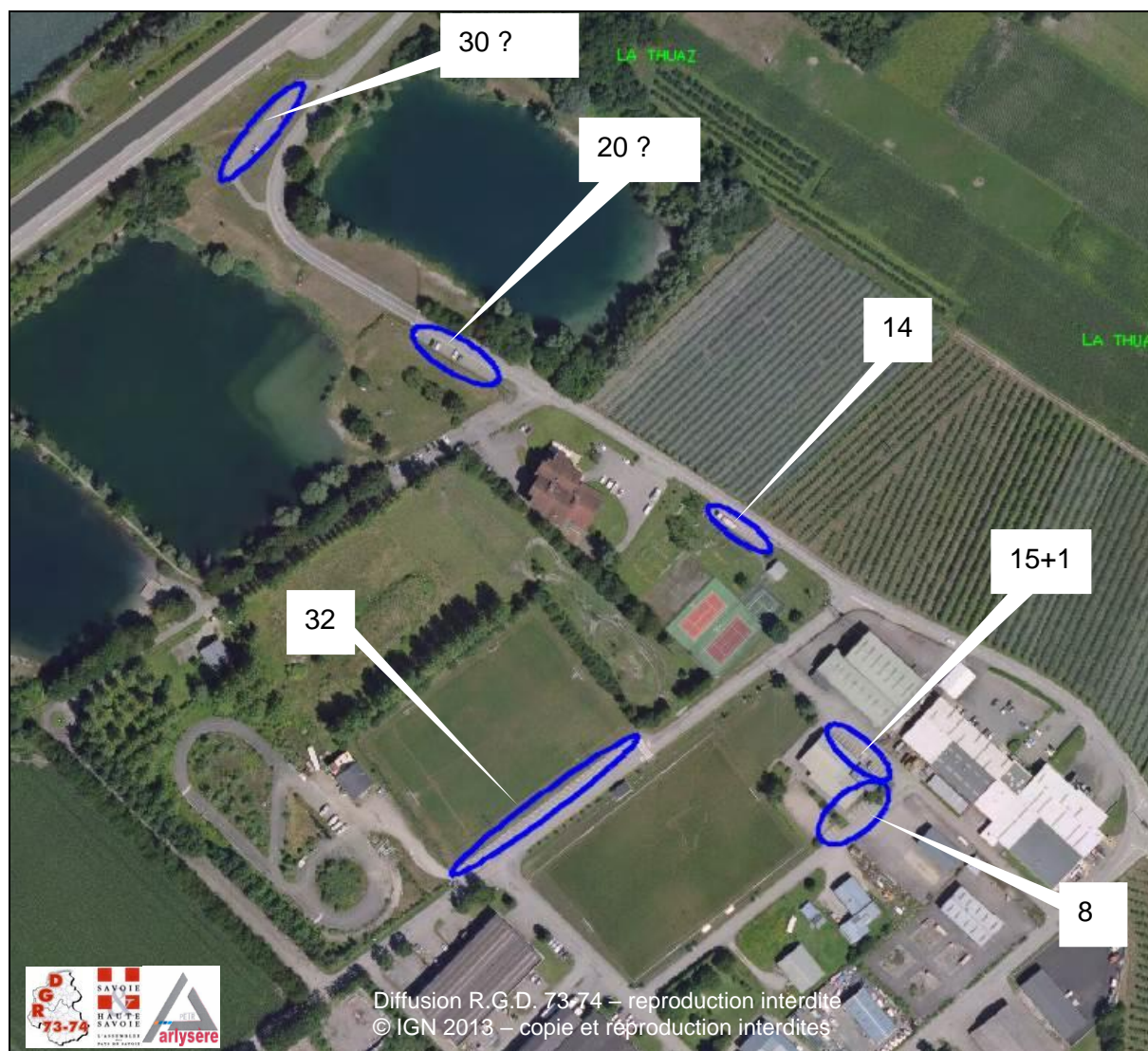
Sur le versant, 15 places ont été créées aux abords de l'école de La Pallaz et 6 au cœur du Villaret. Ceux de l'école sont principalement utilisés les jours d'école, aux horaires correspondant aux entrées et sorties des classes. Sont-ils utilisés par les habitants aux autres horaires ? Ceux du Villaret répondent aux besoins des habitants du secteur où l'habitat est plutôt dense et complique les possibilités de stationnement.

Carte 13 : Localisation des parkings sur le versant



Au Vernay, on recense 24 places, dont une pour handicapé, aux abords de la salle des fêtes. Elles sont principalement utilisées lors d'événements dans le bâtiment ou lors de matchs de foot. 32 places sont recensées le long du terrain de foot et 14 vers les terrains de tennis. A cela s'ajoutent environ 50 places non matérialisées aux abords de la base de loisirs. Ces places sont en général suffisantes.

Carte 14 : Localisation des parkings dans la base de loisirs et la zone industrielle



6.3 Infrastructures du territoire

La compétence de l'eau appartient à Arlysère. Au préalable, elle appartenait au Syndicat Intercommunal des Eaux et Assainissement du Grand Arc (SIEAGA) qui regroupait les communes de Bonvillard, Notre-Dame-des-Millières et Sainte-Hélène-sur-Isère pour la compétence eau potable et Bonvillard et Sainte-Hélène-sur-Isère pour la compétence assainissement.

6.3.1 Alimentation en eau potable et défense incendie

Source : Alp'Epure, Schéma directeur d'alimentation en eau potable pour le SIEAGA, septembre 2015.

6.3.1.1 Alimentation en eau potable en 2015

Eléments techniques du fonctionnement des réseaux

La ressource en eau provient de seize points de captage, dont les principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Ressources en eau potable de la collectivité

Captages						
Nb	Noms	Altitude	Année	Conductivité	Etiage en l/s	Destination de l'eau
Notre-Dame-des-Millières						
1	Montcoutin	540	1985	219	0,0	réservoir de Montcoutin
1	Vernay 1	950		255,0	0,3	réservoir de Cire
1	Vernay 2	900				
1	Barlon	850			0,2	réservoir de Cire
1	Montermont	590			0,5	réservoir de Montermont
1	Mansord	830		130	0,4	brise charge des Cotes
1	Etelains	595		131	0,2	brise charge des Cotes
7					1,6	
Sainte-Hélène-sur-Isère						
1	Char 1	593	1960	189	7,0	Char 3
1	Char 2	543	1960	185	1,1	Char 3
1	Char 3	524	1968	147	5,0	réservoir de La Motte
1	Gaudin	750	2005	139	0,5	réseau
1	Neuria 1	786	1930	128	0,3	Neuria 2
1	Neuria 2	768	1930	326	1,2	réservoir du Chanet
	Chanet (drains seuls)	685	1930	188	0,6	réservoir du Chanet
6			1955		15,7	
Bonvillard						
1	La Léchère	900		240	4,6	réservoir de La Léchère
1	Eaux claires	1080		155	2,1	réservoir de La Coriaz
1	Bois bataille	1090		151	0,8	réservoir de La Coriaz
3					7,5	
16					24,8	

La ressource est très inégalement répartie entre les communes, d'où la mise en place d'une gestion intercommunale pour satisfaire les besoins de chacune.

Les réservoirs desservent les unités de distribution suivantes :

Tableau 15 : Caractéristiques des réservoirs et unités de distribution

Réservoirs						
Nb	Noms	Altitude	Année	Volume en m ³	Incendie	UDI
Notre-Dame-des-Millières						
1	Montcoutin	540		10		Montcoutin
1	Réservoir de Cire	770		5		Cire puis rés. du Pommarey
	Pommarey	564		10		Pommarey
1	Montermont	550	1960	10	0	Montermont
1	Réservoir des Cotes	470		10	0	Cotes - Rotey
1	Réservoir du Char	427	1998	500	120	Chef-lieu
5			1979	545		
Sainte-Hélène-sur-Isère						
1	La Motte	510	1962	110	70	Chatelard + rés. Du Villaret
1	Villaret	475	1962	80	50	Chef-lieu
	<i>pas de réservoir</i>			0	0	
1	Chanet	676	1930	3	0	Chanet - Neuria
3			1951	193	120	
Bonvillard						
1	La Léchère	850	1944	45	35	Léchère
1	Le Touvet	675	1944	45	35	Touvet
1	La Perrerette	590	1940	25	20	Perrerette
1	La Corriaz	830	1937	105	80	Chef-lieu + Villaret
4			1941	220	170	
12				958		

Bilan ressources – besoins

Ressources disponibles

Le bilan besoins / ressources est établi sur la base des débits d'étiage. Le tableau suivant rappelle les débits des différentes ressources et le volume disponible en conséquence par unité de distribution :

		Sources	Débit d'étiage		Q dispo/UDI
		noms	l/s	m ³ /jour	m ³ /jour
Communes	Lieux-dit				
Notre-Dame-des-Millières	Montcoutin	Montcoutin	0,0	0	0
	Pommarey	Vernay	0,3	26	
	Montermont	Barlon	0,2	17	43
	Les Cotes	Montermont	0,5	43	
	Chef-lieu (la Combe / Mathiez - Culet)	Etelains	0,2	17	95
	Le Rotey	Mansords	0,4	35	
	Les Culattes				
	<i>Sous-total</i>		1,6	138	138
Sainte-Hélène-sur-Isère	Chef-lieu (y compris La Glapière et ZI)	Char 1	7,0	605	
	Le Villard	Char 2	1,1	95	1132
	Le Châtelard, La Pallaz, La Perrière	Char 3	5,0	432	
	Gaudin	Gaudin	0,5	43	43
	Neuria - Chanet	Neuria 1	0,3	26	
		Neuria 2	1,2	104	181
		Chanet	0,6	52	
	<i>Sous-total</i>		15,7	1356,5	1356
Bonvillard	Le Touvet et la Perrerette	La Léchère	4,6	397	397
	La Léchère	Champeney :			
	Le Villaret	Eaux claires	2,1	181	
	Chef-lieu	Bois bataille	0,8	69	251
	<i>Sous-total</i>		7,5	648,0	648
TOTAL		Total	24,8	2143	2143

Les besoins actuels et futurs

Les besoins sont de trois types :

- La consommation domestique et non domestique :

Les besoins de consommation sont calculés sur la base de 150 L/jour/habitant pour la consommation domestique. Les besoins non domestiques sont calculés sur la base de 100 L/jour/UGB (unité gros bétail ; c'est à dire le nombre de vaches sachant que trois ovins ou caprins équivalent à une vache) pour l'agriculture auxquels s'ajoutent le volume industriel ou artisanal.

Pour AREA, le plus gros consommateur, une moyenne de 27 m³/jour a été considérée. (10 000 m³ en 2012)

- Les écoulements permanents :

Il s'agit des bassins. Ils sont au nombre de deux sur Sainte-Hélène (mais un seul coule en continu avec un débit de 0,78 m³/h) et vingt sur Bonvillard (dont quatre ne coulent pas) totalisant 6,91 m³/h. Notre-Dame-des-Millières ne possède aucun bassin.

- Les fuites :

Les fuites ont été calculées lors de la campagne de mesures.

Le tableau situé page suivante présente le calcul des besoins actuels. Ils s'établissent, en 2012, à 924 m³ par jour.

Tableau 16 : Besoins actuels en eau potable

Année 2012		Besoins en consommation					Conso	Ecou. perm.	Fuites		Fuites
		Domestiques		Agricoles		Industriels					
		0,15 m³/j/hab	Nb sous-total m³/jour	0,10 m³/j/UGB	Nb sous-total m³/jour		Industries m³/jour	Total m³/jour	Bassins m³/jour	linéaire ml	ILF m³/j/km
Nb hab	UGB										
Communes	Lieux-dît										
Notre-Dame-des-Millières	Montcoutin	62	9,3	0	0	0	9,3	0,0	0,61		0,0
	Pommarey	123	18,45	0	0	0	18,5	0,0	1,80		0,0
	Montermont	14	2,1	0	0	0	2,1	0,0	1,08		0,0
	Les Cotes	26	3,9	0	0	0	3,9	0,0			0,0
	Chef-lieu (la Combe / Mathiez - Culet)	688	103,2	157	15,7	0	118,9	0,0	4,69	7,42	34,8
	Le Rotey	41	6,15	0	0	0	6,2	0,0	2,46		0,0
	Les Culattes	20	3	0	0	0	3,0	0,0			0,0
	Sous-total	974	146,1	157	15,7		161,8	0,0	10,64		34,8
Sainte-Hélène-sur-Isère	Chef-lieu (y compris La Glapière et ZI)	636	95,4	0	0	27	122,4	18,7	10,03	8,08	81,0
	Le Villard	118	17,7	90	9	0	26,7	0,0	2,49	8,08	20,1
	Le Châtelard, La Pallaz, La Perrière	327	49,05	67	6,7	0	55,8	0,0	3,83	8,08	30,9
	Gaudin	26	3,9	0	0	0	3,9	0,0	1,32		0,0
	Neuria - Chanet	32	4,8	0	0	0	4,8	0,0	2,06	2,56	5,3
	Sous-total	1139	170,85	157	15,7		213,6	18,7	19,73		137,4
Bonvillard	Le Touvet et la Perrerette	68	10,2	5	0,5	0	10,7	20,1	1,56	32,15	50,2
	La Léchère	62	9,3		0	0	9,3	18,2	0,98	5,88	5,8
	Le Villaret	66	9,9	5	0,5	0	10,4	32,0	0,83	27,46	22,8
	Chef-lieu	157	23,55		0	0	23,6	107,0	1,74	27,46	47,8
	Sous-total	353	52,95	10	1		54,0	177,3	5,11		126,5
	TOTAL	2466	369.9	324	32.4	27.0	429.3	196.0	35.48		298.7

Les besoins futurs sont calculés de la même manière que les besoins actuels, en prenant en compte :

- l'évolution de la population,
- l'évolution des activités consommatrices en eau (pas de projet particulier recensé)
- l'évolution du volume de fuite avec un objectif fixé à 4 m³/jour/km sur l'ensemble des réseaux.

Le tableau ci-après présente l'évolution de population projetée sur le SIEAGA par secteur :

Tableau 17 : Population future du SIEAGA par secteur

Lieux-dit	Etat actuel (2012)		Court terme (2015)		Moyen terme (2020)		Long terme (2025)	
	Nb brancht	Population	Nb logts	Population	Nb logts	Population	Nb logts	Population
Montcoutin	26	62		0		0		0
Pommarey	51	123	1	3	3	9	2	6
Montermont	6	14	1	3	2	6	1	3
Les Cotes	11	26	1	3	2	6	1	3
Chef-lieu (la Combe / Mathiez - Culet)	286	688	6	15	20	50	20	50
Le Rotey	17	41		0	2	5	2	5
Les Culattes	8	20		0	2	5		0
Sous total	397	974	9	24	31	81	26	67
		974		998		1079		1146
Chef-lieu (y compris La Glapière et ZI)	263	636	30	75	30	75	30	75
Le Villard	53	118	8	20	4	10	0	0
Le Châtelard, La Pallaz, La Perrière	160	327	6	18	6	18	6	18
Gaudin	16	26	0	0	0	0	0	0
Neuria	19	32	0	0	0	0	0	0
Sous total	511	1139	44	113	40	103	36	93
		1139		1252		1355		1448
Le Touvet et la Perrerette	32	68	0	0	1	3	3	9
La Léchère	29	62	0	0	0	0	2	5
Le Villaret	31	66	1	3	1	3	6	18
Chef-lieu	74	157	1	3	2	6	8	24
Sous total	166	353	2	6	4	12	19	56
		353		359		371		427
Total Population suppl.		0	2015	143	2020	196	2025	216
TOTAL POPULATION		2466		2609		2805		3021

Soit une répartition par commune de

Années	2012	2015	2020	2025
Notre-Dame-des-Millières	974	998	1079	1146
Sainte-Hélène-sur-Isère	1139	1252	1355	1448
Bonvillard	353	359	371	427
TOTAL	2466	2609	2805	3021

En conséquence, le tableau suivant présente l'évolution des besoins qui s'établissent, en 2025 à 838 m³/jour :

Tableau 18 : Besoins futurs en eau potable

Année 2025		Besoins en consommation				Conso	Ecou. perm.	Fuites			
		Domestiques		Agricoles				Industriels	linéaire	ILF	Fuites
		0,15 m³/j/hab	0,10 m³/j/UGB	Industries	Total	Bassins	m³/jour	m³/jour			
Communes	Lieux-dit	Nb hab	sous-total m³/jour	Nb UGB	sous-total m³/jour	m³/jour	m³/jour	m³/jour	m	m³/km	Total m³/jour
Notre-Dame-des-Millières	Montcoutin	62	9,3	0	0	0	9,3	0,0	0,61	4	2,4
	Pommarey	141	21,15	0	0	0	21,2	0,0	1,80	4	7,2
	Montermont	26	3,9	0	0	0	3,9	0,0	1,08	4	4,3
	Les Cotes	38	5,7	0	0	0	5,7	0,0			0,0
	Chef-lieu (la Combe / Mathiez - Culet)	803	120,45	157	15,7	0	136,2	0,0	4,69	4	18,8
	Le Rotey	51	7,65	0	0	0	7,7	0,0	2,46	4	9,8
	Les Culattes (Tournon)	25	3,75	0	0	0	3,8	0,0			0,0
	Sous-total	1146	171,9	157	15,7		187,6	0,0	10,64		42,6
Sainte-Hélène-sur-Isère	Chef-lieu (y compris La Glapière et ZI)	861	129,15	0	0	27	156,2	18,7	10,03	4	40,1
	Le Villard	148	22,2	90	9	0	31,2	0,0	2,49	4	10,0
	Le Châtelard, La Pallaz, La Perrière	381	57,15	67	6,7	0	63,9	0,0	3,83	4	15,3
	Gaudin	26	3,9	0	0	0	3,9	0,0	1,32	4	5,3
	Neuria - Chanet	32	4,8	0	0	0	4,8	0,0	2,06	4	8,2
		Sous-total	1448	217,2	157	15,7		259,9	18,7	19,73	
Bonvillard	Le Touvet et la Perrerette	80	12	5	0,5		12,5	20,1	1,56	4	6,2
	La Léchère	67	10,05		0		10,1	18,2	0,98	4	3,9
	Le Villaret	90	13,5	5	0,5		14,0	32,0	0,83	4	3,3
	Chef-lieu	190	28,5		0		28,5	107,0	1,74	4	7,0
		Sous-total	427	64,05	10	1		65,1	177,3	5,11	
	TOTAL	3021	453,15	324	32,4		512,6	196,0	35,48		141,9

La diminution des besoins s'élève à presque 100 m³. Cependant, cette augmentation cache une augmentation des consommations, mais aussi et surtout une baisse importante du niveau de fuites, en particulier à Bonvillard. Le niveau de fuites à atteindre est de 4 m³/jour/km sur l'ensemble du territoire.

Bilan actuel et futur

Les bilans sont établis pour la période la plus défavorable, c'est à dire avec une population maximale et des sources en débit d'été.

Les tableaux suivants présentent le bilan pour la période actuelle (2012) et à l'horizon 2025.

Le bilan est excédentaire à l'échelle du SIEAGA mais il cache un déficit marqué sur Notre-Dame-des-Millières, tandis que Sainte-Hélène-sur-Isère et Bonvillard montrent un bilan très excédentaire. Aujourd'hui, Sainte-Hélène fournit déjà beaucoup d'eau à Notre-Dame.

L'objectif va être de revoir ce fonctionnement afin, entre autres, de s'affranchir d'une partie ou de toutes les ressources de Notre-Dame, coûteuses en entretien au regard de leurs débits et surtout de qualité parfois médiocre (antimoine).

Le bilan ressources / besoins futures (2025 et 1 448 habitants à Sainte-Hélène-sur-Isère) est positif, à +999 m³/jour. Ainsi, même si la population atteint environ 1470 habitants en 2028, la ressource en eau potable sera suffisante.

Tableau 19 : Bilan ressource – besoins actuels et futurs

Année 2012		Conso	Ecoul. perm.	Fuites	TOTAL BESOINS		RESSOURCES				BILAN m³/jour
		Total m³/jour	Bassins m³/jour	Total m³/jour	par UDI m³/jour	par ressource m³/jour	Sources	Débit d'étiage		Q dispo/UDI	
							noms	l/s	m³/jour	m³/jour	
Communes	Lieux-dit										
Notre-Dame-des-Millières	Montcoutin	9,3	0,0	0,0	9	9	Montcoutin	0,0	0	0	-9
	Pommarey	18,5	0,0	0,0	18	18	Vernay	0,3	26	43	25
	Montermont	2,1	0,0	0,0	2		Barlon	0,2	17		
	Les Cotes	3,9	0,0	0,0	4	169	Montermont	0,5	43	95	-74
	Chef-lieu (la Combe / Mathiez - Culet)	118,9	0,0	34,8	154		Etelains	0,2	17		
	Le Rotey	6,2	0,0	0,0	6		Mansords	0,4	35		
	Les Culattes	3,0	0,0	0,0	3						
	Sous-total	161,8	0,0	34,8	197	197		1,6	138	138	-58
Sainte-Hélène-sur-Isère	Chef-lieu (y compris La Glapière et ZI)	122,4	18,7	81,0	222	356	Char 1	7,0	605	1132	776
	Le Villard	26,7	0,0	20,1	47		Char 2	1,1	95		
	Le Châtelard, La Pallaz, La Perrière	55,8	0,0	30,9	87		Char 3	5,0	432		
	Gaudin	3,9	0,0	0,0	4	4	Gaudin	0,5	43	43	39
	Neuria - Chanet	4,8	0,0	5,3	10	10	Neuria 1	0,3	26	181	171
							Neuria 2	1,2	104		
							Chanet	0,6	52		
	Sous-total	213,6	18,7	137,4	370	370		15,7	1356,5	1356	987
Bonvillard	Le Touvet et la Perrerette	10,7	20,1	50,2	81	114	La Léchère	4,6	397	397	283
	La Léchère	9,3	18,2	5,8	33	243	Champeney :			251	7
	Le Villaret	10,4	32,0	22,8	65		Eaux claires	2,1	181		
	Chef-lieu	23,6	107,0	47,8	178		Bois bataille	0,8	69		
	Sous-total	54,0	177,3	126,5	358	358		7,5	648,0	648	290
	TOTAL	429,3	196,0	298,7	924	924	Total	24,8	2143	2143	1219

Année 2025		Conso	Ecoul. perm.	Fuites	TOTAL BESOINS		RESSOURCES				BILAN m³/jour
		Total	Bassins	Total	par	par	Sources	Débit d'étiage		Q dispo/UDI	
		m³/jour	m³/jour	m³/jour	UDI m³/jour	ressource m³/jour	noms	l/s	m³/jour	m³/jour	
Communes	Lieux-dit										
Notre-Dame-des-Millières	Montcoutin	9,3	0,0	2,4	12	12	Montcoutin	0,0	0	0	-12
	Pommarey	21,2	0,0	7,2	28	28	Vernay	0,3	26		15
	Montermont	3,9	0,0	4,3	8		Barlon	0,2	17	43	
	Les Cotes	5,7	0,0	0,0	6	190	Montermont	0,5	43		-95
	Chef-lieu (la Combe / Mathiez - Culet)	136,2	0,0	18,8	155		Etelains	0,2	17	95	
	Le Rotey	7,7	0,0	9,8	17		Mansords	0,4	35		
	Les Culattes (Tournon)	3,8	0,0	0,0	4						
	<i>Sous-total</i>	187,6	0,0	42,6	230	230		1,6	138	138	-92
Sainte-Hélène-sur-Isère	Chef-lieu (y compris La Glapière et ZI)	156,2	18,7	40,1	215	335	Char 1	7,0	605		797
	Le Villard	31,2	0,0	10,0	41		Char 2	1,1	95	1132	
	Le Châtelard, La Pallaz, La Perrière	63,9	0,0	15,3	79		Char 3	5,0	432		
	Gaudin	3,9	0,0	5,3	9	9	Gaudin	0,5	43	43	34
	Neuria - Chanet	4,8	0,0	8,2	13	13	Neuria 1	0,3	26		168
							Neuria 2	1,2	104	181	
							Chanet	0,6	52		
	<i>Sous-total</i>	259,9	18,7	78,9	358	358		15,7	1356,5	1356	999
Bonvillard	Le Touvet et la Perrerette	12,5	20,1	6,2	39	71	La Léchère	4,6	397	397	326
	La Léchère	10,1	18,2	3,9	32		Champeney :				
	Le Villaret	14,0	32,0	3,3	49	192	Eaux claires	2,1	181		59
	Chef-lieu	28,5	107,0	7,0	142		Bois bataille	0,8	69	251	
	<i>Sous-total</i>	65,1	177,3	20,4	263	263		7,5	648,0	648	385
TOTAL		512,6	196,0	141,9	850	850	Total	24,8	2143	2143	1292

6.3.1.2 Sécurité incendie en 2015

Le tableau suivant présente les volumes alloués à la défense incendie par réservoir :

Tableau 20 : Capacité incendie des réservoirs

Réservoirs	Volume total en m ³	Volume incendie en m ³	Remarque sur la réserve
Notre-Dame-des-Millières			
Montcoutin	10	-	inexistante
Réservoir de Cire	5	-	UDI Pommarey : inexistante
Pommarey	10	-	
Montermont	10	-	inexistante
Réservoir des Cotes	10	-	inexistante en haut, ok sur le Rotey si ouverture des maillages
Réservoir du Char	500	120	Ok
Sainte-Hélène-sur-Isère			
La Motte	110	70	UDI Chef-lieu : Ok
Villaret	80	50	UDI Châtelard : insuffisante
<i>pas de réservoir</i>	0	-	inexistante
Chanet	3	-	inexistante
Bonvillard			
La Léchère	45	35	insuffisante
Le Touvet	45	35	insuffisante
La Perrerette	25	20	insuffisante
La Corriaz	105	80	insuffisante

Seul le chef-lieu de Notre-Dame-des-Millières est équipé d'une réserve suffisante. Sur le chef-lieu de Sainte-Hélène, la réserve peut être atteinte avec les deux réservoirs mais elle nécessite une manœuvre sur les deux réservoirs. Aucune réserve ne fait plus de 120 m³ sur Bonvillard.





Le haut service n'a aucune réserve incendie.

Les essais sur poteaux incendie ont démontré que 28 poteaux sur 54 (soit 52%) sont conformes aux normes.

Globalement, la couverture incendie est incomplète sur les secteurs du bas-service et souvent inexistante sur les hameaux du haut-service. Sur Bonvillard, la défense incendie est médiocre.

En considérant également le volume des réserves incendie, seuls une partie du chef-lieu de Notre-Dame-des-Millières, le chef-lieu de Sainte-Hélène ainsi que sa ZI sont couverts par une défense incendie conforme.

Carte 15 : Plan incendie

-  Couverture incendie insuffisante
-  Couverture incendie suffisante
-  Couverture incendie indéterminée
-  Poteau incendie avec numéro

6.3.1.3 Conclusions : les insuffisances actuelles

La synthèse des diagnostics des trois communes a révélé les principaux points faibles des réseaux.

Globalement, Notre-Dame-des-Millières dispose d'une ressource médiocre alors que Bonvillard et Sainte-Hélène possèdent une ressource abondante et de bonne qualité. A l'inverse, l'infrastructure d'alimentation en eau potable est meilleure sur Notre-Dame et Sainte-Hélène. Seul Bonvillard n'a pas les recettes suffisantes pour faire face à ces travaux. Cependant, les réseaux du haut-service de Sainte-Hélène et Notre-Dame nécessitent de lourds travaux pour des abonnés peu nombreux (réservoirs insuffisants ou absents, étiage sévères des sources, etc.). Enfin, la défense incendie est insuffisante sur tout le haut-service de Notre-Dame et Sainte-Hélène ainsi que sur Bonvillard ; une solution intercommunale peut être trouvée et comparée à des solutions uniquement communales.

La défense incendie est de compétence communale mais celle-ci ne bénéficie d'aucune subvention. Pourtant, son renforcement améliore l'alimentation en eau potable. A l'inverse, le

renforcement de l'alimentation en eau potable n'améliore pas nécessairement la défense incendie car le dimensionnement est moins contraignant.

En prenant en compte la défense incendie dans l'amélioration de l'alimentation en eau à l'échelle intercommunale, le dimensionnement des ouvrages et des canalisations va être plus important avec, pour conséquence, un coût plus important. Mais l'ensemble peut bénéficier de subventions car les travaux sont portés par la structure syndicale. En revanche, la séparation de l'amélioration de la défense incendie d'une part (prise en compte à l'échelle communale) et de l'alimentation en eau potable d'autre part (prise en compte à l'échelle intercommunale) peut avoir un coût global nettement plus élevé.

6.3.1.4 Propositions du schéma directeur d'alimentation en eau potable

Un scénario « intégral » a été mis au point dans le schéma directeur d'alimentation en eau potable pour combler les insuffisances constatées tant dans l'alimentation en eau potable qu'en défense incendie.

Ce scénario « intégral » prévoit d'alimenter le haut-service des communes de Sainte-Hélène-sur-Isère et Notre-Dame-des-Millières par Bonvillard tout en dimensionnement suffisamment les ouvrages pour la défense incendie.

Pour la collectivité, les améliorations sont multiples :

- Alimentation avec une eau abondante et de bonne qualité sur les réseaux « haut-service ».
- Apport et amélioration de la défense incendie sur tout le haut-service.
- Sécurisation de la ressource en eau sur l'ensemble des réseaux des 3 communes.
- Abandon de nombreux ouvrages et diminution du patrimoine.

Ces travaux prévoient la création d'un gros réservoir au niveau de La Léchère et la construction de trois conduites de distribution : la première vers Bonvillard, la seconde vers le haut-service de Sainte-Hélène et Notre-Dame et la troisième vers La Léchère et Le Touvet. Ces travaux s'accompagnent de la pose de nombreux réducteurs de pression au niveau des maillages. A plus long terme, ces travaux pourront-être complétés par le remplacement du réservoir de La Motte et le redimensionnement des réseaux.

Etant donné les sommes mise en jeu, une partie des travaux a été retirée du programme « prioritaire » afin de se concentrer sur les dysfonctionnements les plus préjudiciables. Ce programme est présenté en 4 phases de travaux afin de lisser au mieux les coûts. Les travaux jugés moins prioritaires sont indiqués dans un dernier paragraphe « travaux à long terme ».

Phase 1 – prévision 2019

Cette phase consiste à un large redimensionnement du réservoir à La Léchère et au raccordement du Chef-lieu de Bonvillard à ce réservoir. Le réservoir de la Corriaz serait pour un temps conservé pour recevoir les sources du Champeney qui ne seront raccordées à la Léchère qu'en phase 2.

A terme, le réservoir desservira les villages et habitants suivants :

Hameaux	Nombre d'habitants	Total par communes	Total
La Léchère	67	Total Bonvillard : 427 habitants	714 habitants
Le Touvet et La Perrerette	80		
Bonvillard et le Villaret	280		
Neuria et le Chanet	32	Total Sainte-Hélène-sur-Isère : 58 habitants	
Gaudin	26		
Les Etelains et Montermont	26	Total ND-des-Millières : 229 habitants	
Pommarey	141		
Montcoutin	62		

Son dimensionnement est basé sur une journée de consommation soit 107 m³ (714 x 0,15 m³) auxquels s'ajoute 120 m³ de défense incendie. Nous proposons un dimensionnement à 300 m³ qui permettrait de disposer d'un peu plus d'un jour de réserve à terme.

Phase 2 – prévision 2020

La phase 2 prévoit le raccordement des réseaux de Neuria – Chanet, et Gaudin au réservoir de La Léchère. Le nombre d'habitants raccordé étant important, il est judicieux de rediriger les sources du Champeney lors de cette phase.

Le réservoir de La Corriaz et la source Gaudin pourront être abandonnés. Les sources Neuria et Chanet et le réservoir du Chanet seront déconnectés du réseau mais pourront être conservés en secours.

Phase 3 – prévision 2023

La phase 3 prévoit l'extension de la canalisation principale jusqu'aux réseaux des Etelains puis de Pommarey. Parallèlement, les réseaux de Sainte-Hélène et Notre-Dame pourront être maillés au niveau du bas-service.

Cette phase permet d'abandonner les sources du Vernay et du Barlon et les réservoirs de Cire et Pommarey.

Les sources des Mansords et de Montermont (+ réservoir) sont conservées en secours.

Phase 4 – prévision 2025

Il s'agit de desservir les hameaux de Pommarey et Montcoutin sur la commune de Notre-Dame-des-Millières.

Les sources de Montcoutin et le réservoir du même nom sont abandonnés.

Phase long terme – prévision 2030

Dans cette phase, les travaux consistent en plusieurs points :

- D'abord le redimensionnement du réservoir de la Motte.
- Ensuite, le renouvellement de la connexion du Touvet en le branchant directement sur le réservoir de la Léchère.

- Enfin le redimensionnement des réseaux de Gaudin et Montermont afin de les mailler avec le bas-service tout en assurant la défense incendie auquel s'ajoute le maillage des réseaux de Neuria et du Châtelard sur Sainte-Hélène pour sécuriser l'AEP et améliorer la défense incendie

Dimensionnement du réservoir de la Motte

A partir de 2025, la commune de Sainte-Hélène pourrait compter 1450 habitants dont 1400 sur les réseaux du Chef-lieu et du Châtelard. Le dimensionnement est basé sur une journée de consommation soit 210 m³ (714 x 0,15 m³) auxquels s'ajoute 120 m³ de défense incendie soit 330 m³.

Nous proposons un dimensionnement à 400 m³ mais ce réservoir étant également sollicité pour alimenter Notre-Dame-des-Millières, il peut-être plus intéressant d'envisager 500 m³.

Alternative au Châtelard

Une autre solution consiste à garder le réservoir actuel et de le compléter par un nouveau réservoir au Châtelard.

En effet, ce hameau connaît aujourd'hui quelques problèmes de pression qui peuvent être résolus par le maillage avec Neuria. Toutefois, on peut envisager ce nouveau réservoir qui pourrait être plus petit et n'être dimensionné que pour 400 m³ en équilibre avec les 110 m³ du réservoir de la Motte.

Cette solution permet de diminuer le coût des travaux (réservoir plus petit). Par contre, ces travaux augmentent le patrimoine total (et donc l'amortissement) car le SIEAGA disposera alors de 2 réservoirs sur Sainte-Hélène au lieu d'un seul.

Renouvellement de la connexion du Touvet

Ces travaux concernent la commune de Bonvillard.

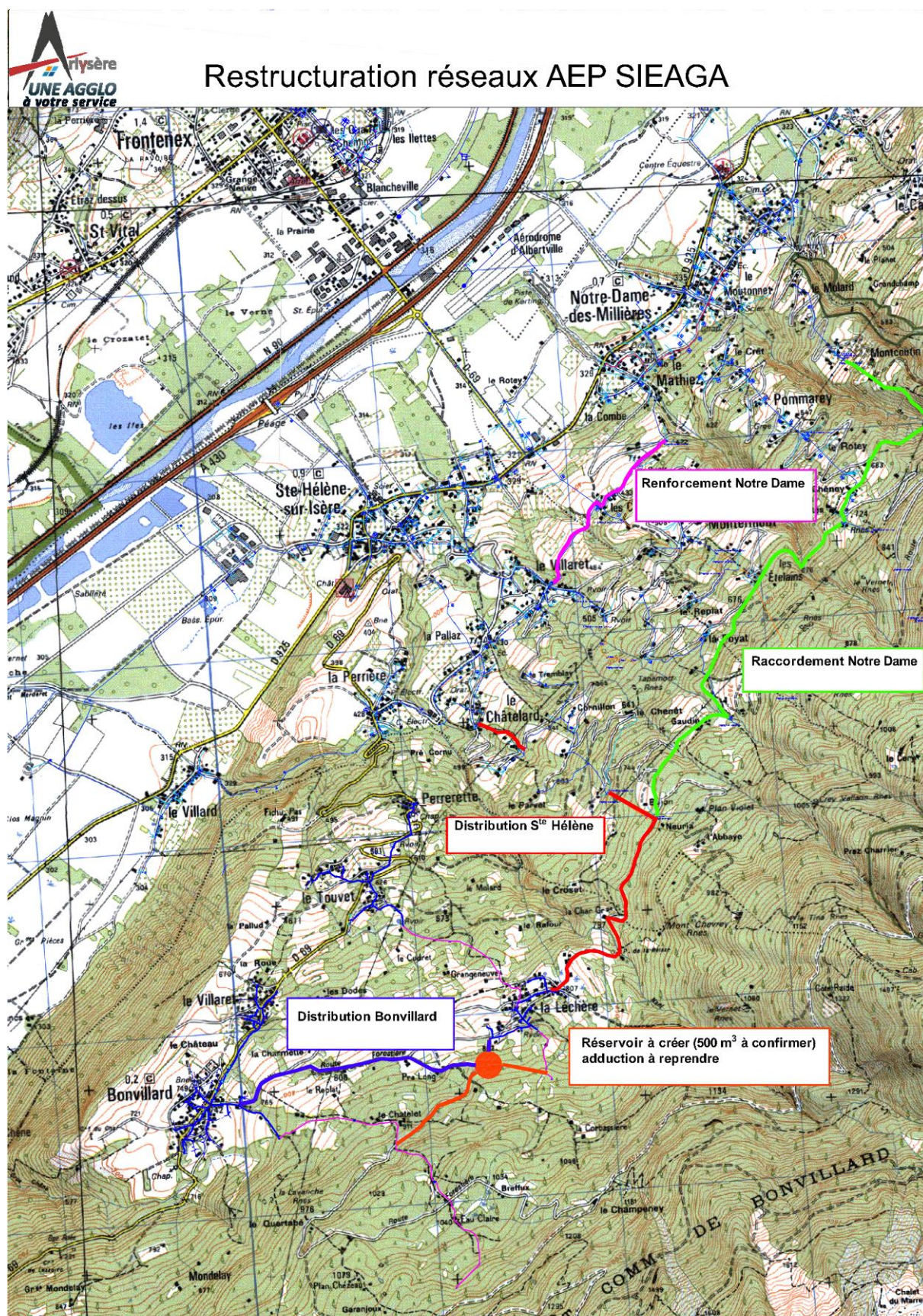
Redimensionnement des réseaux de Gaudin et de Montermont

Ces travaux impacteront les communes de Sainte-Hélène-sur-Isère et Notre-Dame-des-Millières.

Travaux spécifiques pour la défense incendie

Des travaux de mise aux normes des poteaux incendie et des canalisations lorsque cela est nécessaire sont proposés. Une prise d'eau dans l'un des plans d'eau est également proposée pour améliorer la défense incendie de l'hôtel.

Figure 1 : Travaux de restructuration du réseau AEP



6.3.2 Assainissement

Source : Alp'Epure, Schéma directeur d'assainissement pour le SIEAGA, septembre 2015.

Le schéma d'assainissement n'a pas encore été mis à l'enquête publique et n'est donc pas approuvé. Il porte uniquement sur les communes de Sainte-Hélène-sur-Isère et Bonvillard.

Le service d'assainissement collectif est géré par Arlysère.

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère compte environ 614 abonnés, dont 574 en assainissement collectif.

6.3.2.1 La station d'épuration de Sainte-Hélène

La STEP de Sainte-Hélène-sur-Isère a été mise en place en 2007 pour une capacité de 2500 EH. Elle est de type filtre planté de roseaux à deux étages. Les eaux traitées sont ensuite dissipées dans une peupleraie. Elle reçoit les eaux de l'ensemble de la commune, la STEP du Villard ayant été abandonnée.

6.3.2.2 Secteurs en assainissement non collectif

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est de la compétence de la Communauté de Communes Haute Combe de Savoie depuis 2011.

Sur Sainte-Hélène-sur-Isère, les secteurs aujourd'hui zonés en « non collectif » sont :

- le Replat (au-dessus du Villaret)
- le secteur de Gaudin
- le secteur de Neuria, Côte Michel et Bujon.

6.3.2.3 Le scénario d'assainissement retenu

Les seuls importants travaux envisagés concernent le raccordement de Bonvillard, des hameaux de La Perrerette, des Touvets et du Villaret à la station d'épuration de Sainte-Hélène-sur-Isère.

Ce sont ainsi près de 300 habitants au maximum qui seraient raccordés à terme à la station d'épuration de Sainte-Hélène-sur-Isère.

6.3.3 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont gérées sur le terrain de l'opération, à l'exception de la zone industrielle et du centre du village qui disposent d'un réseau pluvial.

Le hameau du Villard est en séparatif. L'ancien réseau unitaire est utilisé pour les eaux pluviales ; il se rejette dans les canaux.

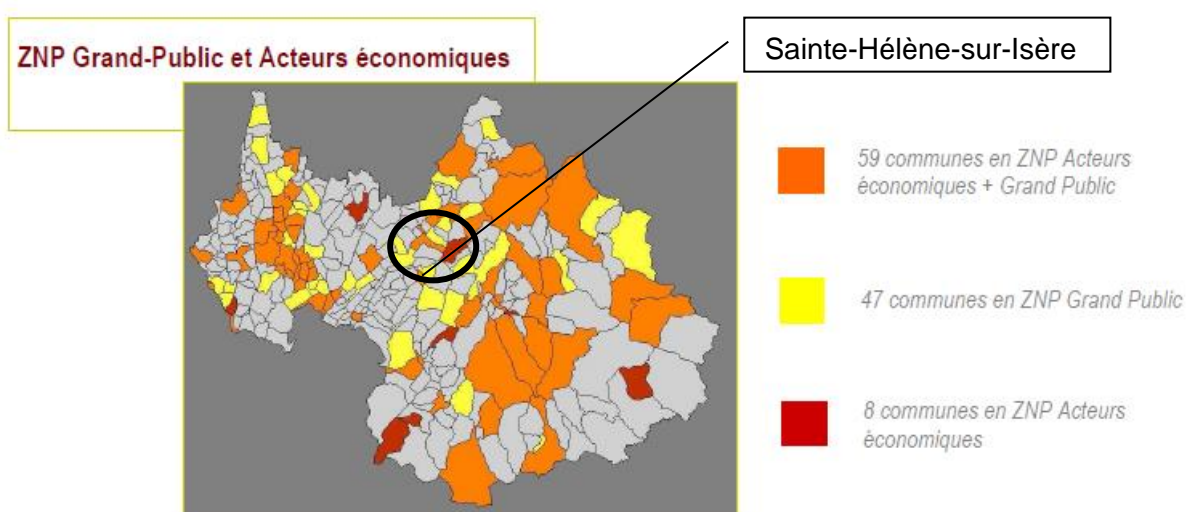
6.3.4 Desserte numérique du territoire

Le Conseil général de la Savoie a adopté en 2012 un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique en Savoie (SDTAN), en vue de répondre de façon optimale, par une articulation de l'action des acteurs publics et privés, aux attentes des différentes cibles en matière de très haut débit, et notamment :

- les entreprises, en vue du renforcement de leur compétitivité et du soutien aux capacités d'innovation et de mutation des filières économiques ;
- les habitants, en particuliers les secteurs dotés de faibles ou moyens débits ADSL ;
- les institutions publiques, dans un souci de modernisation, de transparence et de réactivité envers les usagers ;
- les visiteurs, s'agissant d'un territoire à très forte composante touristique.

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère appartient aux segments de marché grand public et acteurs économiques, en raison de la présence de la zone d'activités économiques du Vernay.

Figure 2 : Communes concernées par les différents segments de marché du numérique



La commune est globalement bien desservie par les communications numériques. L'ADSL est sur le centre village (débit d'environ 10 méga). Le reste de la commune bénéficie d'un débit de 2 à 8 méga. Il n'y a pas de dégroupage.

6.3.5 Desserte énergétique du territoire

La distribution d'électricité est assurée par ERDF.

EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUX : SYNTHÈSE ET ENJEUX

Synthèse

Présence d'une école implantée sur deux sites (centre-bourg et La Pallaz).

Quelques commerces et services de proximité.

Ecole : des effectifs en légère augmentation depuis la rentrée 2017/18.

Des services périscolaires (possibilité de repas et garderie) adaptés aux besoins.

Stationnement suffisants pour répondre aux besoins quotidiens, mais en cours de redéfinition sur le chef-lieu.

Sécurisation de la RD en cours.

Eau potable

D'importants travaux programmés dans les années à venir pour sécuriser la ressource en eau potable.

Sécurité incendie

Des travaux prévus pour améliorer la sécurité incendie.

Assainissement

L'essentiel des zones urbanisées en assainissement collectif.

Eaux pluviales

Gestion sur le périmètre de l'opération, à l'exception du chef-lieu et de la ZI.

Desserte numérique

Commune plutôt bien desservie.

Enjeux généraux

↳ **Etendre l'école du centre-bourg pour regrouper l'ensemble des élèves.**

↳ **Faciliter l'installation de familles avec des enfants pour maintenir les effectifs scolaires et les classes.**

↳ **Maintenir une croissance démographique en adéquation avec le dimensionnement des services.**

↳ **Encourager les mobilités douces, notamment en direction de l'école et des autres services publics**

↳ **Tenir compte des équipements dans les choix de développement communal.**

7 COOPERATION INTERCOMMUNALE

La commune est membre de la communauté d'Agglomération Arlysère, dont les compétences sont :

- Compétences obligatoires :
 - Le développement économique
 - L'aménagement de l'espace communautaire
 - L'équilibre social de l'habitat
 - Le Contrat de ville
 - L'aménagement, entretien et la gestion des aires d'accueil du Gens du Voyage
 - La Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
 - Compétences optionnelles
 - Le soutien aux actions de maîtrise de dépense d'énergie
 - La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs
 - L'action sociale d'intérêt communautaire
 - L'assainissement collectif et non collectif
 - Compétences facultatives
 - L'entretien de cours d'eau
 - La création, la gestion des sentiers
 - La gestion du Chenil d'Albertville
 - La gestion de la station-service du Val d'Arly
 - La gestion de l'abattoir de Beaufort
 - L'aménagement numérique du territoire
-
- le Syndicat des Dignes de l'Isère, dont la compétence est l'entretien des digues de l'Isère.
-
- SDES (Syndicat Départemental de l'Electricité de la Savoie).

8 *ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX*

8.1 Les éléments du Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère

Les objectifs prévus par le Schéma de Cohérence Territoriale sur le territoire de Sainte-Hélène-sur-Isère sont repris dans les thématiques correspondantes.

8.2 Le SDAGE Rhône – Méditerranée

Le projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour la période 2016 – 2021 fait l'objet d'une consultation sur la période décembre 2014 – juin 2015. Il a été adopté par le Comité de Bassin Rhône-Méditerranée du 19 septembre 2014.

Les orientations fondamentales proposées par le SDAGE sont les suivantes :

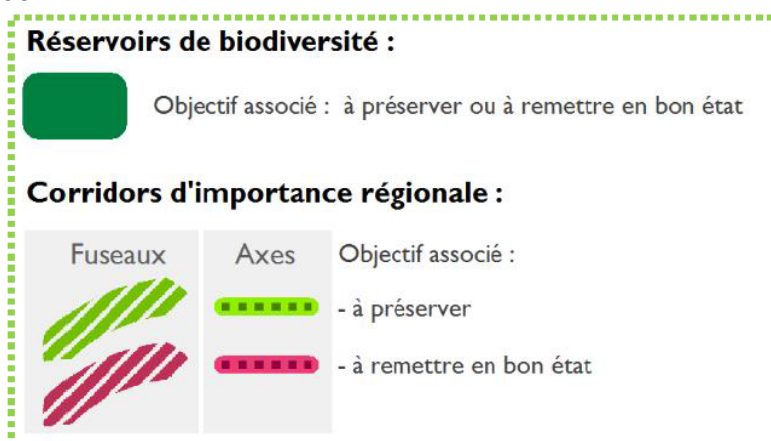
- S'adapter aux effets du changement climatique
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
 - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
 - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
 - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
 - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
 - Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
 - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

8.3 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été adopté par délibération du Conseil Régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral en date du 16 juillet 2014. Le SRCE identifie les éléments suivants :

Elément de la trame verte et bleue du SRCE	Intérêt écologique de cet élément	Prise en compte sur la commune de Villarlurin
Les réservoirs de biodiversité	Ils correspondent aux espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement.	Le Massif du Gand Arc et une partie de la plaine de l'Isère, classés également ZNIEFF de type I.
Les corridors écologiques d'importance régionale	<p>Ils assurent les connexions entre réservoirs de biodiversité et/ou espaces perméables, en offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie</p> <p>Les fuseaux correspondent à un principe de connexion global, regroupant plusieurs zones de passage potentiel.</p> <p>Les axes traduisent des connexions précisément localisés et plus contraints et vulnérables.</p>	Deux fuseaux à remettre en bon état ont été identifiés sur la commune : le premier en limite avec Notre-Dame-des-Millières et le second immédiatement au sud-ouest du Villard ; le hameau semble même appartenir au fuseau.

Légende associée :





Élément de la trame verte et bleue du SRCE	Intérêt écologique de cet élément	Prise en compte sur la commune de Villarlurin
La trame bleue	<p>Elle est constituée d'éléments aquatiques (cours d'eau, zones humide) et des espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques. Cette définition intègre la dimension latérale des cours d'eau (ex. ripisylve)</p> <p>Les zones humides appartiennent à la trame bleue. Cependant, celles de moins de 1 ha ne sont pas cartographiées sur le plan.</p>	<p>L'ensemble des cours d'eau est identifié dans la trame bleue à préserver. De nombreux obstacles à l'écoulement des eaux sont cependant recensés.</p> <p>Les zones humides appartiennent au périmètre des ZNIEFF et ne sont pas donc pas identifiées spécifiquement.</p>

Légende associée


La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

 - Objectif associé : à préserver


 - Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels


 - Objectif associé : à remettre en bon état
Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru

- Objectif associé : à préserver
Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau

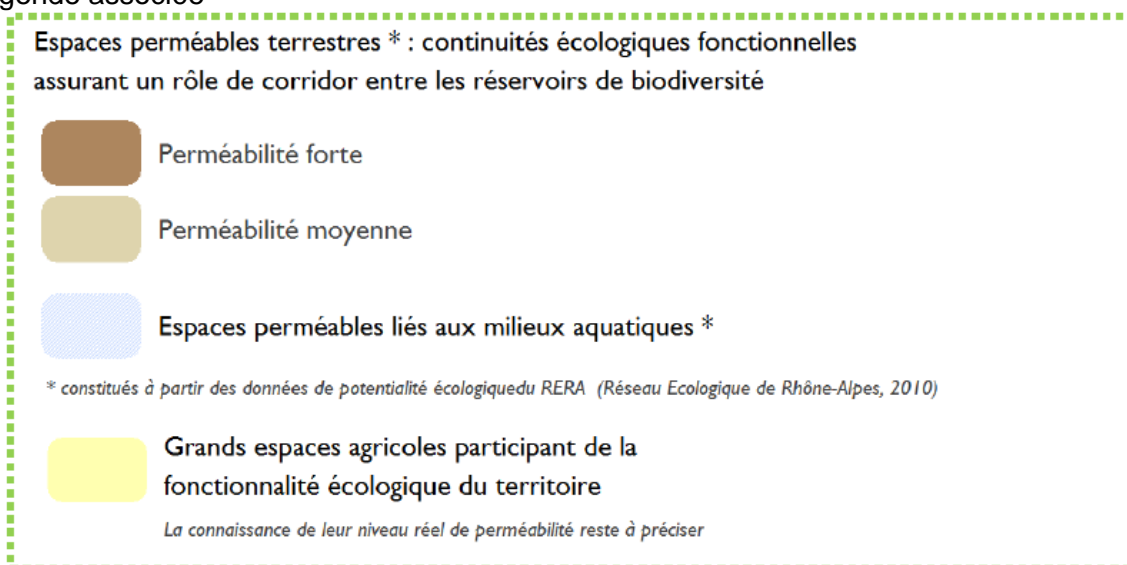
 Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux

 Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état
Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

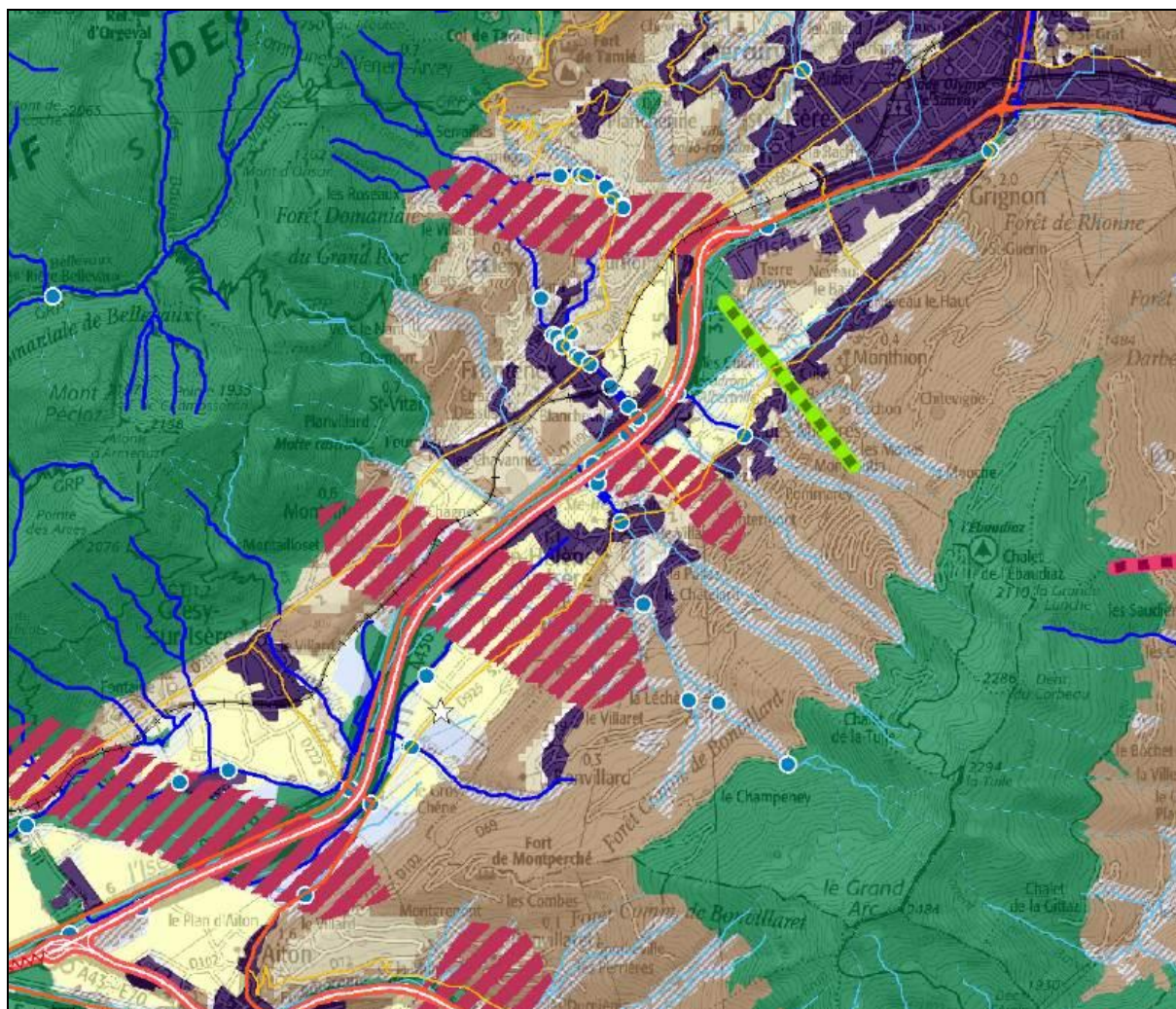
Elément de la trame verte et bleue du SRCE	Intérêt écologique de cet élément	Prise en compte sur la commune de Villarlurin
Les espaces supports de la fonctionnalité écologique du territoire : les espaces perméables	Ils permettent d'assurer la cohérence de la trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire », mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Il s'agit en principe d'espaces terrestres à dominantes agricole, forestière et naturelle, mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques.	<p>Le territoire communal non concerné par le réservoir de biodiversité est recensé comme « espace perméable » à perméabilité forte sur la partie haute.</p> <p>L'espace agricole de la plaine est identifié comme participant de la fonctionnalité écologique du territoire.</p> <p>Les ripisylves des ruisseaux sont recensées comme espaces perméables liés aux milieux aquatiques.</p>

Légende associée



Un point de conflit (écrasement) est signalé sur la RD 925, en limite avec Aiton.

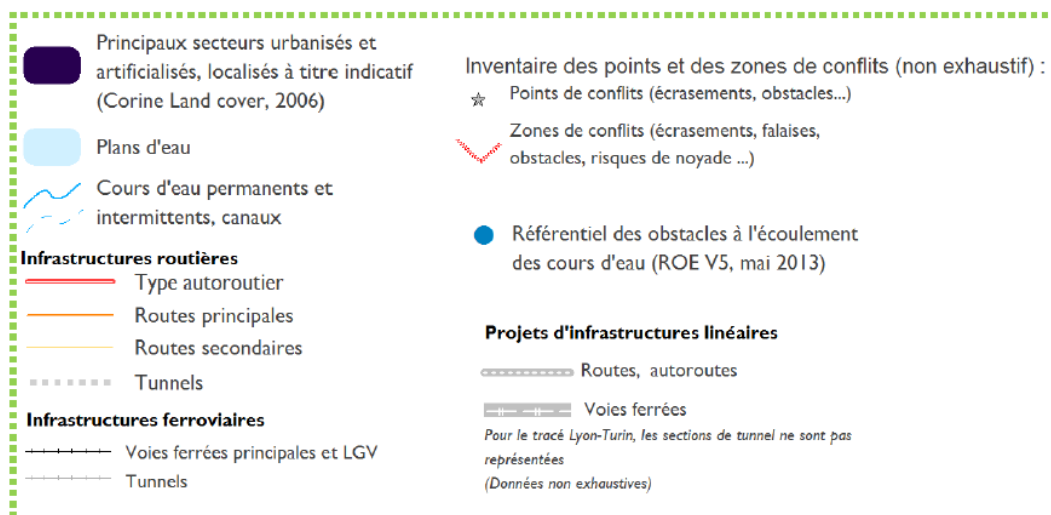
Carte 16 : Schéma Régional de Cohérence Ecologique, extrait sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère



Source : SRCE de Rhône-Alpes – cartographie des composantes de la TVB.

Légende associée aux planches de l'atlas cartographique

(éléments apportés à titre informatif, hors Trame verte et bleue)



8.4 Prise en compte du Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier

Le Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier de Savoie a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2005. En 2007, le DGEAF est appelé **Observatoire de l'Espace Agricole, Naturel et Forestier**. Depuis 2009, la DDT issue de la fusion DDAF-DDE, a renommé le site : **Observatoire des Territoires**.

Ce document doit être consulté lors de l'élaboration des PLU. Il traite des questions relatives à l'agriculture, à l'environnement, à la forêt, à l'aménagement, aux transports – déplacements et zones soumises au bruit, aux à l'occupation du sol, aux risques et au climat.

Les données qu'il contient sont reprises dans les différentes thématiques traitées par le diagnostic.

ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX : SYNTHÈSE ET ENJEUX

Synthèse

Enjeux généraux

Schéma de Cohérence Territoriale

Traité lors de chaque thématique.

➤ **Assurer la compatibilité du PLU avec le SCOT.**

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Préserver les zones humides.

➤ **Prendre en compte l'inventaire des zones humides réalisé par le CENS.**

Veiller à la qualité de l'eau.

➤ **Privilégier le développement des secteurs en assainissement collectif, pour limiter la pollution des eaux.**

Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Des réservoirs de biodiversité et deux corridors d'importance régionale identifiés sur la commune.

➤ **Tenir compte des éléments de la trame verte et bleue dans la définition du développement communal.**

DGEAF (Document de Gestion des Espaces Agricoles et Forestiers)

De nombreuses données disponibles sur différentes thématiques.

➤ **Prendre en compte ces éléments dans les thématiques correspondantes.**

PARTIE 2 : ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS

1 CAPACITES DE MUTATION DES ENSEMBLES BATIS : PARC DES LOGEMENTS VACANTS OU CONSTRUCTIONS A REHABILITER

Suite à estimation avec les élus, environ 25 bâtiments ou parties de bâtiments pouvant être transformés en logements sont recensés. Il s'agit en général de granges. Ces constructions nécessitent souvent de très gros travaux et donc d'importants investissements ; la probabilité de rénovation / transformation est donc faible, notamment si l'on prend en compte qu'il y en a eu en moyenne 1 par an sur la période 2008/2015.

Deux logements vacants habitables en l'état existeraient dans le parc privé. Ils s'ajoutent à la dizaine présente dans le parc social.

2 CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ENSEMBLES BATIS

Courant 2015, au début de l'élaboration du PLU, les espaces de plus de 500 m² encore disponibles dans les zones urbaines ou à urbaniser sur l'ensemble de la commune, s'étendaient sur 18,60 ha, que ce soit dans l'enveloppe bâtie ou en extension.

L'enveloppe bâtie a été redéfinie en octobre 2018, avant l'arrêt du PLU, de façon tenir compte des nouvelles constructions édifiées et à avoir l'état le plus réel possible des possibilités d'urbanisation. Elle est différente de celle du SCOT de 2012, puisqu'elle prend en compte les extensions qui ont pu avoir lieu depuis.

En octobre 2018, avant l'arrêt du PLU, 17,75 ha sont disponibles dans le PLU de 2008, dont :

- 11,93 ha dans l'enveloppe bâtie définie en 2018, suite aux évolutions de l'urbanisation
- 5,82 ha en extension de l'enveloppe bâtie.

Tableau 21 : Surfaces disponibles au PLU de 2008, dont capacités de densification

Secteur	Surface utilisable en densification (en ha)	Surface utilisable en extension (hors définition SCOT et en ha)	TOTAL
Chef-lieu	6.77	1.97	8.74
La Perrière	1.17	2.49	3.66
La Pallaz, Chamousset, Le Villaret	3.08	1.36	4.44
Le Villard	0.91	0	0.91
TOTAL	11.93	5.82	17.75

Les disponibilités sont considérées en densification, c'est-à-dire dans l'enveloppe bâtie, dès lors qu'environ la moitié au moins de leur périmètre est urbanisée, même si une route ou un ruisseau fait une rupture (même définition qu'au SCOT) et en extension dans le cas contraire. Des espaces pourront être en « densification » au regard de la présente analyse par rapport à l'enveloppe de 2018, mais en « extension » au regard du SCOT de 2012.

L'on constate que les surfaces encore disponibles en extension au PLU de 2008 sont largement supérieures à ce qu'autorise le SCOT (3,26 ha). Des déclassements pour répondre aux orientations du SCOT seront donc nécessaires.

En parallèle, les surfaces disponibles dans l'enveloppe bâtie, si l'on applique la moyenne de 25 logements / ha demandée au SCOT, permettent de réaliser près de 300 logements, sans tenir compte de la rétention foncière (jardin attenant à l'habitation que le propriétaire ne souhaite pas vendre, indivisions, difficulté topographique du terrain, ou des risques naturels...). Avec une moyenne de 2,37 personnes par foyer, cela correspond potentiellement à une croissance de 711 habitants, soit 60% par rapport à l'existant (1185 habitants en 2015 – donnée INSEE). Certes, la densité moyenne sera inférieure à 25 logements / ha sur certains secteurs plus éloignés du centre-bourg et sur les parcelles sur lesquelles le PLU ne mettra pas de contrainte, mais les opérations organisées par les OAP, classées en zone AU, tâcheront de compenser cette faiblesse.

Ce simple constat démontre que le maintien de surfaces urbanisables en extension de l'enveloppe urbaine ne semble pas justifié.

Ainsi, l'essentiel des surfaces (plus de 67%) est en densification de l'enveloppe existante. Les terrains considérés en extension sont souvent classés en zone AUc (à urbaniser) au PLU, avec plan d'aménagement d'ensemble, voire AU stricte (nécessité d'amener les équipements et de modifier le PLU).

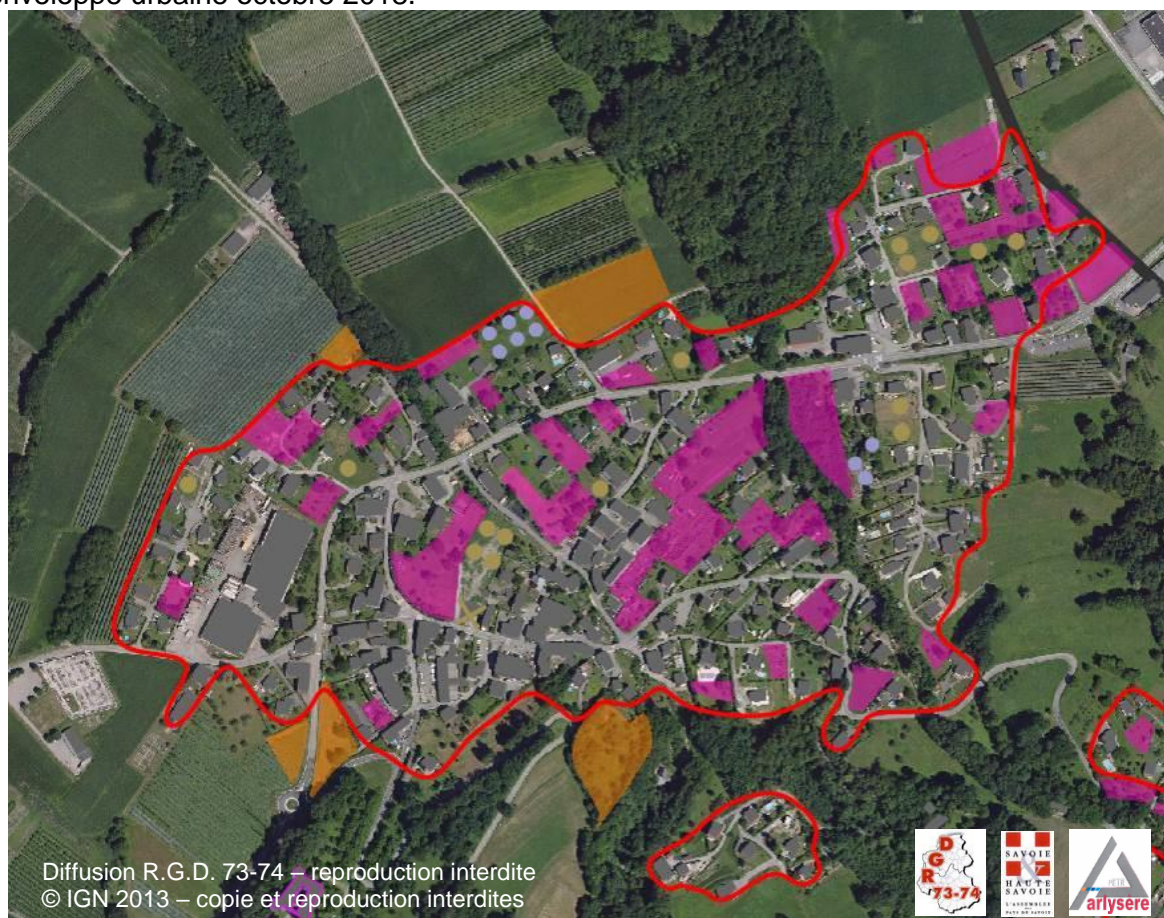
Dans la majorité des cas, les tènements appartiennent à une ou deux personnes ; nombreux sont les terrains attenants à des maisons d'habitation et qui nécessiteraient que le propriétaire actuel divise son bien pour permettre une nouvelle construction.

Il semblera donc difficile de mobiliser les terrains disponibles dans l'enveloppe existante, car ils appartiennent souvent aux habitations attenantes.

Au Chef-lieu, environ 8,74 ha sont disponibles, essentiellement dans l'enveloppe bâtie, ainsi que l'illustre la carte ci-dessous. Il concentre presque la moitié des disponibilités totale (49%) et plus de la moitié de celles dans l'enveloppe (57%). Environ 8 130 m² sont, en réalité, non urbanisables, du fait des risques naturels (crue du Nant Perrin ou du ruisseau du Villaret) et de l'impossibilité des accès sur la RD.

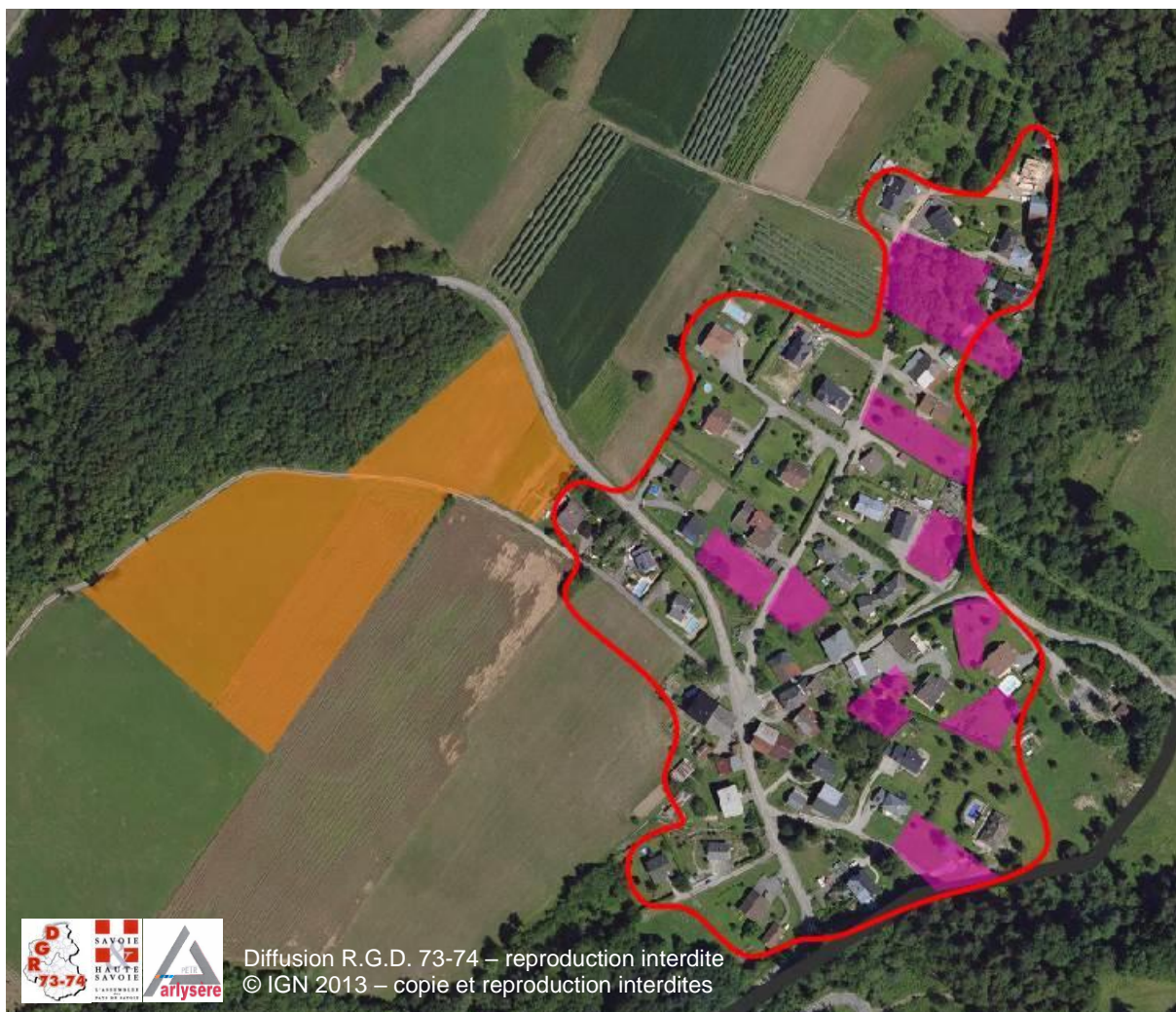
Carte 17 : Secteurs disponibles au chef-lieu

Les espaces en densification figurent en rose et ceux en extension en orange. Trait rouge : enveloppe urbaine octobre 2018.



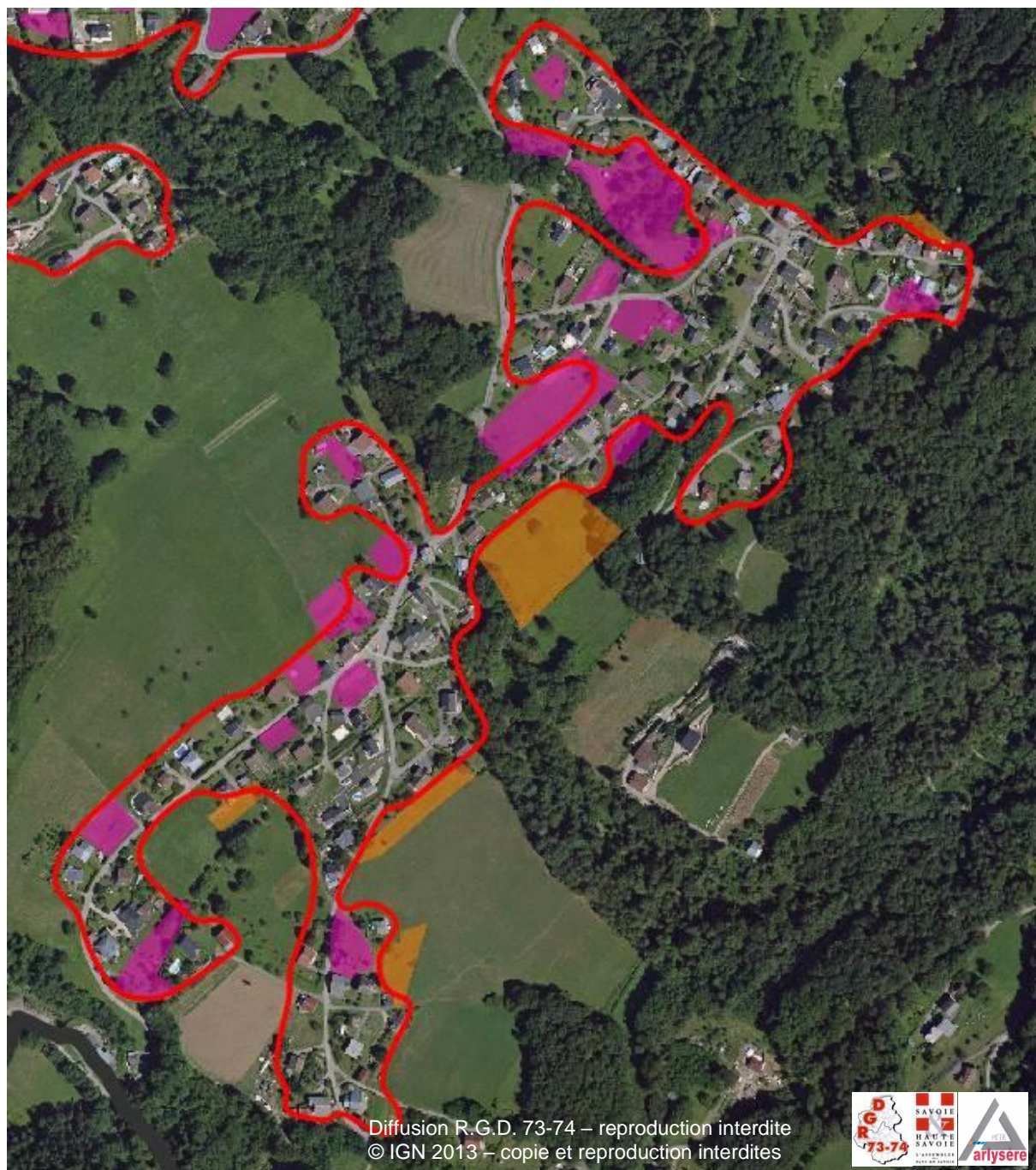
A La Perrière, 3,66 ha sont disponibles au PLU, dont une grande partie en extension de l'enveloppe urbaine (2,49 ha), sur des zones agricoles à enjeu pour l'agriculture (terrains mécanisables) pour l'essentiel.

Carte 18 : Secteurs disponibles sur La Perrière



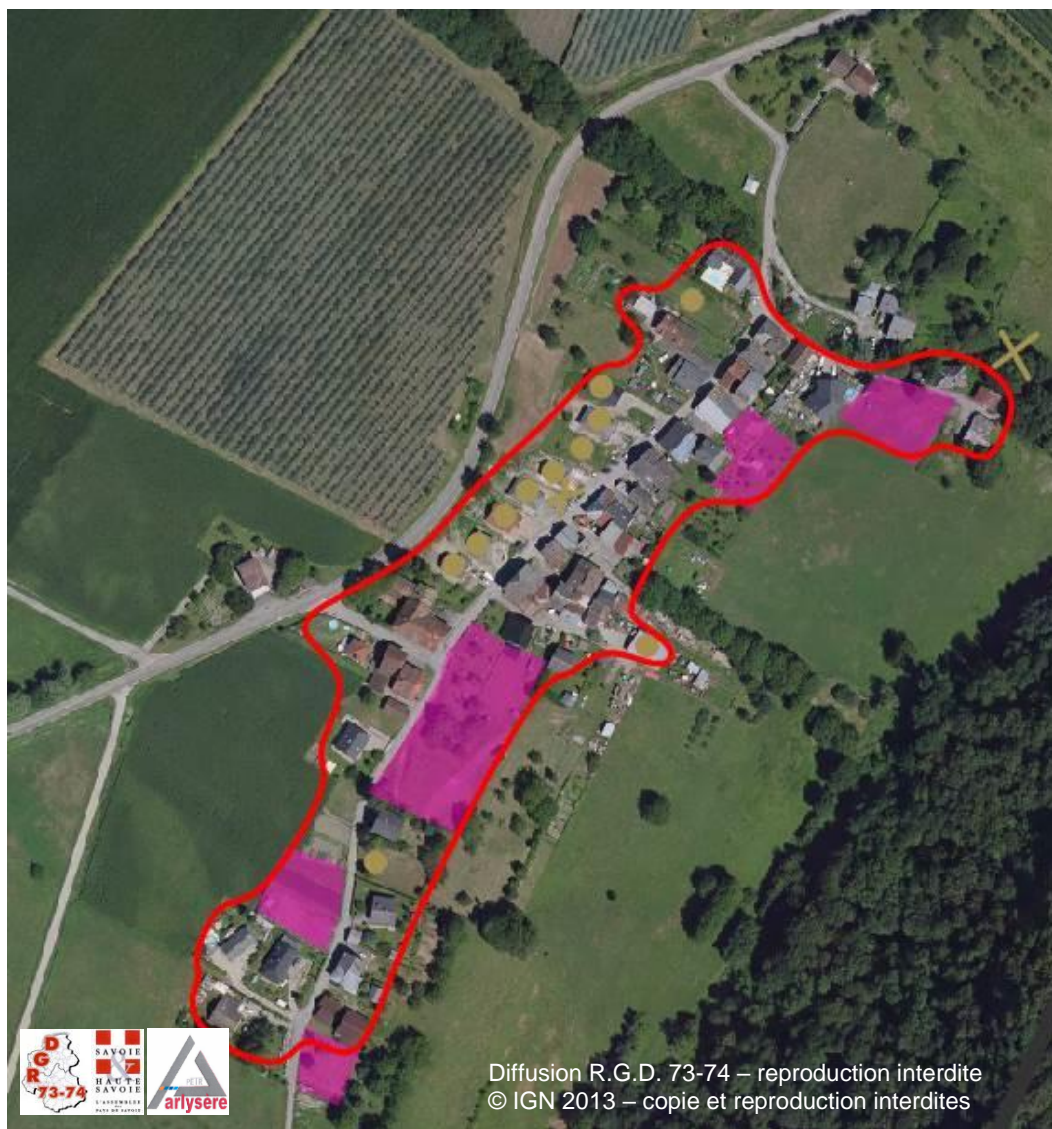
Sur l'ensemble La Pallaz, Chamousset, Le Villaret, 4,44 ha sont disponibles, principalement dans l'enveloppe bâtie. Certaines surfaces sont cependant difficilement mobilisables, car à l'arrière du bâti et avec un accès compliqué.

Carte 19 : Secteurs disponibles du La Pallaz, Chamousset et Le Villaret



Le Villard compte le moins de terrains disponibles, avec moins de 1 ha, tout en densification. L'urbanisation du plus grand tènement, d'environ 4 300 m², semble difficile du fait du risque d'inondation par ruissellement (phénomène peu fréquent, d'intensité prévisible faible à modérée, parfois associé à des coulées boueuses).

Carte 20 : Secteurs disponibles au Villard



ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS : SYNTHÈSE ET ENJEUX

Synthèse

Environ 12 logements recensés vacants et 25 constructions pouvant être réhabilitées / transformées en logements.

Environ 17,75 ha disponibles dans le PLU en vigueur, dont 5,82 ha en extension de l'enveloppe urbaine existante.

Extension de l'urbanisation à destination d'habitat de 3,23 ha prévue au SCOT. 39% maximum de l'habitat à prévoir en extension.

Enjeux généraux

➤ **Mieux mobiliser les outils existants et éventuellement en créer de nouveaux pour favoriser la réhabilitation du bâti ancien.**

➤ **Assurer la compatibilité du PLU avec le SCOT.**

PARTIE 3 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1 CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DE LA COMMUNE

1.1 Relief

La commune s'étend de 303 mètres d'altitude à 2294 m (La Thuile) d'altitude. La dénivelée est donc de 1991 mètres et le versant est marqué par une forte déclivité (33%) atténuée au contact de la plaine et modelé par le replat de La Perrière à 430 mètres d'altitude. La vallée de l'Isère, large et plate, s'étend de la rivière au pied du versant sur 1750 mètres dans sa plus grande largeur et 4500 mètres de long.

1.2 Hydrologie

La commune recèle un grand nombre de torrents et sources d'altitude, de prairies marécageuses et de petits lacs, dont le plus important, le Lac de Fontaine Claire, se situe à 1890 mètres d'altitude.

Quatre torrents principaux sillonnent le territoire et aboutissent en un exutoire unique, l'Isère :

- le Nant Bruyant et le Nant du Villard (ou Merderet) qui prennent leur source dans le massif du Grand Arc sur la commune de Bonvillard,
- le Nant Perrin alimenté par le Lac Fontaine Claire,
- le Nant de la Combaz provenant, en plaine, de la commune de Notre-Dame-des-Millières. Sa source se situe au col de Charvan, sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère.

Deux canaux principaux (RG1 et Aitelène RG2), drainent également les terres agricoles de la plaine.

Cinq plans d'eau, situés en bordure de l'Isère et provenant de l'exploitation de gravières, sont alimentés par la nappe phréatique.

L'Isère endiguée longe la limite communale à l'ouest.

1.3 Géologie

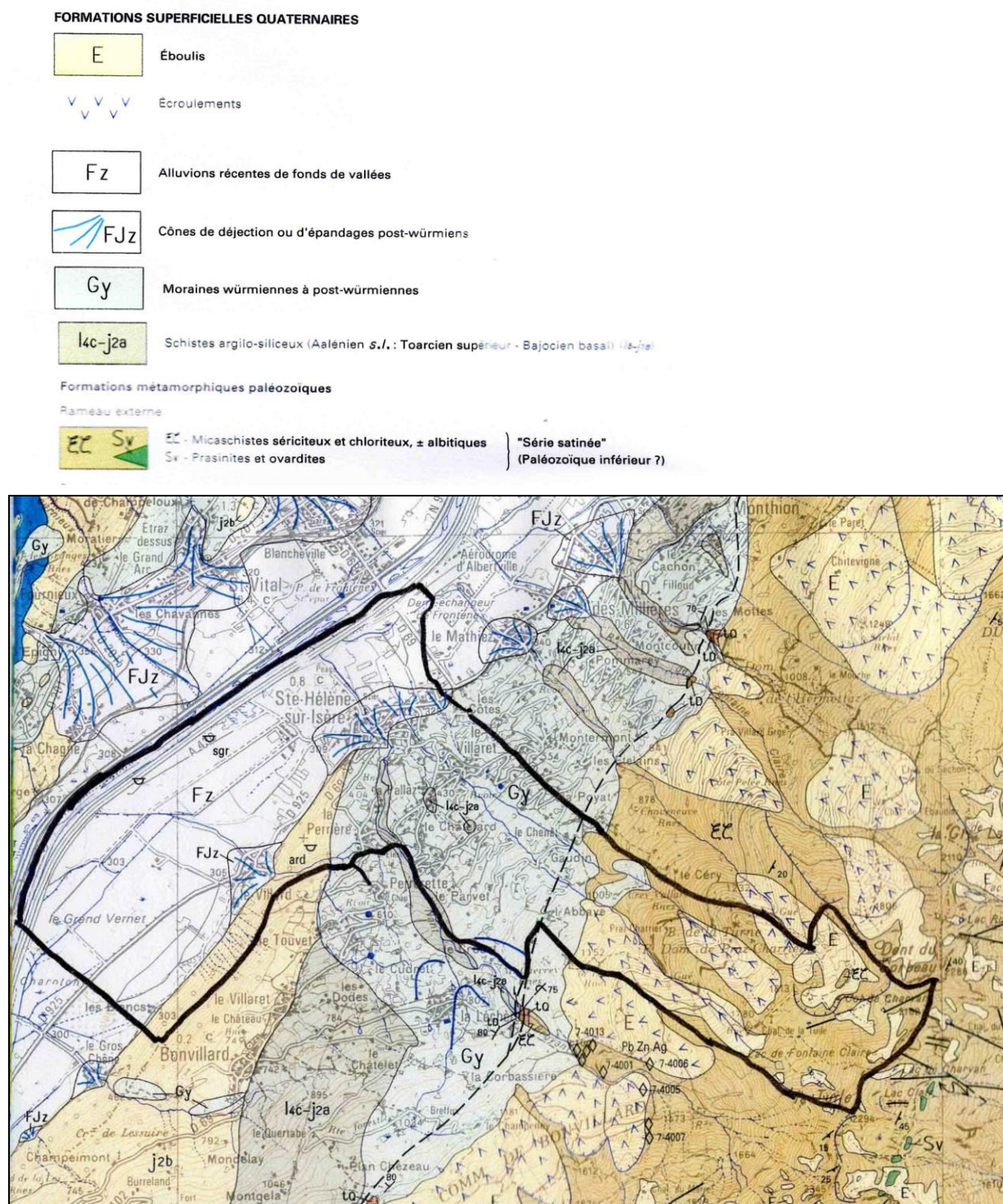
Tout le haut de la commune, à partir de 1000 mètres d'altitude environ, est sur des micaschistes sériciteux et chloriteux, plus ou moins albitiques, appartenant à la série satinée. Cette formation est ponctuellement recouverte d'éboulis et d'écroulements.

La partie intermédiaire, depuis le haut du chef-lieu, jusqu'à l'altitude de 1000 mètres est sur des moraines würmiennes à post-würmiennes. On trouve deux lentilles de schistes argilo-schisteux gréseux.

Le chef-lieu se situe sur un cône de déjection ou d'épandage post-würmien.

Tout le fond de vallée est une plaine d'alluvions récentes.

Carte 21 : Géologie de la commune



Source : BRGM, 2000.

1.4 Climat

Source : ONF, forêt domaniale RTM du Grand Arc (101,2432 ha), révision d'aménagement forestier (2009 – 2023).

Le climat est marqué par le caractère externe, sous influence atlantique marquée. Aux altitudes moyennes et supérieures (à partir de 1 100 mètres), le climat est montagnard, rude, humide et froid.

D'après les données des postes météorologiques voisins (Albertville, La Léchère et Montsapey), la pluviosité bien répartie est abondante (près de 1 400 mm par an).

Les vents dominants viennent de l'ouest et du sud-ouest.

2 GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

2.1 Préservation de la ressource en eau

2.1.1 L'eau potable

Le tableau ci-après synthétise l'état d'avancement des procédures de protection de chaque captage et recense les principales vulnérabilités.

Tableau 22 : Etat des périmètres de protection des captages

	Périmètres de protection de captage			
	Nb	Noms	Date DUP	Vulnérabilité particulière
Notre-Dame-des-Millières		Notre-Dame-des-Millières		
Montcoutin	1	Montcoutin		PPI + PPR
Pommarey	1	Vernay 1		PPI non matérialisé
	1	Vernay 2		PPI non matérialisé
	1	Barlon		PPI + PPR
Montermont	1	Montermont		PPI non matérialisé
Chef-lieu + Les Cotes	1	Mansord		PPI non matérialisé
	1	Etelains		PPI non matérialisé
	7			
Sainte-Hélène-sur-Isère		Sainte-Hélène-sur-Isère		
Chef-lieu, Châtelard, Villard	1	Char 1	20-juil-99	PPI + PPR
	1	Char 2	20-juil-99	PPI + PPR
	1	Char 3	20-juil-99	PPI + PPR
Gaudin	1	Gaudin	20-juil-99	PPI non matérialisé
Neuria - Chanet	1	Neuria 1	20-juil-99	PPI + PPR
	1	Neuria 2	20-juil-99	PPI + PPR
	1	Chanet (drains seuls)	20-juil-99	PPI + PPR
	7			
Bonvillard		Bonvillard		
La Léchère / Le Touvet / Perrerette	1	La Léchère	2005	PPI + PPR
Le Chef-lieu / Le Villaret	1	Eaux claires	2005	PPI + PPR
	1	Bois bataille	2005	PPI + PPR
	3			

A Sainte-Hélène-sur-Isère, les périmètres de protection ont fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique. Les périmètres immédiats ont été acquis par la commune. Les mesures de protection sont en place, à l'exception du captage Gaudin.

2.1.2 Les eaux usées

La station d'épuration de Sainte-Hélène-sur-Isère est de type filtre planté de roseaux à deux étages et prévue pour 2 500 équivalents – habitants. Elle date de 2007.

La station d'épuration du Villard, de type lagunage, date des années 1990 et a une capacité d'environ 100 équivalents – habitants. Son abandon est prévu, avec un raccordement à l'unité de dépollution située dans la zone industrielle.

2.2 Qualité des sols

Une activité d'extraction de matériaux de type sable et graviers alluvionnaires le long de l'Isère (secteur des lacs) par les Sablières de Sainte-Hélène et GRA existe.

La concession est prévue jusqu'en 2026.

2.3 Politique énergétique du territoire

Source : <http://www.arlyserre.fr/tepos/>

En février 2015, Arlysère était retenu en tant que lauréat de l'appel à projets lancé à l'automne 2014 par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie : « Territoires à énergie positive pour la Croissance Verte ». En s'appuyant sur les projets et actions en cours en matière de réhabilitation thermique du patrimoine bâti, de bois énergie, méthanisation, de transports collectifs, notre territoire est ainsi devenu l'un des 13 « territoires à énergie positive en devenir » rhônalpins. A ce titre, il va pouvoir bénéficier d'une assistance à maîtrise d'ouvrage financée par l'ADEME afin d'élaborer un projet de territoire et une candidature « TEPOS », Territoire à Energie Positive, d'ici le 30 octobre 2015.

Ainsi, le territoire s'engage et engage une démarche ambitieuse qui a 2 objectifs, à horizon 2050 :

- diviser par deux sa consommation énergétique (électricité, chaleur, mobilité, industrie)
- atteindre l'équilibre entre sa consommation d'énergie et sa production d'énergie renouvelable (sans compter l'énergie hydro électrique actuellement produite localement)

Pour cela, le TEPOS identifie des objectifs intermédiaires (avec actions associées) à horizon 2020 et 2030, et un programme d'actions à court terme qui pourra bénéficier de financements du Fonds pour la transition énergétique. Bien entendu, l'atteinte de ces objectifs passera par la mobilisation et l'engagement concret de tous les acteurs du territoire : collectivités, entreprises (quel que soit le secteur, industrie, commerce, agriculture, tourisme...), établissements recevant du public, associations, citoyens. La réussite de la démarche dépendra d'un engagement commun en faveur des 2 objectifs susnommés.

Des aides financières sont ainsi mises à disposition pour des projets privés d'amélioration énergétique (ex. installation d'un mode de chauffage plus performant) ou pour des projets collectifs de chaufferie bois, de plateforme de stockage de bois (éventuellement située à Sainte-Hélène-sur-Isère).

A ce jour, 10 à 15 projets ont été aidés financièrement chaque année sur le périmètre de la CCHCS.

2.4 Caractéristiques énergétiques de la commune

2.4.1 Une exposition nord-ouest

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est globalement exposée au nord-ouest. Cependant, la largeur de la vallée impacte peu l'ensoleillement moyen du territoire. Il n'y a ainsi aucun secteur sans soleil en hiver.

2.4.2 Possibilités développement des énergies renouvelables

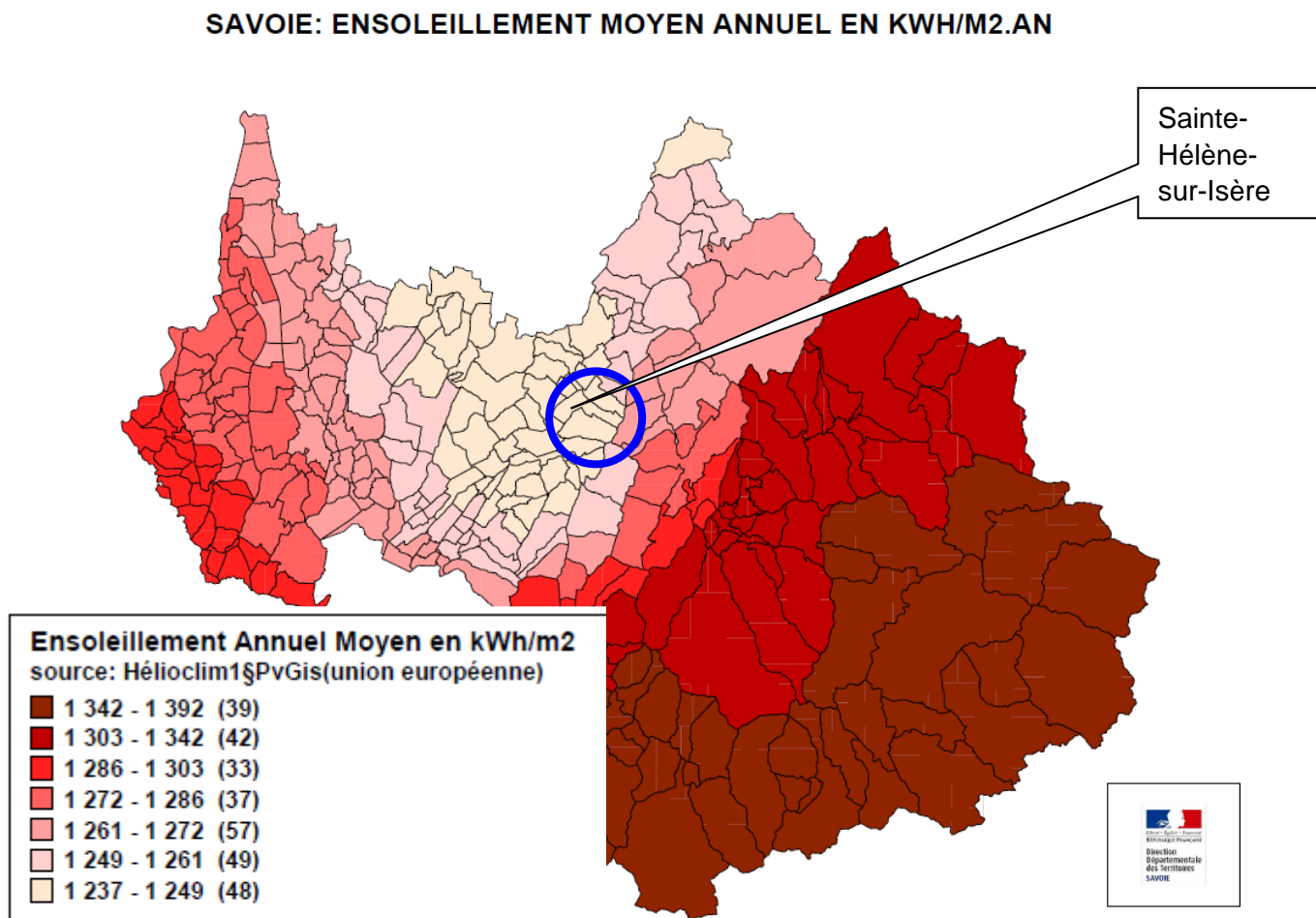
La commune projette la réalisation d'une chaufferie au bois, pour couvrir les besoins de la mairie, des logements sociaux, des bâtiments communaux, du groupement scolaire prévu, de la bibliothèque, de la poste et des privés souhaitant se raccorder.

La municipalité a par ailleurs équipé les services communaux d'un véhicule électrique.

2.4.3 Ensoleillement moyen

La carte de l'ensoleillement moyen de la Savoie, éditée par les services de la DDT, indique que l'ensoleillement annuel moyen en kWh/m² est de 1237 à 1249, ce qui est la tranche la plus basse.

Carte 22 : Ensoleillement moyen annuel en kWh/m²



DATE ACQUISITION: NOVEMBRE 2008

CORRELATION AXENNE MAI2011

MISE A JOUR: NA

2.5 Gestion des paysages

En outre, la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement incite les communes à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières les plus importantes. Dans cet objectif, les dispositions législatives stipulent qu' *« en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des voies express et 75 m de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation »*.

Ce principe d'inconstructibilité pourra toutefois être levé dans la mesure où les règles contenues dans le Plan Local d'Urbanisme seront *« justifiées au regard notamment des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages »*.

Sur le territoire de Sainte-Hélène-sur-Isère, ce principe s'applique :

- sur une largeur de **100 mètres** de part et d'autre de l'axe de l'autoroute **A 430**,
- sur une largeur de **75 mètres** de part et d'autre de l'axe de la **RN 90** et de la **RD 925**.

En application de l'article R.126-3 du Code de l'urbanisme, les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomérations sont grevées de servitudes d'interdiction d'accès. Cette servitude s'applique donc pour la RN 90 classée voie express.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES : SYNTHÈSE ET ENJEUX**Synthèse****Enjeux généraux**Préservation de la ressource en eau

Périmètres de protection des captages en place.

Capacité de la station d'épuration du chef-lieu pour 2 500 EH – des travaux prévus.

Raccordement du Villard à l'unité de dépollution de Ste-Hélène.

↳ **Préserver la ressource en eau.**

↳ **Tenir compte des capacités de la station d'épuration dans les choix de développement.**

Qualité des sols

Extraction de matériaux le long de l'Isère.

↳ **Prendre en compte ces activités.**

Politique énergétique du territoire

Projet de chaufferie bois.

Aides financières dans le cadre du TEPOS pour la rénovation énergétique.

↳ **Favoriser la rénovation du bâti ancien pour améliorer sa performance énergétique.**

Gestion des paysages

Autoroute A430, RN90 et RD925 soumises à l'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme limitant les possibilités d'urbaniser dans un certain périmètre.

↳ **Tenir compte de ce classement.**

3 QUALITE DES MILIEUX, POLLUTIONS ET NUISANCES

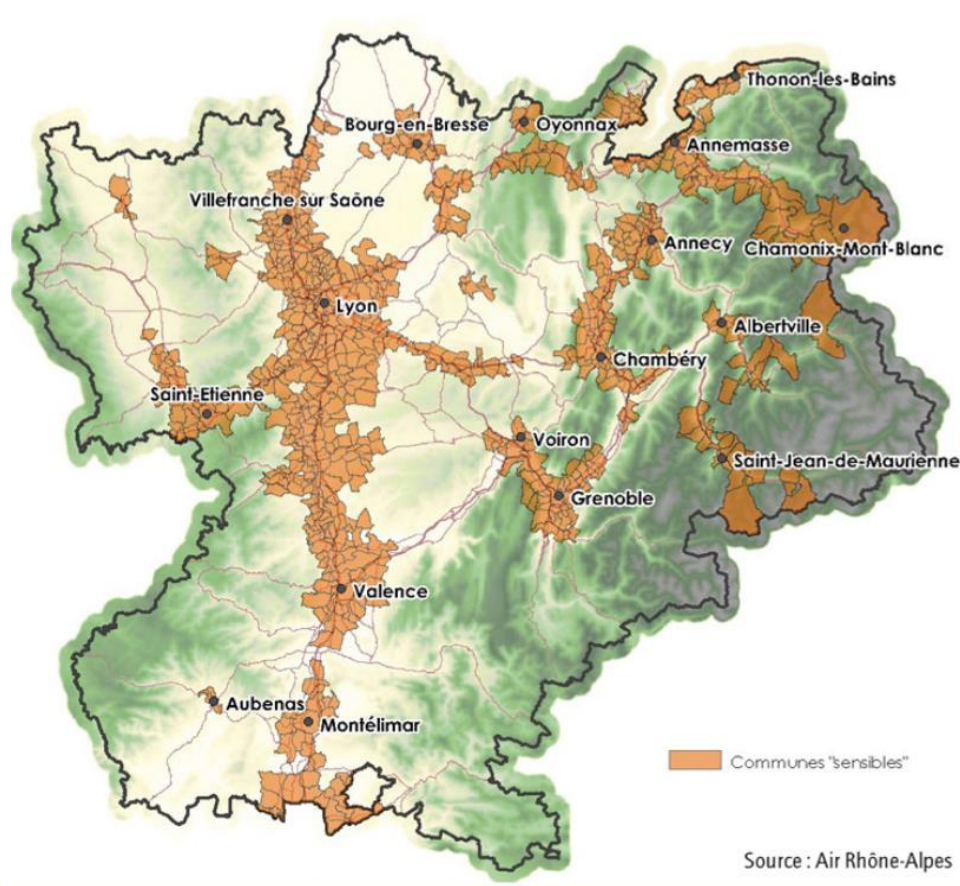
3.1 Qualité de l'air

3.1.1 Schéma Régional Climat Air Energie – SRCAE

Le SRCAE a été approuvé par le Conseil Régional le 17 avril 2014.

Les communes considérées comme "sensibles pour la qualité de l'air" (notion issue du SRCAE) sont essentiellement localisées dans les grands bassins de vie, à proximité des principaux axes routiers et dans les fonds de vallées alpines. La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère n'appartient pas à cette liste, contrairement à Albertville et quelques communes alentours.

Carte 23 : Cartographie des zones sensibles à la qualité de l'air



3.1.2 Données locales

Source : Arlysère, Etude sur la qualité de l'air sur le bassin d'Albertville à Grésy-sur-Isère (2011), 3^{ème} réunion publique de Gilly-sur-Isère – 1^{er} décembre 2011.

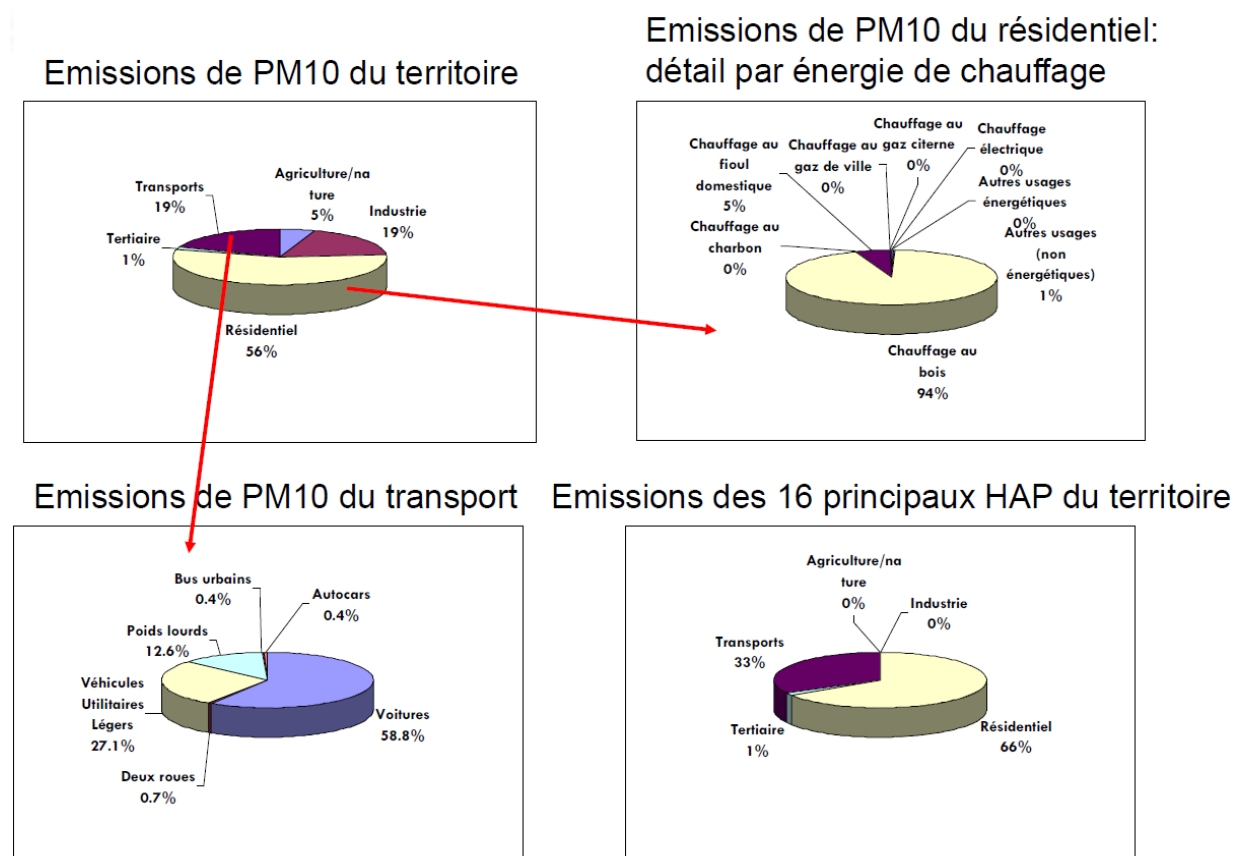
Le bassin d'Albertville, et donc la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, est concerné ponctuellement par des pics de concentration de composés organiques préoccupants, même si le SRCAE ne recense pas Sainte-Hélène-sur-Isère comme « commune sensible ».

Aussi, une étude a-t-elle été menée du 1^{er} janvier au 27 novembre 2011 sur les taux de PM10 (particules en suspension dans l'air, d'un diamètre aérodynamique (ou diamètre aéroulique) inférieur à 10 micromètres). Sur cette période, 22 jours de dépassement des valeurs limites ont été enregistrés à Albertville et 20 sur Gilly-sur-Isère. La réglementation autorise un dépassement de 35 jours par an.

Les périodes de pollution se produisent essentiellement en hiver et en automne. Les émissions de PM10 ont une origine majoritairement résidentielle, ainsi que le montre le graphique ci-dessous. Le chauffage au bois représente 94% des modes de chauffage et est donc la principale source de pollution. Les déplacements motorisés sont la seconde source d'émission de PM10 (19%).

Le brûlage des déchets verts est également une importante source d'émission de PM10.

Figure 3 : Inventaire des PM10



HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques.

Les entreprises locales ne sont pas de gros émetteurs de substances polluantes pour l'atmosphère.

3.2 Sols pollués

Source : données BASIAS et BASOL.

La base de données BASIAS recense deux sites industriels ayant ou ayant eu des activités pouvant polluer les sols.

Liste des résultats

Rappel des paramètres :

Département : SAVOIE (73)

Commune : SAINTE-HELENE-SUR-ISERE (73241)

Nombre de sites : 2 (1 pages)

Note : en l'absence de géolocalisation au centroïde du site ou à l'adresse, l'emplacement d'un site sur le territoire de la commune n'est pas connu.

EXPORTER UN TABLEAU

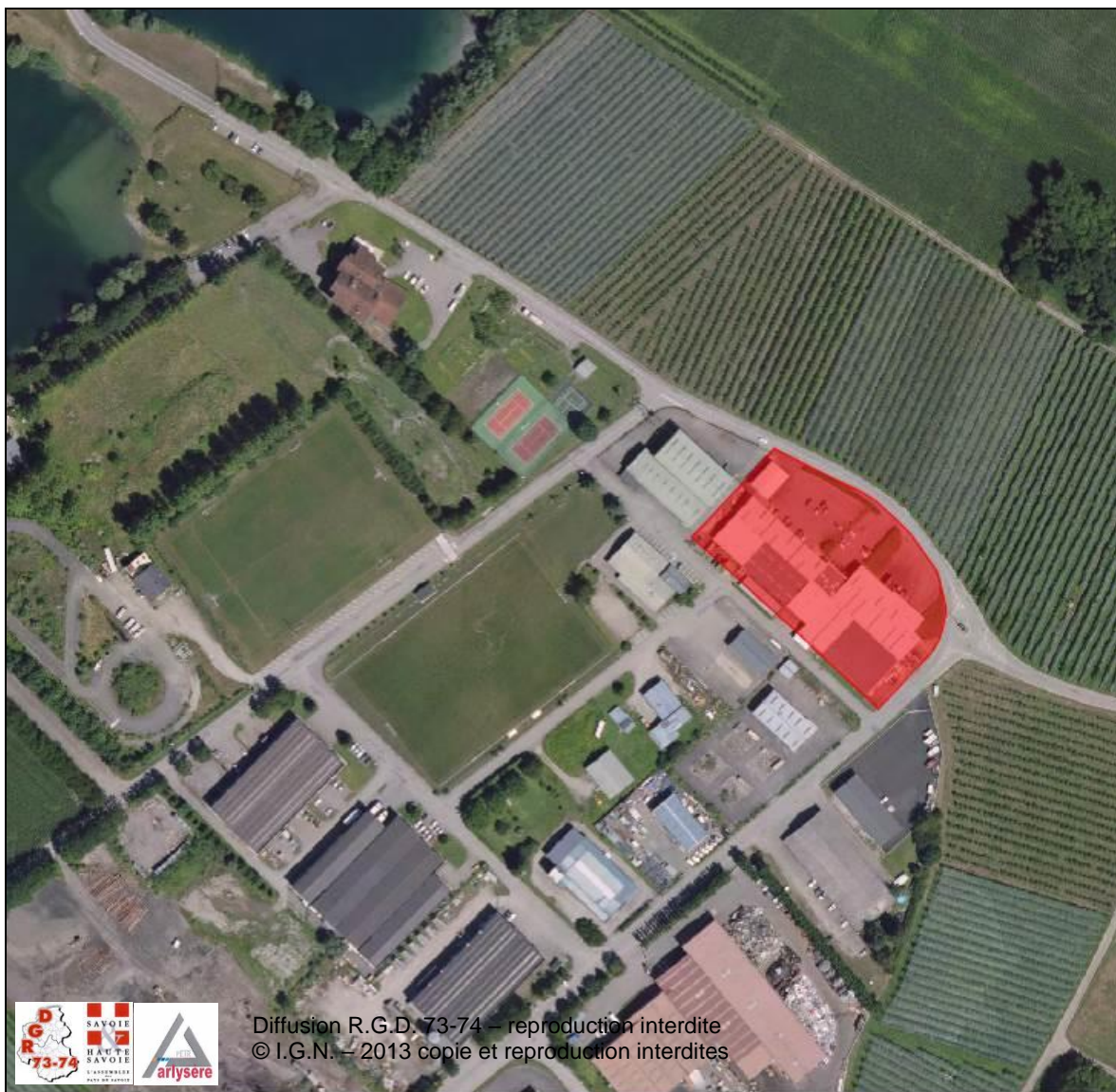
N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Site géolocalisé
RHA7301927	M. LAURENT André	Garage avec desserte	Route départementale 925	SAINTE-HELENE-SUR-ISERE	G45.21A G47.30Z	Activité terminée	Centroïde
RHA7301928	M. JACQUET Léon	Atelier de serrurerie et chaudronnerie	2000 Chemin Roy (du)	SAINTE-HELENE-SUR-ISERE	C25.22Z C25.71Z	Activité terminée	Centroïde



La base de données BASOL recense un site pollué sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère. Il se situe dans la zone industrielle du Vernay et couvre une surface de près de 8 420 m².

L'analyse des sols a mis en évidence des contaminations à l'arsenic, au cuivre et au HCT (Hydrocarbures Totaux). Celle des eaux souterraines a mis en évidence des pollutions à l'arsenic, au nickel, au HCT, au benzo(a)pyrène et au HAP (Hydrocarbure Aromatique Polycyclique).

Carte 24 : Localisation du site pollué



3.3 Gestion des déchets

3.3.1 Déchets ménagers

La compétence pour la collecte et le traitement des déchets appartient à Arlysère.

Le tri se fait selon deux flux :

- bac bleu (magazines, cartonnettes et journaux)
- bac jaune (aérosols, boîtes en métal, bouteilles et flacons plastiques, briques alimentaires)

Sur l'ensemble de la Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie, à l'exception de Sainte-Hélène-sur-Isère, les déchets sont collectés en bac, au porte à porte.

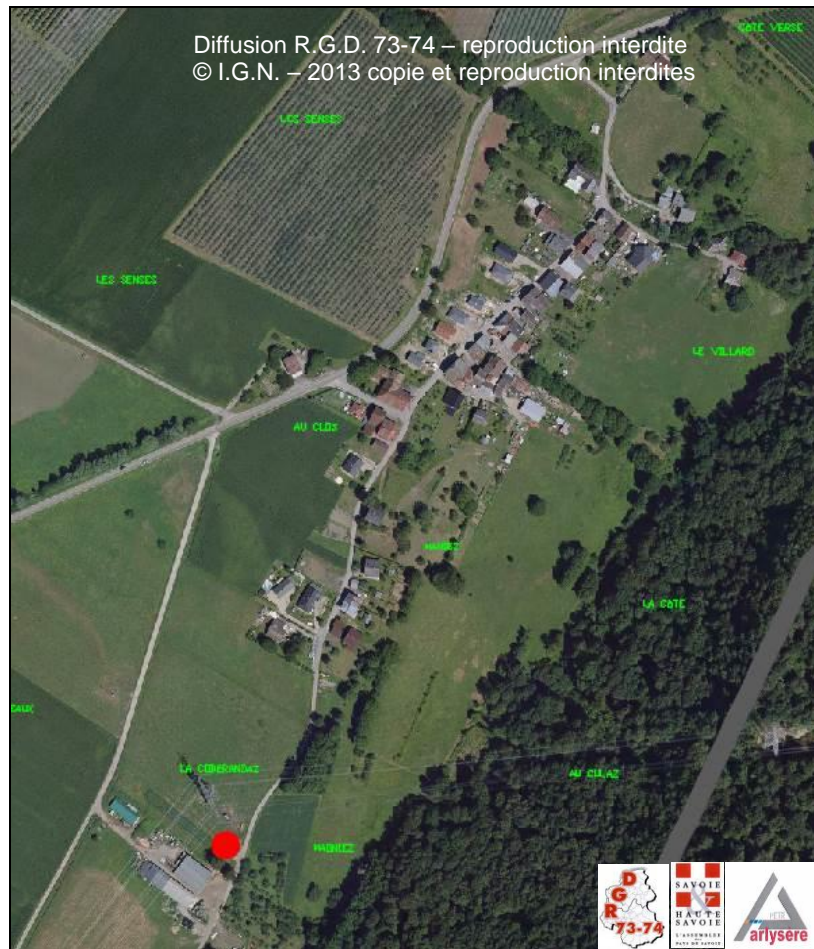
Une redevance incitative à la pesée embarquée dont le montant prend en compte le poids et la fréquence de ramassage (présentation ou non du bac chaque semaine) a été mise en place.

A Sainte-Hélène-sur-Isère, une « clé verte électronique » permettant l'ouverture des tiroirs placés sur les containers semi enterrés des ordures ménagères est mise à disposition. La facture est semestrielle et fonction du nombre de dépôt de sac 50 litres.

Les 8 emplacements de collecte sont répartis sur l'ensemble de la commune et localisés sur la carte suivante.

Carte 25 : Localisation des conteneurs semi-enterrés





Les ordures ménagères sont acheminées à l'incinérateur de Chambéry – Bissy.
Les déchets issus du tri sélectif sont emmenés au centre de tri de Gilly-sur-Isère, où ils sont conditionnés avant d'être expédiés à des entreprises spécialisés dans le recyclage.

3.3.2 Déchetterie

La déchetterie la plus proche est celle de Gilly-sur-Isère.

3.3.3 Stockage des déchets inertes

La commune n'est pas concernée.

3.4 Prise en compte du bruit

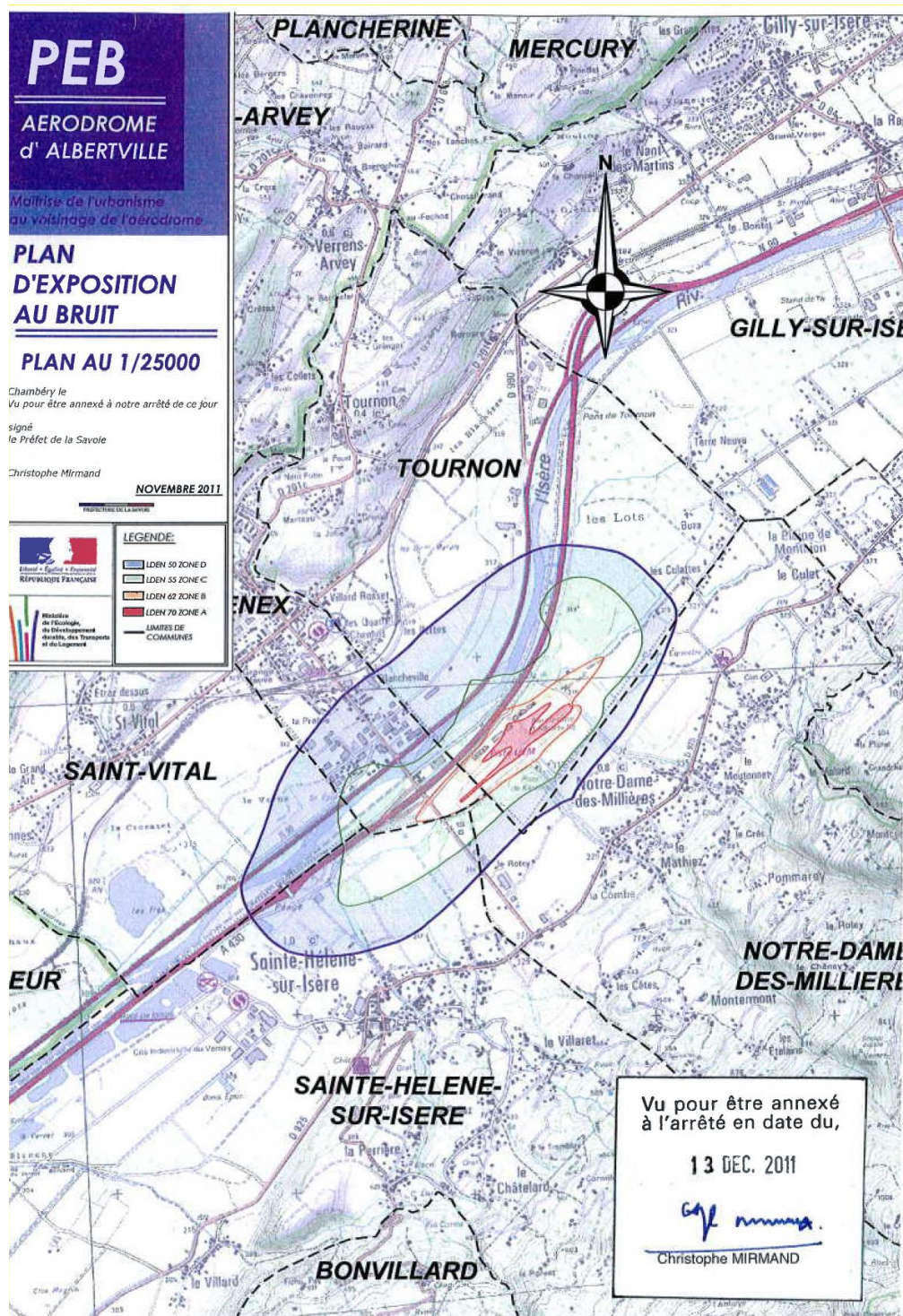
3.4.1 Axes bruyants

Le tableau des infrastructures bruyantes recensées en Savoie indique que la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée par l'axe bruyant qu'est l'autoroute depuis la limite avec la commune d'Aiton jusqu'à celle avec la commune de Notre-Dame-des-Millières. Cette voie est classée en catégorie 2 et la largeur de la bande concernée par les prescriptions d'isolation acoustique est de 250 mètres, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

3.4.2 Plan d'Exposition au Bruit des aéroports

La commune est concernée par le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome d'Albertville approuvé par arrêté préfectoral en date du 13 décembre 2011. La carte globale du PEB est jointe en annexe au PLU.

Carte 26 : Extrait de la carte du PEB



3.4.3 Entreprises

Aucune entreprise bruyante n'est recensée sur la commune.

QUALITE DES MILIEUX, POLLUTIONS ET NUISANCES : SYNTHESE ET ENJEUX
--

Synthèse**Enjeux généraux**Qualité de l'air

Commune non sensible selon le SRCAE et pourtant des dépassements des valeurs réglementaires (bois principale source de pollution et transports).

✚ **Faciliter la mise en place de modes de chauffage bois performants et moins polluants.**

Sols pollués

Un site recensé par BASOL et deux par BASIAS.

✚ **Tenir compte de cette pollution dans les usages futurs du site.**

Gestion des déchets

Collecte en points d'apport volontaire, avec redevance incitative.

✚ **Pas d'enjeux particuliers.**

Prise en compte du bruit

Axe bruyant : autoroute.

Aérodrome de Tournon soumis au plan d'exposition au bruit.

Pas d'entreprise bruyante.

✚ **Prendre en compte ces éléments lors des choix de développement et aménagement.**

4 BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée par les inventaires suivants :

- deux ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type II :
 - Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble
 - Massifs de La Lauzière et du Grand Arc
- deux ZNIEFF de type I :
 - Ecosystème alluvial de l'Isère dans la vallée du Grésivaudan
 - Massif du Grand Arc
- sept zones humides
 - Cours de l'Isère, de la confluence avec l'Arly à la confluence avec l'Arc
 - Bassins Molard et annexes humides de la rive gauche de l'Isère
 - Marais du Grand Vernet
 - Marais et lacs de Fontaine Claire
 - Marais du Villard
 - Marais sous le col de Charvan
 - Marais vers le Gros Chêne
- Un inventaire régional des tourbières : Lac et tourbières de Fontaine Claire

La commune est également concernée par une forêt communale et une forêt domaniale.

4.1 Les ZNIEFF de type 2

4.1.1 Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de ce réseau fluvial, dont les tronçons abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par une très forte proportion de zones de type I.

L'ensemble exerce tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive.

Le zonage de type II traduit également la cohérence de cet ensemble écologique, et illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées) en tant que zone d'alimentation ou de reproduction, mais aussi que zone d'échanges avec les secteurs fluviaux amont et aval.

Il convient également de souligner l'intérêt du maintien de connexions naturelles transversales, ménageant des corridors écologiques entre ce couloir alluvial et les massifs montagneux latéraux (Belledonne, Chartreuse, Bauges...).

La ZNIEFF de type 2 intègre l'ensemble fonctionnel formé par le cours moyen de l'Isère, ses annexes fluviales et les zones humides voisines. Elle s'étend sur 4 471 ha.

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée sur une bande le long de l'Isère ; bande qui va en s'élargissant sur la pointe ouest.

Entre Albertville et Grenoble, l'Isère développe dans le sillon alpin une vallée alluviale conservant des reliques de milieux humides, marais, forêt alluviale remarquables. Son profil a néanmoins été affecté par d'anciennes et très importantes extractions de granulats en lit mineur. L'hydroélectricité, par contre, n'est pas exploitée. Le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône Méditerranée (SDAGE) propose notamment en ce qui concerne l'Isère des objectifs de réduction de l'impact des extractions de granulats, passées et actuelles et une meilleure maîtrise des impacts des ouvrages hydroélectriques. Il préconise la préservation de la ressource en eau superficielle et souterraine et en particulier des champs d'inondation subsistant en amont de Grenoble. Il rappelle que la nappe alluviale revêt une importance stratégique vis-à-vis de la ressource en eau et qu'il convient de la préserver des pollutions.

Les nombreux marais subsistant à proximité de la rivière, ainsi que certains milieux proprement fluviaux présentent une flore palustre ou aquatique riche et diversifiée (Rossolis à longues feuilles, Epipactis du Rhône, Nivéole d'été, Samole de Valerand, Petite Massette...).

Une avifaune intéressante fréquente aussi ces milieux en période de reproduction (ardéidés, fauvettes paludicoles, pie-grièche...), mais aussi en migration.

La faune demeure extrêmement diversifiée tant en ce qui concerne les mammifères (Castor d'Europe, nombreux chiroptères...) que les insectes (Grand Capricorne, papillon Cuivré des marais, très grande richesse en libellules), les reptiles (Couleuvre d'Esculape...) ou les poissons (Epinoche, Lamproie de Planer, Ombre commun...).

Enfin, le site est concerné par une importante nappe phréatique, dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. Ainsi, 45% des espèces d'Hydrobiidae (la plus importante famille de mollusques continentaux de France avec une centaine de taxons : Moitessieria, Bythinella...) sont des espèces aquatiques qui peuplent les eaux souterraines et notamment les nappes.

4.1.2 Massifs de La Lauzière et du Grand Arc

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les espaces les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits à travers plusieurs zones de type I (tourbières, forêts, landes sommitales, lacs...). Il existe par ailleurs souvent des indices forts de présence d'espèces ou d'habitats déterminants qui justifieraient des protections complémentaires.

Le zonage englobe les zones abiotiques naturelles, permanentes ou transitoires de haute montagne ou les éboulis instables correspondant à des milieux faiblement perturbés. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales :

- en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces (Cerf élaphe, Bouquetin des Alpes, Aigle Royal...)
- à travers les connexions existant avec d'autres massifs voisins (Mont-Blanc, Vanoise, Aravis, Lauzière, Belledonne...)

Cette ZNIEFF des Massifs de La Lauzière et du Grand Arc s'étend sur 23 405 ha et couvre 25 communes de Savoie. La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée sur la partie haute de son territoire, jusqu'à l'altitude d'environ 850 à 750 mètres.

C'est un ensemble montagneux constitué par un rameau externe de Belledonne, le Grand Arc, et par un rameau interne de Belledonne, La Lauzière.

Le Grand Arc, fortement boisé, abrite une flore et une faune de montagne très riche, associée au grand développement des landes à rhododendron, des brousses à aulne vert et des landes sommitales ; il compte en outre plusieurs zones humides de grand intérêt.

Le périmètre abrite une faune et une flore intéressantes. On peut citer des éléments de la botanique alpine comme les androsaces, l'Ancolie des Alpes, des plantes caractéristiques des zones humides d'altitude comme le Lycopode inondé. Des espèces ornithologiques comme les galliformes de montagne ou entomologiques comme le papillon Damier de la succise, le Petit Apollon ou le Solitaire, sont bien représentées dans ce massif. Celui-ci recèle également de nombreux habitats, comme les pessières montagnardes des Alpes internes, les zones humides..., pour ces espèces remarquables qui font l'objet de ZNIEFF plus locales de type I.

Au total ce sont 10 milieux naturels, 28 espèces floristiques, 13 espèces faunistiques vertébrées et 7 espèces faunistiques invertébrées remarquables qui sont recensés sur ce secteur. L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager.

4.2 Les ZNIEFF de type 1

4.2.1 Ecosystème alluvial de l'Isère dans la vallée du Grésivaudan

Cette ZNIEFF s'étend sur 1669 ha. La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée sur une bande le long de l'Isère ; bande qui va en s'élargissant sur la pointe ouest (même périmètre que la ZNIEFF de type 2).

La plaine de l'Isère présente une richesse faunistique et floristique très importante ; dans la basse vallée de la Tarentaise et la Combe de Savoie, elle est caractérisée par la présence de bas marais (marais tout ou partie alimentés par la nappe phréatique), prairies humides et bois riverains aux intérêts écologiques forts. On note ici la présence discrète du Castor d'Europe. Plus grand rongeur de France, il se signale à quelques troncs rongés en bord de rivière. Les arbustes et branches taillés « en pointe de crayon » pour son alimentation et un terrier creusé dans la berge sont généralement les seuls signes de sa présence, tant cet animal est discret. Quasiment disparu du territoire français au début du vingtième siècle, le Castor, grâce à une forte protection et un programme de réintroduction, a depuis reconquis nombre de nos cours d'eau et notamment l'Isère jusqu'en amont d'Albertville. Parmi les poissons présents dans la rivière, la Lamproie de Planer est la seule lamproie française vivant dans les eaux douces. Sa présence sur l'Isère est très intéressante car elle est indicatrice des eaux vives et non polluées. Les amphibiens profitent de la juxtaposition d'étangs, plaines inondables, bois humides et bancs de graviers pour se reproduire. Pouvant mesurer plus de quinze centimètres de long, le Triton crêté est le plus grand triton de France. Il rejoint l'eau uniquement pour s'y reproduire, et le reste de l'année, vit caché dans les bois environnants l'étang, sous des souches, des mousses ou tout autre abri. A cause des menaces pesant sur les zones humides (drainage, mise en culture, pollution...), ses populations sont en forte régression au niveau européen. Quant au Sonneur à ventre jaune, crapaud au ventre jaune ponctué de noir, il affectionne les eaux stagnantes peu profondes en forêt ou en milieu bocager. Il hiberne d'octobre à mars – avril, enfoui dans la boue, sous les feuilles ou dans la terre humide. Lorsqu'il quitte ses quartiers d'hiver, il recherche des flaques temporairement en eau, des petites mares ou des ornières forestières dans lesquelles il va se reproduire. Sa longévité exceptionnelle peut atteindre une trentaine

d'années. Parmi les oiseaux, on remarque la présence du Faucon hobereau, en forte régression en France suite à la disparition des gros insectes du fait de l'usage d'insecticides. Ce rapace vit dans des terrains dégagés avec quelques bosquets, souvent à proximité de marais ou cours d'eau. Des populations de Rousserolle turdoïde, menacée par la régression des grandes roselières, de Chevalier guignette affectionnant les bancs de graviers colonisés par une végétation pionnière, et de Pie grièche écorcheur en régression en Europe à la suite des opérations de remembrement viennent appuyer l'intérêt faunistique du site. La végétation des bords de cours d'eau est toujours très diversifiée. Fleurissant vers Pentecôte, d'une couleur très contrastée (d'un rouge-violet foncé avec la partie centrale blanche et non maculée), l'Orchis des marais est aujourd'hui très rare à cause du drainage ou de la mise en culture de ses anciennes stations. Le Peucedan des marais, quant à lui, est une grande ombellifère qui peut atteindre un mètre de haut ; elle est caractéristique de ces milieux humides.

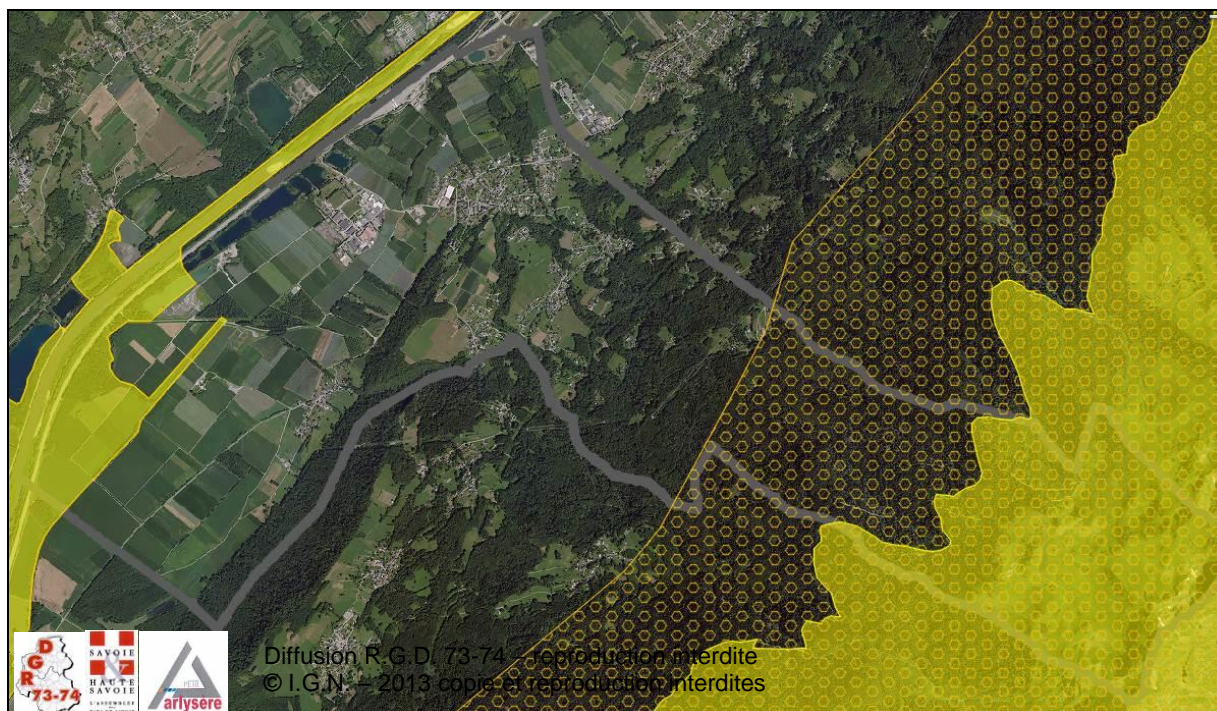
4.2.2 La ZNIEFF de type I du Massif du Grand Arc

Cette ZNIEFF s'étend sur 3 492,10 ha. La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est concernée sur la partie haute de son territoire, jusqu'à l'altitude d'environ 1 500 mètres, au niveau d'une piste forestière.

Si d'un point de vue géologique la chaîne du Grand Arc n'est autre que l'extrémité de Belledonne, il est géographiquement bien individualisé, entre Combe de Savoie, Maurienne et Tarentaise. A l'écart des aménagements et des fortes fréquentations touristiques, en grande partie délaissé par le pastoralisme, il a gardé un caractère sauvage et préservé. Culminant à moins de 2500 m d'altitude, le massif est en grande partie couvert de forêts résineuses. Elles hébergent la Bécasse des bois, la Gelinotte des bois, des oiseaux particulièrement exigeants et fragiles. En matière de flore, ce sont le lycopode en massue ou la Listère cordée. Au-delà de la limite forestière, les landes à rhododendron et localement les brousses à Aulne vert occupent de vastes espaces, favorisées par l'abandon des alpages : elles accueillent le Tétraste lyre, le Sizerin flammé et, parmi les plantes, un autre lycopode : celui des Alpes. Les pelouses et affleurements rocheux des crêtes sommitales sont le domaine du Lagopède alpin et sur les versants bien exposés, du Merle de roche.

Les milieux humides sont également bien représentés par un grand nombre de petits lacs, mares et tourbières, avec leur cortège de batraciens, libellules et autres plantes palustres. L'une d'entre elles est particulièrement intéressante : ce "haut-marais" accueille une troisième espèce de lycopode : le rare Lycopode inondé, dont on ne connaît que deux stations en Savoie. Les hauts-marais se forment grâce à l'action de mousses spécifiques, les sphaignes. Tandis que croît la partie supérieure de la mousse, sa partie inférieure périt et se transforme en tourbe. C'est ainsi que se forme lentement une épaisse couche de tourbe, qui s'élève au-dessus de la nappe phréatique...

Carte 27 : Localisation des ZNIEFF de types 1 et 2



4.3 Les zones humides

Sept zones humides ont fait l'objet d'un descriptif par le Conservatoire d'Espaces Naturels de la Savoie. Depuis, d'autres sites ont été recensés sur la partie haute de la commune, dans les alpages. Ils figurent sur la carte, mais ne comportent pas de nom.

4.3.1 Cours de l'Isère, de la confluence avec l'Arly à la confluence avec l'Arc

Cette zone humide s'étend sur près de 200 ha, à l'altitude moyenne de 308 mètres. Les principaux milieux qui la composent d'un point de vue « Corine Biotope » sont : le cours des rivières, les bancs de graviers des cours d'eau et les formations riveraines de saules.

Elle joue un rôle dans l'expansion naturelle des crues (prévention des inondations), le soutien naturel à l'étiage (alimentation des nappes phréatiques) et a une fonction d'épuration (rétention de sédiments et produits toxiques, influence sur les cycles du carbone et de l'azote,...)

Elle représente une connexion biologique (continuité avec d'autres milieux naturels), une zone d'échanges, de passages, corridor écologique (faune – flore). Elle est ainsi peuplée par le castor, le chevalier guignette, le petit gravelot et le harle bièvre. D'un point de vue floristique se trouve la typha minima.

Il s'agit également d'un réservoir pour l'alimentation en eau potable.

Cette zone humide présente un intérêt patrimonial certain, pour les raisons suivantes :

- les habitats qui la composent sont peu représentés à l'échelle du bassin versant,
- il s'agit d'une mosaïque de milieux et d'habitats en constante évolution
- le site abrite de nombreuses espèces (faune / flore) d'intérêt patrimonial

4.3.2 Marais du Villard

Cette zone humide s'étend sur environ 6 ha et comprend deux milieux caractéristiques, tels que des groupements à reine des prés et communautés associées et des aulnaies frênaies médio-européennes.

Elle joue un rôle dans le ralentissement du ruissellement. Il s'agit également d'un habitat pour les espaces animales ou végétales.

4.3.3 Maris du Grand Vernet

Cette zone humide s'étend sur environ 18 ha et comprend trois milieux caractéristiques, tels que des eaux dormantes, des aulnaies frênaies médio-européennes et des plantations de feuillus.

Elle joue un rôle dans le ralentissement du ruissellement et a une fonction d'épuration. Il s'agit également d'une connexion biologique.

Cette zone humide présente un intérêt patrimonial certain, pour les raisons suivantes : les habitats qui la composent sont peu représentés à l'échelle du bassin versant.

4.3.4 Marais vers le Gros Chêne

Cette zone humide s'étend sur environ 27 ha et comprend deux milieux caractéristiques, tels que des eaux dormantes et de la végétation aquatique flottante ou submergée, des fourrés et des stades de recolonisation de la forêt mésophile, des roselières et des plantations de feuillus. Elle ne concerne que très peu le territoire de Sainte-Hélène-sur-Isère.

Elle joue un rôle dans le ralentissement du ruissellement et participe au soutien naturel d'étiage. Il s'agit également d'un habitat pour les espaces animales ou végétales.

Cette zone humide présente un intérêt patrimonial certain, pour les raisons suivantes : le site abrite des espèces d'intérêt patrimonial.

4.3.5 Bassins Molard et annexes humides de la rive gauche de l'Isère

Cette zone humide s'étend sur environ 192 ha et comprend une quinzaine de milieux caractéristiques, tels que des eaux dormantes, de la végétation aquatique flottante ou submergée, des prairies humides eutrophes, des bois marécageux à aulne, saule et piment royal,... Elle ne concerne que très peu la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère.

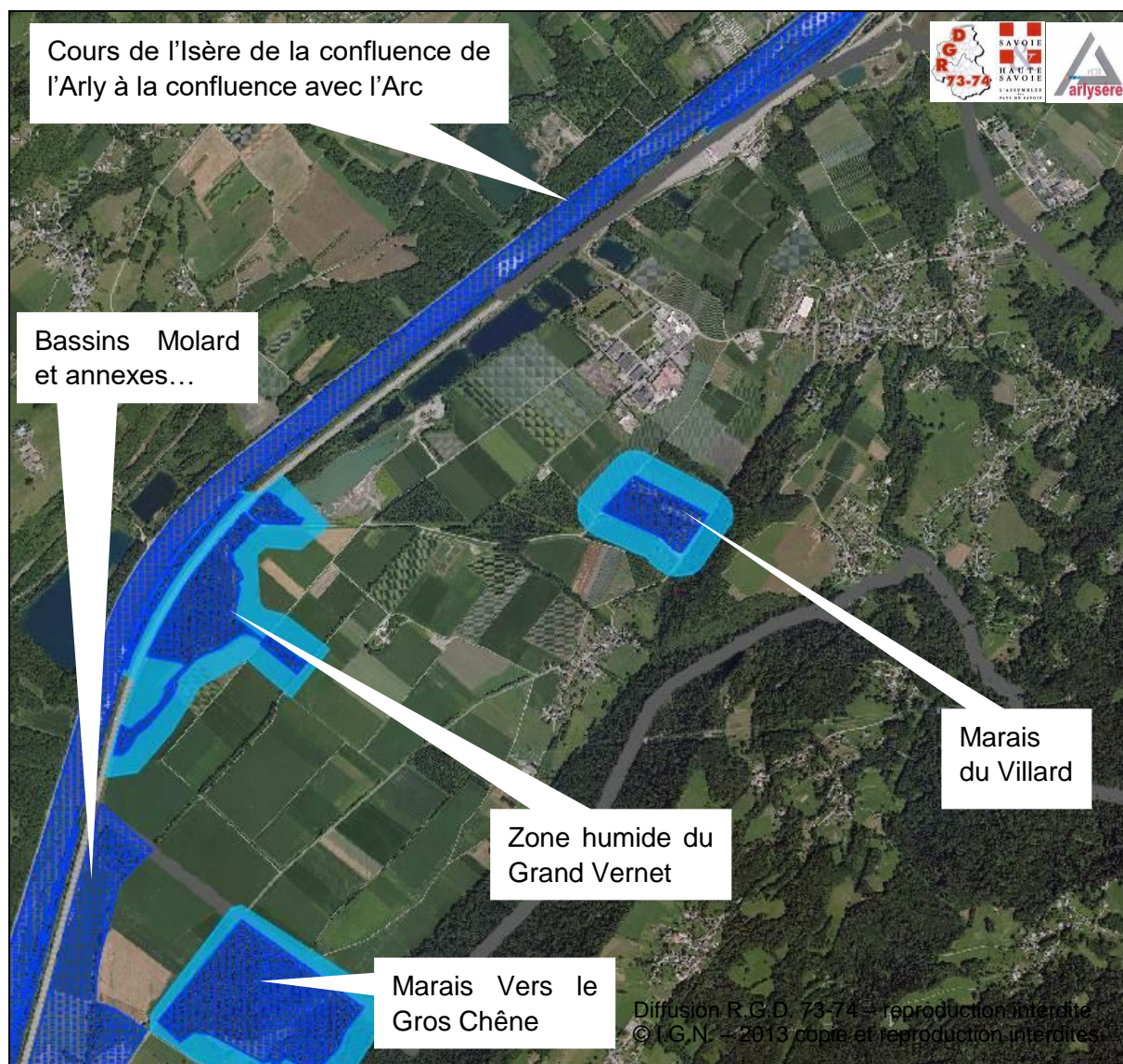
Elle joue un rôle dans l'expansion naturelle des crues, le ralentissement du ruissellement et a une fonction d'épuration. Il s'agit également d'une connexion biologique, d'une zone d'échanges et de passages, mais aussi d'un corridor écologique.

Le périmètre fait également l'objet de multiples usages : pâturage, fauche, sylviculture, aquaculture, pêche et chasse.

Cette zone humide présente un intérêt patrimonial certain, pour les raisons suivantes :

- les habitats qui la composent sont peu représentés à l'échelle du bassin versant,
- il s'agit d'une mosaïque de milieux et d'habitats en constante évolution
- le site abrite de nombreuses espèces (faune / flore) d'intérêt patrimonial
- plusieurs habitats d'intérêt patrimonial européen sont inscrits à l'annexe I de la directive Habitats

Carte 28 : Zones humides et espaces de fonctionnalité de la plaine



4.3.6 Marais et lacs de Fontaine Claire

Cette zone humide s'étend sur environ 8 ha et comprend une cinq milieux caractéristiques, tels que des eaux dormantes, des formations à grande laïches (monocariçaies), des petites roselières des eaux vives, de la végétation des sources et des bas-marais acides.

Elle joue un rôle dans le ralentissement du ruissellement et le soutien naturel à l'étiage. Il s'agit également d'un habitat pour les espaces animales ou végétales, telles que la grenouille rousse ou le triton alpestre.

Cette zone humide présente un intérêt patrimonial certain, pour les raisons suivantes :

- les habitats qui la composent sont peu représentés à l'échelle du bassin versant,
- le site abrite des espèces (faune / flore) d'intérêt patrimonial.

Ce site est également recensé comme tourbière.

4.3.7 Marais sous le col de Charvan

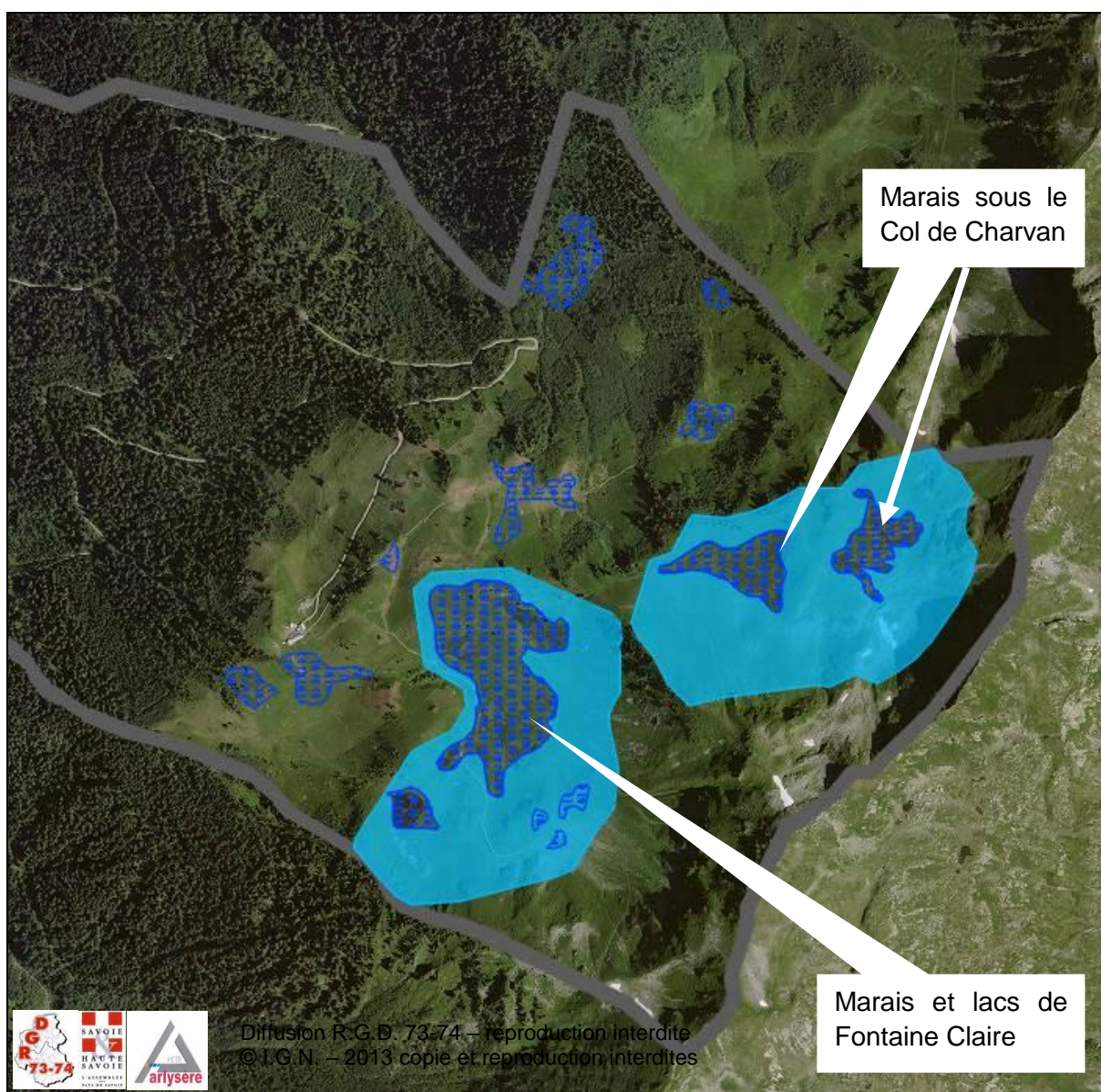
Cette zone humide s'étend sur près de 4 ha et comprend deux milieux caractéristiques, tels que de la végétation des sources et des bas-marais acides.

Elle joue un rôle dans le ralentissement du ruissellement. Il s'agit également d'un habitat pour les espaces animales ou végétales.

Cette zone humide présente un intérêt patrimonial certain, pour les raisons suivantes :

- les habitats qui la composent sont peu représentés à l'échelle du bassin versant
- le site abrite des espèces d'intérêt patrimonial.

Carte 29 : Zones humides et espaces de fonctionnalité des alpages



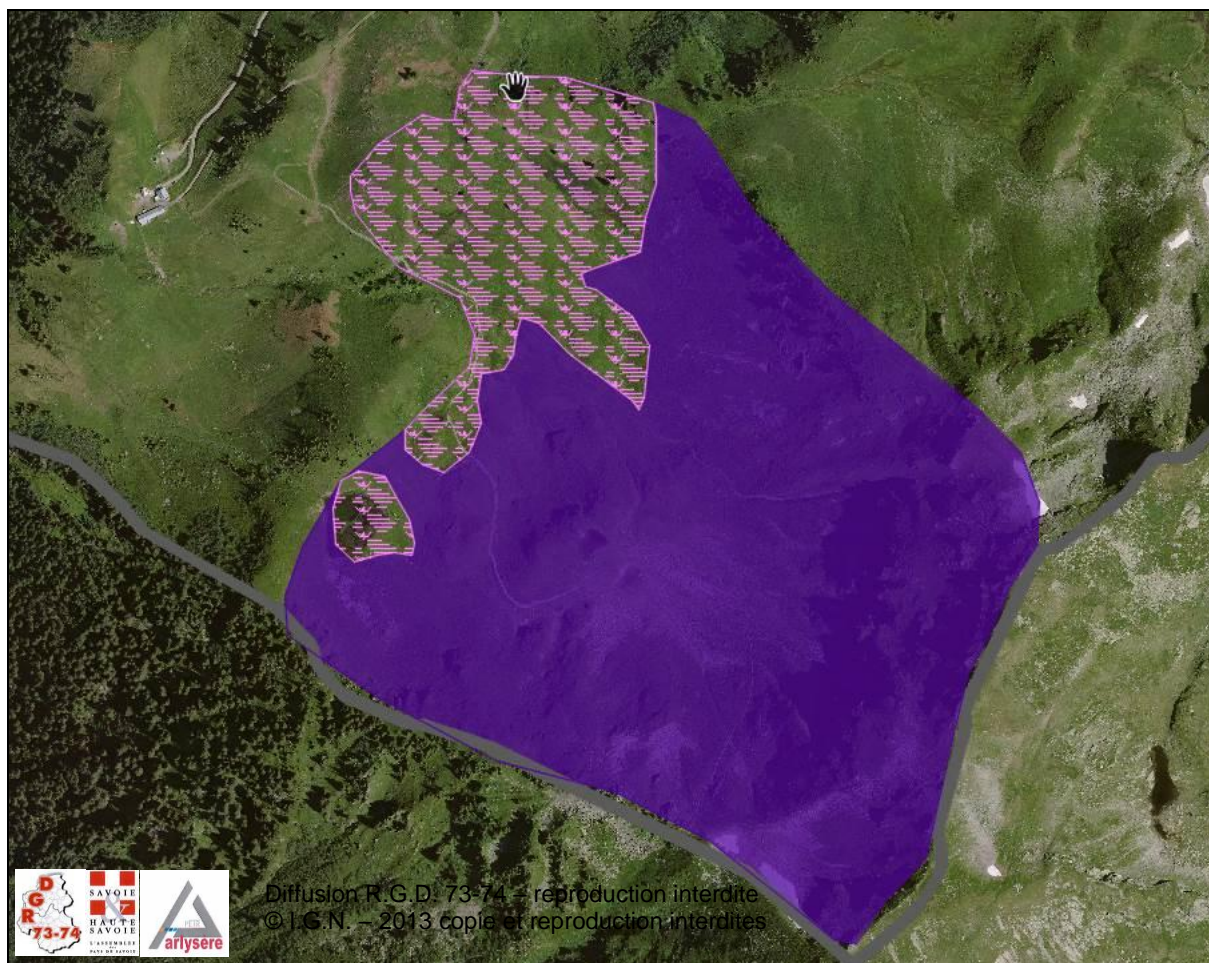
4.4 Inventaire régional des tourbières : Lac et tourbières de Fontaine Claire

Un lac et des tourbières composent cet inventaire situé entre 1 850 et 1 910 mètres d'altitude et étendu sur 10,5 ha.

Les zones tourbeuses se succèdent sur ce replat vallonné du versant ouest du massif du Grand Arc. A l'exception du lac et de sa large ceinture végétale, elles tranchent peu avec les milieux périphériques, landes et pelouses.

L'ensemble présente une forte valeur paysagère.

Carte 30 : Localisation des tourbières et de leur espace de fonctionnalité

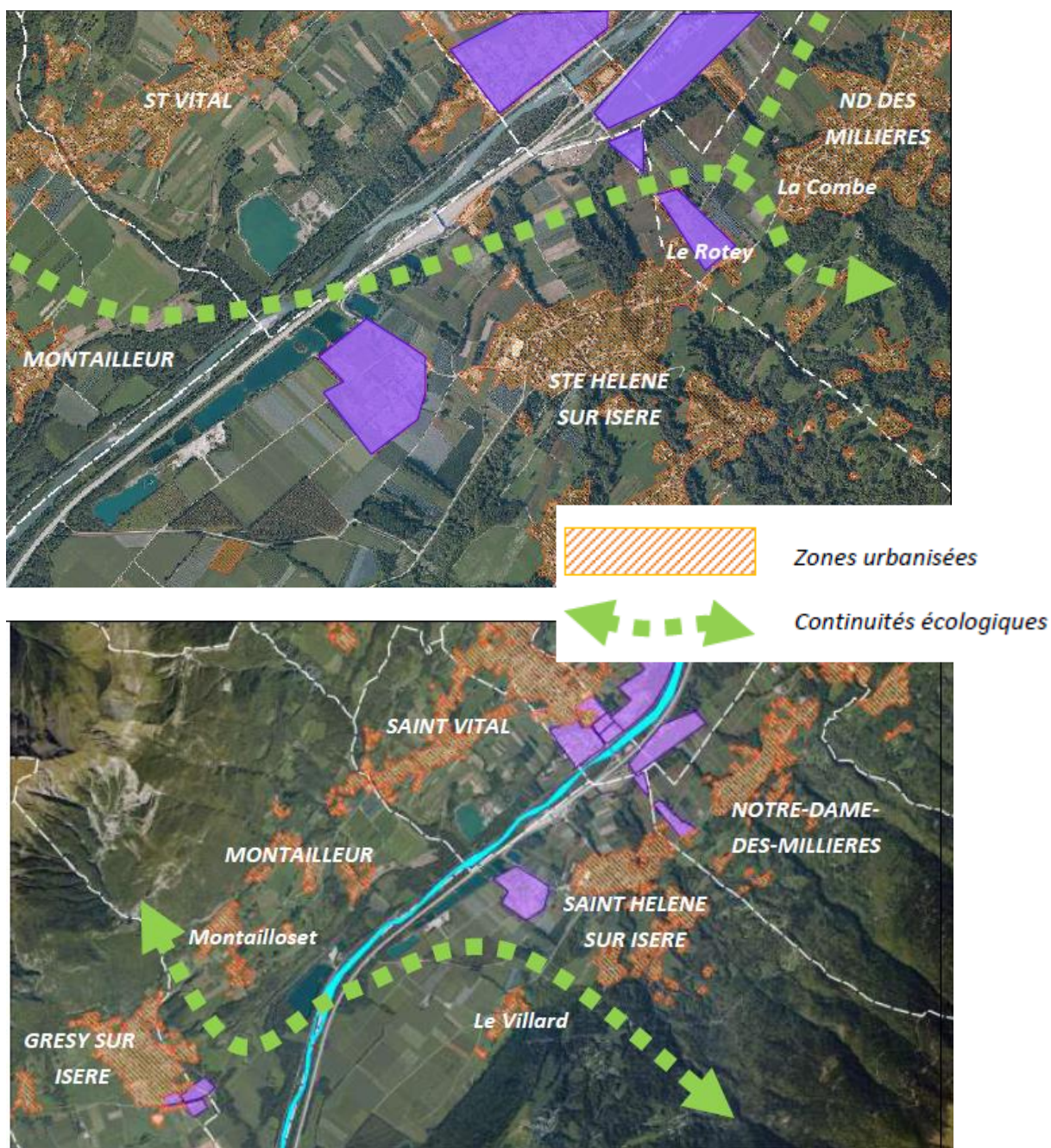


4.5 Les corridors biologiques locaux

Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) recense deux fuseaux d'intérêt régional.

Le SCOT précise et identifie deux continuités écologiques à préserver. La première passe au sud-ouest du bourg de Sainte-Hélène-sur-Isère et au nord du Villard, puis se prolonge vers l'ouest en direction de l'Isère. La seconde au nord-est du bourg, dans la plaine agricole, pour aller ensuite sur Notre-Dame-des-Millières. Ils permettent de relier le massif des Bauges à celui du Grand-Arc et plus loin de La Lauzière.

Carte 31 : Localisation des continuités écologiques



4.6 La trame bleue : application du SDAGE et du SAGE

Certains tronçons ou cours d'eau ont fait l'objet d'un classement par arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône – Méditerranée, conformément à l'article L.214-17 du code de l'environnement. Ce classement est élaboré selon deux logiques : préservation et / ou restauration.

Sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, sont concernés, selon le porter à connaissance :

- L'Aitelène, classée en liste 1 frayères ; elle traverse la zone d'activités du Vernay
- Le Nant Bruyant, dans sa partie en aval de la RD925 jusqu'à sa confluence avec l'Isère classé en liste 1 frayères.

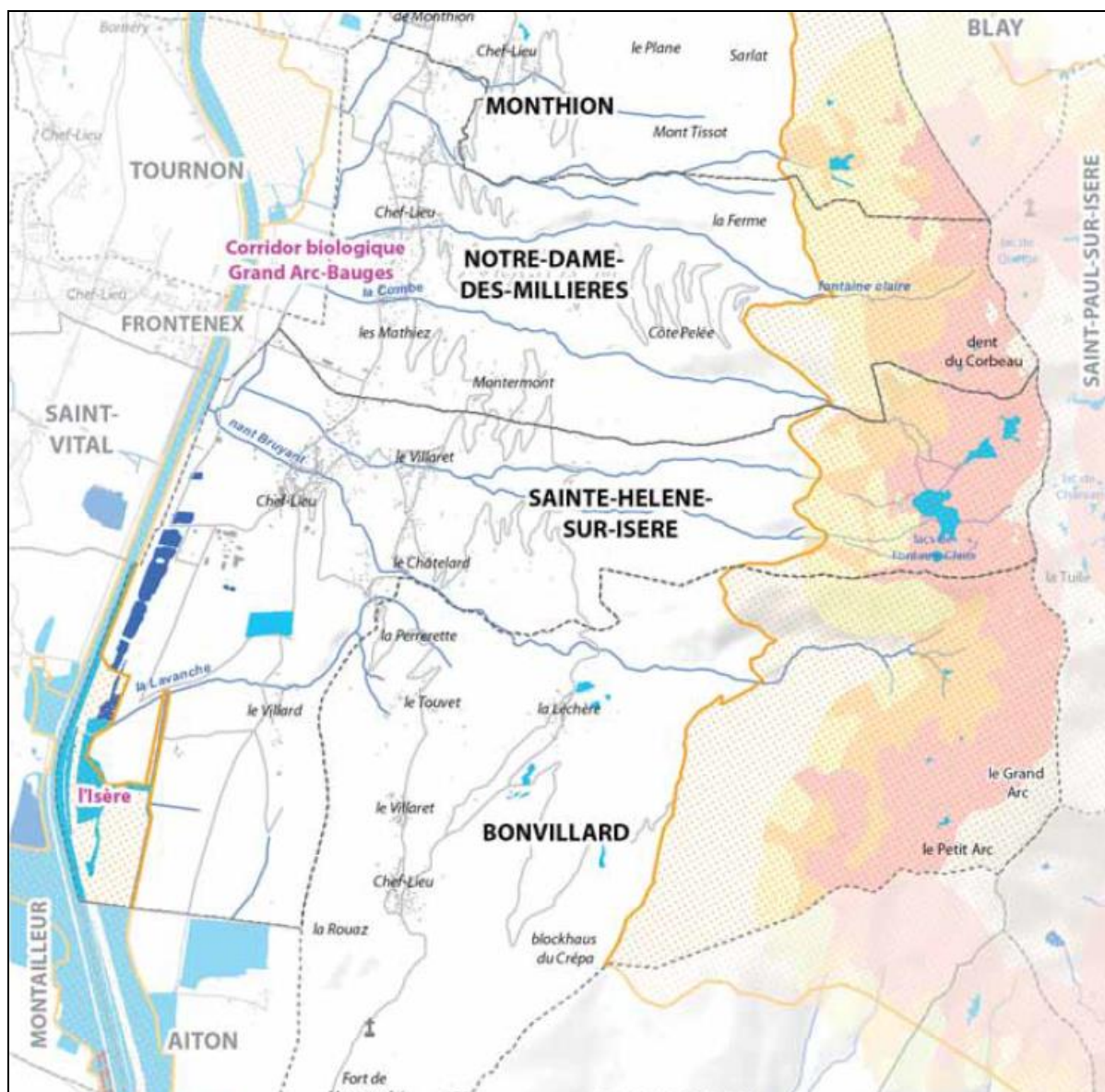
La liste 1 est établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique au regard de la DCE (Directive Cadre Européenne) et des cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs. L'objectif de ce classement est de contribuer à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques, via la préservation des cours d'eau. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Le renouvellement de l'autorisation d'ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières.

La liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique pour assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons.

4.7 Faune sauvage

La faune se compose essentiellement de sanglier, cerf, chevreuil, chamois, renard, blaireau,...

La partie haute de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère est recensée comme territoire à fort potentiel de reproduction du téttras-lyre, ainsi que le montre la carte ci-après.

Carte 32 : Présence probable de l'habitat du tétras-lyre et identification d'un corridor

Habitats du tétras-lyre

- Faibles
- À préciser
- Fortes



Limites communales



Bâti



Routes



Cours d'eau

Source : Conservatoire de l'Espace Naturel de la Savoie, Mémento du patrimoine – Territoire d'Albertville – Ugine, novembre 2010.

4.8 Réglementation des boisements – Espace Boisé Classé

Source : Observatoire de l'Espace Agricole, Naturel et Forestier de la Savoie.

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère possède réglementation des boisements, dont l'arrêté date du 11 février 1980. Cette réglementation figure en annexe au PLU.

Elle n'a pas d'espace boisé classé.

4.9 Forêt communale

Source : ONF, aménagement de la forêt communale de Sainte-Hélène-sur-Isère - aménagement forestier (2013-2032).

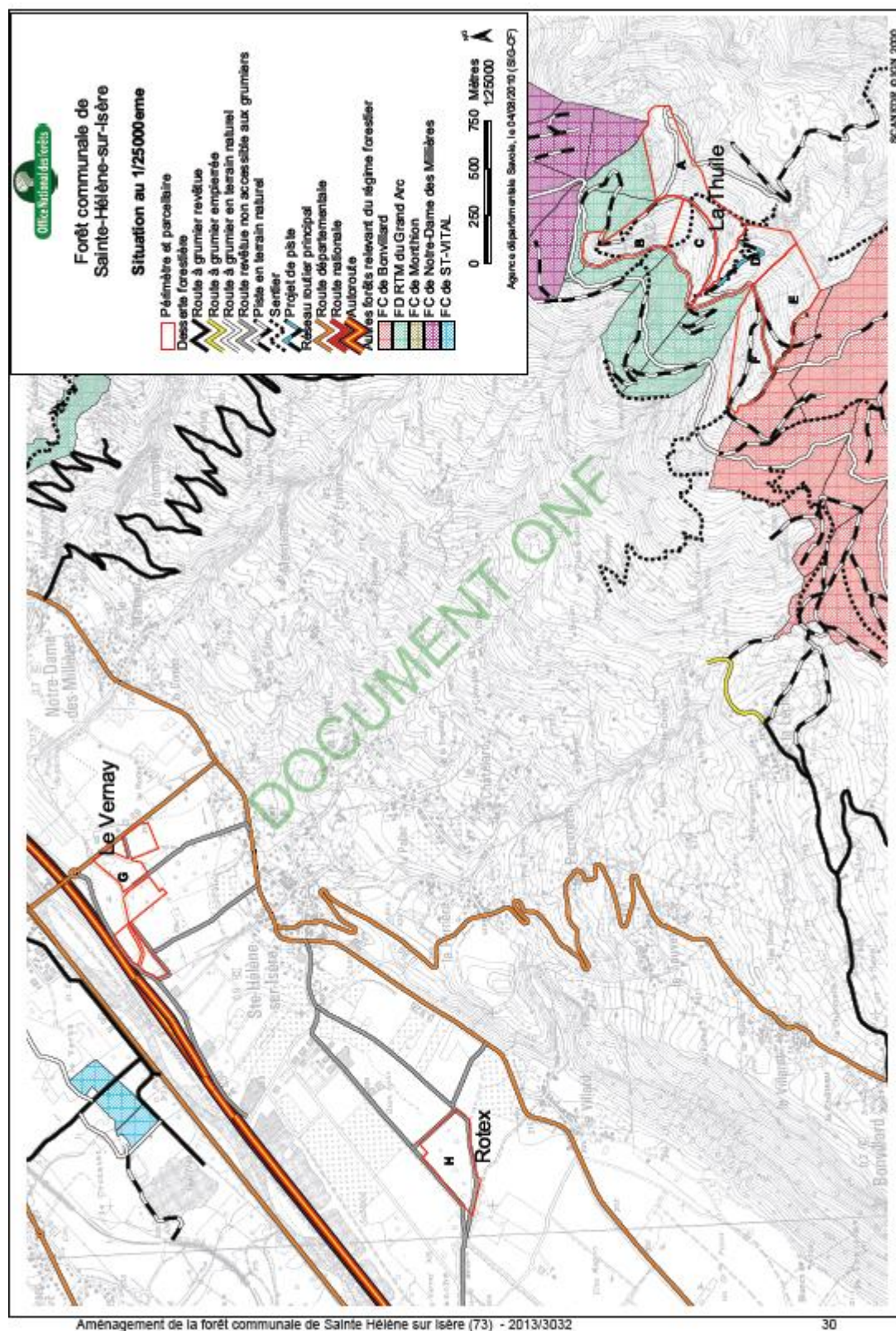
La forêt communale de Ste Hélène sur Isère fait 83,17 ha et est située en région IFN Belledonne, Basses Maurienne et Tarentaise. La surface boisée est de 77,09 ha. Elle est constituée de deux zones distinctes, l'une située dans le montagnard et le subalpin couvrant 63,05 ha et l'autre en plaine (20,12 ha) bénéficiant du régime forestier depuis 2008.

Les principales essences qui composent la forêt domaniale figurent dans le tableau suivant :

Essences présentes dans la forêt	% de la surface boisée
Libellé	
Epicéa commun	80%
Sapin pectiné	8%
Hêtre	1%
Autres Feuillus	1%
Peupliers divers	8%
Merisier	1%
Frêne commun	1%
TOTAL	100%

Plusieurs fonctions, tout d'abord la production de bois, avec une récolte de 190 m³/an dans la partie haute de la forêt et 5 m³/an dans la partie basse. Une fonction écologique avec une ZNIEFF de niveau 1 sur 52 ha de forêt. Un enjeu social avec une beauté paysagère du massif mais également un accueil des promeneurs même si ceux-ci sont peu nombreux. Egalement un enjeu de protection mais celui-ci est faible même si des aléas existent.

Carte 33 : Localisation de la forêt communale



Source : plan d'aménagement de la forêt communale 2013-2032

4.10 La forêt domaniale

Source : ONF, forêt domaniale RTM du Grand Arc – révision de l'aménagement forestier (2009-2023).

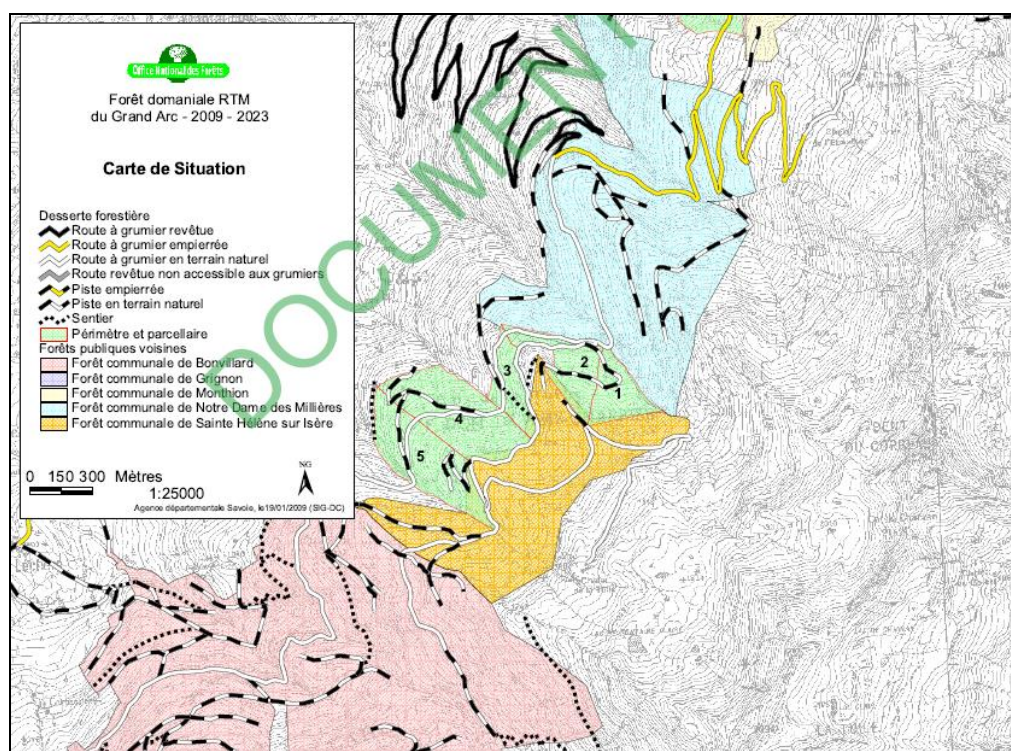
La forêt domaniale du Grand Arc s'étend sur 101,24 ha. Elle est constituée de deux cantons : celui de Praz Charrier (49,99 ha) est situé sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et celui de l'Hermettaz (51,25 ha) est sur les communes de Notre-Dame-des-Millières et de Monthion.

La forêt domaniale a fait l'objet d'un aménagement forestier sanctionné par arrêté ministériel en date du 02 janvier 2012, pour la période 2009 à 2023.

Les principales essences qui composent la forêt domaniale figurent dans le tableau suivant :

ESSENCES	Répartition des essences en % en début d'aménagement 2009	
	% de la surface totale	% de la surface boisée décrite
Epicéa commun	67%	79%
Sapin pectiné	9%	10%
Hêtre	7%	8%
Autres Feuillus	2%	2%
Vides non boisables et peuplements inaccessibles	16%	
TOTAL	100%	100%

La forêt domaniale est affectée principalement à la protection contre les risques naturels (avalanches, glissements de terrain, crues torrentielles) et à la production de bois d'œuvre résineux, tout en assurant l'accueil du public et la protection générale des milieux et des paysages.



BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS : SYNTHESE ET ENJEUX**Synthèse**

Deux ZNIEFF de types 1 et 2, sept zones humides, une tourbière.

Des corridors de passage de la faune permettant de relier les massifs des Bauges et du Grand Arc / Lauzière.

Une forêt domaniale et une forêt communale.

Enjeux généraux

➤ **Préserver ces secteurs par une identification particulière.**

➤ **Maintenir une activité agricole sur les versants pour garantir l'ouverture du paysage et donc la diversité biologique.**

5 ANALYSE PAYSAGERE ET URBAINE

5.1 Le grand paysage

La commune est située en rive gauche de l'Isère sur le versant Nord-Ouest du massif du Grand Arc et faisant face au massif des Bauges. Elle domine la Combe de Savoie en aval d'Albertville. Le point le plus bas se situe à 300 m d'altitude au niveau de l'Isère et monte progressivement jusqu'au sommet de la Tuile à 2 294 m. La topographie est typique des vallées sculptées par les glaciers avec des versants présentant un étagement de la végétation et des sommets rocheux, enneigés lors de la saison hivernale.

Photo 1 : Versant de Sainte-Hélène-sur-Isère vu depuis le versant opposé des Bauges

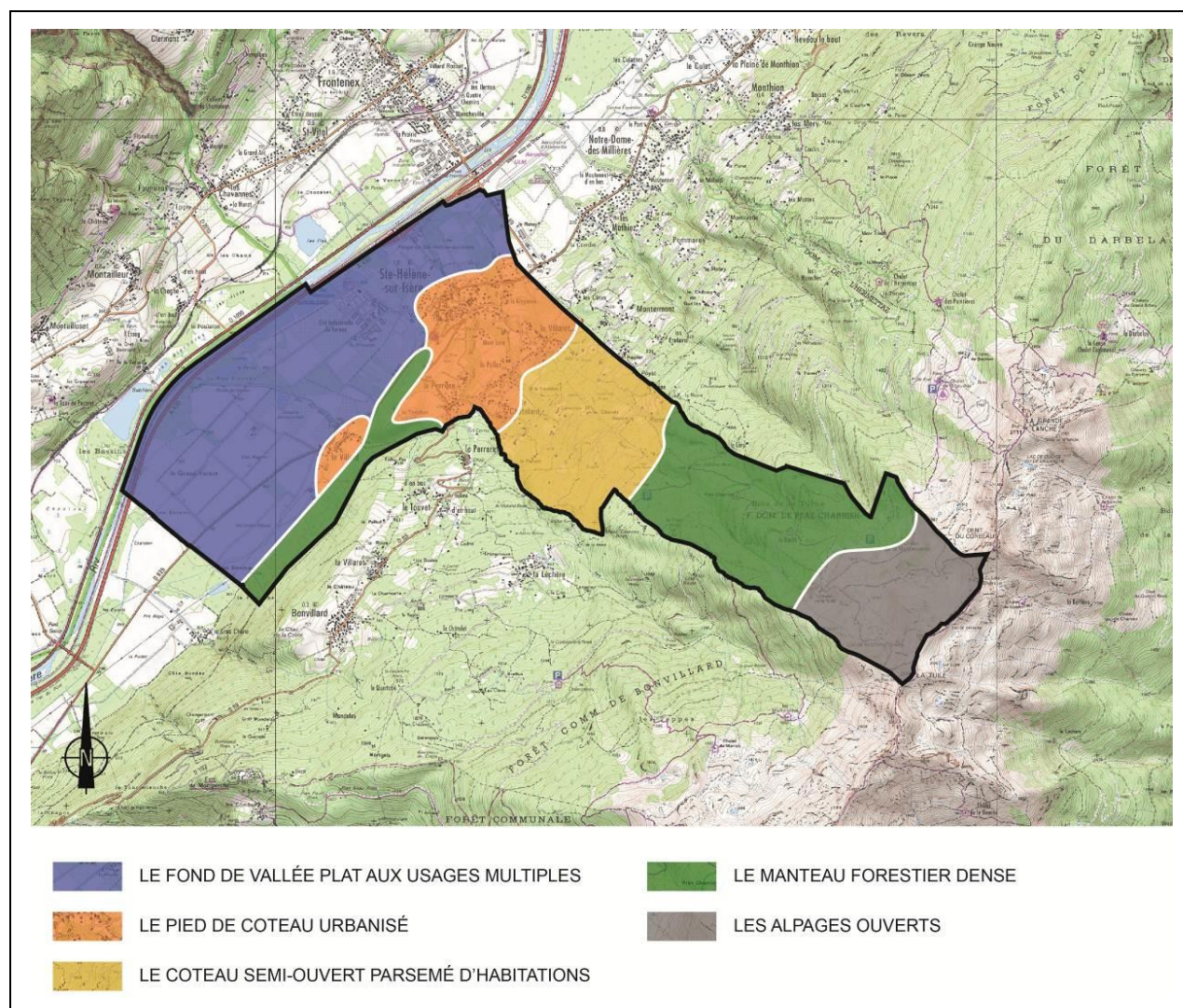


5.2 Les unités paysagères

La commune présente des paysages divers et peut donc être découpée en plusieurs unités paysagères, que sont :

- Le fond de vallée plat aux usages multiples
- Le pied de coteau urbanisé
- Le coteau semi-ouvert parsemé d'habitations
- Le manteau forestier dense
- Les alpages ouverts

Carte 34 : Répartition des unités paysagères à l'échelle communale



5.2.1 Le fond de vallée plat aux usages multiples

Cet espace de fond de vallée correspond à la plaine alluviale de l'Isère. Il est totalement plat et contraste donc fortement avec les reliefs des versants alentour.

Photo 2 : Le fond de vallée plat entouré de massifs montagneux



L'eau est bien présente dans le fond de vallée, avec notamment : l'Isère, les plans d'eau et les ruisseaux. L'Isère est maintenant endiguée et matérialise une partie de la limite Ouest de la commune. On retrouve le long de cette rivière une succession de plans d'eau entourés d'une ceinture d'arbres. Enfin, les torrents descendant du versant marquent leur présence par la végétation qui les borde : les ripisylves, qui créent des couloirs de verdure à travers la plaine. Ils sont à certains endroits canalisés.

Photo 3 : Plans d'eau dans le fond de vallée



Photo 4 : Ruisseau canalisé et ripisylve dans le fond de vallée



Le fond de vallée est un lieu principalement ouvert, où l'agriculture est majoritairement présente. Celle-ci est très dynamique et diverses cultures y sont réalisées : prairies, céréales, maïs, oléagineux, etc. La culture du maïs occupe environ la moitié des surfaces cultivées, ce qui crée de grands espaces homogènes dans le paysage. On retrouve également de nombreux vergers de fruits à pépins, quelques vergers de noyers et des peupleraies.

Photo 5 : Champ de maïs dans le fond de vallée



Photo 6 : Cultures autres que maïs



Photo 7 : Vergers dans le fond de vallée



Quelques constructions et infrastructures de taille souvent importante sont également présentes dans cet espace. Il s'agit de bâtiments agricoles, industriels, mais aussi des équipements de loisirs, de sport, une salle des fêtes et un hôtel/restaurant. Ceux-ci sont pour une grande part implantés dans la zone d'activités du Vernay mais aussi dans la ZAC du Rotex et au niveau des sablières de Sainte-Hélène. Au sujet des loisirs aquatiques et sportifs de la commune, on distingue un espace d'activités nautiques (jet ski, paddle, pédalo) et des terrains de sport (football, tennis, etc.).

Photo 8 : Exploitations agricoles



Photo 9 : Bâtiments présents sur la zone d'activité



Photo 10 : Sablières de Sainte-Hélène



Photo 11 : Hôtel/restaurant présent dans le fond de vallée**Photo 12 : Terrains de sport**

La commune est traversée par l'autoroute 430 qui longe l'Isère et dont le péage est situé sur la commune. Malgré la forte occupation de l'espace engendrée par ces infrastructures, elles sont peu visibles, car souvent masquées par la végétation qui les borde.

Photo 13 : Péage de Sainte-Hélène-sur-Isère

5.2.2 Le pied de coteau urbanisé

Le pied de coteau urbanisé est le lieu où se concentrent l'habitat et les principaux services. Étagée dans la pente, l'urbanisation y est étalée. Les zones construites sont entourées de prairies, de champs, de vergers et de bosquets.

Photo 14 : Vue sur le coteau urbanisé depuis le versant opposé



La forêt est assez présente sur cet espace, renforcée par les ripisylves des torrents qui traversent le tissu urbain. Parfois canalisés, les torrents marquent la présence de l'eau qui descend du versant.

Photo 15 : Torrents traversant le coteau urbanisé



Les ouvertures entre le bâti et la forêt sont dues aux prairies et champs qui permettent d'aérer l'espace et d'admirer la vue sur le grand paysage.

Photo 16 : Prairies et champs



Tout comme le fond de vallée, il y a une très forte présence des vergers de fruits à pépins et de noyers.

On découvre également des potagers, relativement peu nombreux, qui constituent des micro-paysages culturels de la campagne montagnarde. Ceux-ci créent des ouvertures parfois dans le tissu urbain avec des touches de couleurs en fonction des végétaux.

Photo 17 : Vergers à côté de l'habitat

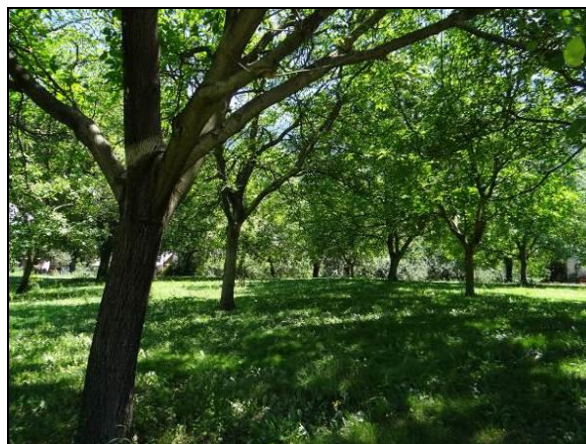


Photo 18 : Potagers



5.2.3 Le coteau semi-ouvert parsemé d'habitations

Dans cet espace, les constructions sont peu nombreuses et très dispersées. Elles sont généralement entourées de petites prairies dégageant la vue sur la vallée.

Photo 19 : Habitat entouré de prairies



Le reste de l'espace est occupé par la forêt devenant de plus en plus présente à mesure que l'on monte en altitude.

Photo 20 : Route traversant la forêt



5.2.4 Le manteau forestier dense

Ce manteau forestier est implanté sur les parties du versant les plus pentues et présente une forte densité de végétaux ligneux. Une petite partie se situe en pied de versant au-dessus du Villard et le reste occupe le versant de la commune situé entre 700 et 1700 m d'altitude et ne présente pas d'ouvertures. Parcouru de pistes et de sentiers, il est le lieu de randonnées notamment pour monter dans les alpages.

Photo 21 : Manteau forestier



Photo 22 : Manteau forestier vu depuis le versant opposé



5.2.5 Les alpages ouverts

La partie la plus haute de la commune, située au-dessus de 1700 m d'altitude, est constituée de pelouses alpines, de zones humides et d'affleurements rocheux. Lieu de pâturage des troupeaux lors de la saison estivale, le site possède un chalet, celui de la Tuile. C'est également un lieu de pratique de loisirs comme la randonnée.

Photo 23 : Vue des alpages depuis le versant opposé



5.3 Les perceptions sensibles

La commune, depuis le fond de la vallée ou depuis le versant, offre, grâce aux nombreux espaces ouverts, des vues sur le grand paysage. On peut notamment apprécier le massif des Bauges faisant face à la commune, le massif du Grand Arc, l'extrémité Sud des Aravis, l'Ouest du massif du Beaufortain ou encore la Combe de Savoie.

Photo 24 : Vues sur le grand paysage





Il y a un fort contraste entre la plaine totalement plate et le versant de montagne avec plusieurs centaines de mètres de dénivelé. De plus, les lignes des versants des massifs montagneux étant globalement parallèles, cela crée une forte perspective sur le lointain de la vallée depuis la plaine alluviale.

Photo 25 : Perspective de la vallée



D'autres lignes marquent le fond de la vallée : les ripisylves, les haies bocagères le long des routes ou parcelles ainsi que les rangs des vergers, peupleraies et cultures céréalières. Les routes et chemins parcourant le fond de la vallée sont très linéaires et créent également des lignes dans le paysage.

Photo 26 : Lignes dans le paysage





Le territoire s'appréhende également le long d'axes de déplacement comme les routes, les chemins de randonnée, etc. Ceux-ci peuvent être des axes « vitrines » de la commune en fonction du paysage et des éléments qu'ils donnent à voir.

Le territoire communal est peu pourvu de sentiers de randonnées, hormis sur la partie haute du manteau forestier (Sentier pédestre de Praz Charrier) et dans la zone d'alpage. Mais du fait de la densité du manteau forestier, les chemins qui y sont présents ne permettent pas de vues sur le paysage.

Concernant les infrastructures routières, l'autoroute est un axe de découverte. On y observe en de nombreux endroits des vues dégagées avec les cultures en premier plan ou un plan d'eau puis les montagnes en fond. Cependant quelques écrans boisés bloquent par endroit la vue et la vitesse et l'arrivée sur le péage ne permettent pas de bien apprécier le paysage.

La route départementale 925 est un axe vitrine important de la commune qui traverse le fond de vallée avec ses vues et ses cultures ainsi que le chef-lieu. Cependant, la portion traversée dans ce dernier en montre peu de chose, principalement du fait des haies taillées en limite de propriété.

On peut également observer des vues emblématiques sur le patrimoine, comme la vue sur le château depuis la plaine alluviale.

Photo 27 : Vue sur le château depuis la plaine alluviale



Cependant, on peut noter quelques fragilités paysagères sur la commune, notamment la ligne à haute tension qui traverse le territoire.

Photo 28 : Ligne à haute tension sur la commune



5.4 Analyse urbaine

5.4.1 Positionnement du bâti

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère se compose :

- du chef-lieu (centre-bourg),
- de 7 hameaux ou groupes de constructions importants (Le Rotex et La Glapière, Le Villard, La Perrière, La Pallaz - Chamousset, Le Villaret, Le Châtelard et La Cité Industrielle du Vernay),
- d'habitat isolé ou groupé au-dessus de 500 mètres d'altitude (Le Replat, Plancevat, Au Chêne, Tapamort, Le Tremblay, Cornillon...).

Historiquement, le bâti s'est implanté sur le versant afin de ne pas être inondé lors des crues de l'Isère. De nos jours, cette logique est moins présente du fait de l'endiguement de cette rivière.

Le chef-lieu se situe en pied de versant (altitude 330 mètres), à proximité des terres agricoles, de la zone d'activités et des voies de communication.

La Cité Industrielle, relativement récente, se situe au milieu de la plaine de l'Isère, un peu à l'écart des zones habitées.

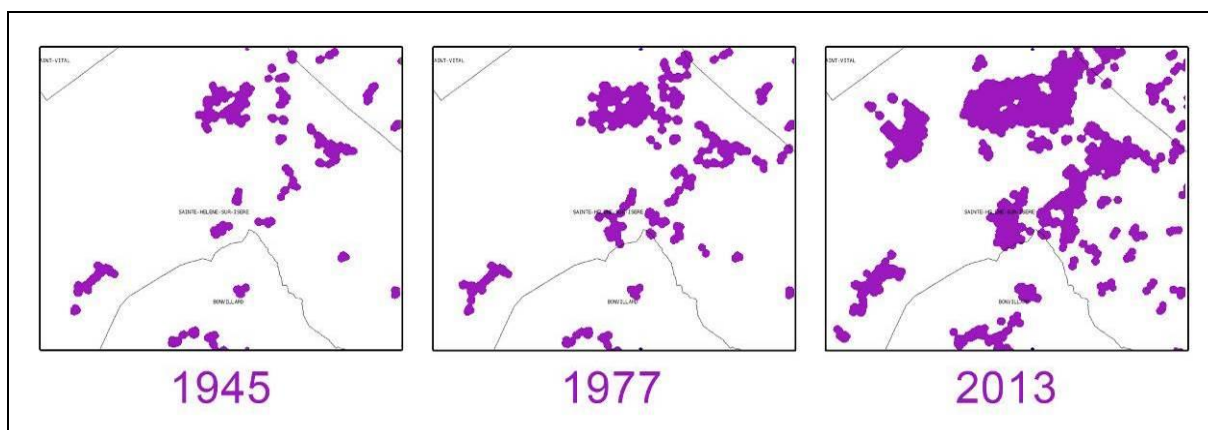
Le Villard se trouve au pied du versant boisé de Bonvillard, à l'écart du chef-lieu, en direction d'Aiton, en amont de la Route Départementale 925. Son altitude est de 305 m.

La Perrière, Le Châtelard, La Pallaz, Chamousset et le Villaret se répartissent le long de voies de communication qui forment un bouclage à l'amont du chef-lieu. L'altitude de ces hameaux varie entre 420 et 540 mètres.

5.4.2 Évolution de la tache urbaine

On constate la présence de plusieurs hameaux bien distincts en 1945. Peu d'habitations isolées sont présentes au-dessus de ceux-ci. Au cours des années, une dynamique d'évolution en « tache d'huile » s'est opérée, faisant grossir les hameaux et groupements bâtis, ainsi que le long des axes de circulation. Les hameaux situés au-dessus du chef-lieu se sont donc étendus jusqu'à se joindre et ne former qu'un ensemble relativement continu. Actuellement, on distingue 5 ensembles : la zone d'activité du Vernay, le chef-lieu, le Villard, le rassemblement des hameaux au-dessus du chef-lieu et les constructions dispersées au-dessus.

Figure 4 : Évolution de la tache urbaine



(Source : Direction Départementale des Territoires de la Savoie)

5.4.3 Organisation du tissu urbain

L'organisation du bâti est différente en fonction des secteurs et des hameaux de la commune. De manière générale, les constructions anciennes sont implantées très proches les unes des autres et alignées en bordure de voirie, hormis certaines constructions agricoles plus à l'écart. À contrario, les constructions récentes sont plus espacées avec des terrains plus grands et implantées avec un recul par rapport à la route créant un tissu urbain plus lâche.

Le chef-lieu

Le chef-lieu accueille la plupart des commerces et services. Il présente un tissu urbain étalé et peu dense, hormis le long de quelques portions de rues notamment près de l'église et de l'école où les constructions y sont souvent accolées. La majeure partie de l'urbanisation se situe à l'amont de la route D 925. L'habitat y est collectif et individuel, avec des constructions de toutes tailles, certaines possédant jusqu'à 3 étages. Au cœur du chef-lieu, à proximité de l'église, la commune a mené une opération de restructuration urbaine : de vieilles bâtisses ont été rasées, pour laisser place à des immeubles collectifs et à des commerces. Les habitations de typologie individuelle sont souvent implantées en recul par rapport à la rue et ont quelques fois fait l'objet d'opérations groupées, créant parfois des paysages banals de lotissement.

Photo 29 : Habitat collectif dans le centre du chef-lieu**Photo 30 : Lotissement à l'Ouest du chef-lieu**

A l'intérieur de ce tissu urbain, quelques zones artisanales se démarquent des habitations.

Photo 31 : Activités artisanales dans le chef-lieu

On retrouve entre les constructions des espaces de respiration accentuant le caractère peu dense du chef-lieu. Il peut s'agir de jardins potagers, de prés ou de grands jardins de particulier. Le parc au-dessus de l'église contribue également à cela et offre une belle vue sur le grand paysage. Un espace de jeu y est également présent.

Photo 32 : Parc au-dessus de l'église avec espace de jeu et vue sur le grand paysage



Le Villard

Le Villard est un hameau qui s'est développé de façon linéaire à la voirie. L'habitat y est individuel et une partie de son bâti ancien est implanté le long de la route avec, de l'autre côté, du bâti récent implanté en recul. Cette configuration crée un fort contraste entre les deux. Le reste des constructions se compose de maisons récentes et de granges anciennes qui sont implantées peu densément.

Photo 33 : Bâti récent à gauche et bâti ancien à droite au Villard



Les hameaux du versant

Ces hameaux sont implantés sur de légers replats du versant. L'urbanisation, peu dense, s'est développée principalement dans le sens des courbes de niveau et, par endroit, dans le sens de la pente lorsque celle-ci est moins importante. L'habitat y est principalement individuel, mais celui-ci est parfois groupé (logements sociaux Les Alogniers) ou intermédiaire lorsque le volume important de la construction peut permettre le logement de plusieurs familles.

Photo 34 : Habitat individuel groupé (à gauche) et habitat intermédiaire (à droite)



L'habitat isolé

La commune compte un certain nombre de hameaux, groupes de constructions ou bâtiments isolés parfois habités à l'année, au-dessus de 500 m d'altitude.

Photo 35 : Constructions isolées au-dessus de 500 m d'altitude



La zone du Vernay

Ce secteur est d'un genre particulier, puisqu'il est récent et destiné aux équipements de loisirs et aux activités industrielles. Comme décrit dans la partie « le fond de vallée plat aux usages multiples », cet espace regroupe diverses activités : économique, loisirs, etc.

La Cité Industrielle se compose de larges voies de circulation le long desquelles sont implantés les bâtiments et infrastructures.

Photo 36 : Eléments rencontrés dans cette zone



5.4.4 Traitement des limites

Le traitement des limites est varié sur la commune. Lorsqu'une limite est présente, elle peut-être :

- perméable au regard : clôture métallique ou en bois,
- semi-perméable : haie libre plurispécifique constituée en partie d'espèces caduques,
- imperméable : haie de persistants taillés (thuya, laurier palme, etc.) ou brise vue (bois, synthétique, etc.).

Photo 37 : Limites perméables au regard



Photo 38 : Limites semi-perméables au regard



Photo 39 : Limites imperméables au regard

5.4.5 Analyse du front urbain

Sainte-Hélène-sur-Isère ne présente pas un front urbain bien défini du fait de la faible densité du tissu urbain et de son étalement.

Photo 40 : Vue sur Sainte-Hélène-sur-Isère depuis Notre-Dame-des-Millières

Photo 41 : Vue sur l'Ouest de Sainte-Hélène-sur-Isère depuis la D 925

5.4.6 Entrées du village

L'entrée dans Sainte-Hélène-sur-Isère (chef-lieu) s'effectue par la route D 925. Les entrées sont bien marquées par des aménagements routiers (rond-point, plot central) et des massifs fleuris. Cependant, un temps de transition s'opère entre cette porte d'entrée et l'entrée réelle dans le tissu urbain. En effet, après la porte d'entrée Est, on poursuit par une portion de route qui est entourée par des murs de thuya taillés de chaque côté et qui dissimule le bâti. Tandis que côté Ouest, des vergers et des prés assurent la transition entre l'entrée et le tissu urbain.

Photo 42 : Entrée Est du chef-lieu**Photo 43 : Entrée Ouest du chef-lieu**

6 PATRIMOINE CULTUREL

6.1 Les caractéristiques architecturales

6.1.1 Le bâti ancien

On peut distinguer deux types de constructions :

- celles exclusivement destinées au logement. Cette typologie correspond à des bâtiments situés plutôt dans le chef-lieu. Ils sont d'un gabarit plus compact que les granges et écuries et ont une morphologie plus urbaine, notamment par des alignements affirmés sur les voies.
- celles à vocation mixte : agricole et habitat.

Photo 44 : Constructions de morphologie urbaine



Photo 45 : Echantillon de constructions anciennement autrefois à vocation agricole





La volumétrie

Les constructions présentent généralement un volume important. Celles à vocation mixte sont en général rectangulaires avec les bâtiments destinés aux animaux accolés à l'habitation ; on trouve des granges séparées. Les maisons à destination stricte d'habitation sont de forme plus carrée.

Les toitures

Les toitures sont principalement à 2 pans, mais on retrouve également quelques toitures à 4 pans présentant souvent une croupe totale ou partielle. Les débords sont importants. Le faîtage est principalement orienté dans le sens de la pente. Cependant, dans le chef-lieu, l'orientation est plus aléatoire. Quelques constructions présentent des épis de faîtage.

Photo 46 : Epis de faîtage



Les principaux matériaux utilisés sont l'ardoise, la tuile mécanique, le bac acier et la tôle ondulée.

Photo 47 : Diversité des matériaux de couverture des toitures



Les façades

La différence principale entre les maisons d'habitation et les constructions mixtes réside dans l'aspect de la façade. La façade des premières est dominée par la maçonnerie ; le bardage est quasi, voire totalement, absent. Elles sont souvent enduites au mortier de chaux, les pierres d'angles et chainages sont mis en valeur. Les secondes voient leur soubassement en maçonnerie souvent enduites et la partie haute présente un bardage avec de vieilles planches souvent disjointes, apportant une note pittoresque. Cette disposition, parfois à claire-voie, était voulue : elle servait à l'aération du bâtiment qui contenait le foin et les céréales rentrés parfois dans de mauvaises conditions (humidité) ; on évitait ainsi leur fermentation et leur moisissure.

Les escaliers et balcons possèdent généralement des garde-corps en bois ou en ferronnerie. Ces derniers sont davantage présents en milieu urbain.

Photo 48 : Garde-corps en bois et ferronnerie



Les ouvertures

Les fenêtres sont plus hautes que larges, afin de laisser au mieux entrer la lumière extérieure. Le linteau est souvent souligné par du calcaire ou d'une couleur différente de la façade.

Les portes principales sont de forme simple, rectangulaires, généralement plus hautes que larges. Les entrées des étables, granges ou caves sont assez grandes, souvent à deux battants, en bois

Les volets, en bois, sont à panneaux ou à persiennes, le plus souvent peints.

Photo 49 : Echantillon de fenêtres et portes avec encadrement



Quelques passages couverts sont présents dans le chef-lieu dont certains à colonnes.

Photo 50 : Passages couverts



6.1.2 Les constructions « récentes »

Ces constructions, du milieu du 20^{ème} siècle à nos jours, possèdent pour une grande part une architecture sobre et peu chère, typique de notre époque et, pour une part plus restreinte, une architecture plus moderne sans forcément respecter l'architecture locale.

Photo 51 : Echantillon de constructions "récentes"



Les façades sont parfois entièrement en bois. Les toitures sont variées : plates, à 1, 2 ou 4 pans ou avec des formes plus complexes. On peut apercevoir quelques lucarnes au niveau des toits. Les ouvertures sont également diverses, certaines sont plus larges que hautes.

Photo 52 : Lucarnes



6.2 Le patrimoine bâti

6.2.1 Le château

Source : François-Marius HUDRY, 1982.

Un Château se situe le long de la RD 69, à la sortie du chef-lieu, direction Bonvillard. Il est inscrit aux Monuments Historiques, ce qui implique un périmètre de 500 mètres dans lequel les demandes de permis de construire sont soumises pour avis à l'Architecte des Bâtiments de France. Ce Château est également recensé en tant qu'entité archéologique (cf. chapitre suivant).

Le château, dont le mur ouest longe la route au-dessus d'un escarpement de rocher de 5 à 6 mètres, a un plan rectangulaire, flanqué de trois tours. Celle du sud-est est l'ancien donjon, autrefois plus élevé et crénelé, ayant un diamètre intérieur de 6 mètres et des murs à la base de 2,20 m d'épaisseur. Rasée en 1794 jusqu'au niveau du toit, elle fut reconstruite sur 8 m de haut et couverte d'un toit en poivrière. Le donjon communiquait avec la tour sud-ouest, actuellement réduite et couverte d'une terrasse, par un passage couvert au-dessus de la porte d'entrée de la cour.

Autour de la cour intérieure (28 m x 9 à 11 m) sont disposés en fer à cheval trois corps de logis. La partie orientale, face à la montagne, ne joint le donjon que par le mur de façade.

Dans l'espace libre, un grand bassin de pierre, de forme ogivale, rappelle la fontaine qui, de tout temps, a fourni l'eau au château.

Puis à gauche, une porte conduit dans une pièce, voûtée par une double rangée de croisée d'ogives. L'arc doubleau central et deux arcs diagonaux viennent s'appuyer sur une colonne qui sépare la cheminée en deux. Cette pièce a servi soit de cuisine, soit de corps de garde. On pénètre dans le corps de bâtiment par deux portes ouvertes côte à côte au milieu de la façade donnant sur la cour. L'une en arc brisé, conduit à une immense cave à voûte en berceau (épaisseur des murs 2,80m). L'autre, en arc en accolade, débouche sur un escalier à vis, dont les premières marches, sur deux mètres de haut, sont en tuf, tandis que les

autres sont d'épais plateaux de noyer, comprenant la marche proprement dite et la partie formant un axe.

Sur le côté gauche de l'escalier, on accède à chaque étage à une salle.

Celle du premier, avec plafond à la française, est éclairée par deux fenêtres dont l'une était autrefois à meneaux. Au deuxième, la salle actuellement partagée par trois fenêtres à l'est, ayant des traces de meneaux cruciformes et bancs de pierre, est ornée, sur le plafond à la française, de motifs dans le goût du XVII^{ème} siècle : oves et fleurs stylisées, guirlandes de fleurs et de fruits encadrant des médaillons représentant un personnage antique ou les écussons des Duingt de la Val d'Isère et des familles alliées (Lescheraines, Foncet de Montailleur, Cornillon, Bonivard, Cordon). La salle du dernier étage a sensiblement les mêmes dimensions que les deux autres.

Au niveau des trois étages s'ouvrent, côté est de la cage d'escalier, les salles voutées en berceau. Celles du premier et troisième ont l'axe de la voûte nord-sud ; par contre, au second, il est est-ouest.

De même au sud de l'escalier, au-dessus de la salle gothique, il y a une salle à chaque étage avec plafond à la française. Après le troisième étage, les combles donnent accès au chemin de ronde qui occupe le couronnement des murs de façade est et nord et est pourvu, en saillies, de consoles pour supporter les hourds.

Des départs de murs, visibles dans les combles, semblent indiquer qu'il y avait encore un autre étage. Vers le donjon, une échauquette contenait l'escalier, encore existant, qui réunit le donjon au chemin de ronde. Tout cet ensemble que nous venons de décrire, en mauvais état, n'est pas actuellement habitable.

Le corps du bâtiment au nord a, au rez-de-chaussée, la chapelle actuellement désaffectée et vidée de son mobilier, et qui servit d'église paroissiale pendant la construction de l'église actuelle (1862-1865). Au-dessus, dans une salle qui a la même surface que la chapelle et a été transformée au XVII^{ème} siècle, la tradition y fit mourir le Bienheureux Boniface de Savoie, archevêque de Cantorbéry, le 14 juillet 1270. Une plaque de marbre, sur le mur extérieur de la cour, le rappelle.

La partie occidentale du château, aujourd'hui logement du propriétaire, a été reconstruite au XVII^{ème} siècle et transformée depuis. Au-dessous est une immense cave voutée, appelée « jardin d'hiver » ; au nord elle communique avec le souterrain de la tour nord-ouest et, au sud, le rocher la sépare de la tour sud-ouest.

Le premier étage avait une grande salle avec plafond en caissons décorés de fleurs roses sur fond bleu et rinceaux : elle a servi naguère de mairie.

Les deux tours au nord et au sud de ce bâtiment sont en très mauvais état. A la base de la tour nord-ouest, la partie souterraine est à 3 m en dessous du sol du jardin d'hiver. L'autre, au sud-ouest, a une épaisseur de mur de 3,30 m et il est traversé par un couloir conduisant vers l'extérieur.

Au sud du château, exactement en face du donjon, existait avant 1940, servant d'entrée au jardin, un superbe portail en fer forgé, surmonté de trois fleurs de lys et de la date 1707. Il avait été placé là par le comte de Sigismond de la Val d'Isère. Il est actuellement à Tresserve, servant d'entrée à la cour d'une demeure.

Photo 53 : Château de Sainte-Hélène-sur-Isère

6.2.2 Le moulin de Chamousset

Ancien moulin restauré en 2005 par l'association « Montagne et Traditions ».

Photo 54 : Le moulin de Chamousset

6.2.3 Le patrimoine culturel

Sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, on recense, pour le patrimoine culturel : une église, une chapelle et deux oratoires.

Photo 55 : Eglise de Sainte-Hélène-sur-Isère



Photo 56 : Chapelle de La Pallaz



Photo 57 : Oratoires



6.2.4 Le petit patrimoine

Concernant le petit patrimoine, on retrouve sur la commune : une fontaine place de l'église, des bassins et lavoirs.

Photo 58 : Fontaine place de l'église



Photo 59 : Bassins et lavoirs



6.2.5 Les chalets d'alpage

La commune possède un chalet d'alpage à La Thuile ; ce bâtiment est complété par une halle et une fromagerie aux normes européennes.

Sur la commune, on trouve également le chalet des chasseurs, qui a été construit avec la participation de la commune, dans la forêt à proximité de l'alpage de La Thuile et le chalet de l'ONF, à Praz Charrier, dans la forêt domaniale.

6.3 Patrimoine archéologique

Source : Porter à connaissance

La commune compte trois entités archéologiques :

- Le Château Fort – Moyen-âge classique, étudié ci-dessus,
- le Prieuré – moyen-âge à période récente,
- l'Eglise - moyen-âge à période récente.

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère n'est pas concernée par un arrêté préfectoral de zones de présomption de prescription archéologique sur les projets d'aménagement et de construction.

ANALYSE PAYSAGERE ET URBAINE ET ARCHITECTURALE : SYNTHÈSE ET ENJEUX

Synthèse

Une vaste plaine agricole à forte valeur paysagère.

Un pied de versant ponctué d'ouvertures (fenêtres paysagères).

Des alpages ouverts et pratiqués.

Une forte présence des vergers.

Un paysage urbain cloisonné par des limites physiques imperméables au regard.

Un chef-lieu étalé et peu dense.

Une urbanisation dispersée.

Une architecture variée.

Quelques éléments de patrimoine présents sur la commune.

Enjeux généraux

✚ **Préserver l'activité agricole.**

✚ **Limiter l'étalement urbain.**

✚ **Préserver ces ouvertures pour aérer l'espace et préserver les vues sur le grand paysage.**

✚ **Entretien cet espace pour éviter la remontée de la forêt.**

✚ **Préserver ces vergers de l'étalement urbain et de l'abandon.**

✚ **Favoriser le recours à d'autres types de limites.**

✚ **Densifier le chef-lieu pour lui donner un tissu urbain net et lisible.**

✚ **Maîtriser l'éparpillement résidentiel.**

✚ **Orienter les constructions vers une architecture plus locale.**

✚ **Préserver et entretenir ces éléments de patrimoine.**

7 PREVENTION DES RISQUES

7.1 Risque sismique

La commune est classée en zone de sismicité 4 (sismicité moyenne).

Il n'existe pas de système fiable pour prévision à court et moyen terme pour les séismes. C'est pourquoi il convient d'informer et de protéger les populations.

La réglementation afférente à ce zonage et les prescriptions figurent sur le site internet : <http://www.planseisme.fr/zonage-sismique-de-la-france.html>.

7.2 Risques miniers

La commune n'est pas concernée par des risques miniers.

7.3 Risques naturels

7.3.1 Risques autres qu'inondation

La commune possède un Plan d'Indexation en Z (PIZ) réalisé lors du précédent PLU et mis à jour en 2017. Il est joint en annexe à ce rapport de présentation, pour le détail des secteurs concernés et des phénomènes.

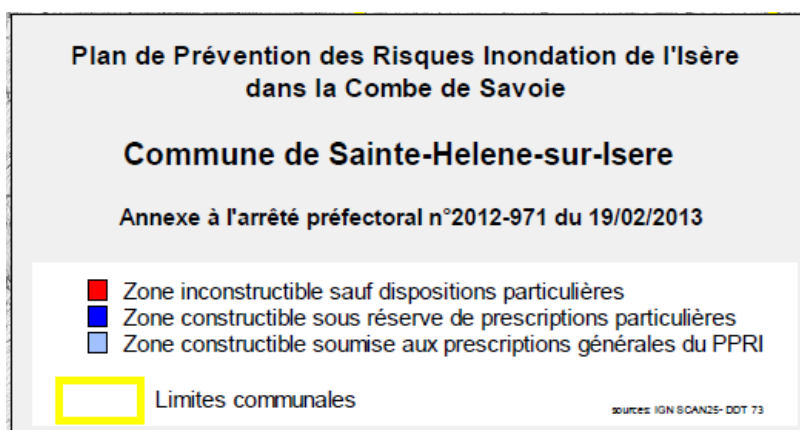
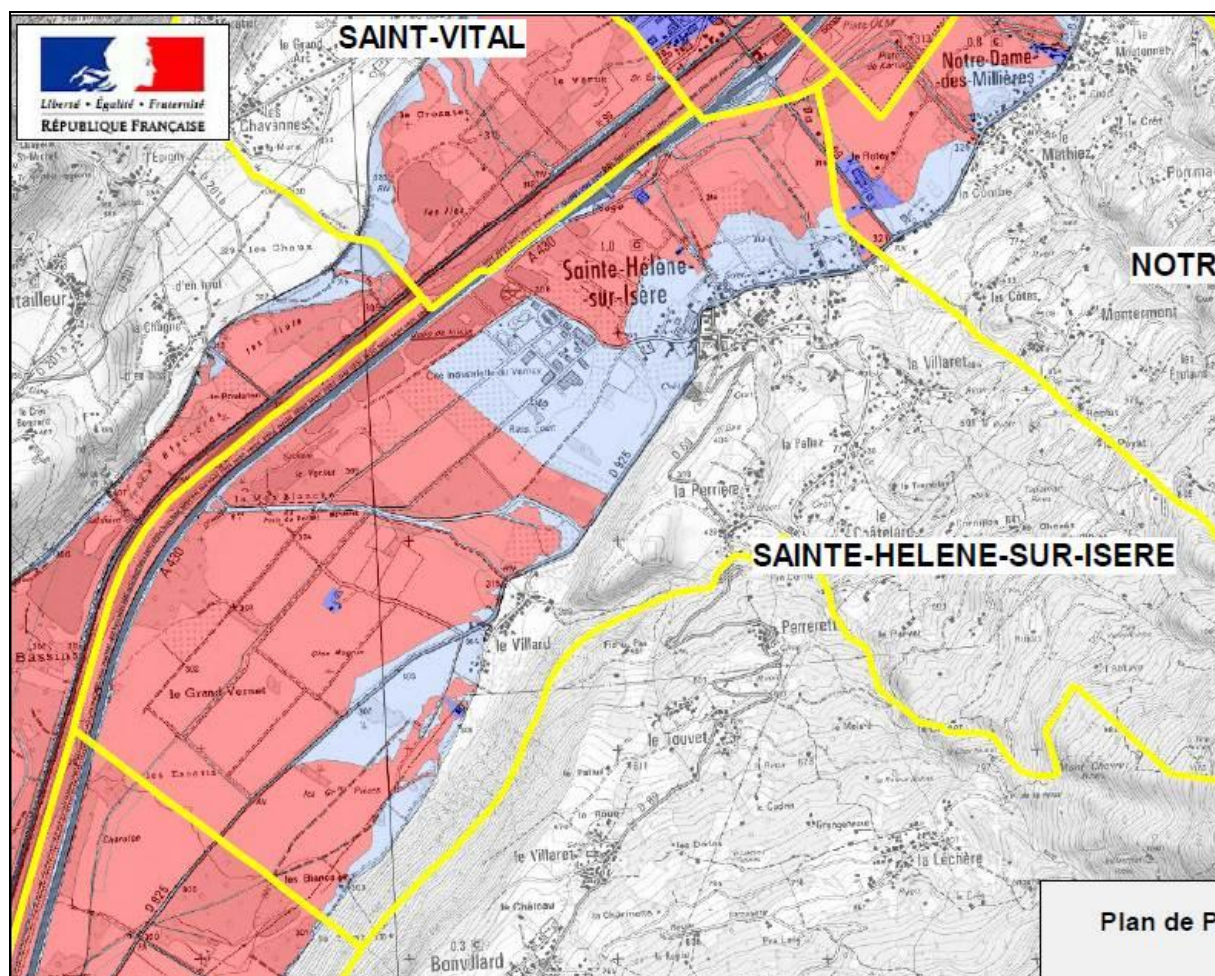
D'après le PIZ, la commune est concernée par des crues torrentielles, des glissements de terrain et des chutes de pierres ou de blocs – écroulements.

D'après le PIZ, les aléas concernent les secteurs suivants :

- inondation : le Villard
- crues torrentielles : le Villard, le Châtelet, Chamousset, le chef-lieu et Bonvillaret
- glissements de terrain : la Perrière, la Côte Michel, Le Tremblay, le Replat, le Château, Tappamort et le Villaret
- chutes de pierres et/ou de blocs : Tappamort.

7.3.2 Risque d'inondation

La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Isère approuvé par arrêté préfectoral en date du 19 février 2013. Tout le territoire situé en aval de la RD925 est concerné par le périmètre réglementé, ainsi que le montre la carte ci-après.

Carte 35 : Secteurs concernés par le PPRI de l'Isère

7.4 Risques technologiques

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère n'est pas concernée par des risques technologiques.

RISQUES : SYNTHÈSE ET ENJEUX**Synthèse**

Risque sismique 4.

Risques naturels : un PIZ réalisé lors du précédent PLU et mis à jour en 2017.

Risques d'inondation: un PPRI de l'Isère réalisé.

Risque technologique : aucun.

Enjeux généraux

↳ **Information de la population.**

↳ **Tenir compte de ce document dans les choix de développement.**

↳ **Tenir compte de ce document dans les choix de développement.**

↳ **Pas d'impacts sur l'évolution possible de la commune.**

CHAPITRE 2 – JUSTIFICATIONS

Cette partie inclut également la justification des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ainsi que le prévoit l'article L.151-4 du code de l'urbanisme.

1 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD

Les conclusions du diagnostic, de l'état initial de l'environnement et de la concertation ont débouché sur les orientations qui sous-tendent le PADD. Ce document comprend une partie écrite et une carte de synthèse des orientations sur l'ensemble du territoire communal.

La volonté municipale de développement territorial se traduit par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui a pour orientations de :

- Proposer du logement diversifié pour maintenir la croissance démographique et accueillir les actifs attendus dans la vallée
- Améliorer les équipements publics et les services à la population
- Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales
- Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain
- Maintenir et permettre le développement des activités agricoles
- Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel
- Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité
- Permettre le développement des activités de loisirs et de tourisme

La justification des choix au regard de la préservation de l'environnement est portée, pour le PADD, directement dans cette partie. Les incidences prévisibles directes de ces choix figurent également dans cette partie.

1.1 Proposer du logement diversifié pour maintenir la croissance démographique et accueillir les actifs attendus dans la vallée

Depuis 2008, date d'approbation du PLU en vigueur jusqu'à ce jour, les logements neufs réalisés sont tous de la maison individuelle. Ils répondent certes aux attentes d'une grande partie de la population, mais laissent de côté les personnes aux revenus plus modestes, comme les locataires des logements sociaux qui souhaiteraient accéder à la propriété, les plus jeunes qui deviennent actifs,...

En complément, la Haute Combe de Savoie reste très dynamique quant à l'accueil de nouvelles entreprises et donc d'actifs. A titre d'exemple, 150 emplois ont été créés sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, principalement dans la ZAE du Vernay, entre 2016 et 2017.

Par ailleurs, le PLU doit être compatible avec le SCOT, qui prévoit, pour les communes « pôles relais » ou « villages de la plaine – fond de vallée », une densité minimale de 25 logements / ha. Pour ce faire, la construction de seules maisons individuelles n'est pas envisageable.

En fonction des caractéristiques des espaces disponibles dans l'enveloppe bâtie actuelle, des possibilités de réhabilitation et de la potentielle rétention foncière (ex. topographie compliquant la construction, terrain attenant à une habitation principale, propriété en indivision, notamment), le PADD laisse entrevoir la production, d'ici une dizaine d'années, de 110 à 115 logements.

La croissance démographique engendrée par la production de logements aura une incidence sur

- Les déplacements, pour le travail, l'accès aux commerces et services, les loisirs,... Des travaux d'aménagement le long de la RD sont en cours, pour sécuriser les déplacements, notamment doux, par l'aménagement d'un trottoir. Les caractéristiques des principales voies de circulation desservant le centre-bourg et les villages ou hameaux sont suffisantes pour absorber les véhicules supplémentaires. Cependant, comme demandé au cours des réunions de quartier, une réflexion pourra être engagée sur l'organisation des circulations dans le bourg, avec par exemple la mise en place de sens uniques, si cela s'avère nécessaire ;
- La consommation en eau potable. L'adéquation ressource – besoins est justifiée dans le Tableau 19 : Bilan ressource – besoins actuels et futurs, en page 55. Le développement du secteur de La Poyat, dont l'eau présente des taux d'antimoine dépassant les normes en vigueur, est strictement limité, puisque seule l'évolution du bâti existant est possible. Des travaux sont prévus avec l'intercommunalité pour pallier ce problème ;
- Sur l'assainissement et les volumes à traiter. La capacité de la station d'épuration, à 2 500 équivalents – habitants, est suffisante pour traiter la totalité des effluents de la population actuelle et prévue (1470 habitants potentiels en 2028). Le développement des secteurs en assainissement non collectif reste très limité (seule évolution du bâti existant). En cas de travaux, le règlement impose la réalisation d'une filière individuelle aux normes en vigueur.
- Les besoins en énergie : le règlement préconise le recours aux énergies renouvelables pour couvrir une part des besoins énergétiques des projets. Si cela peut sembler plus onéreux lors de l'investissement, les coûts de fonctionnement seront réduits. En parallèle, des règles particulières pour le bâti existant autorisent l'isolation par l'extérieur, pour améliorer la performance énergétique du bâtiment. La commune a par ailleurs mis en place un réseau de chaleur pour alimenter les principaux équipements publics et les logements OPAC. Ces actions sont favorables à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la qualité de l'air.
- Sur les volumes de déchets produits : la compétence appartient désormais à Arlysère qui dispose des moyens nécessaires pour la gestion et le traitement de ceux-ci.
- Sur l'imperméabilisation des sols. Des préconisations pour la mise en œuvre de matériaux perméables pour le traitement des zones de stationnement ou accès et des obligations pour la gestion des eaux de pluie sont inscrites au règlement.

L'objectif du PLU est donc de proposer d'autres types d'habitat que la maison individuelle : de l'habitat en bande, intermédiaire, voire collectif. Cette diversité d'habitat, composée de grands volumes, correspond tout à fait à la trame bâtie actuelle de la commune, aussi bien des villages anciens que des logements collectifs dans le centre-bourg. Des formes d'habitat plus compactes présentent une meilleure performance énergétique que l'habitat isolé, puisque les surfaces en contact avec l'extérieur sont réduites.

La diversité des types de logements permet à chacun de trouver celui répondant à ses besoins sur son bassin de vie (emploi, achats, loisirs,...), de façon à limiter également les déplacements.

Le PADD prévoit d'organiser l'urbanisation des secteurs stratégiques ou de taille importante par des orientations d'aménagement et de programmation ; au cours de l'élaboration du PLU, il est apparu, en fonction de la localisation des sites, que la surface la plus appropriée est au-delà de 2 300 m². Quatre sites sont concernés et permettent de produire différents types de logements et d'atteindre une densité minimale, dans un objectif d'usage économe

du foncier. D'un point de vue environnemental, cette orientation permet de réduire l'étalement urbain sur les espaces agricoles, naturels et forestiers.

De l'habitat pour les personnes âgées qui ne peuvent plus rester seules chez elles, mais sont indépendantes, est proposé. La transformation de l'ancienne école de La Pallaz a été un temps envisagée, mais les contraintes techniques et de mise en accessibilité ont conduit les élus à abandonner cette possibilité. Un projet privé a été évoqué au Chef-lieu. Cependant, aucun site n'est particulièrement défini, ni à l'échelle du PADD, ni aux OAP ou au règlement, afin de laisser la liberté d'action au gré des opportunités.

La commune se réserve la possibilité de faire intervenir des organismes extérieurs pour l'assister dans la négociation du foncier ou porter l'opération.

1.2 Améliorer les équipements publics et les services à la population

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère dispose de plusieurs commerces et services dans le centre-bourg. La municipalité souhaite les maintenir, voire les conforter. Ainsi, les professions médicales ont été complétées depuis le début de la rédaction du PADD, mais la supérette a fermé. Le PADD met en place les conditions pour inciter à sa réouverture, avec une mention spéciale dans l'OAP du centre-bourg et le maintien de l'aspect des façades commerciales sur certains linéaires.

Le maintien et le confortement des commerces et services à la population dans le centre-bourg permettent de répondre à la demande locale, mais aussi de limiter les besoins en déplacements, particulièrement pour les personnes peu mobiles.

D'un point de vue équipements publics et aménagement, plusieurs actions proposées lors de l'élaboration du PADD en 2016 /2017 ont déjà été mises en œuvre ou sont en cours de réalisation : l'aménagement qualitatif du centre-bourg et la sécurisation de la traversée de la RD, l'enfouissement des réseaux sur le secteur du Villard et sa liaison avec la station d'épuration principale. Une action importante est l'amélioration de la qualité de l'eau distribuée sur le secteur de La Poyat : elle est à planifier avec Arlysère, désormais compétent sur le sujet. A noter toutefois que ce réseau n'alimente que peu d'habitants et qu'aucun développement important n'y est prévu par le PLU.

Le transfert des eaux usées du hameau du Villard vers la STEP du Chef-lieu (à la place de l'unité locale) a permis d'améliorer le traitement des eaux usées et donc de réduire la potentielle pollution des sols et des eaux souterraines pouvant résulter des dysfonctionnements de la STEP du Villard.

Les travaux sur les réseaux d'eau potable ont pour objectif de distribuer à la population une eau répondant aux normes en vigueur, en particulier sur l'antimoine. Sur le réseau de La Poyat / Le Replat (source Gaudin), il s'agit là de résoudre un problème de santé publique, qui concerne 16 branchements pour 26 habitants.

1.3 Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales

Le principal objectif, en termes économiques, de la municipalité de Sainte-Hélène-sur-Isère est l'extension de la zone économique du Vernay, aujourd'hui complète. Les demandes d'installation d'entreprises sont en effet importantes et, comme indiqué plus haut, 150 emplois ont été créés entre 2016 et 2017 sur la commune. Ce site de 5 ha, inscrit au SCOT, est l'un des rares du territoire Arlysère non soumis à des risques d'inondation par l'Isère, selon le PPRI. Il est très facile d'accès par l'autoroute. L'extension se situant pour partie

dans la bande des 300 mètres du plan d'eau, protégée au titre de la loi montagne, un dossier justifiant le projet au regard des objectifs de protection affichés par la dite loi a été présenté en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites le 27 juin 2018 et a reçu un avis favorable. Des mesures de réduction des incidences, par le maintien et l'extension de la ripisylve le long du lac, en faveur du castor présent sur le site et le maintien d'une haie de grands frênes à proximité, sont mises en place. Elles sont inscrites aux OAP. La zone s'étend en partie sur des vergers actuellement en culture. Des mesures compensatoires, telle que la remise en état pour l'agriculture d'une partie du périmètre de la carrière, lors de la fin de son activité, sont prévues.

La situation en entrée de commune, à proximité de l'échangeur autoroutier, du site du Vernay évite d'augmenter les circulations liées à la présence d'entreprises dans le village et donc les nuisances aux habitants. Aucune zone de substitution n'a été envisagée, étant donné que le secteur a été identifié au SCOT.

Le développement de cette zone permettra la création d'emplois, notamment pour les actifs de Sainte-Hélène-sur-Isère et de l'ensemble de la vallée. Les incidences économiques d'un tel projet sont donc positives. L'installation d'entreprises dans cette zone aura potentiellement pour effet de limiter les besoins en déplacements de certains actifs.

Quelques sites secondaires accueillent un nombre limité d'entreprises. Ils sont identifiés en zone Ue ou laissés en zone Agricole avec une possibilité d'évolution. Ce choix permet de conserver des emplois locaux et de limiter ainsi les déplacements des actifs vers d'autres bassins d'emplois.

Les activités économiques compatibles avec l'habitat sont autorisées en zones U et AU, pour favoriser la diversité fonctionnelle du territoire et limiter éventuellement les déplacements. Il s'agit de faciliter la création d'une activité locale de taille modeste, avant un développement pouvant nécessiter l'installation dans la zone économique dédiée.

Les terrains à proximité de l'hôtel – restaurant du Vernay sont prévus pour des activités de bureau ou de service, plus compatibles que l'artisanat ou l'industrie avec l'hébergement situé à proximité. Cette zone serait l'occasion de développer le télétravail, grâce à la mise à disposition de bureaux. Ce type de service pourrait également trouver place au chef-lieu, où se trouvent les commerces.

L'activité de la gravière est autorisée administrativement jusqu'en 2026. La municipalité souhaite sa continuation mais pas d'extension, afin de préserver les terres agricoles et naturelles (zones humides en particulier).

Ce choix concilie activité économique existante et préservation des terres agricoles et naturelles sur le long terme. A noter également qu'une remise en état des abords de la carrière est prévue, avec une valorisation pour l'agriculture, en compensation de la zone des vergers destinée à l'extension de la zone industrielle du Vernay. L'intention de la municipalité est de favoriser, à terme, la diversification des activités agricoles, notamment vers le maraîchage.

1.4 Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain

Dispositions favorisant la densification

En compatibilité avec le SCOT, le PADD prévoit d'atteindre une moyenne de 25 logements à l'hectare, grâce aux OAP mises au point sur les secteurs disponibles de plus de 2 300 m². Cette mesure représente un effort important pour la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, où la densité moyenne des opérations depuis 2008 s'élève à 13,84 logements à l'hectare. La réalisation d'OAP contribue à organiser le développement des secteurs significatifs à l'échelle de la commune et à diversifier le type de logements à construire, ce qui favorise la densification.

Ces éléments se traduisent dans les OAP et le règlement sous la forme suivante :

- Un nombre de logements à produire est fixé pour chaque zone AU, avec une typologie variée de logements, de façon à proposer des volumes qui s'insèrent dans leur environnement bâti et paysager et à atteindre la densité moyenne minimale de 25 logements / ha prévue au PADD.
- Les règles souples d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives contribuent également à faciliter la construction sur de petites parcelles.
- L'absence de coefficient d'emprise au sol favorise la densification.

Le diagnostic fait état d'environ 7 logements vacants sous forme d'appartements ou maisons, principalement dans les logements locatifs sociaux, et 25 bâtiments ou parties de bâtiments pouvant être transformées ou réhabilitées. A noter toutefois que les travaux de transformation ou réhabilitation du bâti ancien représentent un coût important, ce qui peut constituer un frein.

Le PADD affirme la volonté de faciliter la réhabilitation du bâti ancien, afin de pouvoir créer du logement sans consommer de nouvelles surfaces agricoles ou naturelles. Ainsi, des règles spécifiques sont prévues pour faciliter la rénovation, notamment en ce qui concerne l'isolation par l'extérieur. Cette mesure permet d'améliorer ou créer du logement par la mutation de l'ancien, sans artificialiser de nouveaux secteurs.

Dispositions favorisant la limitation de la consommation de l'espace et justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace

Pour l'habitat

Le PADD de Sainte-Hélène-sur-Isère affiche l'engagement de limiter l'étalement urbain, en proposant au maximum 10 ha à l'urbanisation à destination d'habitat pour les 10 années à venir, alors que le PLU en vigueur jusqu'à ce jour en compte plus de 18. Ce sont ainsi, minimum 8 ha qui seront rendus aux espaces agricoles ou naturels, principalement en périphérie des villages ou hameaux.

Les possibilités d'urbanisation se cantonnent donc dans l'enveloppe bâtie, avec la quasi-totalité des disponibilités : 7,72 ha sur 8,24 ha.

6 750 m² en extension ont été consommés depuis 2012 à destination de l'habitat. Ainsi, les objectifs de limitation de la consommation de l'espace fixés par le SCOT approuvé en 2012 sont pleinement atteints : 11 905 m² (1,2 ha) seront donc consommés d'ici à 2029 sur les 3,23 ha attribués par le SCOT en extension.

L'effort consenti par la collectivité pour réduire sa consommation foncière à destination d'habitat est important (environ 53%) : elle passe d'un PLU avec 17,75 ha disponibles, dont

5,82 ha en extension, à un projet avec environ 8,24 ha, principalement dans l'enveloppe bâtie.

Les réductions des possibilités d'urbanisation concernent particulièrement les extensions dans les terres agricoles de la plaine et sur les coteaux, moins facilement accessibles depuis les principaux axes de circulation. Le PADD privilégie le développement de l'habitat sur le village du chef-lieu élargi, facile d'accès, desservi par les équipements et où se trouvent les commerces et services.

Les choix de développement ont également été opérés au regard des enjeux agricoles et environnementaux locaux, mais aussi des risques naturels, des facilités de circulation et des équipements.

Sur les 8,24 ha disponibles, 1,43 ha font l'objet d'un classement en zone AU, avec une OAP organisant l'urbanisation, dans un objectif de densité et de modération de la consommation foncière. Ce chiffre de 1,43 ha peut sembler relativement faible au regard du total des disponibilités ; il correspond cependant aux quelques espaces disponibles dont la surface est encore relativement importante (supérieure à 2 300 m²) pour justifier une OAP. Tout le reste se compose de tènements de moins de 2 000 m², parfois morcelés, représentant souvent les jardins des habitations auxquelles ils sont attenants.

Tableau 23 : Surfaces disponibles au projet de PLU de Sainte-Hélène-sur-Isère

Secteur	Probabilité d'urbanisation estimée positive (surface en m ²)	Nb de logements générés		Probabilité d'urbanisation estimée nulle ou faible (surface en m ²)	TOTAL des surfaces disponibles (en m ²)	TOTAL par secteur
		Hypothèse basse	Hypothèse haute			
Le Rotex, Au Perrin et La Glapière	915	1	1	9720	10635	17245
plus PA de 2510 m ² , 3 lots	2510	3	3		2510	
Le Rotex (AUc)	4100	10	12		4100	
Entre Nant Bruyant et Nant Perrin (aval RD)	595	1	1	2965	3560	7045
plus PA de 3485 m ² , 6 lots	3485	6	6		3485	
Entre Nant Bruyant et Nant Perrin (amont RD)	5835	5	8	3535	9370	17205
Nant Perrin (AUc)	5320	20	24		5320	
L'Oratoire (AUc)	2515	7	8		2515	
Ouest Nant Bruyant aval RD	9300	9	12		9300	9300
Ouest Nant Bruyant amont RD	415	1	1	700	1115	3485
Bourg-Centre (AUb)	2370	12	14		2370	
Le Villard	3985	5	7		3985	3985
La Perrière	6025	6	8	2790	8815	8815
La Pallaz	7650	6	12	3765	11415	11415
Chamousset	635	1	1	815	1450	1450
Le Villaret	1715	2	3	750	2465	2465
TOTAL OAP	14305	49	58	0	14305	
TOTAL hors OAP	57370	46	63	25040	82410	82410
TOTAL OAP et hors OAP	71675	95	121	25040	96715	82410

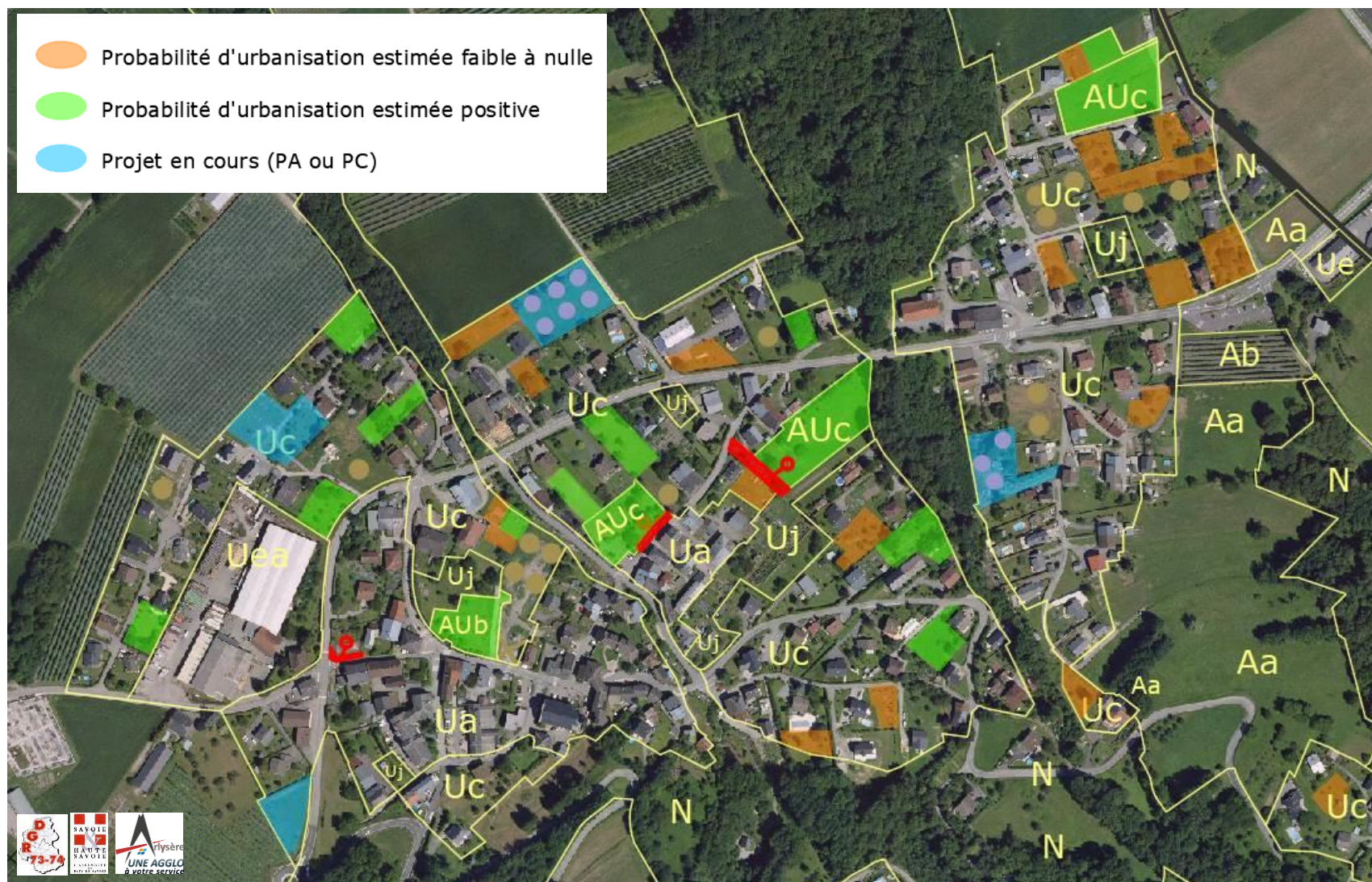
Sur les 8,24 ha disponibles, il est estimé qu'environ 2,5 ha ne s'urbaniseront pas pour les motifs suivants :

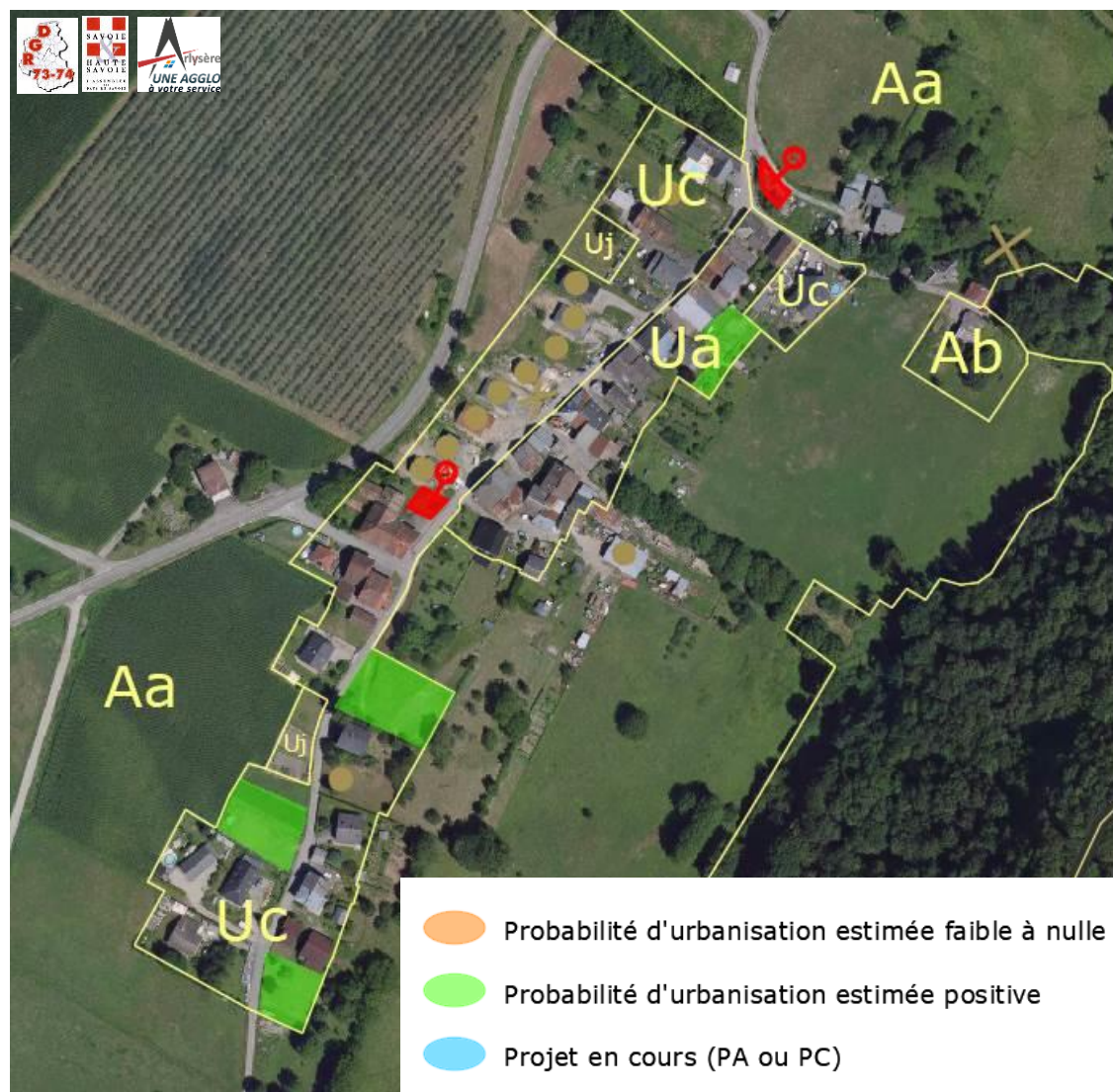
- terrains attenants à une habitation, dont la probabilité d'urbanisation est donc faible, puisqu'il s'agit du terrain d'agrément ou du jardin potager ; les propriétaires les conservent souvent pour leurs enfants ou leur tranquillité ;
- terrain occupé par un équipement public (passage du réseau d'assainissement) ;
- terrains morcelés, composés de plusieurs parcelles de taille modeste, nécessitant un accord de plusieurs propriétaires.

Cette rétention foncière en zone Urbaine, liée à la configuration de la commune, pourrait donc s'élever à environ 30%. La cartographie de la probabilité d'urbanisation des terrains disponibles figure ci-après. Il s'agit d'une estimation de la probabilité d'urbanisation et nullement d'une certitude, en fonction de la configuration de chaque secteur.

Ainsi, au final, il est estimé que 95 à 121 logements pourraient voir le jour d'ici une dizaine d'années après l'approbation du PLU, par la construction neuve dans les zones U et AU. A cela s'ajoutent également 10 à 15 logements potentiels par la réhabilitation du bâti ancien.

La croissance démographique serait donc d'environ 225 à 287 habitants (si maintien à 2,37 personnes par foyer).

Carte 36 : Estimation de la probabilité d'urbanisation des surfaces disponibles sur le Chef-lieu

Carte 37 : Estimation de la probabilité d'urbanisation des surfaces disponibles sur le Villard

Carte 38 : Estimation de la probabilité d'urbanisation des surfaces disponibles sur le versant

Le PADD affiche l'objectif d'une moyenne de 25 logements à l'hectare, afin de limiter les besoins en foncier pour la production de logements (chiffre imposé par le SCOT approuvé en 2012). Cette moyenne contribue aux objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace. Les OAP, dont le contenu est justifié en infra, permettent d'atteindre cette moyenne, qui varie ainsi entre 34,25 et 40,55, comme l'indique le Tableau 24 : Secteurs concernés par les OAP, nombre de logements prévus, en page 166.

Ces surfaces disponibles ont pour objectif de répondre à la création de logements et maintenir une croissance démographique en adéquation avec les équipements et services de la commune.

D'un point de vue environnemental, ces mesures mises en place pour favoriser la densité, diminuer l'emprise des zones constructibles et faciliter la réhabilitation du bâti ancien, répondent pleinement aux objectifs de réduction de la consommation foncière et donc de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Pour les activités économiques

L'extension de la zone économique du Vernay se fait dans le cadre strict prévu par le SCOT, tant dans sa localisation (au sud-ouest de l'existante) que dans sa surface (5 ha). La commune s'engage à aménager le site en fonction des besoins réels des entreprises, en proposant à chacune la surface dont elle a strictement l'utilité.

Ce projet a une incidence sur les zones agricoles, en soustrayant 5 ha à l'activité. A noter toutefois qu'une bonne partie n'est déjà plus louée à des agriculteurs. Seul 1,75 ha de vergers à forte production sera réellement impacté par le projet. Des mesures compensatoires sont prévues à la cessation de l'activité de la carrière, par la remise en état des terrains à des fins agricoles.

1.5 Maintenir et permettre le développement des activités agricoles

Pour préserver les activités agricoles, une grande partie des terrains identifiés à enjeux forts ou moyens par le diagnostic agricole réalisé dans le cadre du PLU est inscrite dans l'action « préserver les espaces agricoles » au PADD. C'est le cas notamment de toute la plaine en aval du chef-lieu et sur les pourtours du Villard, qui est un espace de grandes cultures et arboriculture, à l'exception de l'extension de la ZAE du Vernay, pour laquelle des mesures compensatoires sont proposées.

Sur le versant, les terrains facilement mécanisables, voire labourables, sont également préservés, de même que les pâtures à proximité des bâtiments d'élevage.

Des possibilités d'évolution des exploitations agricoles existantes sont proposées, dans la limite de la suffisance des équipements (accès et eau potable en particulier).

La réduction de la consommation des espaces agricoles est importante, avec près de 6 ha de zone destinée à l'habitat « rendus » à l'activité agricole par rapport au PLU précédent. A noter toutefois l'extension de la zone économique sur 5 ha d'espaces agricoles, pour lesquels des mesures compensatoires à terme sont prévues.

La diversification des activités agricoles passe notamment par le développement de la filière maraîchère, déjà présente sur la commune. Le cas échéant, le règlement pourra être ajusté pour autoriser, dans certains secteurs, des serres agricoles.

L'orientation participe à la réalisation des objectifs de protection de la biodiversité, particulièrement sur les versants, puisque la plaine est principalement occupée par la culture intensive, moins favorable à l'environnement.

L'objectif de maintien de l'agriculture dans la plaine n'apporte pas en l'état un plus en termes de biodiversité en raison de son caractère intensif. Toutefois, le maintien en zone cultivée non urbanisée laisse la porte ouverte, à moyen ou long terme, à des changements de production ou de possibles réorientations culturelles plus respectueuses des écosystèmes locaux.

Cette orientation de développement et aménagement s'inscrit pleinement dans les objectifs nationaux et internationaux visant l'équilibre entre développement et protection des espaces agricoles et l'utilisation économe des espaces agricoles et naturels. Elle est même plus volontaire sur le plan agricole que le PLU précédent, puisque la quasi-totalité des terrains urbanisables en extension a été déclassée.

Le maintien des espaces agricoles participe pleinement à la lutte contre l'imperméabilisation des sols (pour autant que des serres ne soient pas installées sur des surfaces trop importantes).

L'installation de nouvelles exploitations pourrait générer des besoins supplémentaires en eau, pour l'abreuvement du troupeau ou l'arrosage des cultures, en particulier s'il s'agit de maraîchage. Pour cette raison, les possibilités d'installation de nouvelles exploitations ou d'extension des existantes sont restreintes sur les secteurs où la ressource en eau est limitée ou pose des problèmes qualitatifs, telle que Plancevat et Tapamort. A Tapamort, le PIZ contraint également fortement les possibilités de construire de nouveaux bâtiments.

1.6 Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel

Patrimoine naturel et paysager

Cette orientation est pleinement compatible avec les objectifs fixés au niveau international, communautaire et national pour la protection de la biodiversité et des milieux naturels, de l'eau et des milieux aquatiques, des espaces naturels et milieux caractéristiques des espaces ruraux notamment.

Dans ses orientations, la commune a choisi de sauvegarder ses richesses patrimoniales. Elle a préservé les sites de haute valeur environnementale de son territoire :

- respect des inventaires nationaux avec le maintien en zone agricole ou naturelle des ZNIEFF de type 1 ;
- respect des orientations nationales et régionales (loi sur l'eau, orientations SDAGE) en matière de zones humides et tourbières ;
- respect de la porosité des corridors régionaux ou locaux.

Le PLU tient compte également de la nature plus « ordinaire » de son territoire. Il classe l'essentiel des espaces actuellement naturels en zone N et/ou en zone agricole A. Il préserve la biodiversité locale en cantonnant l'urbanisation dans ou à proximité immédiate du centre-bourg et des différents villages et hameaux.

La qualité paysagère du territoire est également assurée par l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie et la proposition de volumes en adéquation avec l'existant. L'identité de la commune est ainsi conservée grâce à un développement modéré et ancré sur des limites physiques.

Des jardins potagers ou d'agrément, qui participent à la diversité biologique et paysagère du territoire, font l'objet d'une identification spécifique.

Le maintien des activités agricoles sur la commune participe également à l'entretien du territoire et à l'ouverture paysagère. La restitution de terrains utiles aux exploitants de la commune contribue à cette orientation.

Le choix de préserver les espaces agricoles et de développer la commune principalement dans son enveloppe participe à la protection du patrimoine naturel et paysager.

Cette orientation participe également à la lutte contre l'étalement urbain, l'imperméabilisation des sols, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, par le maintien de surfaces naturelles,...

Patrimoine culturel

La commune ne compte qu'un seul chalet d'alpage à La Thuile ; sa réhabilitation et son extension, à des fins agricoles ou dans le cadre de la loi montagne, est prévue. Cette mesure est favorable au maintien des activités pastorales sur le versant du Grand Arc ; ainsi, les espaces ouverts et semi-ouverts, favorables notamment à la présence du tétras-lyre, seront conservés.

Le moulin du Villard et la chapelle de La Pallaz, constitutifs du patrimoine bâti local, sont identifiés.

Des mesures pour assurer l'insertion de certains équipements techniques sont proposées.

1.7 Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité

L'une des principales mesures déjà mises en œuvre consiste au regroupement de l'ensemble des classes au Chef-lieu. Grâce à la suppression de l'école de La Pallaz, les circuits scolaires ont pu être réorganisés et certains supprimés. Les déplacements ont ainsi été considérablement réduits.

Lors de sa rédaction, le PADD a inscrit la réalisation d'un réseau de chaleur dans le centre-bourg. Cette action est aujourd'hui réalisée et permet des économies substantielles d'énergie et la possibilité d'utiliser des énergies renouvelables (alimentation au bois).

Les équipements liés aux énergies renouvelables sont préconisés, à la condition d'une bonne insertion architecturale et paysagère.

Le PADD mentionne également la possibilité de créer une plateforme de stockage de bois pour les chaufferies bois, à vocation intercommunale ou locale. Il s'agit de faciliter la valorisation d'une source d'énergie locale et renouvelable.

Cette orientation engage la commune dans la voie d'une meilleure gestion des énergies : réduction des besoins, mutualisation des moyens de chauffage, usage de ressources locales et renouvelables (bois).

1.8 Permettre le développement des activités de loisirs et de tourisme

Le PADD prévoit le confortement des activités de la base de loisirs, dans les limites du PPRI. Cet espace est en effet fort apprécié des habitants de la commune et des alentours ; sa fréquentation estivale demeure importante. Il est donc intéressant d'en autoriser des évolutions.

Le développement du tourisme doux ne trouve pas forcément de traduction réglementaire dans le PLU, mais la municipalité souhaite affirmer cette volonté de le conforter.

Des espaces ludiques ont été créés à proximité de l'église, pour satisfaire les besoins des habitants du centre-bourg, par exemple à la sortie des écoles.

Ces aménagements participent à la conservation d'un cadre de vie agréable sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et à la mise en valeur de l'environnement pour ce qui est du développement du tourisme doux. La pratique d'activités ludiques ou sportives est également favorable à la santé et les équipements autorisés dans les zones NL les facilitent.

2 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES OAP

Les OAP portent sur quatre secteurs à destination d'habitat et l'extension de la zone économique du Vernay. L'objectif des OAP est de définir les modalités globales d'aménagement en termes de fonctionnement, ainsi que le programme des constructions à réaliser.

2.1 Les OAP sur les secteurs destinés à l'habitat

Quatre orientations d'aménagement et de programmation à destination d'habitat sont prévues sur les secteurs disponibles de plus de 2 300 m² d'un seul tenant, indépendamment du nombre de parcelles. Cette surface a été retenue car jugée pertinente à l'échelle de la commune pour nécessiter une certaine organisation de l'aménagement, notamment en termes de densité et d'habitat. Les OAP fixent un nombre de logements à produire dans chaque zone, permettant de répondre ainsi à l'objectif des 25 logements à l'hectare affiché par le PADD, en compatibilité avec le SCOT et de modérer ainsi la consommation foncière et limiter l'étalement urbain.

Ces OAP fixent la volumétrie globale des constructions, en fonction du bâti alentour, de la proximité avec le centre bourg, mais aussi de la surface globale de la zone. Ainsi, elles définissent des hauteurs de construction à prévoir. Cette mesure participe à l'insertion du projet dans son environnement urbain et paysager.

En réponse au projet du PADD de « diversifier la typologie des logements », pour faciliter le parcours résidentiel de chacun, différentes formes d'habitat (maison individuelle, et logements intermédiaires ou collectifs) sont demandées selon les zones. Si ces zones semblent plus orientées vers l'habitat regroupé (maison en bande, voire logement intermédiaire ou collectif), les nombreuses parcelles disponibles au cœur des zones urbaines, urbanisables sous forme « libre », pourront répondre, le cas échéant, aux demandes de maisons individuelles strictes.

L'habitat intermédiaire ou en petit collectif rappelle les volumes anciens présents dans le centre-bourg, les villages ou hameau, mais aussi les collectifs de l'OPAC, par exemple. Il permet de remplir les objectifs en termes de nombre de logements tout en limitant la

promiscuité et les vis-à-vis liés à de petites parcelles, puisque l'on a là un seul volume conçu en une seule fois.

Photo 60 : Bâti ancien de grand volume pouvant recevoir plusieurs logements et collectifs de l'OPAC



Des illustrations des volumes et formes d'habitat pouvant être attendus en fonction de la typologie, mais aussi de la conception des espaces collectifs à l'intérieur de ces aménagements figurent dans les OAP, comme source d'inspiration pour les aménageurs.

La zone AUc du Rotex est bordée principalement de maisons de type individuelles. De plus grands volumes sont cependant présents au sud-est, d'où la proposition d'implanter, le cas échéant, les logements intermédiaires ou en petit collectif à proximité de ceux-ci. Pour des raisons de sécurité, un accès unique à l'ensemble de l'opération est prévu par la voie passant à l'est. Un élargissement de la bande de roulement à 5 mètres du chemin du Bois Perrin passant au sud est prévu ; cette action aura une incidence positive sur les conditions de circulation dans le secteur.

La zone AUc du Nant Perrin est bordée de maisons individuelles type pavillonnaire récentes au sud-est et de bâti ancien de grands volumes au nord-ouest. La réalisation de constructions « en longueur », sous forme d'habitat en bande et/ou d'intermédiaire ou collectif, en écho aux bâtiments situés au nord-ouest, est donc demandée. Un quartier sans voiture ou avec une place très limitée pour la voiture, est proposé, pour créer des espaces communs de convivialité, plus sécurisés pour les usagers et les enfants. Les stationnements sont donc regroupés sur la bordure nord-ouest de l'opération.

Un emplacement pour l'aménagement d'une voie au sud-ouest afin d'accéder aux terrains situés au sud et classés dans le présents PLU en Uj est prévu ; il s'agit là d'éviter leur enclavement. Une possibilité de liaison piétonne est également à conserver, afin de relier ce nouveau quartier au centre du village en évitant la rue du Nant Bruyant et le Chemin des Moulins, étroits et fort circulés.

Un aménagement réfléchi et qualitatif est demandé sur cette zone, étant donné sa taille qui en facilite la réalisation. Par sa conception, cette OAP participe à la réduction, même à l'échelle très modeste de l'opération, de l'usage de la voiture et à la réduction des surfaces imperméabilisées, en limitant les accès à chaque logement.

La zone AUc de l'Oratoire dispose d'un accès sur la rue du Nant Bruyant. En référence au bâti ancien de grands volume situé de l'autre côté de la voie, de l'habitat en bande ou intermédiaire est proposé. Un espace commun ou des stationnements pour les logements sont prévus en cœur de zone. La voie d'accès devra conserver une possibilité de liaison

avec les parcelles situées au nord-ouest, pour éviter éventuellement la création d'une voie au ras de la maison située le long de la RD.

Des stationnements publics sont prévus le long de la rue du Nant Bruyant, mais hors périmètre de la zone AU et donc de l'OAP. Cet élément a cependant une incidence sur les possibilités d'implantation des constructions.

La zone AUB du Bourg Centre, par sa localisation à proximité des principaux commerces et services, est amenée à recevoir un grand nombre de logements : 12 à 14, soit une densité de 50 à 59 lgts/ha, de type intermédiaire ou collectif, de hauteur maximale R+2+combles. Ces volumétries restent en harmonie avec le bâti alentour (maisons anciennes de village, de grands volumes, logements collectifs de l'OPAC,...) et que l'on peut voir sur les illustrations de la Photo 60 en page 165. Vu la localisation, la réalisation de commerces ou services à la population est souhaitée. Elle n'est pas imposée, car les conditions économiques globales de l'opération ou le contexte local peuvent conduire à d'autres choix. Au minimum 30% des logements (en surface de plancher et nombre) seront en accession et/ou location aidée, afin de favoriser la mixité sociale. La réalisation de logements pour personnes âgées est également proposée, pour répondre à d'éventuelles demandes de personnes ne pouvant plus rester dans leur maison actuelle et entretenir la propriété – il peut s'agir d'une partie des logements aidés. La proximité des services est favorable à ce type d'hébergement.

L'accès à cet ensemble se fera par la voie du nouveau lotissement restituée à la commune et passant à l'est. Les stationnements seront prévus majoritairement en souterrain, pour limiter l'imperméabilisation des sols et les impacts paysagers. L'OAP demande la réalisation d'emplacements non fermés, pour éviter leur transformation en stockage, conduisant à laisser les voitures en extérieur, sur des espaces non prévus et dédiés.

Le tableau ci-dessous récapitule les quatre orientations d'aménagement et de programmation à destination principalement d'habitat. Le nombre de logements est fixé pour permettre d'atteindre la densité fixée par le Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère et fixée comme objectif dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Tableau 24 : Secteurs concernés par les OAP, nombre de logements prévus

Secteur	Surface	Nombre de logements		Densité	
		Hypothèse basse	Hypothèse haute	Hypothèse basse	Hypothèse haute
Le Rotex	4100	10	12	24.39	29.27
Nant Perrin	5320	20	24	37.59	45.11
L'Oratoire	2515	7	8	27.83	31.81
Bourg-centre	2370	12	14	50.63	59.07
TOTAL	14305	49	58	34.25	40.55

Les principes d'aménagement et le type de logements proposé dans chacun des secteurs d'aménagement ont pour but d'assurer la bonne mise en œuvre des orientations suivantes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

→ *Orientation n°1 : Proposer du logement diversifié pour maintenir la croissance démographique et accueillir les actifs attendus dans la vallée*

Eléments de projet concernés :

- *Organiser l'urbanisation des secteurs stratégiques ou de taille importante par des OAP*
- *Diversifier la typologie des logements en proposant de l'habitat autre qu'individuel*
- *Proposer de l'habitat pour les personnes âgées.*

→ *Orientation n°2 : Améliorer les équipements publics et les services à la population*

Eléments de projet concernés :

- *Mettre en place les conditions pour conserver, voire développer, les commerces et services, y compris médicaux, dans le centre-bourg.*
- *Aménager qualitativement le centre-bourg et notamment la place de l'église (ex : aire de jeux pour les jeunes enfants) et redéfinir les stationnements.*

→ *Orientation n°4 : Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain*

Eléments de projet concernés :

- *Centrer le développement sur le village du chef-lieu, facilement accessible et desservi par les équipements.*
- *Organiser à travers les OAP l'urbanisation des principaux secteurs disponibles à l'urbanisation pour parvenir à une moyenne de 25 logements à l'hectare.*

2.2 Les OAP sur les secteurs destinés aux activités économiques

La zone AUe du Vernay fait l'objet d'une OAP dont les objets sont de rappeler le nécessaire maintien d'une bande tampon en limite avec le lac, comme cela est prévu au dossier présenté en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites pour assurer un espace naturel environnemental complémentaire au castor présent sur le site et la préservation d'une haie de frênes, située hors périmètre de la zone AU, mais intéressante pour l'avifaune.

En termes de modération de la consommation foncière, les OAP fixent un ratio minimal de surface bâtie par rapport à la parcelle, afin de limiter l'achat de grands espaces qui resteront au final inutilisés. De même, il est précisé que le découpage des parcelles sera fonction des besoins réels de l'entreprise.

La création d'une OAP sur cette zone répond aux orientations suivantes du PADD :

→ *Orientation n°3 : Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales*

Eléments de projet concernés :

- *Renforcer et étendre la zone économique du Vernay en accord avec les prévisions du SCOT pour permettre l'installation de nouvelles entreprises.*

→ *Orientation n°4 : Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain*

Eléments de projet concernés :

- *Au Vernay, prévoir une zone économique « dense », de 5 ha maximum, répondant aux besoins des entreprises, et avec une occupation du foncier soucieuse de la modération de la consommation.*

2.3 Justification des choix au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement

Les OAP sont réalisées sur les cinq secteurs stratégiques à destination d'habitat.

Elles répondent aux objectifs de modération de la consommation foncière et d'usage optimal du foncier en organisant l'urbanisation future de la zone et définissant un nombre de logements à atteindre. Elles participent ainsi à la préservation des espaces agricoles en périphérie du village.

Les volumes de construction prévus s'insèrent dans la trame urbaine existante, ce qui permettra de réduire l'incidence des projets sur le paysage.

Ces zones ne se situent pas dans des périmètres d'inventaire de type ZNIEFF ou de protection (zone humide).

Les espaces sans voitures au Nant Perrin et les espaces verts à l'Oratoire permettent de conserver des étendues à caractère naturel dans l'enveloppe bâtie, favorables par exemple à l'avifaune. Ils participent au maintien ou à la création d'un cadre de vie de qualité.

L'OAP de la zone économique du Vernay traduit la recommandation du dossier CDNPS de maintenir une bande d'au moins 20 mètres, en plus de la ripisylve existante, en espace tampon le long du plan d'eau, pour préserver la tranquillité des habitats du castor. De même, la conservation des frênes le long de la route des Jeux Olympiques aura une incidence favorable sur l'avifaune.

3 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE ZONAGE ET LE REGLEMENT

3.1 La définition du zonage, au service du PADD et en réponse aux objectifs de protection de l'environnement

La délimitation des zones urbaines au plus près du bâti existant et des zones A Urbaniser dans l'enveloppe bâtie ou dans l'alignement du bâti existant, pour combler un espace disponible, permet de protéger la majeure partie des espaces agricoles stratégiques de la commune et de conserver à la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère son aspect paysager actuel.

Les trames identifiant en zone Agricole ou Naturelle les zones humides et leur espace de fonctionnalité, ainsi que les corridors, permettent de protéger des éléments d'intérêt écologique.

Plusieurs zones AU du PLU de 2008, et quelques zones U, sont déclassées et rendues aux zones Agricoles ou Naturelles selon leurs caractéristiques (voir en infra) pour répondre aux objectifs suivants de modération de la consommation foncière inscrits à l'orientation n°4 PADD :

- *Réduire les possibilités d'urbanisation en dehors de l'enveloppe urbaine, et notamment dans la plaine agricole et sur le coteau.*
- *Centrer le développement sur le village du chef-lieu, facilement accessible et desservi par les équipements.*

Et à l'orientation n°5 relative à l'agriculture :

- *Préserver l'essentiel des terres agricoles présentant des enjeux forts selon le diagnostic agricole.*

3.1.1 Ensemble du Chef-lieu de Sainte-Hélène-sur-Isère

Le périmètre global de la zone urbaine (Ua ou Uc), parfois de la zone A Urbaniser (AUc) s'appuie sur l'enveloppe bâtie et des éléments physiques clairement identifiables tels que les voies de communication, la limite communale ou des alignements avec le bâti existant. La présence de risques naturels identifiés par la cartographie des risques naturels réalisée par le RTM en juillet 2017 peut également contraindre le zonage. Les terrains disponibles en extensions de l'enveloppe urbaine sont quasiment tous déclassés (il ne reste qu'environ 1 000 m²) en raison de la suffisance des disponibilités dans l'enveloppe, mais aussi pour répondre aux objectifs de limitation de l'étalement urbain et de modération de la consommation foncière, et de préservation des espaces agricoles et naturels.

Ainsi, au Rotex et au Perrin, entrée est de la commune, en aval de la RD, des parcelles soumises à un risque fort d'inondation (débordement de ruisseau) sont exclues de la zone urbaine – le règlement de la zone naturelle permet des évolutions de l'habitation existante et la limite de la zone U s'appuie sur une voie. Un tènement de 4 100 m² fait l'objet d'un classement AUc avec OAP pour en organiser l'urbanisation – sa localisation dans l'enveloppe bâtie justifie son existence. Vu la localisation du réseau d'assainissement et l'identification d'un projet à court terme, la zone Urbaine est ajustée sur la partie nord du secteur, avec un déplacement de la surface disponible d'ouest en est. Deux secteurs en

extension de l'enveloppe bâtie sont reclassées en zone Naturelle, vu leurs caractéristiques (jardin d'agrément pour le premier et boisement pour le second, donc sans intérêt agricole) ; la limite de la zone Urbaine correspond ainsi aux parcelles bâties. Au Rotex est délimitée une zone Uj correspondant à des jardins sur lesquels les propriétaires ont indiqué n'avoir pas de projet à court terme ; ces parcelles contribuent au maintien de la biodiversité dans le village et à l'ouverture paysagère du site.

En amont de la RD, à **La Glapière**, des terrains en rive droite du Nant Perrin sont reclassés en zone Naturelle vu la présence de boisements (coupe en cours lors de la finalisation du PLU) et l'absence de toute valeur agricole ; ce nouveau classement se justifie par l'identification sur une grande partie du tènement d'un aléa torrentiel fort qui interdit la construction et l'impossibilité de créer de nouvelles sorties sur la RD pour des raisons de sécurité. Au sud (vers l'amont) et à La Glapière, le périmètre de la zone urbaine suit l'enveloppe bâtie, pour redescendre jusqu'à la RD.

Entre le Nant Perrin et le Nant Bruyant, les limites des zones U ou AU suivent peu ou prou l'enveloppe aujourd'hui bâtie, en laissant inconstructible (Naturelle) la bande soumise à l'aléa crue torrentielle fort. Ainsi, une grande zone AUc à Pré Perron (près de 7 740 m²), en extension de l'enveloppe bâtie, est reclassée en zone Agricole étant donné la présence de cultures. Deux ensembles disponibles de surface conséquente sont classés en zone AUc (Nant Perrin et l'Oratoire, avec OAP, comme indiqué précédemment). Un espace de plus de 6 500 m² occupé par des jardins potagers et quelques rangées de vigne est classé en zone Uj, suite à la demande des propriétaires ; il concourt au maintien de la biodiversité dans le village et à la qualité paysagère. Des maisons d'habitation situées au sud du village, un peu en détachement, sont laissées en zone Naturelle, dont le règlement autorise, sous conditions, les extensions et annexes ; leur classement en zone N se justifie par la distance au village et l'absence de réel usage agricole de leurs abords.

En rive gauche du nant Bruyant, le zonage s'appuie de nouveau sur l'enveloppe bâtie, en laissant une marge le long du Nant Bruyant vis-à-vis de l'aléa torrentiel fort identifié.

Les terrains en sortie sud-ouest, le long de la RD925, en direction de Bonvillard, sont maintenus en zone Urbaine en aval de la RD, étant donné qu'un projet d'aménagement déjà bien avancé a été présenté et que les enjeux agricoles dans cette partie sont moindres. La proximité des commerces et services du centre bourg et l'enjeu agricole limité (espace contraint par la RD et des constructions) justifient ce classement.

Ceux en amont de la RD sont en zone Naturelle vu leur caractère naturel. Un espace de jardin est identifié non loin de là. Un espace disponible non loin de l'église est classé en zone AUb, avec OAP (Bourg Centre) ; le parc attenant aux habitations de caractère bourgeois est classé en zone Uj, car il participe à la qualité paysagère du site. La zone AUc située à la Croix, en extension de l'enveloppe urbaine, le long de la RD69, est reclassée en zone N étant donné la présence de boisements.

Les bâtiments économiques situés le long du chemin du Roy sont classés en zone Ue, vu leur destination.

A Mont Sara, la zone Urbaine englobe les parcelles aujourd'hui bâties, en excluant les parties pentues ou constituant de véritables extensions de l'enveloppe urbanisée.

3.1.2 Urbanisation des versants

Les zones Urbaines excluent les bandes soumises à des aléas forts de crue torrentielle le long des cours d'eau.

La Perrière

Le périmètre de la zone Uc suit l'enveloppe bâtie existante, en prenant en compte une partie de parcelle sur laquelle un permis de construire a été donné récemment et en excluant un linéaire le long du ruisseau des Perrerettes soumis selon la carte des aléas à un risque de débordement. Est cependant exclue une construction située au nord du hameau, en raison de l'absence d'accès. Les noyers sont classés en zone Uj (à la demande du propriétaire).

La grande zone 2AU du Torchet (2,3 ha) est supprimée et reclassée en zone Agricole, vu sa situation en extension de l'enveloppe bâtie et l'intérêt agricole des terrains.

La Pallaz – Le Châtelard

Le périmètre de la zone Uc suit l'enveloppe bâtie existante, en incluant quelques parcelles disponibles entre deux constructions, mais dans l'enveloppe. Trois sites en extension de l'enveloppe bâtie sont exclus de la zone Uc et reclassés en zone Agricole vu leur usage (pâturage et prés de fauche).

La chapelle de la Pallaz est identifiée par un indice « P » pour rappeler son intérêt patrimonial, en lien avec l'orientation n°6 Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel du PADD.

Chamousset

La zone Uc correspond à l'enveloppe aujourd'hui bâtie.

Les deux zones AU sont reclassées en zone Agricole étant donné leur usage de pré de fauche et pâturage. Ce déclassement se justifie par la volonté de la commune d'urbaniser prioritairement le Chef-lieu, facilement accessible et où se trouvent les services et commerces. Le déclassement de la zone AU du sud se justifie également par sa localisation en extension de l'enveloppe urbaine.

Le terrain de sports est classé en zone NL (Naturelle à vocation de loisirs), en concordance avec son usage. Deux parcelles périphériques sont classées en zone Uj vu leur usage de jardin potager ou d'agrément.

Le Villaret

Le périmètre de la zone Uc s'appuie sur l'enveloppe aujourd'hui bâtie et des voies de circulation. La zone AUc située le long du Nant Perrin est supprimée, en adéquation avec le PADD prévoyant d'urbaniser prioritairement le chef-lieu. Elle est classée en zone Naturelle vu la présence importante de boisement limitant son intérêt agricole.

Les terrains à l'arrière des bâtiments situés entre le chemin des Châtaigniers et le Nant du Villaret sont reclassés en zone Naturelle vu l'absence d'accès et leur caractère boisé.

Le moulin du Villaret est identifié par un indice « P » pour rappeler son intérêt patrimonial, en lien avec l'orientation n°6 Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel du PADD.

L'habitat dispersé

Toutes les constructions situées au-delà des hameaux cités ci-dessus sont classées en zone Agricole ou Naturelle, selon les caractéristiques du site dans lequel elles se trouvent. La « densité » de ces constructions n'est en effet pas suffisante au regard de la loi montagne pour justifier l'existence d'un hameau ou groupement bâti. Le règlement autorise, comme le prévoit le code de l'urbanisme, le changement de destination des constructions identifiées par un indice « d », l'extension des habitations existantes (sans identification particulière) et de bâtiments d'activité (indice « e ») et des annexes aux habitations.

Ce choix s'explique par la volonté de limiter le développement de ces secteurs éloignés du centre et de ses commerces et services, moins faciles d'accès, particulièrement en hiver, dont la ressource en eau est parfois limitée ou non conforme aux normes en vigueur (secteur de Plancevat, notamment) et non desservis par l'assainissement collectif (cf. zonage d'assainissement en annexe).

3.1.3 Le Villard

La zone Ua englobe le bâti ancien en passant au plus près des constructions ; elle laisse néanmoins quelques possibilités de construire sur des parcelles situées à l'arrière mais disposant d'un accès. Des terrains entre le hameau et un bâtiment agricole sont reclassés en zone Agricole vu leur usage de pâture ou pré de fauche, afin de respecter les distances d'éloignement réciproque vis-à-vis du bâtiment d'élevage.

L'urbanisation plus récente est classée en zone Uc, dont le périmètre suit l'enveloppe bâtie. Il exclut cependant un secteur d'environ 2 800 m² en raison d'un niveau d'aléa inondation par ruissellement, parfois associé à des coulées boueuses, caractérisé de « faible à moyen » par la cartographie des risques, ce qui incite à la prudence dans le classement.

A l'ouest du chemin des Bergères, des jardins potagers sont classés en zone Uj, ainsi qu'un fond de parcelle construite ; ils participent au maintien de la biodiversité dans le hameau et à sa qualité paysagère.

Les constructions situées rive droite du ruisseau du Villard, en discontinuité au regard de la loi montagne, sont classées en zone Agricole vu qu'elles se situent principalement au milieu de pâtures. Leur évolution est prévue par le règlement.

3.1.4 Les zones économiques

Ce zonage correspond à l'orientation n°3 : Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales, et aux éléments de projet :

- *Renforcer et étendre la zone économique du Vernay en accord avec les prévisions du SCOT pour permettre l'installation de nouvelles entreprises.*

La zone industrielle du Vernay

La zone actuellement occupée par des activités économiques liées principalement à l'industrie est classée en Ue. Le périmètre de la zone s'appuie sur les parcelles aujourd'hui bâties et clairement délimitées par des voiries, notamment.

L'hôtel restaurant et les terrains contigus sont classés en zone Ubc, afin de n'y autoriser que des activités compatibles avec la présence de l'hôtel restaurant et la proximité de la base de

loisirs. Les limites s'appuient sur la voirie et des limites de parcelles destinées aux loisirs ou aux autres activités économiques.

L'extension de la zone industrielle est classée en AUe. Les limites s'appuient sur les différences d'usage des sols constatées sur l'orthophoto et ont été définies pour correspondre aux 5 ha prévus au PADD, en compatibilité avec le SCOT.

Les terrains de sports (foot et tennis) et la salle des fêtes sont classés en zone NL (naturelle à destination de loisirs), de même que les lacs et leurs abords. Un terrain utilisé par l'activité de loisirs sur le lac est reclassé de zone Ue en NL vu son usage. Ce classement est au service de l'orientation n°8 : Permettre le développement des activités de loisirs et de tourisme.

Autres zones économiques

L'usine de conditionnement des fruits de Pré Nouveau, ainsi qu'une parcelle occupée par des activités économiques, sont classées en zone Ue, dont le périmètre correspond au parcellaire réellement utilisé.

Les bâtiments économiques du Rotex sont classés en zone Ue. La limite s'appuie sur la limite communale, la RD et les parcelles bâties. A noter toutefois que ce secteur est soumis au risque d'inondation selon le PPRI et que les possibilités de construire sont strictement encadrées.

Le bâtiment économique situé au lieu-dit Bonvillaret, en limite avec Notre-Dame-des-Millières, est classé en zone Ue, dont le périmètre correspond strictement à la parcelle utilisée.

L'usine de conditionnement et transformation de fruits installée à Sur Brouve, le long du Chemin du Roy, est classée en zone Uea, dont la vocation est l'activité industrielle liée à l'agriculture. La commune ne souhaite pas que ces entreprises changent d'activité vers, par exemple, l'industrie manufacturière génératrice de davantage de nuisances.

Le zonage Ne (naturel à vocation économique) au Trembaly et au Replat n'est pas reconduit, car il n'est pas souhaitable d'autoriser l'installation de nouvelles activités économiques sur ces sites éloignés des principaux axes de communication. Une possibilité d'évolution est tout de même donnée par l'instauration d'un indice « e » permettant une extension aux bâtiments existants.

Le périmètre exploité par la carrière est classé en zone Nc ; il a été défini par rapport à l'orthophoto. Ce zonage s'inscrit dans le projet *Maintenir l'activité de la gravière pendant la durée de sa concession*, prévu à l'orientation n°3 du PADD relative aux activités économiques.

3.1.5 Les zones agricoles et naturelles

Les zones agricoles comprennent les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elles sont définies sur les terres présentant un intérêt pour l'agriculture : espaces de culture intensive, d'arboriculture ou de maraîchage dans la plaine, espace de fonctionnalité en périphérie des bâtiments

d'élevage, zones ouvertes sur les versants, à destination de pâture ou de prés de fauche, selon la pente.

La plaine en aval de la RD925 est globalement classée en Aa (agricole stricte) dans laquelle les constructions agricoles ne sont pas autorisées pour préserver l'intégrité de ces espaces, de même que les abords du Villard.

Les grands espaces encore ouverts et facilement mécanisables du versant, présentant pour beaucoup un intérêt également paysager (ex. Le Torchet, La Perrière d'en Bas, la Glapière), sont également en zone Aa.

Les abords des bâtiments agricoles, situés dans la plaine ou sur les versants, sont classés en Ab (Agricole dans laquelle les constructions agricoles sont autorisées), afin de permettre l'évolution des activités existantes. A noter toutefois que les possibilités de développement des exploitations de Tapamort et Plancevat sont limitées par la capacité de la ressource en eau. Le secteur de Plancevat est par ailleurs difficilement déneigé ; la venue de camions de livraison d'aliments pour le bétail, en hiver, est problématique. A Tapamort, les risques naturels contraignent les possibilités de nouveaux bâtiments. Par conséquent, la zone Ab autour de ces deux bâtiments est relativement restreinte.

Les espaces encore ouverts sur les versants sont classés en zone Ab, à l'exception de ceux mentionnés ci-dessus. L'installation d'une nouvelle activité sur la commune permettrait peut-être un meilleur entretien des versants. A noter toutefois que le foncier disponible dans la plaine ou sur le versant pour la production de fourrage reste limité, car bien utilisé par les agriculteurs actuels.

Les alpages de La Thuile, au pied du Grand Arc, sont classés en zone Ab, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements à des fins pastorales. Le bâtiment d'alpage à vocation pastorale est identifié par un indice « C » pour « chalet d'alpage » ; il peut ainsi faire l'objet des évolutions prévues par la loi montagne.

Un indice « F » pour Ferme identifie les bâtiments d'élevage imposant un périmètre d'éloignement réciproque au titre du code rural.

Ce zonage contribue à la mise en œuvre de l'orientation n°5 : Maintenir et permettre le développement de l'activité agricole, mais aussi à celle de l'orientation n°6 : Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel

Les zones naturelles correspondent aux secteurs à protéger en raison de leur caractère naturel présentant un intérêt écologique, paysager, esthétique ou historique. Elles sont définies sur des espaces qui ne sont pas urbanisés ou n'ayant pas vocation à l'être ou n'ayant pas de vocation agricole : il s'agit de tous les espaces occupés par la forêt, dans la plaine (forêt alluviale notamment) ou sur les versants, des ripisylves accompagnant les cours d'eau. Elles présentent un caractère naturel, même si certaines ont été façonnées par l'homme du fait de la sylviculture, par exemple.

Deux zones pour le dépôt de bois (Ndb) sont prévues. Il s'agit de faciliter le stockage du bois à destination des chaufferies d'intérêt intercommunal ou communal. La zone Ndb1 se situe en bordure de RD69 et accueillera le dépôt de bois prévu par Arlysère. La position a été définie par l'intercommunalité.

La zone Ndb2 se situe non loin de la zone économique du Vernay, sur des terrains communaux. Le périmètre est défini pour répondre aux besoins de la commune, qui souhaite devenir autonome pour la gestion de son bois énergie et son réseau de chaleur.

Ces deux zones sont nécessaires à la mise en œuvre d'éléments de l'orientation n°7 : Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité, et plus particulièrement l'élément de

projet : *Donner la possibilité de créer une plateforme de stockage de bois (pour les chaufferies bois) à vocation intercommunale ou locale.*

3.1.6 Autres éléments de zonage

La trame verte et bleue

Les zones humides, leur espace de fonctionnalité et les corridors écologiques, constitutifs de la trame verte et bleue, apparaissent sur le plan de zonage sous forme d'une trame, afin de bien les identifier. Cette identification participe à la mise en œuvre des projets

- *Identifier spécifiquement les trames vertes et bleues sur le plan de zonage.*
- *Conserver au mieux les sites naturels inventoriés tout en permettant les projets portés par l'intercommunalité.*

De l'orientation n°6 : Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel

Les zones humides ont été recensées par le Conservatoire des Espaces de Savoie. L'espace de fonctionnalité constitue une zone tampon entre la zone humide proprement dite et les autres milieux, d'où son identification et la mise en place d'une règle particulière.

Les forêts alluviales et des alignements d'arbres plus isolés dans la plaine agricole sont recensés au titre de l'article L.151-23 et du 4° du R.151-43 du code de l'urbanisme afin d'assurer leur préservation. Les forêts alluviales sont des milieux favorables à la biodiversité et jouent un rôle important dans l'épuration et l'amélioration de la qualité du cours d'eau et de sa nappe d'accompagnement et dans la lutte contre l'érosion. Les cordons boisés identifiés participent à la diversité du paysage et constituent également des possibilités de haltes pour la faune dans la vaste plaine agricole dédiée aux cultures intensives.

Cette identification répond également à l'élément de projet « Identifier spécifiquement les trames vertes et bleues sur le plan de zonage » de l'orientation n°6 : Préserver le patrimoine naturel et paysager de Sainte-Hélène-sur-Isère.

En parallèle, le boisement existant le long du plan d'eau, au nord-ouest de la zone économique et l'alignement de frênes existant au sud-est sont identifiés comme Espace Boisé Classé, en cohérence avec les conclusions du dossier Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites et l'OAP. Le classement EBC permet d'assurer la pérennité de ces boisements ou l'obligation de leur création dans le cas de la zone AUE.

Les emplacements réservés

Le PLU identifie six emplacements réservés pour des équipements publics :

N°	Destination	Bénéficiaire	Surface
1	Création d'une voirie – Chef-lieu	Commune	485 m ²
2	Stationnements - Chef-lieu	Commune	188 m ²
3	Aménagement du carrefour - Chef-lieu	Commune	68 m ²
4	Stationnements - Le Villard	Commune	126 m ²
5	Stationnements - Le Villard	Commune	130 m ²
6	Stationnements - Le Villaret	Commune	339 m ²

Ils ont pour objectifs la mise en œuvre de l'orientation n°2 : Améliorer les équipements publics et les services à la population prévue au PADD. Les stationnements répondent particulièrement aux besoins constatés dans les villages anciens, où la densité de l'urbanisation ne permet pas toujours un accès aisé aux constructions anciennes et donc la réalisation des places sur le périmètre de l'opération.

La voirie prévue à l'ER1 a pour éviter l'enclavement des terrains situés à l'arrière, classés en Uj dans le présent PLU, mais dont l'évolution, à terme, est possible.

Les périmètres faisant l'objet d'une OAP

Les périmètres concernés par les OAP figurent au plan de zonage, pour une meilleure information des porteurs de projet.

Les périmètres concernés par le PPRI de l'Isère et le PIZ

Les secteurs dans lesquels la constructibilité est interdite ou limitée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Isère approuvé le 19 février 2013 ou par la cartographie des risques naturels réalisée par le RTM sont identifiés sur le plan de zonage, au titre des articles R.151-31 et R.151-34 du code de l'urbanisme.

Le PLU prend en compte ces éléments en évitant la construction nouvelle dans les zones soumises à risque fort, voire moyen, selon la nature de l'aléa, afin d'éviter d'exposer davantage de personnes et de biens.

Les axes bruyants et les périmètres à leur voisinage

L'A430 est identifié comme axe bruyant ; les bandes d'isolement acoustique, d'une largeur de 250 mètres, sont repérées sur le plan de zonage, à titre informatif.

Aucun développement important n'est prévu dans la bande des 250 mètres. Seules la carrière, la zone de loisirs des plans d'eau et une partie limitée de la zone économique du Vernay et de celle de Pré Nouveau sont concernées.







Prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, au sens large, de l'ensemble du zonage

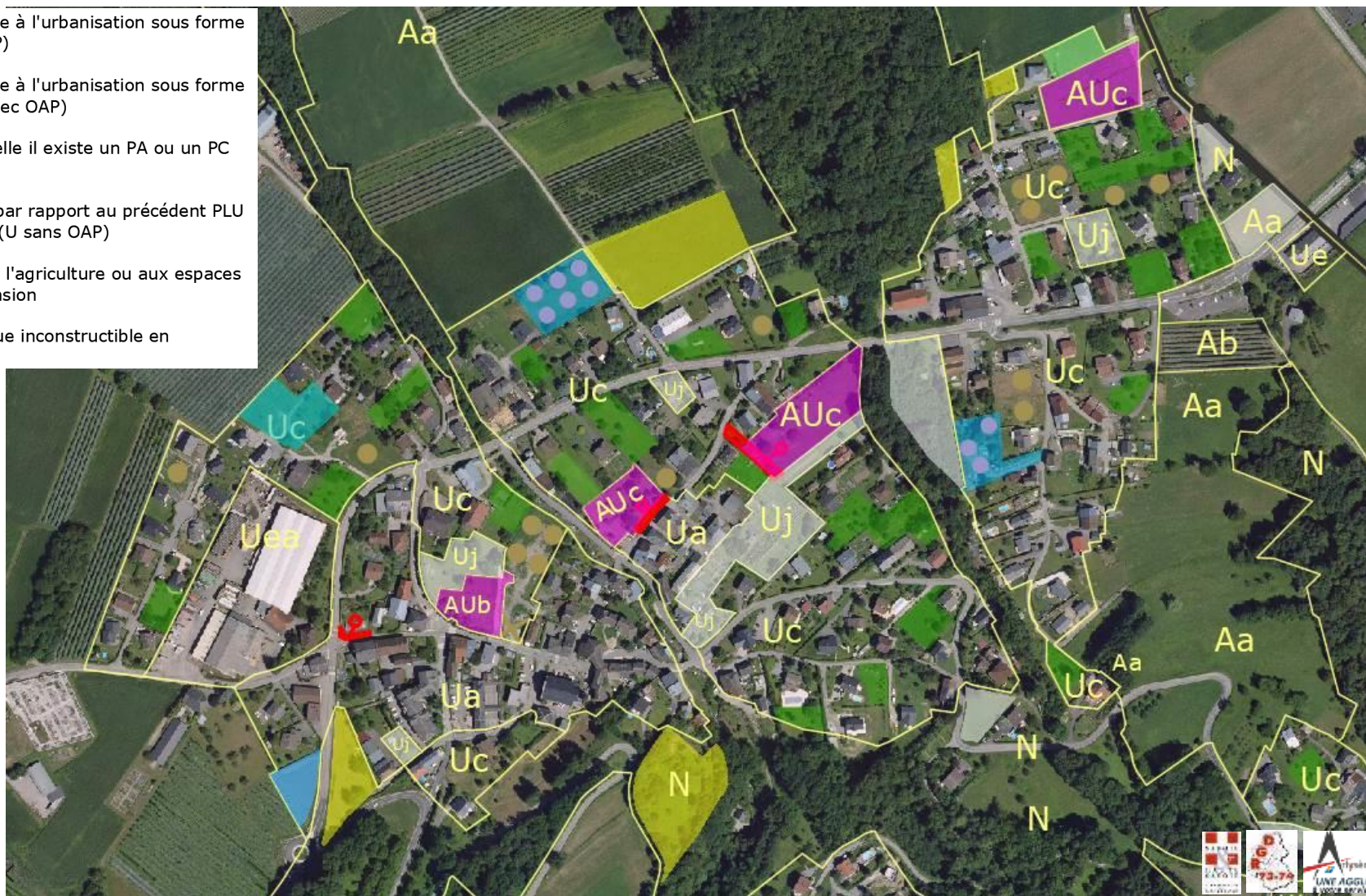
Les choix effectués pour le zonage de Sainte-Hélène-sur-Isère répondent aux objectifs de prise en compte la préservation et de la mise en valeur de l'environnement sur les points suivants :

- la limitation stricte des zones urbaines en extension de l'enveloppe aujourd'hui bâtie, afin de réduire l'étalement urbain sur les espaces agricoles, naturels et forestiers ;
- la préservation des paysages en périphérie des zones urbanisées, toujours grâce à la limitation des extensions de l'enveloppe bâtie ;
- la préservation de zones de jardins potagers, qui contribuent au maintien de la « nature en ville » en proposant des milieux favorables notamment à l'avifaune et à la qualité du cadre de vie ;
- la protection du patrimoine culturel, par l'identification du moulin du Villaret, de la chapelle de La Pallaz et du chalet d'alpage de La Thuile ;
- la prise en compte des axes bruyants et des périmètres d'isolement acoustique qui y sont liés, par la quasi-absence de nouveau développement dans les périmètres concernés ;







- le maintien en zone Naturelle de la quasi-totalité des boisements accompagnant les cours d'eau (ripisylve), assurant la protection des berges contre tout aménagement, y compris des constructions. Ce classement est à corrélérer avec la prise en compte des risques de débordement identifiés par l'étude des aléas naturels ; les terres le long des canaux situés dans la plaine sont par contre en zone Agricole ;
- la limitation des besoins en déplacements pour se rendre au Chef-lieu où se trouvent les commerces et services ou dans la vallée où sont les emplois, en réduisant les possibilités d'urbaniser sur le versant ;
- les espaces identifiés par les principaux inventaires (zones humides et ZNIEFF) et les corridors écologiques sont préservés de toute urbanisation, à l'exception de la plateforme de stockage de bois prévue par l'intercommunalité le long de la RD925, qui se situe dans un corridor. Pour en réduire les incidences, le règlement impose des clôtures perméables à la faune ; des règles spécifiques sont attachées aux zones humides et à leur espace de fonctionnalité ;
- le zonage de la zone AUe – extension de la zone industrielle du Vernay – se situe dans la bande des 300 m des rives du plan d'eau ; pour réduire les incidences du projet sur les milieux naturels, et particulièrement sur le mode de vie du castor, une bande boisée d'au moins 20 m de large sera constituée dans le prolongement de la ripisylve actuelle. Un Espace Boisé Classé est ainsi créé pour rappeler l'obligation de plantation de cette bande.

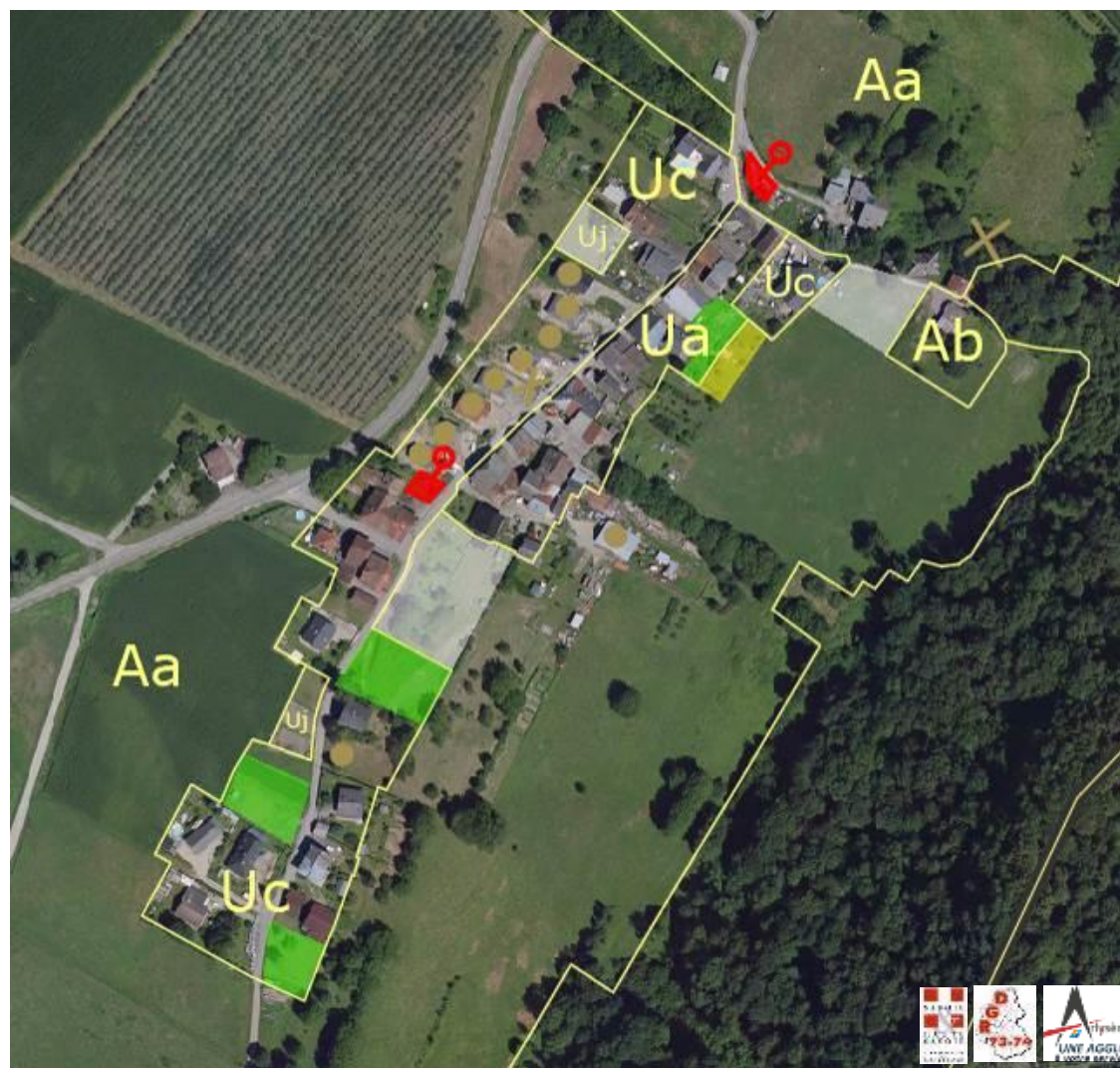
Carte 39 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur Chef-lieu

-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme organisée (AU avec OAP)
-  Surface sur laquelle il existe un PA ou un PC (maintenue)
-  Surface ajoutée par rapport au précédent PLU sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface rendue à l'agriculture ou aux espaces naturels en extension
-  Surface maintenue inconstructible en densification









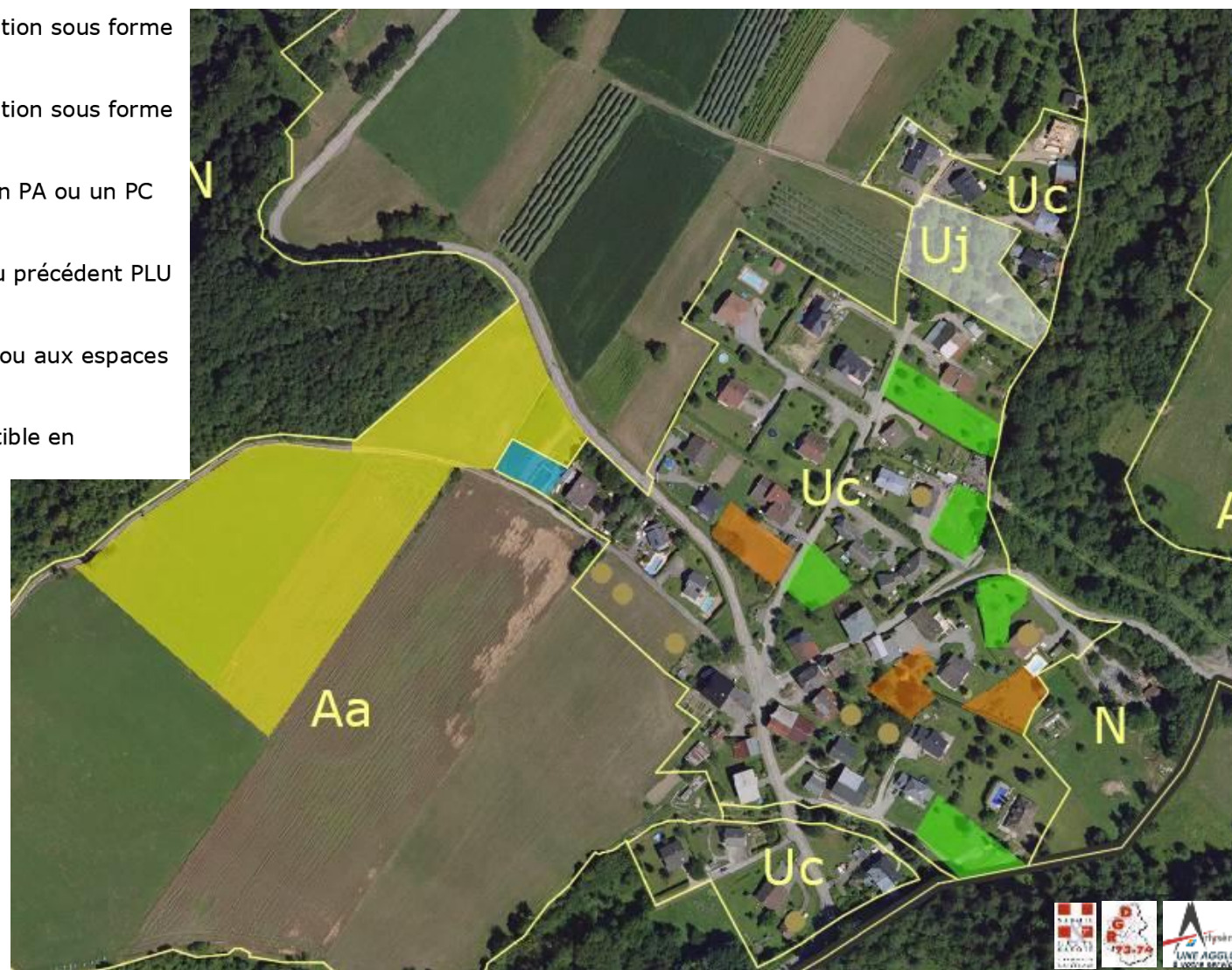
Carte 40 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur du Villard

-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme organisée (AU avec OAP)
-  Surface sur laquelle il existe un PA ou un PC (maintenue)
-  Surface ajoutée par rapport au précédent PLU sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface rendue à l'agriculture ou aux espaces naturels en extension
-  Surface maintenue inconstructible en densification









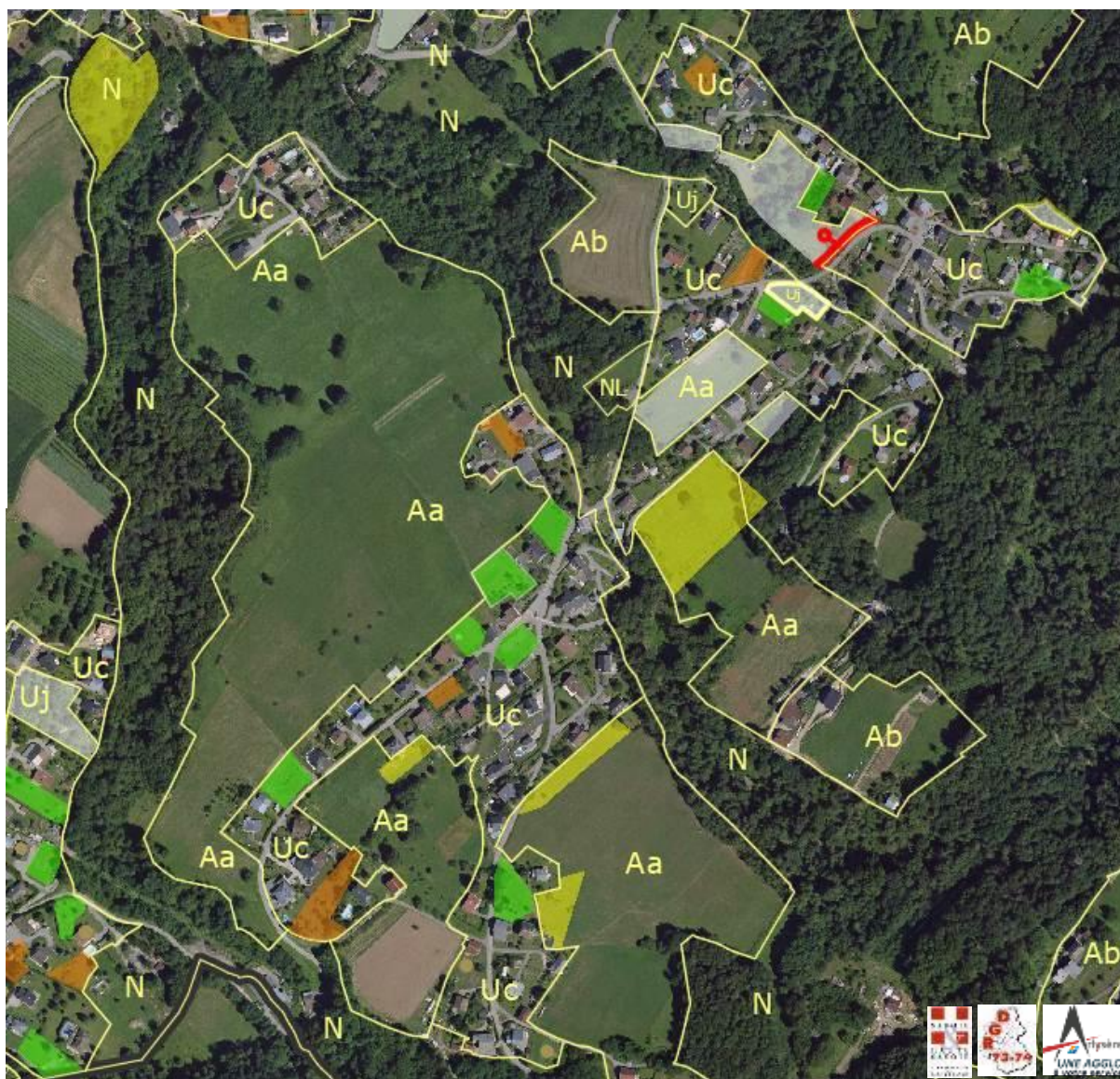
Carte 41 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur de La Perrière

-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme organisée (AU avec OAP)
-  Surface sur laquelle il existe un PA ou un PC (maintenue)
-  Surface ajoutée par rapport au précédent PLU sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface rendue à l'agriculture ou aux espaces naturels en extension
-  Surface maintenue inconstructible en densification



Carte 42 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur du versant

-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface disponible à l'urbanisation sous forme organisée (AU avec OAP)
-  Surface sur laquelle il existe un PA ou un PC (maintenue)
-  Surface ajoutée par rapport au précédent PLU sous forme libre (U sans OAP)
-  Surface rendue à l'agriculture ou aux espaces naturels en extension
-  Surface maintenue inconstructible en densification



3.1.7 Bilan récapitulatif des zones

Le tableau suivant récapitule l'évolution des surfaces entre le PLU de 2008 et le présent PLU.

Les surfaces destinées à l'urbanisation (zones urbaines et à urbaniser) diminuent de 6,63 ha et s'étendent désormais sur 86,69 ha. Cette évolution, et notamment la suppression des terrains en extension, est favorable aux espaces agricoles et naturels.

Il s'agit de réaliser un PLU compatible avec les objectifs de modération de la consommation de l'espace et avec les équipements et services de la commune. Les espaces disponibles dans l'enveloppe bâtie sont suffisants pour le développement envisagé dans les 10 ans à venir environ et justifient les déclassements opérés en extérieur de l'enveloppe urbaine.

Les zones destinées prioritairement à l'habitat perdent 10,15 ha, principalement par la suppression des zones en extension prévues au PLU de 2008 et rendues aux zones agricoles et naturelles. A cela s'ajoute 2,06 ha au cœur de l'enveloppe bâtie classés en Uj, c'est-à-dire inconstructible malgré la présence des équipements. A noter que plusieurs secteurs U du précédent PLU sont reclassés en zone AU indicé, ce qui permet la stabilité des surfaces AU malgré les nombreux déclassements.

La surface des zones destinées aux activités économiques gagne 1,46 ha, en raison principalement de l'extension de la zone industrielle des Vernay, sur 5 ha. Les zones plus isolées sur le versant sont déclassées.

Les terres agricoles perdent 24,69 ha, principalement en raison du reclassement de secteurs aujourd'hui enfrichés en zone N à la place de A.

Les zones Naturelles gagnent en effet 31 ha, principalement par transfert de la zone Agricole. Le périmètre de la carrière est ajusté à ce qui est ce jour exploité, ce qui explique la réduction de surface.

Tableau 25 : Evolution des surfaces entre le PLU de 2008 et le PLU actuel

	PLU de 2008		PLU 2019	Part du territoire (2019)	Evolution 2008-2019
Zones urbaines					
UA / Ua	7.33	0.51%	6.53	0.45%	-0.80
U / Uc	54.24	3.76%	50.46	3.50%	-3.78
UE / Ue	24.75	1.72%	18.02	1.25%	-6.73
Uea			1.95	0.14%	1.95
Ubc			1.24	0.09%	1.24
Uj		0.00%	2.06	0.14%	2.06
Sous total des zones U	86.32	5.98%	80.26	5.56%	-6.06
Zones à urbaniser					
1AUb / AUb	0.80	0.06%	0.24	0.02%	-0.56
1AUc / AUc	3.90	0.27%	1.19	0.08%	-2.71
1AUE / AUE	0.00	0.00%	5.00	0.35%	5.00
2 AU	2.30	0.16%		0.00%	-2.30
Sous-total des zones AU	7.00	0.49%	6.43	0.45%	-0.57
Total zones U et AU	93.32	6.47%	86.69	6.01%	-6.63
Zones agricoles					
A / Ab	251.76	17.45%	214.46	14.86%	-37.30
Aa	452.15	31.33%	464.76	32.21%	12.61
Sous-total des zones A	703.91	48.78%	679.22	47.07%	-24.69
Zones naturelles					
N	623.54	43.21%	635.53	44.04%	11.99
Nc (carrière)	20.20	1.40%	14.64	1.01%	-5.56
Ne	1.80	0.12%		0.00%	-1.80
Nu	0.23	0.02%		0.00%	-0.23
NL (loisirs)			24.45	1.69%	24.45
Ndb (dépôt de bois)			2.47	0.17%	2.47
Sous-total des zones N	645.77	44.75%	677.09	46.92%	31.32
TOTAL COMMUNE	1443.00	100.00%	1443	100.00%	0.00

3.2 Nécessité du règlement pour la mise en œuvre du PADD, justifications des différences et complémentarité avec les OAP ; justification des choix au regard de l'environnement

Le règlement est élaboré selon les modalités en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016. Sa nomenclature est donc totalement différente de celle du précédent PLU, ainsi que les destinations des constructions réglementées.

La majeure partie des règles proposées contribue, directement ou indirectement, à la bonne mise en œuvre des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire et national. Aucune n'a des objectifs ou conséquences contraires.

L'analyse de la bonne prise en compte de l'environnement et des incidences de la règle est faite :

- Immédiatement pour le titre 2 applicable à toutes les zones ;
- En fin de partie et par règle pour les autres titres

Nécessité du règlement pour la mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP

Le règlement est au service de la mise en œuvre du PADD et complémentaire aux OAP pour les motifs expliqués ci-dessous.

Titre 2 : Règles applicables à toutes les zones

Le titre 2 traite des règles applicables à toutes les zones et plus particulièrement :

- de la prise en compte des risques (naturels, sismiques), des nuisances (axes bruyants et Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome d'Albertville), pour rappeler au citoyen la nécessaire adaptation de son projet à ces facteurs extérieurs

Cette règle répond plus principalement aux objectifs posés par le code de l'urbanisme que sont « *La sécurité et la salubrité publiques et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;* » dans son article L.101-2.

- des caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère à intégrer dans tous les projets d'aménagement et relatifs aux points suivants :
 - des préconisations sur la performance énergétique et environnementale, afin d'inciter à la réflexion sur l'implantation de la construction pour améliorer son efficacité énergétique et l'usage des énergies renouvelables, telles, notamment vu les caractéristiques du territoire, le bois ou le solaire, dans un objectif de limiter les besoins énergétiques des constructions et d'émission des gaz à effet de serre dans le cadre de la lutte contre le changement climatique,
 - la gestion des plantations, pour favoriser les essences locales variées, adaptées au site et plus favorables à la biodiversité,
 - la gestion des eaux pluviales et de ruissellement, pour limiter les désordres en aval et inciter à l'utilisation de l'eau de pluie pour certains usages tels que l'arrosage des pelouses, dans un souci d'économie de la ressource en eau potable.

Ces règles favorisent la réflexion sur de nouvelles pratiques, pour réduire les incidences des projets sur les thématiques traitées.

- et des modalités de raccordement technique des projets ou aménagements aux réseaux (voirie, eau potable, eaux usées et pluviales, réseaux secs).

Les obligations imposées pour le raccordement des terrains aux réseaux poursuivent des objectifs sanitaires de salubrité publique.

Les règles relatives aux eaux pluviales ont pour objectif de gérer celles-ci pour limiter leur écoulement sur les terrains à l'aval ou éviter d'engorger les réseaux publics (cas de la rétention).

Les règles relatives à l'enfouissement des réseaux secs ont une vocation de qualité paysagère.

Les réseaux ne desservent pas toutes les zones agricoles et naturelles ; ainsi, l'usage d'une source privée et la mise en place d'un assainissement individuel sont acceptés, à la condition d'être conformes aux normes en vigueur. Les modalités techniques de mise en œuvre de l'assainissement individuel ne sont pas précisées, car elles dépendent du projet proposé, de la nature des sols, mais aussi de la filière choisie ; or, les techniques sont en constante évolution et il reste difficile d'en imposer une.

Ces règles participent ainsi à la mise en œuvre de l'orientation n°6 Préserver le patrimoine naturel, paysager de la commune et de l'orientation n°7 : Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité, et notamment des éléments de projets :

- *Inciter à la mise en place de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques tout en veillant aux conditions d'insertion architecturale et paysagère.*
- *Imposer, sur les opérations significatives, une conception et une orientation du bâti permettant la meilleure valorisation possible de l'énergie solaire.*

Titres 3 et 5 : Règles applicables aux zones Urbaines et A Urbaniser destinées prioritairement à l'habitat – Ua, Uc, AUb et AUc

Section I : que peut-on construire ?

Les occupations et utilisations du sol interdites ou soumises à des conditions particulières sont compatibles avec les éléments de projets « *Renforcer et étendre la zone économique du Vernay en accord avec les prévisions du SCOT pour permettre l'installation de nouvelles entreprises* » prévus dans l'orientation n°3 « *Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales* ». Il s'agit d'éviter les activités incompatibles avec l'habitat dans ces zones, pour privilégier leur installation dans des zones dédiées.

En effet, sont interdites ou limitées les activités pouvant présenter des nuisances importantes pour l'habitat situé à proximité. Seulement, il n'est pas souhaitable d'interdire totalement les activités de la sous-destination « industrie », car il peut s'agir d'un artisan du bâtiment qui stocke uniquement du matériel de chantier, sans activité ou avec une activité très limitée sur site. L'obligation de la présence de l'habitation de l'artisan sur place limite également l'installation d'une personne extérieure au site et moins « sensible » aux troubles du voisinage. Les entreprises qui souhaitent se développer pourront trouver place dans la zone AUe du Vernay.

L'interdiction de modifier l'aspect des façades commerciales sur trois bâtiments du centre-bourg a pour objectif d'inciter à la conservation d'une activité économique dans les locaux ; certes, elle n'empêche pas le changement de destination vers le logement, mais facilite, le cas échéant, le retour à l'activité économique. Cela évite d'interdire la transformation d'un local dont la « viabilité économique » n'est plus assurée.

Cette règle de mixité fonctionnelle est cohérente avec l'élément de projet

- *Mettre en place les conditions pour conserver, voire développer, les commerces et services, y compris médicaux, dans le centre-bourg.*

prévu par l'orientation n°2 du PADD « Améliorer les équipements publics et les services à la population ».

Section II : comment s'insère la construction ou le projet dans son environnement ?

Les règles ont pour vocation d'assurer l'insertion des constructions nouvelles dans la forme urbaine de Sainte-Hélène-sur-Isère, en termes de volumétrie (réglementation des hauteurs), d'implantation par rapport aux voiries et aux limites séparatives.

Par rapport aux voiries,

- en secteur Ua, la souplesse de la règle a pour objectif de faciliter l'implantation des constructions, tout en laissant une marge d'appréciation par le gestionnaire de la voirie pour répondre aux exigences techniques de sécurité des circulations ;
- en secteur Uc, la règle a pour objet de conserver la morphologie urbaine de la zone, où se trouvent principalement des maisons pavillonnaires.

Par rapport aux limites séparatives,

- en secteur Ua, les constructions sont déjà implantées régulièrement jusque ou à grande proximité des limites ; la règle autorise ce type d'implantation pour conserver la forme urbaine du secteur ;
- en secteur Uc, les constructions peuvent s'implanter jusque relativement près de la limite, afin de faciliter la construction sur de petites parcelles, issues des objectifs de densité affichés par le PADD en réponse au SCOT

Des règles différentes sont proposées pour le bâti existant, avec l'instauration d'une tolérance pour l'isolation des constructions par l'extérieur, en vue d'améliorer sa performance énergétique.

La souplesse des règles d'implantation par rapport aux voiries et aux limites séparatives répond aux objectifs de modération de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain prévus à l'orientation 4. La réflexion demandée sur l'implantation du bâti lorsque la parcelle présente une taille suffisante s'inscrit pleinement dans les objectifs précédents. La règle a pour objectif d'inciter à la réflexion, mais pas d'imposer une implantation particulière du bâti.

Les règles relatives à l'aspect des constructions restent souples, pour faciliter les projets aussi bien en réhabilitation qu'en neuf. En cas de projet inadapté ou portant atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites ou paysages, la commune pourra faire application de l'article R.111-27 du code de l'urbanisme, qui permet de le refuser ou d'instaurer des prescriptions en vue d'améliorer son insertion.

Les règles de stationnement répondent à des objectifs de gestion de l'espace public et des circulations sur les voies publiques, en demandant à chaque porteur de projet de prévoir les places suffisantes dans l'emprise de son projet.

Titre 4 : Règles applicables aux zones Urbaines cultivées, à vocation de jardin – Uj

Cette zone répond à l'élément de projet « Identifier spécifiquement les jardins potagers » de l'orientation n°6 « Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel ».

Pour préserver au mieux les caractéristiques de ces sites, seuls sont autorisés les abris de jardin, limités en surface et hauteur. Les règles architecturales proposées ont pour objectif d'assurer la bonne insertion de ces abris dans leur environnement.

Titres 6 et 7 : Règles applicables aux zones Urbaines et A Urbaniser destinées prioritairement aux activités économiques – Ue, Uea, Ubc et AUe

La rédaction du règlement des zones Ue, Uea Ubc et AUe répond à l'instauration de ces deux zones au plan de zonage, en cohérence avec l'orientation n°3 : « Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales », qui prévoit une zone dédiée aux activités incompatibles avec l'habitat dans un secteur identifié pour cette fonction au SCOT.

Section I : que peut-on construire ?

Les règles prévues ont pour objectif de garantir la destination de la zone, en interdisant ce qui n'a pas vocation à s'y trouver : les constructions à destination d'exploitation agricole et l'habitat.

Les zones Ue et AUe ayant une vocation industrielle, un certain nombre des sous-destinations appartenant au commerce et activité de service sont interdites, pour conserver à la zone sa vocation.

La zone Uea correspondant à l'usine de conditionnement des fruits, une règle particulière est instaurée concernant le logement des travailleurs saisonniers. Cette main d'œuvre est en effet indispensable au fonctionnement de l'entreprise qui doit pouvoir la loger.

La zone Ubc ayant une vocation plus commerciale et de service, les interdictions et autorisations sous conditions sont adaptées. Le changement de destination de l'hôtel est interdit, car il représente un hébergement marchand important pour la commune.

Section II : comment s'insère la construction ou le projet dans son environnement ?

Les règles de cette section restent souples pour faciliter l'implantation des entreprises, tout en conservant le bon fonctionnement des services et équipements publics et en assurant leur insertion dans l'environnement paysager et bâti.

L'obligation de conserver une bande végétalisée et plantée, ainsi qu'un recul de 10 m, dans le secteur Uea lorsque les terrains de l'autre côté de la limite séparative sont en zone Uc a pour objectif de créer une zone tampon avec l'habitat existant, particulièrement en cas de projet de nouvelles constructions.

Titres 8 : Règles applicables à la zone Agricole

Section I : que peut-on construire ?

En compatibilité avec l'orientation n°5 : « Maintenir et permettre le développement de l'activité agricole », le règlement de la zone Agricole autorise uniquement ce qui est prévu par le code de l'urbanisme, c'est-à-dire les constructions à destination agricole et limite strictement les locaux de surveillance afin d'éviter le détournement de la règle et l'apparition d'habitation en zone A. Les projets pourront viser la diversification de l'activité, avec par exemple l'implantation de serre pour du maraîchage..., en cohérence avec l'élément de projet « *Identifier des solutions pour diversifier la destination des terres agricoles (ex : pour le maraîchage qui nécessite peu d'espace)* » de l'orientation 5 du PADD.

Les équipements publics sont autorisés sous conditions, tandis que les habitations existantes peuvent faire l'objet des évolutions prévues au code de l'urbanisme (extension et annexe, de façon encadrée).

L'évolution du bâti existant (extension et annexe) est autorisée selon les modalités prévues par le code de l'urbanisme.

Un règlement particulier est prévu pour les zones humides et leur espace de fonctionnalité, en cohérence avec l'orientation n°6 : « Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel », et plus particulièrement les éléments de projet suivants : « *Identifier spécifiquement les trames vertes et bleues sur le plan de zonage.* » et « *Conserver au mieux les sites naturels inventoriés tout en permettant les projets d'intérêt général.* ». Ce règlement a pour objectif de préserver l'intégrité de la zone humide, élément constitutif de la trame bleue.

L'espace de fonctionnalité constituant le bassin d'alimentation de la zone humide, mais aussi un espace tampon entre la zone humide proprement dite et les usages qui peuvent être faits au-delà, est protégé, mais d'une manière moins stricte que la zone humide.

Section II : comment s'insère la construction ou le projet dans son environnement ?

Les règles relatives aux constructions agricoles sont relativement souples, de façon à faciliter l'émergence et la réalisation de projets, mais ont pour objectif d'assurer l'insertion des bâtiments, souvent de grand volume, dans leur environnement paysager.

Les règles pour les constructions non agricoles (ex. extension de l'existant ou annexes), sont similaires à celles des zones U.

En conformité avec le code de l'urbanisme et sans remettre en cause la cohérence du règlement avec le PADD, l'emprise au sol de l'extension des habitations et des annexes est limitée, tout comme leur hauteur.

Ces règles ont pour objet de préserver au mieux les terres agricoles.

Titre 9 : Règles applicables à la zone Naturelle

Section I : que peut-on construire ?

La règle générale de la zone Naturelle découle du code de l'urbanisme qui en limite fortement les possibilités d'urbanisation, l'objectif principal étant, comme mentionné dans l'orientation n°6 du PADD de : « *Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel* ».

L'évolution du bâti existant (extension et annexe) est autorisée selon les modalités prévues par le code de l'urbanisme.

Un règlement particulier est prévu pour les zones humides et leur espace de fonctionnalité, en cohérence avec l'orientation n°6 : « *Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel* », et plus particulièrement les éléments de projet suivants : « *Identifier spécifiquement les trames vertes et bleues sur le plan de zonage.* » et « *Conserver au mieux les sites naturels inventoriés tout en permettant les projets d'intérêt général.* ». Ce règlement a pour objectif de préserver l'intégrité de la zone humide, élément constitutif de la trame bleue.

L'espace de fonctionnalité constituant le bassin d'alimentation de la zone humide, mais aussi un espace tampon entre la zone humide proprement dite et les usages qui peuvent être faits au-delà, est protégé, mais d'une manière moins stricte que la zone humide.

Le règlement du secteur NL autorise les aménagements liés aux sports et loisirs, en cohérence avec l'élément de projets

- « *Permettre le maintien, voire le développement des activités à la base de loisirs dans les limites du PPRI.* »

de l'orientation n°8 : « *Permettre le développement des activités de loisirs et de tourisme* »

Les secteurs Nc correspondant au périmètre d'exploitation de la carrière, seules les travaux liés à celle-ci sont autorisés, ainsi que, une fois l'exploitation terminée, la remise en état du site, notamment à des fins agricoles pour compenser l'extension de la zone Ue du Vernay.

Le secteur Ndb correspondant à des emplacements pour du stockage de bois énergie, le règlement n'y autorise que les aménagements et équipements qui y sont liés. Le projet de l'intercommunalité prévoyant un bâtiment, celui-ci est explicitement défini pour répondre aux besoins identifiés.

Section II : comment s'insère la construction ou le projet dans son environnement ?

Les règles restent en cohérence avec les objectifs affichés par le PADD.

En conformité avec le code de l'urbanisme et sans remettre en cause la cohérence du règlement avec le PADD, l'emprise au sol de l'extension des habitations et des annexes est limitée, tout comme leur hauteur.

Ces règles ont pour objet de préserver au mieux les espaces naturels.

Choix retenus au regard de la protection de l'environnement pour rédiger le règlement

La majeure partie des règles proposées contribue, directement ou indirectement, à la bonne mise en œuvre des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire et national. Aucune n'a des objectifs ou conséquences contraires.

Règles applicables à toutes les zones

Voir dans la justification

Occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions à destination agricoles sont interdites dans les zones Ua, Uc et A Urbaniser, afin d'éviter les nuisances aux habitants et de préserver la qualité du cadre de vie.
- En zone Ue, Ubc et AUe, les habitations sont interdites pour conserver à la zone sa destination économique et limiter ainsi les conflits. Seuls les locaux de surveillance sont autorisés sous des conditions strictes.
- En zone Ue, Ubc et AUe, les constructions agricoles ne sont pas autorisées, car leur place est prévue dans la zone Agricole dédiée.
- Les interdictions prévues dans les différents secteurs des zones Agricoles et Naturelles ont pour objectif de préserver l'intégrité de ces espaces, leur biodiversité et la qualité paysagère de la commune.

Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- La limitation de certaines activités économiques (destination industrielle) dans les zones urbaines et à urbaniser destinées prioritairement à l'habitat a pour principale fonction de réduire les nuisances vis-à-vis des habitants et de conserver ainsi un cadre de vie agréable. Les autoriser favorise la mixité des fonctions dans le village et peut potentiellement limiter les besoins en déplacements des actifs.
- En zone agricole, les locaux de surveillance sont autorisés avec de nombreuses conditions, pour limiter les risques d'évolution et de conflits entre usagers.
- En compatibilité avec le code de l'urbanisme, les habitations situées en zone agricole ou naturelle peuvent faire l'objet d'une extension et de deux annexes, de façon limitée, pour ne pas compromettre la destination initiale de la zone, tout en permettant l'évolution de l'existant. Ces évolutions permettent l'entretien du patrimoine bâti, mais ne remettent pas en cause l'intégrité des espaces naturels ou agricoles dans lesquels le bâtiment se trouve.
- les possibilités d'aménagement dans les zones humides et leur espace de fonctionnalité sont strictement réglementées, pour préserver les premières et les bassins versants qui les alimentent et constituent un espace tampon assurant leur bon fonctionnement.

Mixité fonctionnelle et sociale

En facilitant le maintien des commerces, l'objectif est de limiter les déplacements des habitants et de favoriser les modes non motorisés.

Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol n'est réglementée que dans les zones A et N, pour les extensions et les annexes, mais aussi les constructions nouvelles en NL et Ndb1, pour assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel ou agricole de la zone.

Hauteur maximale des constructions

Les règles de hauteur ont pour objectif d'assurer une continuité dans la forme urbaine. Elles favorisent une bonne insertion de la construction dans le village ou le paysage.

Dans les zones destinées prioritairement à l'habitat (Ua, Uc, AUb et AUb), elles sont exprimées en niveau, l'objectif étant de faciliter la construction adaptée au site.

Une tolérance est admise pour l'isolation par l'extérieur des constructions existantes dont la hauteur est déjà supérieure à la règle, afin de contribuer à la diminution des besoins énergétiques du territoire.

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les règles permettent d'assurer les besoins de circulation, de sécurité et de fonctionnement des services publics (ex. déneigement).

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les règles d'implantation ont pour objectif d'assurer une continuité dans la forme urbaine. Elles favorisent une bonne insertion de la construction dans le centre-bourg de Sainte-Hélène-sur-Isère et les différents villages ou hameaux.

Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Dans les zones U et AU destinées prioritairement à l'habitat, une réflexion sur l'implantation de la construction sur la parcelle, lorsque celle-ci présente une surface suffisante, est demandée, afin d'inciter les personnes qui construisent à imaginer les besoins futurs et éventuellement à conserver la possibilité de construire un ou d'autres bâtiments (ex. pour les enfants). Si le choix d'implantation est judicieux, il pourra en effet être possible de construire de nouveau dans le futur, permettant une certaine valorisation foncière et « densification » de l'espace déjà bâti. A noter : si la réflexion est obligatoire, l'implantation « réfléchie » et « optimale » en terme d'usage du foncier n'est pas imposée.

Dans les zones A et N, la règle a pour objectif d'éviter une implantation des annexes au milieu des terres agricoles ou naturelles ; il s'agit de maintenir le caractère agricole ou naturel de la zone.

Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures

La règle a pour objectif d'éviter les styles architecturaux non locaux (ex. maison à colombages, maison bretonne,...), et de favoriser l'insertion des constructions nouvelles à la trame bâtie existante.

Obligations imposées en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir

En secteur Uea, une bande de 5 mètres végétalisée et plantée est demandée pour assurer un écran avec les habitations existantes en zone Uc contiguë.

Règles nécessaires au maintien ou à la remise en état des continuités écologiques et à la qualité paysagère

Ces règles ont pour objectif d'assurer la préservation des trames encore boisées dans la plaine agricole, qui servent de refuge pour la faune. Par ailleurs, deux EBC sont identifiés en périphérie de la zone AUe, en tant que mesure de réduction des incidences de la zone économique sur les espaces naturels.

Obligations imposées en matière de réalisation d'aires de stationnement

Les règles ont pour objectif de limiter les stationnements sur les voies et emprises publiques, pour faciliter les circulations et le fonctionnement des services publics.

Les règles de stationnement pour vélos sont insérées, comme prévu par la loi ALUR. Elles peuvent favoriser le développement de l'usage des vélos à assistance électrique et contribuer à limiter ainsi l'usage de la voiture.

3.3 Justification des zones urbaines soumises au RNU (dans les PLUI), des zones U ou AU sans règlement (uniquement avec des OAP) et des servitudes de projet (5° du L.151-41 c. Urb.)

Le PLU de Sainte-Hélène-sur-Isère n'est pas concerné.

CHAPITRE 3 – PRESERVATION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT, INCIDENCES DU PLU

Cette partie répond au 3° de l'article R.151-1 du code de l'urbanisme qui indique que le rapport de présentation, suite à l'analyse de l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci. Il semble en effet préférable, dans un souci de clarté, de développer ces éléments suite à l'explication et à la justification du projet lui-même.

Dans l'élaboration de son PLU, la commune a opéré des choix de protection de l'environnement naturel et agricole de son territoire, mais aussi de l'environnement au sens large. Elle les a retranscrits dans son PADD dans les orientations 4, 5, 6 et 7 :

- Orientation n°4 : Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain
- Orientation n°5 : Maintenir et permettre le développement des activités agricoles
- Orientation n°6 : Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel
- Orientation n°7 : Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité

Ces choix ont conduit à respecter les zones naturelles sensibles inventoriées, notamment les zones humides et les corridors écologiques traversant la commune.

Le projet de PLU est sur le plan environnemental en cohérence avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Arlysère, dont les orientations en la matière citées dans le DOG sont :

- La préservation-valorisation des espaces agricoles et naturels et des paysages
- De favoriser le renouvellement urbain, la densification et pour maîtriser les extensions urbaines

Il respecte les préconisations du SRCE (Schéma Régional des Corridors Ecologiques).

1 INCIDENCES DU PROJET DE PLU SUR LES ZONES NATURA 2000

Aucune zone Natura 2000 n'est recensée sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère.

Les sites Natura 2000 les plus proches concernent

- Le Réseau de zones humides dans la Combe de Savoie et la basse vallée de l'Isère, au titre de la directive habitat, sur la commune d'Aiton,
- La partie orientale du Massif des Bauges, au titre des directives Habitats et Oiseaux, sur les communes de Montaille et Grésy-sur-Isère
- Le Massif de la Lauzière, au titre des directives Habitats et Oiseaux, sur les communes de Rognax et Montsapey

Les sites du Massif des Bauges et du Massif de la Lauzière sont situés de telle sorte que le projet de PLU de Sainte-Hélène-sur-Isère sera sans incidences directes ou indirectes sur ces zones Natura 2000.

Le réseau des zones humides de la Combe de Savoie et basse vallée de l'Isère, plus proche, ne sera pas non plus impacté, ni directement, ni indirectement, par la mise en œuvre du PLU de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère. En effet, les eaux usées de Sainte-Hélène-sur-Isère bénéficient d'un traitement aux normes en vigueur, les eaux pluviales devront être gérées à la parcelle, les entreprises qui s'installeront dans la zone industrielle du Vernay devront répondre aux réglementations les concernant.

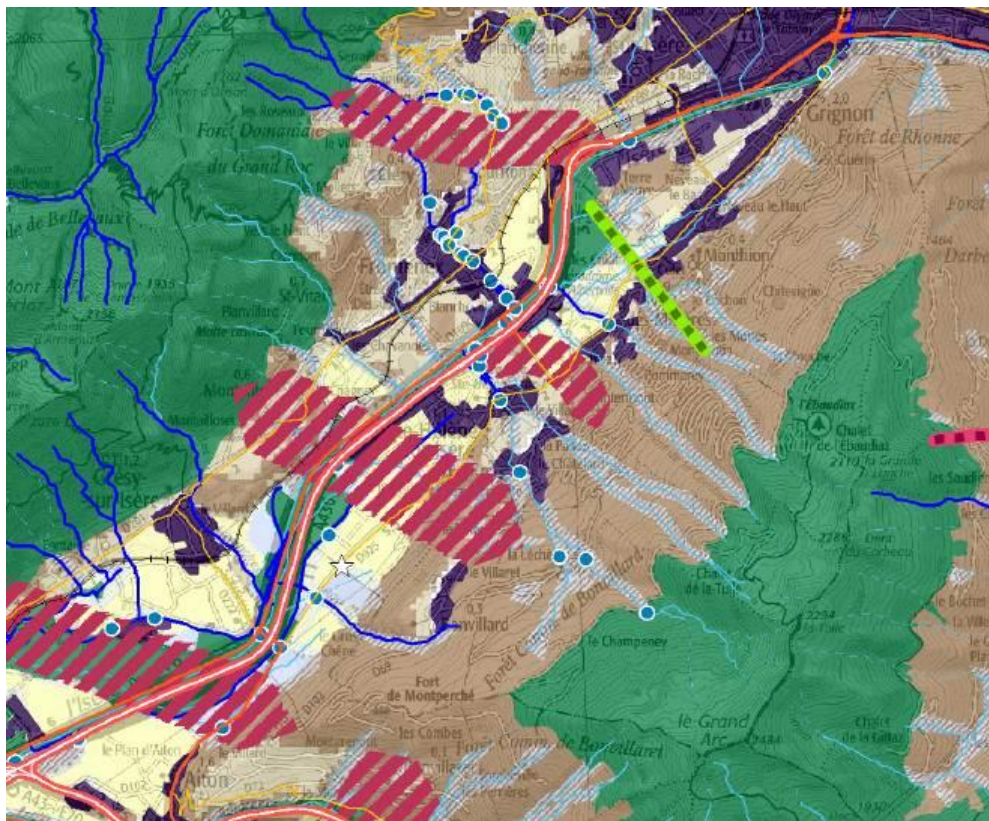
2 INCIDENCES DU PLU SUR LES AUTRES MILIEUX NATURELS SENSIBLES

2.1 Incidences sur la trame verte

Les corridors écologiques

▪ Corridor régional

Deux fuseaux d'intérêt régional à remettre en bon état sont recensés par le SRCE. Celui à l'ouest assure la liaison entre le Massif des Bauges et celui de La Lauzière (Grand Arc) ; celui au nord entre la ripisylve de l'Isère et le massif de La Lauzière (Grand Arc).



▪ Corridors locaux

Le SCOT précise les corridors identifiés par le SRCE. Le premier vient de Montailleur, traverse l'autoroute et l'Isère et concerne la commune entre le village du Villard et le centre-bourg, en passant au sud-ouest de La Perrière. Le second traverse également l'Isère et passe au nord-est des lacs, avant de partir en direction de Notre-Dame-des-Millières par le Rotex.

Ils sont identifiés sur le plan de zonage par une trame spécifique et sont classés en zone Agricole ou Naturelle. Le stockage de bois intercommunal est prévu dans le corridor passant par le Rotex.

- Le projet de PLU n'aura pas d'incidence directe ou indirecte sur le corridor identifié entre le Villard et le centre-bourg. L'incidence du stockage de bois sur le corridor du Rotex est réduite par le fait que le site sera, le cas échéant, clos par une clôture perméable au passage de la faune.

▪ **Zone de transit de la faune sur la commune**

Aucun axe local particulier de passage de la faune n'a été recensé sur la commune. La configuration de l'urbanisation, concentrée en secteurs bien délimités, laisse suffisamment de passages pour la grande et la petite faune présente sur le territoire.

- Le projet de PLU évite toute incidence sur les zones de transit de la faune.

La trame verte agricole

Les orientations de développement de la municipalité restreignent les zones urbanisables, qui restent cantonnées dans l'enveloppe bâtie du centre-bourg et des différents villages et hameaux.

Ces choix permettent de préserver les grands espaces agricoles de la plaine, voués à la culture intensive et aux vergers, mais aussi les quelques zones de culture sur le versant (Le Torchet, la Perrière d'en Bas), et les espaces de fauche et pâture sur le versant, compléments indispensables pour l'élevage encore bien présent sur le territoire. Les zones ouvertes de versant sont constituées de prairies de fauche ou de pâtures, habitats de bonne biodiversité. Le projet ménage ainsi la diversité biologique d'ensemble de la commune en maintenant les réservoirs biologiques, ainsi que des bosquets qui font office de zones refuges et d'axes de circulation pour la faune.

Des zones agricoles souples (Ab) sont prévues en périphérie des exploitations déjà existantes et sur le versant où les capacités des réseaux sont suffisantes pour permettre de nouvelles activités, le cas échéant. A noter toutefois que le foncier agricole disponible pour l'installation d'une nouvelle activité en culture ou élevage important est quasi inexistant ; les nouvelles installations pourraient se faire en maraîchage, peu nécessitant en foncier, ou en élevage moins « conventionnel » (ex. chèvre pour l'entretien des versants et faire reculer la friche). Le développement du maraîchage aurait une incidence positive sur la réponse à la demande en produits alimentaires locaux.

- En réduisant quelques surfaces constructibles au profit des zones agricoles, le projet de PLU réduit les incidences possibles de l'urbanisation sur les espaces et l'activité agricoles.
- En créant des secteurs pour l'implantation des constructions agricoles, le PLU a une incidence potentielle positive sur l'activité et donc l'ouverture possible de nouveaux espaces agricoles.

La trame verte boisée

Le PLU préserve les principaux bois et bosquets et les grands axes de haies arborées par un classement en zone Naturelle, souvent doublé d'une identification au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. La fonction de zone refuge et d'axe de déplacement pour la faune est maintenue dans la commune.

Quelques haies ou bosquets font l'objet d'identification particulière, afin de mieux les conserver.

- Le projet de PLU évite toute incidence sur la trame verte boisée.

2.2 Incidences sur la trame bleue

Les zones humides inventoriées

Les zones humides et leur espace de fonctionnalité font l'objet d'une trame particulière au plan de zonage, en cohérence avec les recommandations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux ; un règlement particulier permet d'assurer leur préservation.

La protection de l'espace de fonctionnalité est également nécessaire, pour assurer une « zone tampon » entre la zone humide et d'éventuelles occupations.

Les boisements alluviaux situés dans la zone humide sont également identifiés spécifiquement.

- Le projet n'a pas d'effets négatifs sur les zones humides constituant à la trame bleue de la commune.

Les principaux ruisseaux

Les principaux ruisseaux traversant la commune sont le Nant Bruyant, le Nant du Villard (ou Merderet), le Nant Perrin, le Nant de La Combaz, le ruisseau du Villaret, dont l'exutoire est l'Isère. L'essentiel de leur linéaire est classé en zone Naturelle.

La commune de Sainte-Hélène-sur-Isère dispose d'une station d'épuration pour 2 500 équivalents-habitants, de capacité suffisante pour le développement prévu. Ainsi, il n'y a aucun rejet direct de Sainte-Hélène-sur-Isère dans les cours d'eau traversant la commune.

Les constructions isolées sur le versant restent en assainissement non collectif. Leur évolution est limitée au changement de destination, lorsque le PLU le prévoit, aux extensions limitées et aux annexes. Lors des travaux de réhabilitation, une filière d'assainissement individuel aux normes en vigueur sera à mettre en place, si la nature du projet le justifie et si elle n'existe pas déjà.

Le chalet d'alpage de La Thuile pourra évoluer dans le cadre prévu par la loi montagne.

Le PLU autorise les équipements liés à la production d'hydroélectricité dans les cours d'eau. Ces installations devront se faire en conformité avec la réglementation en vigueur (loi sur l'eau notamment) et ne pas compromettre la qualité et le fonctionnement des cours d'eau.

- Le projet n'a pas d'effets négatifs sur les ruisseaux constituant la trame bleue de la commune.

3 INCIDENCE DU PLU SUR LA GESTION DE L'ESPACE, LES PAYSAGES NATURELS ET BATIS, LA QUALITE DU CADRE DE VIE ET LA SANTE

3.1 Sur la consommation foncière

Le développement de Sainte-Hélène-sur-Isère se fait quasi-exclusivement dans l'enveloppe bâtie, en limitant très fortement les extensions sur les espaces agricoles ou naturels. Les parcelles totalement en extension, plus particulièrement à Pré Perron, au Torchet, à Chamousset sont reclassées en zone Agricole et à La Croix en zone Naturelle.

Environ 8,24 ha (contre 17,75 ha dans le PLU de 2008) sont disponibles à l'urbanisation pour l'habitat, dont 1,43 ha en zone A Urbaniser avec OAP. Ces zones AU font l'objet

d'orientations d'aménagement et de programmation demandant une diversité typologique de l'habitat et une densité moyenne de 34 à 41 lgts/ha.

- Le projet de PLU a donc un effet positif sur la gestion de l'espace, en diminuant les surfaces urbanisables et incitant à un meilleur usage du foncier par une densification en adéquation avec la morphologie du village.
- Limiter les extensions de l'habitat en dehors de l'enveloppe urbaine présente également un effet positif sur la perception de la commune dans le grand paysage.

La densité prévue par les OAP, ainsi que la diversité des logements demandés permettra de produire des volumes en adéquation avec le bâti existant.

- La qualité du cadre de vie sera donc préservée.

La zone industrielle du Vernay connaît une extension de 5 ha, avec une OAP. Pour gérer au mieux les surfaces, l'OAP impose un ratio surface bâtie / surface du terrain minimum.

- Les outils pour limiter la consommation foncière à destination économique sont donc prévus.

3.2 Sur la qualité paysagère du territoire, la qualité de vie et la santé

Des espaces de jardins potagers situés en cœur ou périphérie de l'enveloppe bâtie sont classés en zone Uj.

- Ce classement a un impact positif sur la perception paysagère de la commune et le maintien d'une certaine biodiversité sur le territoire.

Le PLU préserve de grands ensembles agricoles et permet, sur les secteurs ayant les capacités, l'installation de nouvelles exploitation.

- Cet élément de projet est positif pour l'ouverture paysagère du territoire et donc la qualité du cadre de vie.

Le PLU demande l'enfouissement des réseaux secs, pour conserver la qualité paysagère du site.

Le règlement a pour objectif de conserver au village son harmonie architecturale, tout en facilitant la rénovation du bâti ancien

- La qualité du cadre de vie et du paysage bâti proche sera donc préservée.

Le PLU limite volontairement les possibilités d'installation des activités dans les zones destinées prioritairement à l'habitat.

- Cette mesure a un effet positif sur la qualité de vie des habitants.

Les zones spécifiquement dédiées aux activités économiques se situent loin des zones d'habitat.

- La localisation des zones a un effet positif sur la qualité de vie des habitants.

Le chalet d'alpage de La Thuile est spécifiquement identifié, pour permettre son entretien et sa rénovation dans le cadre prévu par la loi montagne.

- Le PLU aura un effet positif sur les possibilités de réhabilitations ce patrimoine. A noter que l'entretien du patrimoine bâti contribue indirectement à l'entretien des espaces alentours et donc au ralentissement de l'avancée de la friche.

Une zone industrielle est prévue au Vernay, en extension de 5 ha de l'existante. Les entreprises qui s'installeront sur le site devront respecter les normes environnementales en vigueur.

- Par le respect des normes affectées aux entreprises, le PLU n'aura pas d'incidence particulière sur la santé des habitants de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et des communes alentours

4 INCIDENCES DU PLU SUR LES ESPACES ET L'ACTIVITE AGRICOLES

Le PLU préserve les espaces agricoles à préserver identifiés par le SCOT approuvé en 2012.

Le maintien des possibilités d'urbanisation aux seuls espaces disponibles dans l'enveloppe bâtie ou dans sa continuité immédiate permet de préserver les grands ensembles agricoles.

Tous les espaces encore ouverts sur les versants font l'objet d'un classement en zone agricole, de même que l'alpage de La Thuile.

Des secteurs sont destinés à l'implantation de bâtiments agricoles.

- Les incidences du présent PLU sur l'agriculture sont positives, dans la mesure où le PLU prévoit un emplacement dédié à l'installation de bâtiments agricoles et préserve les secteurs encore ouverts pour l'agriculture.

5 MAITRISE DES BESOINS EN DEPLACEMENTS ET DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE

La mise en œuvre du projet de PLU aura une incidence sur les déplacements et la circulation automobile. La commune travaille actuellement à la sécurisation de la traversée de la RD, pour favoriser les déplacements non motorisés. L'OAP du Nant Perrin prévoit une liaison piétonne entre la rue du Nant Bruyant et le secteur de la Mairie (à terme), pour limiter la présence de piétons, à terme, sur le chemin des Moulins. L'OAP du Rotex prévoit l'élargissement de la voie communale et un accès à la zone par le chemin perpendiculaire à celle-ci, pour éviter les sorties directes sur la voie communale.

- Le développement de l'habitat aura un impact sur les circulations. Cependant, les caractéristiques des voiries aux abords des principales voies de développement sont suffisantes pour absorber les nouveaux véhicules.
- Le développement des secteurs situés sur le versant, plus éloignés des grands axes de circulation et du centre-bourg, reste plus modéré, par la suppression de l'essentiel des zones AU et des zones Urbaines en extension. Ainsi, l'évolution du PLU par rapport à celui de 2008 est favorable sur ce thème.

6 GESTION DE L'EAU

6.1 L'eau potable

Les périmètres de protection des captages alimentant la commune sont en place. Ils sont classés, selon leur nature, en zone agricole ou naturelle. La réglementation relative à la Servitude d'Utilité Publique s'applique en plus du PLU, pour assurer la bonne conservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

La partie 6.3.1.1 relative à l'eau potable contient un tableau en page 55, qui indique que la ressource en eau est largement suffisante pour les besoins futurs de la commune, dans les 10 ans à venir.

Le bilan ressources / besoins futures (2025 et 1 448 habitants à Sainte-Hélène-sur-Isère) est positif, à +999 m³/jour. Ainsi, même si la population atteint environ 1470 habitants en 2028, la ressource en eau potable sera suffisante.

- Le projet n'a pas d'effets négatifs sur l'adéquation ressource / besoins en eau potable de la commune.
- En prévoyant le raccordement au réseau de Bonvillard, le PLU a un effet positif sur la qualité de l'eau distribuée.

6.2 Les eaux usées

La station d'épuration de Sainte-Hélène-sur-Isère, d'une capacité de 2 500 EH, est suffisante pour absorber la croissance démographique prévue.

L'habitat dispersé du versant et le chalet d'alpage de La Thuile sont en assainissement non collectif. Leurs possibilités de développement restent limitées à la réhabilitation du bâti existant et leur extension limitée.

Le PLU demande la mise en place d'un système d'assainissement aux normes en vigueur pour les secteurs non raccordés au réseau collectif. Cette règle permet de limiter la pollution des sols et des eaux.

- Le projet n'a pas d'effets négatifs sur la gestion de l'assainissement des eaux usées de la commune.

6.3 Les eaux pluviales

Au total, environ 8 ha sont ouverts à l'urbanisation. Celle-ci va entraîner l'imperméabilisation des sols (constructions, accès,...) et donc augmenter les eaux de ruissellement.

Les règles applicables à toutes les zones préconisent l'usage de matériaux perméables pour les cheminements piétons et stationnements. Des règles de gestion des eaux pluviales de tout projet sont également mises en place, de façon à limiter les désordres en aval.

- Le règlement prévoit des mesures pour réduire les incidences des eaux pluviales sur l'environnement. Les incidences du PLU en la matière devraient donc rester limitées.

7 *GESTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES*

La commune n'est pas concernée par des risques technologiques.

Sainte-Hélène-sur-Isère est couverte par un

- PPRI, approuvé en février 2013 concernant le risque d'inondation lié à l'Isère
- PIZ réalisé en 2008 et mis à jour en 2017, pour assurer la prise en compte des risques naturels autres qu'inondation de l'Isère sur le territoire, identifier les secteurs soumis à des aléas et les mesures à mettre en œuvre pour s'en prémunir.

Le PLU prend en compte ces documents dans la définition du zonage et renvoie, dans le règlement, au PPRI et au PIZ, pour connaître les éventuelles restrictions d'usages, les prescriptions ou recommandations qui s'appliquent vis-à-vis du risque.

Le règlement précise qu'une bande est inconstructible le long des cours d'eau, dans les secteurs non couverts par le PPRI ou le PIZ.

- Le projet de PLU n'a pas d'impact sur les risques naturels, dans la mesure où il ne les augmente pas.
- Il prend en compte les risques identifiés par le PPRI et le PIZ et les prescriptions ou recommandations associées.

8 *INCIDENCES DU PLU EN TERMES DE POLLUTION ET NUISANCES*

Le PLU maintient la zone industrielle du Vernay et quelques petites zones artisanales par un classement en zone Ue, et prévoit l'extension de la première via un classement AUe.

Dans ces cas, elles devront respecter les règles en vigueur relatives à leur activité.

- L'impact du PLU sera fonction de la nature des activités potentielles qui s'installeront dans la zone. Les règles en vigueur par ailleurs garantissent la prise en compte des pollutions et nuisances dans les projets.
- Des mesures particulières sont prévues pour la zone de conditionnement de fruits située au centre du bourg de Ste Hélène : plantation et bande non aedificandi, afin de préserver les propriétés riveraines des nuisances de cette activité.

Le site concerné par une pollution potentielle des sols et recensé dans la base de données BASOL se situe dans la zone industrielle du Vernay, sur une parcelle à destination économique. L'un des sites BASIAS est également au Vernay et est classé en zone Ue et le second se trouve au Chef-lieu, en zone Ua vu que l'activité a cessé depuis longtemps.

L'information figure au PLU (rapport de présentation et annexes) et permet de prévenir le propriétaire en cas de projet.

- Cette information permet de réduire le risque potentiel de contamination des biens et des personnes.

Le développement de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère conduira à l'augmentation de la population et donc des déplacements pour le travail, les loisirs,..., avec l'émission de matières polluantes. Les quantités émises par les nouveaux habitants resteront peu significatives à l'échelle du bassin de vie.

La croissance démographique aura pour incidence la production de déchets supplémentaires. Arlysère dispose des capacités suffisantes pour traiter les déchets supplémentaires.

- L'impact du PLU en la matière sera donc faible au regard du développement prévu.

9 PERFORMANCE ENERGETIQUE

La commune a mis en place un réseau de chaleur alimenté par une chaudière bois. Ce projet était inscrit au PADD lors du débat et a été réalisé depuis. Pour conforter cette action, elle prévoit une zone de stockage du bois énergie. Elle répond également au besoin d'Arlysère de créer une plateforme de stockage de bois.

Par ailleurs, le règlement propose de mettre en place des énergies renouvelables pour répondre aux besoins la construction, demande une implantation facilitant la performance énergétique des constructions, prévoit des règles pour faciliter l'isolation par l'extérieur du bâti existant et des équipements hydroélectriques sur les cours d'eau.

- Le PLU crée donc des conditions favorables aux économies d'énergie et à l'usage des énergies renouvelables, voire locales. L'impact du PLU sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre, la qualité de l'air, et la santé en général, est donc positif.

10 RESSOURCES NATURELLES

Les incidences du PLU sur l'eau et la gestion de l'espace sont traitées précédemment.

Le PLU autorise la poursuite de l'activité de la gravière dans son emprise actuelle, telle qu'autorisée jusqu'en 2026.

- L'impact du PLU en matière économique et de valorisation des ressources naturelles du territoire est donc positif.

11 ECONOMIE LOCALE

Le PLU prévoit l'extension de la zone économique du Vernay et des règles permettant de conserver les entreprises disséminées sur le territoire, en fonction des équipements.

L'extension du Vernay permet de répondre à la demande des entreprises à l'échelle de la Combe de Savoie, où les terrains exempts de risques naturels restent rares. Elle permettra de créer des emplois et pourra, indirectement, dynamiser les commerces et services du centre-bourg grâce à la venue de nouveaux actifs.

Les activités compatibles avec l'habitat sont possibles dans les zones urbaines, sous conditions.

- L'impact du PLU en la matière sera donc positif, en permettant l'implantation d'entreprises et donc la création d'emplois.

La base de loisirs est classée en zone NL (naturelle à destination de loisirs), permettant ainsi le maintien de l'activité. L'aire de jeux de Chamousset est également identifiée en NL.

- L'impact du PLU en la matière sera donc neutre.

Les incidences sur l'économie agricole sont analysées en supra.

CHAPITRE 4 – INDICATEURS NECESSAIRES A L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

Les indicateurs pour aider la commune à débattre sur les résultats de l'application du PLU au regard des objectifs fixés par l'article L.101-2 du code de l'urbanisme et traduit dans le PADD dans les orientations suivantes :

Orientation	Objectifs	Indicateurs	Données sources
1. Proposer du logement diversifié pour maintenir la croissance démographique et accueillir les actifs attendus dans la vallée	Organiser l'urbanisation des secteurs stratégiques ou de taille importante par des OAP	Nombre de zones AU objets des OAP urbanisées	Registre des autorisations d'urbanisme
	Diversifier la typologie des logements	Nombre et caractéristiques des logements réalisés dans les secteurs objets des OAP	Registre des autorisations d'urbanisme Données de l'INSEE
	Proposer de l'habitat pour les personnes âgées.	Présence ou non d'un hébergement spécifique pour les personnes âgées	Données communales et registre des autorisations d'urbanisme

2. Améliorer les équipements publics et les services à la population	Mettre en place les conditions pour conserver, voire développer, les commerces et services dans le centre-bourg	Nombre de commerces et services présents	Données de la Chambre des Métiers (CMA) ou de la CCI Données communales par observation de terrain
	Prévoir des cheminements pour piétons	Linéaires réalisés	Données communales par observation de terrain
	Améliorer la qualité de l'eau distribuée sur Sainte-Hélène-sur-Isère	Budget prévu Etat d'avancement des travaux	Données communales et Arlysère

3. Maintenir et développer les activités industrielles et artisanales	Renforcer et étendre la zone économique du Vernay	Etat d'avancement du projet Nombre d'entreprises installées et d'emplois créés	Registre des autorisations d'urbanisme Données CCI et CMA
	Maintenir la zone économique du Rotex	Nombre d'entreprises présentes	Données communales par observation de terrain Données CCI et CMA
	Développer le télétravail par la création de bureaux	Etat d'avancement du projet Le cas échéant, fréquentation du service	Données communales par observation de terrain Registre des autorisations d'urbanisme Données CCI et CMA
	Maintenir l'activité de la carrière jusqu'en 2026 et ensuite remettre en état le site	Etat d'avancement de la remise en état	Données communales par observation de terrain

4. Modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain	Réduire les possibilités d'urbanisation en dehors de l'enveloppe urbaine, et notamment dans la plaine agricole et sur le coteau. Centrer le développement sur le village du chef-lieu, facilement accessible et desservi par les équipements	Nombre de logements réalisés en extension et en densification, en distinguant le chef-lieu et le versant.	Registre des autorisations d'urbanisme
	Faciliter la réhabilitation du bâti ancien	Nombre de bâtiments rénovés et de logements créés	Registre des autorisations d'urbanisme
	Atteindre une densité moyenne de 25 logements / ha.	Densité observée sur la période	Registre des autorisations d'urbanisme
	Prévoir une zone économique « dense »	Nombre d'entreprises installées et d'emplois créés en fonction de la surface consommée. Ratio surface bâtie / surface du terrain	Registre des autorisations d'urbanisme Données CCI et CMA

5. Maintenir et permettre le développement des activités agricoles	Assurer la pérennité des activités agricoles. Essayer de diversifier les activités agricoles	Surface de terrains agricoles urbanisés. Evolution du nombre d'exploitations agricoles. Caractéristiques des exploitations agricoles	Registre des autorisations d'urbanisme Données communales Recensement Général de l'Agriculture et connaissance des élus du territoire
--	---	--	---

6. Préserver le patrimoine naturel, paysager et culturel	Identifier les trames vertes et bleues Conserver au mieux les sites naturels inventoriés	Etat de conservation des zones humides, en qualité et en surface. Suivi de l'état de conservation des habitats et des espèces. Etat de conservation du corridor écologique	Constat sur le terrain de l'état des zones humides (en partenariat avec le CEN)
	Mettre en valeur cette nature	Kilomètres de sentiers balisés Actions engagées	Données communales PDIPR
	Identifier spécifiquement les jardins potagers	Etat de conservation des jardins, en qualité et en surface.	Constat sur le terrain
	Préserver le patrimoine (chapelle, moulin et chalet d'alpage)	Etat de conservation	Constat sur le terrain
7. Faire des économies d'énergie dans un objectif de durabilité	Inciter à la mise en place de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques	Nombre et surface des équipements existants	Constat sur le terrain Registre des autorisations d'urbanisme
8. Permettre le développement des activités de loisirs et de tourisme	Permettre le maintien, voire le développement des activités à la base de loisirs Accompagner le développement du tourisme doux Conserver les espaces ludiques au village, voire les conforter	Etat d'avancement des projets Financements prévus	Données communales et observations de terrain

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

Carte 1 : Situation de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère	5
Carte 2 : Consommation foncière dans la zone industrielle	19
Carte 3 : Consommation foncière au chef-lieu	20
Carte 4 : Consommation foncière sur La Perrière	21
Carte 5 : Consommation foncière sur le versant	22
Carte 6 : Consommation foncière au Villard	23
Carte 7 : Bâtiments d'élevage et projets de bâtiment d'élevage	31
Carte 8 : Localisation des différents types de cultures	32
Carte 9 : Espaces agricoles à préserver selon le SCOT sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère	33
Carte 10 : Chemins de randonnée sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère concernés par le PDIPR	39
Carte 11 : Localisation des parkings du chef-lieu	45
Carte 12 : Localisation des parkings de La Glapière	46
Carte 13 : Localisation des parkings sur le versant	46
Carte 14 : Localisation des parkings dans la base de loisirs et la zone industrielle	47
Carte 15 : Plan incendie	58
Carte 16 : Schéma Régional de Cohérence Ecologique, extrait sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère	71
Carte 17 : Secteurs disponibles au chef-lieu	76
Carte 18 : Secteurs disponibles sur La Perrière	77
Carte 19 : Secteurs disponibles du La Pallaz, Chamousset et Le Villaret	78
Carte 20 : Secteurs disponibles au Villard	79
Carte 21 : Géologie de la commune	82
Carte 22 : Ensoleillement moyen annuel en kWh/m ²	86
Carte 23 : Cartographie des zones sensibles à la qualité de l'air	89
Carte 24 : Localisation du site pollué	92
Carte 25 : Localisation des conteneurs semi-enterrés	93
Carte 26 : Extrait de la carte du PEB	95
Carte 27 : Localisation des ZNIEFF de types 1 et 2	101
Carte 28 : Zones humides et espaces de fonctionnalité de la plaine	103
Carte 29 : Zones humides et espaces de fonctionnalité des alpages	104
Carte 30 : Localisation des tourbières et de leur espace de fonctionnalité	105
Carte 31 : Localisation des continuités écologiques	106
Carte 32 : Présence probable de l'habitat du tétras-lyre et identification d'un corridor	108
Carte 33 : Localisation de la forêt communale	110
Carte 34 : Répartition des unités paysagères à l'échelle communale	114
Carte 35 : Secteurs concernés par le PPRI de l'Isère	148
Carte 36 : Estimation de la probabilité d'urbanisation des surfaces disponibles sur le Chef-lieu	158
Carte 37 : Estimation de la probabilité d'urbanisation des surfaces disponibles sur le Villard	159

Carte 38 : Estimation de la probabilité d'urbanisation des surfaces disponibles sur le versant	160
Carte 39 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur Chef-lieu	178
Carte 40 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur du Villard	179
Carte 41 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur de La Perrière.....	180
Carte 42 : Surfaces disponibles au PLU et évolution par rapport au PLU de 2008 – secteur du versant.....	181

Table des figures

Figure 1 : Travaux de restructuration du réseau AEP	62
Figure 2 : Communes concernées par les différents segments de marché du numérique	64
Figure 3 : Inventaire des PM10.....	90
Figure 4 : Évolution de la tâche urbaine	127

Tables des graphiques

Graphique 1 : Evolution démographique et taux démographiques de Sainte-Hélène-sur-Isère	8
Graphique 2 : Evolution et taux démographiques de la CCHCS	9
Graphique 3 : Evolution de la structure par âge de la population entre 1999 et 2015	10
Graphique 4 : Comparaison de la structure par âges de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et de la CCHCS	10
Graphique 5 : Logements par catégorie – comparaison commune / CCHCS	13
Graphique 6 : Répartition des surfaces agricoles utilisées.....	31
Graphique 7 : Lieu de travail des actifs.....	36
Graphique 8 : Modalités de déplacements domicile – travail des actifs	38
Graphique 9 : Evolution des effectifs de l'école primaire depuis 2006/07	43

Table des photos

Photo 1 : Versant de Sainte-Hélène-sur-Isère vu depuis le versant opposé des Bauges....	113
Photo 2 : Le fond de vallée plat entouré de massifs montagneux	115
Photo 3 : Plans d'eau dans le fond de vallée	115
Photo 4 : Ruisseau canalisé et ripisylve dans le fond de vallée	115
Photo 5 : Champ de maïs dans le fond de vallée.....	116
Photo 6 : Cultures autres que maïs	116
Photo 7 : Vergers dans le fond de vallée	116
Photo 8 : Exploitations agricoles.....	117
Photo 9 : Bâtiments présents sur la zone d'activité.....	117
Photo 10 : Sablières de Sainte-Hélène.....	117
Photo 11 : Hôtel/restaurant présent dans le fond de vallée.....	118

Photo 12 : Terrains de sport	118
Photo 13 : Péage de Sainte-Hélène-sur-Isère	118
Photo 14 : Vue sur le coteau urbanisé depuis le versant opposé	119
Photo 15 : Torrents traversant le coteau urbanisé	119
Photo 16 : Prairies et champs.....	119
Photo 17 : Vergers à côté de l'habitat.....	120
Photo 18 : Potagers.....	120
Photo 19 : Habitat entouré de prairies	121
Photo 20 : Route traversant la forêt	121
Photo 21 : Manteau forestier	122
Photo 22 : Manteau forestier vu depuis le versant opposé	122
Photo 23 : Vue des alpages depuis le versant opposé	123
Photo 24 : Vues sur le grand paysage.....	123
Photo 25 : Perspective de la vallée.....	124
Photo 26 : Lignes dans le paysage.....	124
Photo 27 : Vue sur le château depuis la plaine alluviale	125
Photo 28 : Ligne à haute tension sur la commune	126
Photo 29 : Habitat collectif dans le centre du chef-lieu.....	128
Photo 30 : Lotissement à l'Ouest du chef-lieu.....	128
Photo 31 : Activités artisanales dans le chef-lieu	128
Photo 32 : Parc au-dessus de l'église avec espace de jeu et vue sur le grand paysage	129
Photo 33 : Bâti récent à gauche et bâti ancien à droite au Villard	129
Photo 34 : Habitat individuel groupé (à gauche) et habitat intermédiaire (à droite)	130
Photo 35 : Constructions isolées au-dessus de 500 m d'altitude	130
Photo 36 : Eléments rencontrés dans cette zone.....	131
Photo 37 : Limites perméables au regard	132
Photo 38 : Limites semi-perméables au regard.....	132
Photo 39 : Limites imperméables au regard	133
Photo 40 : Vue sur Sainte-Hélène-sur-Isère depuis Notre-Dame-des-Millières.....	133
Photo 41 : Vue sur l'Ouest de Sainte-Hélène-sur-Isère depuis la D 925.....	134
Photo 42 : Entrée Est du chef-lieu	134
Photo 43 : Entrée Ouest du chef-lieu.....	134
Photo 44 : Constructions de morphologie urbaine	135
Photo 45 : Echantillon de constructions anciennement autrefois à vocation agricole	135
Photo 46 : Epis de faîtage	136
Photo 47 : Diversité des matériaux de couverture des toitures	137
Photo 48 : Garde-corps en bois et ferronnerie	137
Photo 49 : Echantillon de fenêtres et portes avec encadrement	138
Photo 50 : Passages couverts	139
Photo 51 : Echantillon de constructions "récentes"	139
Photo 52 : Lucarnes	140
Photo 53 : Château de Sainte-Hélène-sur-Isère	142
Photo 54 : Le moulin de Chamousset.....	142
Photo 55 : Eglise de Sainte-Hélène-sur-Isère.....	143
Photo 56 : Chapelle de La Pallaz	143
Photo 57 : Oratoires	143
Photo 58 : Fontaine place de l'église	144
Photo 59 : Bassins et lavoirs	144
Photo 60 : Bâti ancien de grand volume pouvant recevoir plusieurs logements et collectifs de l'OPAC.....	165

Table des tableaux

Tableau 1 : Evolution comparée de la population de l'ensemble de la CCHCS	9
Tableau 2 : Evolution des indices de vieillesse et de jeunesse	11
Tableau 3 : Evolution du nombre de logements par catégorie entre 1990 et 2015.....	12
Tableau 4 : Résidences principales selon le statut de l'occupation.....	13
Tableau 5 : Evolution comparée de la population, du nombre de ménage et des logements principaux.....	14
Tableau 6 : Objectifs de production de logements sur la durée du PLH sur le périmètre de la CCHCS.....	16
Tableau 7 : Permis de construire attribués entre 2008 et août 2018.....	17
Tableau 8 : Surfaces consommées entre 2008 et 2018 par secteur	18
Tableau 9 : Hypothèses de croissance démographique et de production de logements correspondante.....	24
Tableau 10 : Nombre de déclarants sur la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère et sur la CCHCS.....	27
Tableau 11 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité	36
Tableau 12 : Emploi et activité.....	37
Tableau 13 : Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2015	37
Tableau 14 : Ressources en eau potable de la collectivité	48
Tableau 15 : Caractéristiques des réservoirs et unités de distribution	49
Tableau 16 : Besoins actuels en eau potable	51
Tableau 17 : Population future du SIEAGA par secteur	52
Tableau 18 : Besoins futurs en eau potable.....	53
Tableau 19 : Bilan ressource – besoins actuels et futurs	55
Tableau 20 : Capacité incendie des réservoirs	57
Tableau 21 : Surfaces disponibles au PLU de 2008, dont capacités de densification	74
Tableau 22 : Etat des périmètres de protection des captages	84
Tableau 23 : Surfaces disponibles au projet de PLU de Sainte-Hélène-sur-Isère	156
Tableau 24 : Secteurs concernés par les OAP, nombre de logements prévus	166
Tableau 25 : Evolution des surfaces entre le PLU de 2008 et le PLU actuel.....	183